La situation économique au Québec

1983 et 1er semestre 1984

Québec

85-3151/

La situation économique au Québec

1983 et 1er semestre 1984

Québec

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

Centre d'information et de documentation
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Ce travail a été réalisé à la Direction des
études prévisionnelles par:
Pierre Gouin, coordonnateur du projet
Jean Bernier
Christian Lafrance
avec le soutien de:
Lorraine H. Leblond
Céline Marcoux
Carole Noël
Marguerite Paradis

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1984
ISBN 2-551-08904-2

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

Avant-propos

Depuis quelques années, le Bureau de la statistique du Québec procède à la mise en place graduelle d'un dispositif d'information et d'analyse qui lui permette de rendre compte de l'évolution de la conjoncture économique au Québec. La publication *Situation économique du Québec* constitue un des résultats de ces travaux.

Le lecteur trouvera dans cette publication une analyse descriptive de l'évolution de l'économie québécoise au cours de l'année écoulée. Il s'agit d'un texte de référence, destiné à un large public, dont l'objectif est de regrouper en un même véhicule un nombre impressionnant de données issues de sources diverses et de présenter une analyse qui en facilite la compréhension.

L'évolution des principaux paramètres de l'économie du Québec en 1983 y est présentée dans une double perspective, c'est-à-dire en parallèle avec l'évolution économique de ses principaux partenaires commerciaux et par rapport aux années antérieures.

L'organisation du texte permet par ailleurs de distinguer trois grandes sections. La première comporte une analyse trimestrielle de la conjoncture économique du Québec en relation avec celle des principaux pays de l'OCDE, et plus particulièrement les États-Unis et le Canada dans son ensemble. La section II contient une description de l'état du marché du travail, un bilan de l'activité des agents économiques (ménages, entreprises et administrations publiques), ainsi qu'une synthèse des échanges extérieurs du Québec. Quant à la troisième section, elle porte sur la répartition de l'activité économique par industrie, à l'intérieur des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Enfin, en guise de conclusion, le lecteur trouvera un aperçu de la situation économique du Québec au cours de la première moitié de l'année 1984, élaboré à partir des indicateurs actuellement disponibles.

La directrice générale

Nicole P.-Gendreau

Table des matières

Liste des tableaux 6
Liste des graphiques 8
Liste des tableaux en annexe 10

Introduction 11

Section I
La conjoncture économique en 1983 13

Chapitre 1
Le contexte international et nord-américain 14
Les pays de l'OCDE et le reste du monde 14
L'économie américaine 16
La demande des ménages 16
Les investissements du secteur privé 17
La balance commerciale 18
L'économie canadienne 18
La demande des ménages 19
Les dépenses d'immobilisation 21
Le commerce extérieur 22
Le marché du travail 23
Le marché financier 24
Les prix et les coûts 25

Chapitre 2
La conjoncture économique au Québec en 1983 26
L'évolution de la demande 28
Les dépenses de consommation 28
La demande de logements 29
Les investissements privés et publics 30
Les exportations 31
La production et l'emploi 33
La production 33
Le marché du travail 35
Les prix et les coûts de production 37

Section II
Le bilan de l'activité économique en 1983 39

Chapitre 3
Le marché du travail 40
La population active et les taux d'activité 40
L'emploi et le chômage 44
Le marché du travail dans les régions 47
La rémunération et les relations de travail 50

Chapitre 4
Revenus, dépenses et financement des agents économiques 51
La situation financière des particuliers 51
La situation financière des entreprises 55
Les revenus et les dépenses des administrations publiques 59
Le financement du secteur public québécois 61

Chapitre 5
Les échanges extérieurs 63
L'évolution du commerce mondial en 1983 63
La balance des paiements internationaux du Canada 65
Les exportations canadiennes chargées au Québec 66
Les importations canadiennes dédouanées au Québec 69
La destination des expéditions manufacturières du Québec 71

Section III
La répartition de l'activité économique en 1983 73

Chapitre 6
La répartition de l'activité économique par industrie 74
Le produit intérieur brut 74
L'emploi 76
Les immobilisations 78

Chapitre 7
Le secteur primaire et la construction 80
L'agriculture 80
L'exploitation forestière 82
La pêche et le piégeage 82
L'exploitation minière 84
La production d'énergie électrique 86
L'industrie de la construction 86

Chapitre 8
Le secteur de la fabrication 90
La situation de l'ensemble du secteur de la fabrication 90
La situation dans chacun des sous-secteurs 91
L'industrie du bois 91
L'industrie du meuble 93
L'industrie des métaux primaires 93
L'industrie des produits métalliques 94
L'industrie de la machinerie 94
L'industrie du matériel de transport 95
L'industrie des appareils et du matériel électriques 97
L'industrie des produits minéraux non métalliques 98
L'industrie des aliments et boissons 98
L'industrie du tabac 99
L'industrie du caoutchouc et des produits en plastique 99
L'industrie du cuir 101
L'industrie textile 102
L'industrie de la bonneterie 103
L'industrie du vêtement 103
L'industrie du papier et des produits connexes 105
L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes 105
L'industrie du pétrole et du charbon 105
L'industrie chimique 105

Chapitre 9
Le secteur tertiaire 107
Les transports, communications et autres services d'utilité publique 107
Le commerce de gros et de détail 108
Les finances, assurances et affaires immobilières 109
Les services socio-culturels, commerciaux et personnels 110
Les administrations publiques et la défense 110

Conclusion 113
Annexe 117

Liste des tableaux

6 **Chapitre 1**

1.1 Indicateurs économiques Principaux pays industrialisés 1982 et 1983 14
1.2 Principaux indicateurs de l'économie américaine Données désaisonnalisées 1983 16
1.3 Principaux indicateurs de l'économie américaine 1979-1983 17
1.4 Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1983 18
1.5 Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1979-1983 19

Chapitre 2

2.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise Données non désaisonnalisées 1983 26
2.2 Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1979-1983 27
2.3 Dépenses personnelles de consommation en biens et services 1983 27
2.4 Évolution des mises en chantier 1983 29
2.5 Formation brute de capital fixe 1983 30
2.6 Exportations chargées au Québec 1983 32
2.7 Population active, emploi et chômage 1983 35

Chapitre 3

3.1 Caractéristiques générales de la population active 1979-1983 40
3.2 Caractéristiques de la population active selon le sexe 1979-1983 42
3.3 Population active et taux d'activité selon l'âge 1979-1983 43
3.4 Emploi temps plein et temps partiel 1979-1983 44
3.5 Emploi et chômage selon l'âge 1979-1983 46
3.6 Emploi et chômage par région administrative 1979-1983 47
3.7 Taux de chômage et taux d'activité par région administrative 1979-1983 48
3.8 Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail selon la région 1979-1983 50

Chapitre 4

4.1 Revenu intérieur 1979-1983 51
4.2 Sources du revenu personnel 1979-1983 52
4.3 Emplois du revenu personnel 1979-1983 53
4.4 Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs, Canada 1979-1983 54
4.5 Prêts hypothécaires approuvés par les établissements prêteurs, Canada 1979-1983 55
4.6 Revenus des corporations et des entreprises individuelles 1979-1983 56
4.7 Formation brute de capital fixe des corporations et des entreprises individuelles 1979-1983 57
4.8 Financement des entreprises privées, Canada 1979-1983 58
4.9 Revenus et dépenses des administrations publiques 1979-1983 59
4.10 Revenus des administrations publiques 1979-1983 60
4.11 Dépenses des administrations publiques 1979-1983 61
4.12 Financement du secteur public québécois 1979-1983 62

Chapitre 5

5.1 Commerce mondial par groupe de pays 1982 et 1983 63
5.2 Exportations mondiales 1979-1983 64
5.3 Principaux pays de destination des exportations chargées au Québec 1981-1983 66
5.4 Principaux produits d'exportation chargés au Québec 1981-1983 68
5.5 Principaux pays d'origine des importations dédouanées au Québec 1981-1983 69
5.6 Principaux produits d'importation dédouanés au Québec 1981-1983 70
5.7 Destination des expéditions manufacturières du Québec 1970, 1977-1981 72
5.8 Destination des expéditions manufacturières du Québec par industrie 1981 72

Chapitre 6

6.1 P.I.B. au coût des facteurs par industrie 1979-1983 74
6.2 Emploi par industrie 1979-1983 76
6.3 Immobilisations par industrie 1979-1983 79

Chapitre 7

7.1 Agriculture 1979-1983 80
7.2 Forêt (abattage) 1979-1983 82
7.3 Pêche et piégeage 1979-1983 83
7.4 Mines, carrières et puits de pétrole 1979-1983 84
7.5 Énergie électrique 1979-1983 86
7.6 Industrie de la construction 1979-1983 87
7.7 Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction 1979-1983 88
7.8 Permis de bâtir par région administrative (tous types de logements) 1979-1983 89

Chapitre 8

8.1 Fabrication 1979-1983 91
8.2 Valeur de la production, industries manufacturières 1979-1983 92
8.3 Part du Québec dans la valeur des expéditions des industries manufacturières canadiennes 1979-1983 94
8.4 Valeur ajoutée par heure-personne, industries manufacturières 1979-1983 95
8.5 Employés salariés, industries manufacturières 1979-1983 96
8.6 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières 1979-1983 98
8.7 Salaires et traitements, industries manufacturières 1979-1983 100
8.8 Immobilisations, industries manufacturières, Québec 1979-1983 104

Chapitre 9

9.1 Transports, communications et autres services d'utilité publique 1979-1983 107
9.2 Commerce de gros et de détail 1979-1983 108
9.3 Finances, assurances et affaires immobilières 1979-1983 109
9.4 Services socio-culturels, commerciaux et personnels 1979-1983 110
9.5 Administrations publiques et défense 1979-1983 111

Conclusion

10.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise Données non désaisonnalisées 1984 115

Liste des graphiques

8 **Chapitre 1**

1A Évolution des prix mondiaux des matières premières (1975 = 100) 1979-1983 — 15
1B Variation des ventes au détail selon la province (dollars courants) 1983/1982 — 20
1C Évolution des ventes au détail ($ 1981) 1980-1983 — 20
1D Évolution des mises en chantier 1980-1983 — 21
1E Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques 1983/1982 — 22
1F Variation du commerce extérieur du Canada 1983/1982 — 23
1G Variation de l'emploi selon la province 1983/1982 — 24
1H Évolution de l'emploi 1980-1983 — 24
1I Évolution de divers taux d'intérêt et de l'indice des prix à la consommation 1980-1983 — 25
1J Valeur du dollar canadien en $ US et DM 1982 et 1983 — 25

Chapitre 2

2A Évolution des dépenses personnelles de consommation en biens et services ($ 1971) 1980-1983 — 28
2B Variation des ventes au détail 1983/1982 — 28
2C Évolution des mises en chantier 1980-1983 — 29
2D Évolution des dépenses d'immobilisation ($ 1971) Administrations publiques et entreprises 1980-1983 — 30
2E Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques ($ 1971) 1983/1982 — 31
2F Évolution des exportations chargées au Québec (dollars courants) 1980-1983 — 31
2G Évolution du produit intérieur brut ($ 1971) 1980-1983 — 33
2H Variation du P.I.B. au coût des facteurs 1983/1982 — 34
2I Évolution des expéditions manufacturières 1980-1983 — 34
2J Évolution de l'emploi 1980-1983 — 35
2K Évolution du chômage 1980-1983 — 36
2L Évolution des prix et des coûts 1980-1983 — 37
2M Variation de l'indice des prix à la consommation 1983/1982 — 38

Chapitre 3

3A Population de 15 ans et plus, population active et emploi 1974-1983 — 41
3B Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus 1974-1983 — 42
Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus 1974-1983 — 42
Taux d'activité de la population de 15 ans et plus 1974-1983 — 42
3C Croissance de la population active 1974-1983 — 43
3D Création nette d'emplois 1974-1983 — 44
3E Rapport emploi/population 1974-1983 — 45
3F Taux de chômage 1974-1983 — 46
3G Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe 1983 — 46
3H Emploi par région 1981, 1982 et 1983 — 48
3I Taux de chômage par région 1975-1983 — 49
3J Jours-personnes perdus en arrêts de travail 1978-1983 — 50

Chapitre 4

4A Variation de l'encours des prêts non hypothécaires des banques à charte au Canada 1983/1982 — 52
4B Variation de l'encours des prêts des banques à charte faisant affaire au Québec 1983/1982 — 54
4C Passif des faillites commerciales 1980-1983 — 55
4D Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du produit intérieur brut 1979-1983 — 57
4E Variation des principales sources de financement des entreprises non financières au Canada 1983/1982 — 58
4F Encours des prêts des banques à charte aux entreprises québécoises 1979-1983 — 58
4G Dépenses totales en biens et services, formation brute de capital fixe et déficit des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut 1979-1983 — 61

Chapitre 5

5A Balance canadienne des paiements internationaux solde du compte courant 1972-1983 65

5B Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 1975-1983 67

5C Évolution de la destination des exportations internationales 1981-1983 67

5D Destination des expéditions manufacturières 1974-1983 71

Chapitre 6

6A Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie 1961, 1981 et 1983 75

6B Emploi par secteur d'activité variations annuelles 1979-1983 77

6C Part du Québec et de l'Ontario dans les immobilisations canadiennes par industrie 1983 78

Chapitre 7

7A Évolution des recettes monétaires agricoles 1979-1983 81

7B Indice de la valeur de la production minérale 1973-1983 84

7C Indice des prix des principaux produits miniers 1973-1983 85

7D Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction 1978-1983 89

Chapitre 8

8A Expéditions manufacturières Québec, Ontario, Canada 1973-1983 93

8B Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière 1981, 1982 et 1983 97

8C Immobilisations, fabrication 1973-1983 99

8D Expéditions manufacturières par industrie, Québec et prix de vente industriels, Canada 1983/1982 101

8E Immobilisations par industrie, fabrication 1983/1982 102

8F Emploi salarié et valeur ajoutée par heure-personne selon l'industrie Fabrication 1983/1982 106

Chapitre 9

9A Immobilisations secteur tertiaire 1973-1983 109

9B Emploi et rémunération des salariés secteur tertiaire 1983/1982 111

Liste des tableaux en annexe

10 A2.1 Variation de l'indice des prix à la consommation Canada et principales villes 1983/1982 117
A2.2 Expéditions manufacturières au Québec 1983 118
A3.1 Population selon l'âge et le sexe 1979-1983 119
A3.2 Population active selon l'âge et le sexe 1979-1983 120
A3.3 Taux d'activité selon l'âge et le sexe 1979-1983 121
A3.4 Emploi selon l'âge et le sexe 1979-1983 121
A3.5 Taux de chômage selon l'âge et le sexe 1979-1983 122
A3.6 Chômeurs selon l'âge et le sexe 1979-1983 122
A3.7 Population active par région administrative 1979-1983 123
A3.8 Population de 15 ans et plus par région administrative 1979-1983 123
A4.1 Encours des prêts des caisses locales d'épargne et de crédit 1979-1983 124
A4.2 Part de la formation brute de capital fixe dans les emplois du produit intérieur brut 1979-1983 124
A4.3 Immobilisations des secteurs privé et public 1979-1983 124
A4.4 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public 1973-1983 125
A4.5 Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme 1982 et 1983 125
A5.1 Balance des paiements internationaux, Canada 1979-1983 126
A5.2 Exportations québécoises chargées au Québec, par produits 1979-1983 126
A6.1 P.I.B. au coût des facteurs par industrie répartition en pourcentage 1961, 1971, 1979-1983 128
A6.2 Immobilisations par industrie, Ontario 1979-1983 129
A6.3 Immobilisations par industrie, Canada 1979-1983 130
A7.1 Recettes monétaires agricoles 1979-1983 131
A7.2 Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole 1979-1983 132
A7.3 Principales espèces capturées, pêche maritime et piégeage 1979-1983 133
A7.4 Valeur brute de la production au niveau de la transformation Industrie minière 1979-1983 134
A7.5 Prix de quelques minéraux extraits au Québec 1979-1983 135
A7.6 Permis de bâtir par région administrative (logements simples) 1979-1983 136
A7.7 Permis de bâtir par région administrative (logements doubles et multiples) 1979-1983 136
A8.1 Valeur des expéditions manufacturières 1979-1983 137
A8.2 Indice des prix de vente des industries manufacturières, Canada 1979-1983 138
A8.3 Valeur ajoutée, industries manufacturières 1979-1983 139
A8.4 Rémunération hebdomadaire moyenne, industries manufacturières 1983 140
A8.5 Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, industries manufacturières, Canada 1979-1983 141

Introduction

L'année 1983 est, pour la plupart des pays industrialisés, une année de reprise économique faisant suite à la récession la plus sévère enregistrée depuis cinquante ans. Cette récession, qui a durement secoué les structures de production des pays industrialisés, s'est traduite par de hauts niveaux de chômage, et a déstabilisé les marchés financiers internationaux. Cependant elle a permis, dans plusieurs des pays industrialisés, mais particulièrement en Amérique du Nord, d'enrayer un processus d'augmentation des prix qualifié d'hyper-inflationniste au début des années quatre-vingt. Cette augmentation rapide des prix fut essentiellement jugulée par la poursuite d'une politique monétaire hautement restrictive (amorcée aux États-Unis dès 1981) qui eut pour effet d'augmenter le loyer de l'argent à des niveaux records dans la chronique conjoncturelle récente. La dépression de la demande qui en résulta força une diminution du rythme d'inflation. L'ensemble des pays industrialisés n'eut d'autre choix que de s'ajuster rapidement à cette politique monétaire afin de contrôler les mouvements de capitaux financiers.

Le Québec fut particulièrement touché par cette dépression générale de la demande en 1981 et 1982 qui occasionna une très forte baisse de la demande de matières premières (produits miniers et de la forêt, secteurs d'importance dans la production du Québec) et une diminution importante des exportations qui constituent près du tiers de la demande globale du Québec. Il en résulta des pertes d'emploi supérieures (proportionnellement à la population active) à la plupart des autres régions économiques canadiennes. Cependant, dans le processus de reprise, l'économie québécoise affiche en 1983 une remontée supérieure à la moyenne canadienne. Par ailleurs, contrairement à la situation des autres régions économiques canadiennes, la reprise économique au Québec repose pour une large part sur l'accroissement de la demande intérieure des ménages plutôt que sur la demande extérieure.

Dynamique de la récession

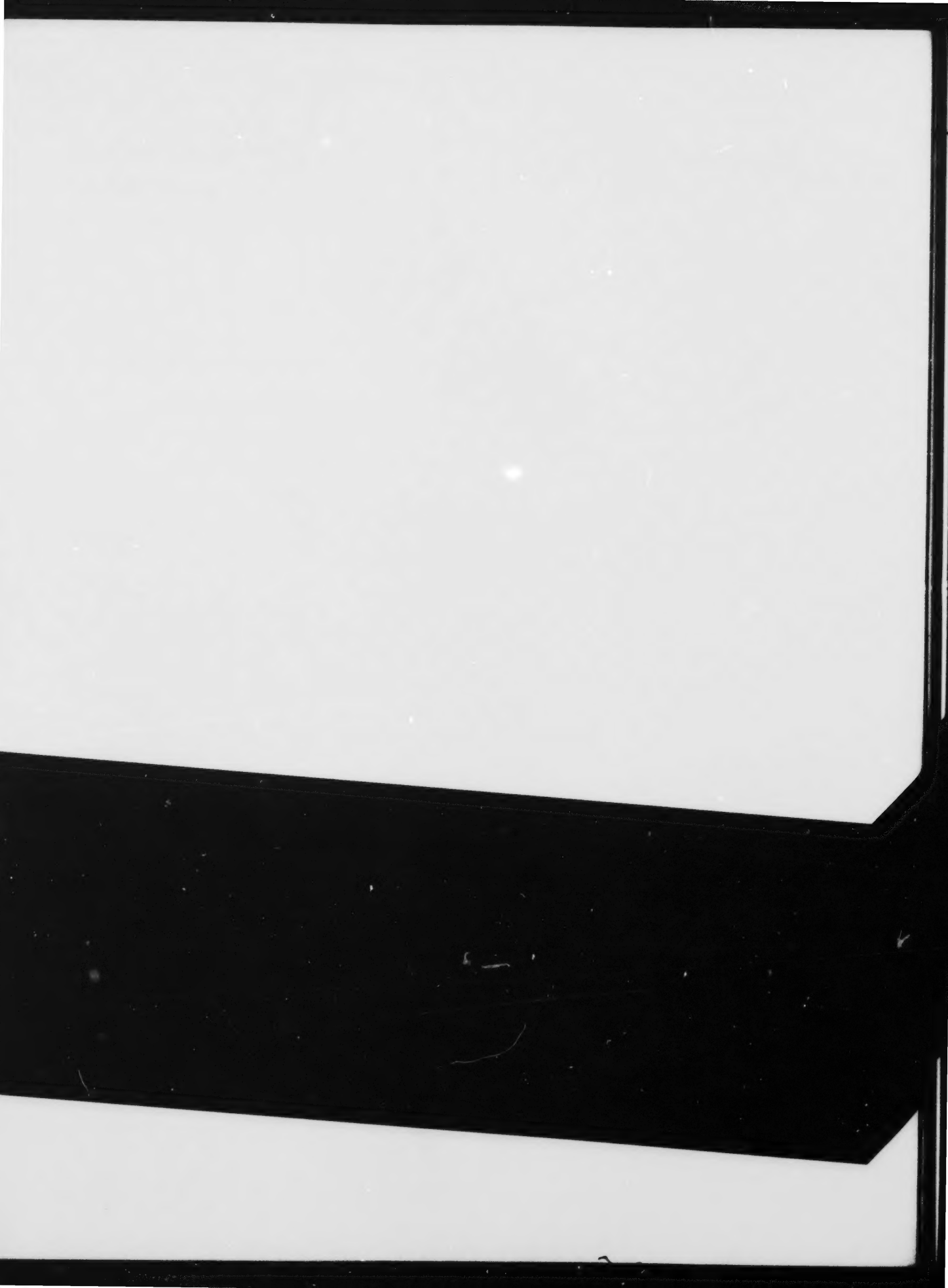
Les taux d'intérêt élevés qui ont eu cours au Québec en 1981 et 1982 ont freiné la demande de biens durables et les investissements résidentiels et ont fait grimper le coût de financement de la dette des entreprises. Dans une conjoncture caractérisée par la chute de la demande et l'augmentation rapide du loyer de l'argent, plusieurs entreprises durent cesser toute activité ou déclarer faillite, ce qui a eu pour conséquence d'amplifier le processus de mise à pied inhérent à tout ralentissement économique. L'importance des faillites déclarées au cours de la récession a aussi eu comme autre conséquence d'accroître le délai de récupération de l'emploi lors de la reprise.

Par ailleurs, malgré la hausse du coût de financement des entreprises, la forte baisse de la demande de biens de consommation n'a pas permis aux entreprises de reporter ces hausses de coûts sur les prix de vente. De plus, l'augmentation du chômage résultant de cette conjoncture élimina pour ainsi dire toute demande de hausses salariales au-delà de l'augmentation du coût de la vie. Ainsi, les conditions étaient créées pour freiner la spirale inflationniste des prix. Près de deux ans d'une politique monétaire restrictive, contraignant la demande et forçant un ajustement de l'offre, parvint à ralentir considérablement l'inflation; l'augmentation de l'indice des prix à la consommation en 1983 par rapport à 1982 n'est que de 3,2 % aux États-Unis, de 5,8 % au Canada et de 5,6 % à Montréal.

Dynamique de la reprise

Cependant, l'ampleur de la récession, la baisse de l'inflation et le relâchement de la politique monétaire ont entraîné une baisse des taux d'intérêt. Cette baisse des taux d'intérêt et le ralentissement des hausses de prix rétablissent le climat de confiance. Cela a pour conséquence de relancer rapidement au Québec les achats de biens durables et la demande de logements dont une bonne part avait été reportée depuis près de deux ans. L'accroissement des investissements résidentiels et de la demande de biens stimule la production et, plus tardivement, l'emploi; les effets multiplicateurs ainsi générés sont suffisants pour permettre la reprise de l'économie québécoise, comme ce fut le cas de l'économie nord-américaine.

La récupération rapide de l'économie américaine s'explique cependant par l'effet accélérateur engendré par la reprise hâtive (dès le second trimestre de 1983) des dépenses d'investissement en capital fixe des entreprises. Par contre, ce phénomène ne joue pas au Québec et en général dans l'ensemble du Canada comme en fait foi la baisse des dépenses d'investissement en capital fixe des entreprises en 1983. Cette évolution de la conjoncture économique nord-américaine au cours des deux dernières années influence directement, avec plus ou moins de délai, l'évolution économique de la plupart des pays industrialisés.



Section I

La conjoncture économique en 1983

Chapitre 1

Le contexte international et nord-américain

14

Les pays de l'OCDE et le reste du monde

L'économie des pays industrialisés émerge au cours de 1983 de la profonde récession qui a débuté en 1981. Considéré globalement, le produit national brut des pays de l'OCDE progresse de 2,4 % en 1983, après avoir diminué de 0,3 % en 1982. Cependant, la reprise ne se manifeste pas partout avec la même vigueur et certains grands pays n'y participent pas vraiment; ainsi, le produit national brut croît de 3,4 % aux États-Unis, de 3 % au Japon, de 1,3 % en Allemagne, de 0,7 % seulement en France, tandis qu'il décroît de 1,2 % en Italie. Le Canada connaît une reprise soutenue avec une croissance de 3 %[1] de son produit national brut, lequel avait enregistré un recul de 4,4 % en 1982, soit la plus forte baisse de tous les pays de l'OCDE.

La modération de la hausse des prix à la consommation observée dans la plupart des pays de l'OCDE, qui avait été en 1982 une conséquence positive de la récession, se maintient en 1983 grâce à la faible progression des taux de rémunération du travail, qui compense la hausse, en monnaie nationale, du prix des produits de base autres que le pétrole. Mais l'amélioration de la situation économique ne se fait pas sentir véritablement sur le marché du travail. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux de chômage atteint 8,9 % contre 8,2 % en 1982; le Canada connaît un taux de chômage de 11,9 %, le plus élevé des sept grands pays de l'OCDE. Le nombre d'emplois progresse aux États-Unis, au Japon et au Canada mais il continue de diminuer dans trois grands pays européens.

Aux États-Unis, le ralentissement de l'inflation, la baisse des taux d'intérêt, le rétablissement d'un climat de confiance et la réduction des taux d'épargne favorisent la progression de la consommation des ménages, de la construction résidentielle et des dépenses d'investissement des entreprises. Une politique budgétaire expansionniste ainsi qu'une politique monétaire prudente mais peu contraignante permettent ce nouveau dynamisme de l'économie. Bénéficiant de l'entrée massive de capitaux étrangers aux États-Unis, le dollar américain s'apprécie par rapport aux autres monnaies, à l'exception du yen. Cette appréciation de la monnaie américaine survient malgré un déficit commercial très important; les importations américaines augmentent rapidement tandis que la reprise beaucoup plus lente ailleurs dans le monde ne permet pas la croissance des exportations américaines.

1. Les données de l'OCDE diffèrent de celles de Statistique Canada selon lesquelles le PNB réel du Canada s'accroît de 3,3 % en 1983.

Tableau 1.1
Indicateurs économiques[1]
Principaux pays industrialisés
1982 et 1983

	PNB ou PIB réel		Emploi		Taux de chômage		Productivité: PNB ou PIB/emploi		Prix de la consommation privée		Industries manufacturières: Taux de salaires		Industries manufacturières: Coûts unitaires de main-d'oeuvre		Balance commerciale		Balance des opérations courantes	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
	Variation en % par rapport à l'année précédente														000 000 000 $			
États-Unis	−1,9	3,4	−0,9	1,3	9,5	9,6	−1,0	2,0	6,1	3,2	6,4	4,0	10,4	−1,2	−36,4	−60,6	−11,2	−40,8
Japon	3,0	3,0	1,0	1,7	2,4	2,6	2,2	1,3	2,7	1,9	4,8	3,9	2,4	1,0	18,1	31,5	6,9	20,8
Allemagne	−1,1	1,3	−1,9	−1,7	6,1	8,2	0,7	3,1	5,3	3,0	4,5	3,3	3,6	−1,0	26,5	21,8	3,6	3,9
France	1,9	0,7	−0,1	−0,9	8,0	8,4	2,1	1,5	11,8	9,6	15,3	11,2	10,8	7,1	−15,5	−7,5	−12,1	−4,0
Royaume-Uni	2,0	3,1	−1,7	−0,5	12,3	11,6	3,8	3,6	8,6	4,6	11,1	9,0	5,4	2,4	3,7	−0,8	9,7	3,1
Italie	−0,3	−1,2	−0,4	0,1	8,9	9,7	0	−1,3	−16,6	14,6	17,2	14,8	16,5	15,2	−7,9	−3,1	−5,5	0,5
Canada	−4,4	3,0	−3,2	0,7	10,9	11,9	−1,2	2,3	10,8	5,9	11,6	3,5	14,2	−0,1	15,4	15,2	2,4	1,3
Total des pays ci-dessus	**−0,5**	**2,6**	**−0,6**	**0,6**	**—**	**8,2**	**0,2**	**2,0**	**7,0**	**4,5**	**—**	**—**	**8,6**	**1,1**	**3,9**	**−3,5**	**−6,2**	**−15,1**
Total OCDE	**−0,3**	**2,4**	**−0,6**	**0,4**	**8,2**	**8,9**	**0,3**	**2,1**	**7,8**	**5,2**	**8,3**	**6,0**	**—**	**—**	**−21,0**	**−13,5**	**−29,3**	**−24,7**

1. Variations en % par rapport à l'année précédente sauf pour la balance commerciale et la balance des opérations courantes où les variations sont en milliards de dollars américains et sauf pour le taux de chômage qui ne représente pas une variation.

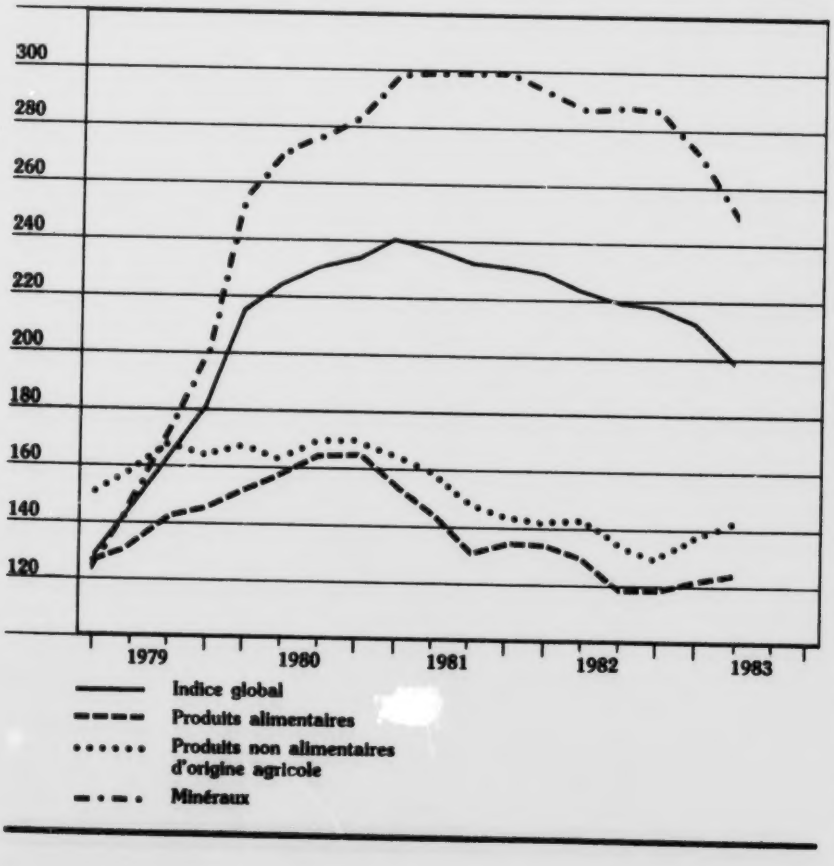
Sources: Principaux indicateurs économiques, OCDE, avril 1984; *Perspectives économiques de l'OCDE*, juillet 1984.

Le Canada, en plus de bénéficier aussi de conditions internes favorables, dont des hausses de prix moins élevées, profite également d'une forte croissance de ses exportations vers les États-Unis, de sorte que la valeur du dollar canadien peut être maintenue sans que les taux d'intérêt canadiens ne soient plus élevés que les taux américains.

Il n'en est pas de même pour plusieurs pays européens qui, tout en tirant profit d'exportations accrues favorisées par la faiblesse de leur monnaie, doivent pratiquer une politique monétaire restrictive afin de limiter les sorties de capitaux qui provoqueraient de nouvelles dépréciations génératrices d'inflation. Le prix du pétrole étant fixé en dollars US, la situation de leur monnaie a empêché la plupart des pays européens de profiter de la baisse du prix du pétrole de mars 1983. La crainte de connaître une nouvelle accélération de l'inflation pousse aussi les gouvernements de la plupart des pays européens à adopter, contrairement aux États-Unis et au Canada, des politiques de restriction des dépenses et des déficits publics. D'ailleurs, quelques pays, dont la France et l'Italie sont encore aux prises avec des hausses de prix de 10 % ou plus en 1983. Le Japon, même s'il a pratiquement éliminé l'inflation, pratique lui aussi des politiques restrictives afin d'assainir sa situation budgétaire. Il connaît cependant une croissance de 3,0 % de son PNB en 1983; il ne s'agit toutefois pas d'une remontée exceptionnelle, puisque la dernière récession s'est traduite au Japon par un abaissement à 3 % du taux de croissance du PNB en 1982, en regard d'un taux de croissance de 4,8 % en moyenne, pour la période de 1971 à 1981.

En dehors de la zone de l'OCDE, seuls les pays dont la dette extérieure est peu élevée et qui sont assez intégrés, par leurs relations commerciales, à l'économie nord-américaine, participent à la reprise de l'activité économique; c'est le cas en général des pays de l'Asie et du Pacifique. Par contre, plusieurs pays en voie de développement, aux prises avec des problèmes financiers très sérieux, doivent s'astreindre à des programmes d'austérité qui impliquent une stagnation sinon un recul de la production. Les pays producteurs de pétrole voient par ailleurs leur croissance freinée par la chute de leurs recettes d'exportations.

Graphique 1A
Évolution des prix mondiaux des matières premières (1975 = 100) 1979-1983



Les disparités régionales importantes observées dans l'évolution de la situation économique mondiale en 1983 se reflètent dans les tendances du commerce international. Stimulées par le regain d'activité économique de certains pays, le volume total des exportations de l'OCDE progresse de 2,5 % en 1983 après une baisse de 1,5 % en 1982; cependant, le volume des exportations de l'OCDE à destination du reste du monde, où la reprise n'est généralement pas amorcée, diminue de 3,75 % en 1983 en regard de 1982, année au cours de laquelle ces exportations avaient déjà baissé de 5 %.

De même, le volume des importations de l'OCDE augmente globalement de 4,75 % en 1983, tandis que le volume de celles en provenance de l'extérieur de l'OCDE n'augmentent que de 1,75 %. Ce recul du volume des importations en provenance du reste du monde s'explique principalement par la réduction des importations de pétrole. En effet, on note que les exportations totales des pays de l'OPEP subissent une baisse de 5,75 % en volume alors que les exportations totales des pays en voie de développement non producteurs de pétrole augmentent de 6,75 %. Les recettes de ces pays provenant des exportations sont d'autant plus faibles que le prix, en dollars, des importations de l'OCDE en provenance du reste du monde sont en baisse de 7,5 %, conséquemment à une baisse de 9,75 % des prix du pétrole et à une baisse de 4,5 % des prix des produits de base autres que le pétrole. Les pays en voie de développement non producteurs de pétrole réussissent néanmoins, par de sévères mesures restrictives, à réduire la valeur de leurs importations suffisamment pour améliorer leur balance commerciale dont le déficit passe, globalement, de 67 milliards de dollars en 1981 à 48 milliards de dollars en 1982 et à 29 milliards de dollars en 1983. Pour leur part, les pays producteurs de pétrole voient fondre leur surplus commercial de 126 milliards qu'il atteignait en 1981 à 63 milliards de dollars en 1982, puis à 45 milliards en 1983.

L'économie américaine

La reprise économique aux États-Unis s'amorçe en novembre 1982; elle fait suite au relâchement de la politique monétaire restrictive de la « Federal Reserve », qui permet une réduction rapide des taux d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt et le ralentissement des hausses de prix au cours du dernier trimestre de 1982 suscitent la confiance des consommateurs et entraînent la relance de la demande. Les dépenses de consommation atteignent leur maximum au second trimestre de 1983, tandis que celles pour la mise en chantier de logements atteignent un point culminant en juillet de la même année. L'accroissement des dépenses des ménages est suivi rapidement par une augmentation des investissements en capital fixe des entreprises, en particulier des investissements en machines et équipement.

Enfin, les faibles hausses des prix à la consommation et la persistance d'un taux de chômage élevé tout au cours de 1983 contribuent à maintenir les augmentations salariales et le nombre d'arrêts de travail à des niveaux relativement bas. Malgré cela, on observe une forte augmentation du revenu disponible qui résulte des allégements fiscaux, d'une hausse progressive de l'emploi et d'une augmentation substantielle de la rémunération hebdomadaire moyenne, à la suite de l'augmentation des gains en heures supplémentaires et la hausse de la durée hebdomadaire de travail. L'économie américaine connaît ainsi en 1983 une augmentation réelle de 3,4 % de son produit national brut.

La demande des ménages

La reprise des ventes au détail observée aux États-Unis est la plus forte depuis 1954. Elle émane essentiellement d'une très forte augmentation des dépenses de consommation de biens durables (en hausse de 12% en valeur réelle en 1933), tempérée par une augmentation de 3,1 % de la valeur réelle des dépenses de biens non durables. Cet accroissement des dépenses en biens durables est dû pour une bonne part à l'augmentation des ventes de voitures neuves; 9,2 millions d'autos neuves sont en effet achetées en 1983, une hausse de 15 % par rapport à 1982, dont 6,8 millions proviennent du marché domestique, une progression dans ce cas de 17,2%. À cet égard, l'augmentation des ventes d'automobiles neuves au cours de l'année 1983 est freinée par les capacités de production de l'industrie.

Cette limitation de l'offre est par ailleurs exacerbée par les quotas « volontaires » à l'exportation de voitures japonaises.

Les dépenses de biens durables sont aussi stimulées par l'augmentation du nombre de logements neufs et l'accroissement des ventes d'appareils ménagers; l'augmentation des ventes de meubles, articles d'ameublement et appareils ménagers est de 7,8 % en valeur réelle en 1983. Par ailleurs, la demande de maisons simples et de logements résidentiels se manifeste dès le début de 1983. Le nombre de mises en chantier atteint au mois de juillet son niveau maximum par rapport au reste de l'année, au moment même où les taux d'intérêt hypothécaires sont quant à eux à leur minimum. Ces mises en chantiers créent 1 698 millions de logements neufs (une augmentation de 60,3 %), totalisant 50,4 milliards de dollars constants ($ US 1972). Au total, la valeur réelle des investissements en construction résidentielle augmente de 39,4 % en 1983.

Tableau 1.2
Principaux indicateurs[1] de l'économie américaine
Données désaisonnalisées
1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
Demande globale (000 000 000 $ 1972)					
Produit national brut	1 490,1	1 525,1	1 553,4	1 572,5	1 535,3
Variation en %	*2,6*	*9,7*	*7,6*	*5,0*	*3,4*
Dépenses personnelles biens et services	986,7	1 010,6	1 016,0	1 032,2	1 011,4
Variation en %	*2,9*	*10,0*	*2,2*	*6,5*	*4,2*
Dépenses publiques courantes	292,9	292,1	295,2	292,3	293,1
Variation en %	*−8,8*	*−1,1*	*4,3*	*−3,9*	*0,5*
Formation brute de capital fixe (entreprises)	205,4	215,6	227,0	236,5	221,1
Variation en %	*8,8*	*21,4*	*22,9*	*17,8*	*8,4*
Exportations	137,3	136,2	140,7	140,6	138,7
Variation en %	*2,4*	*−3,2*	*13,9*	*−0,3*	*−5,8*
Revenu (000 000 000 $ courants)					
Rémunération des salariés	1 610,7	1 648,4	1 681,9	1 717,3	1 664,6
Variation en %	*6,4*	*0,7*	*8,4*	*8,7*	*6,2*
Revenu personnel disponible	2 255,9	2 301,0	2 361,7	2 423,9	2 335,6
Variation en %	*5,1*	*8,2*	*11,0*	*11,0*	*7,3*
Bénéfices des sociétés avant impôt	169,7	203,3	229,1	228,2	207,6
Variation en %	*5,4*	*106,0*	*61,3*	*−1,6*	*19,2*
Marché du travail					
Population active (000 000)	112,36	112,95	113,73	113,7	113,19
Variation en %	*−0,2*	*0,5*	*0,7*	*0,0*	*1,1*
Emploi (000 000)	99,21	100,04	101,53	102,51	100,82
Variation en %	*−0,5*	*0,2*	*2,1*	*3,5*	*1,5*
Taux de chômage	10,4	10,1	9,4	8,5	9,6
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1972 = 100)	293,6	296,8	299,8	303,1	298,3
Variation en %	*3,6*	*3,3*	*2,7*	*3,3*	*3,2*
Coût unitaire de la main-d'oeuvre ($)	1 583	1 572	1 578	1 584	1 579
Variation en %	*3,1*	*−2,8*	*1,5*	*1,5*	*2,3*
Marché financier (%)					
Taux d'escompte	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5
Taux préférentiel des banques	10,88	10,5	10,80	11,0	10,80
Papier commercial à 90 jours	8,34	8,62	9,34	9,20	8,88
Obligations à 10 ans et plus	10,44	10,35	11,24	11,32	10,84

1. Données désaisonnalisées.
Source: Data Resources Inc.

Enfin, cette croissance des dépenses des ménages est soutenue par une augmentation du revenu disponible de 7,3 % au cours de 1983, malgré une récupération de l'emploi plutôt lente (en hausse de seulement 1,5 % en 1983 par rapport à 1982). Cet accroissement du revenu disponible s'explique pour une bonne part par l'accélération de la production industrielle qui occasionne une hausse rapide du nombre d'heures supplémentaires.

Les investissements du secteur privé

Pour la première fois au cours des reprises d'après-guerre, en 1983, les investissements des entreprises contribuent dès le début au processus de reprise.

La demande très forte de biens de consommation, les faibles hausses de prix et la stabilité des taux d'intérêt permettent la réalisation de plusieurs projets d'investissement dès le second trimestre et une croissance rapide de ces investissements au cours des troisième et quatrième trimestres de 1983. La formation brute de capital fixe des entreprises, qui inclut les investissements en construction résidentielle décrits précédemment, s'accroît de 8,4 % en valeur réelle. Les investissements en immobilisations des entreprises augmentent de 1,4 % en valeur réelle, malgré la faiblesse générale des investissements en construction non résidentielle.

Dans l'ensemble, les dépenses en construction non résidentielle des entreprises chutent de 6,9 % en 1983. Les investissements en construction non résidentielle effectués dans les secteurs commercial et institutionnel ne suffisent pas à compenser la faiblesse des investissements provenant du secteur industriel. Le secteur manufacturier pour sa part n'entreprend pas de dépenses majeures en construction étant donné le fort excédent des capacités de production qui persiste en 1983 et le coût encore élevé du capital à long terme.

Par ailleurs, les investissements pour l'achat de machines et équipements augmentent, en valeur réelle, de 5,3 % pour l'ensemble de l'année; leur reprise s'amorce dès le second trimestre de 1983. Les hausses les plus fortes sont observées dans le secteur de la fabrication d'équipements de transport, celui d'équipements industriels, dans l'industrie minière et pétrolière et dans les industries de fabrication de machines électriques et d'équipements de bureau. Ces investissements reflètent en général l'urgence qu'il y a à remplacer ou à se doter d'équipements dont les achats ont été reportés depuis près de cinq ans, comme en fait foi le déclin de ces investissements au cours des dernières années. Par ailleurs, selon les enquêtes auprès des entreprises, ces investissements traduisent aussi la volonté de réduire les coûts d'opération et de gestion en améliorant le contrôle des inventaires et la productivité. Cet objectif, lié au maintien de la compétitivité, occasionne à court terme l'expansion rapide de ces investissements malgré le besoin persistant, pour les entreprises, d'assainir leurs bilans financiers. L'importance du maintien de la compétitivité est d'autant plus nécessaire que le dollar américain n'a cessé de s'apprécier au cours des trois dernières années, malgré l'accumulation successive de déficits commerciaux avec l'étranger.

Tableau 1.3
Principaux indicateurs de l'économie américaine 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Demande globale (000 000 000 $ 1972)					
Produit national brut	1 479,4	1 475,0	1 513,8	1 485,4	1 535,3
Variation en %	*2,8*	*−0,3*	*2,6*	*−1,9*	*3,4*
Dépenses personnelles biens et services	927,6	931,8	956,7	970,2	1 011,4
Variation en %	*2,7*	*0,5*	*2,7*	*1,4*	*4,2*
Dépenses publiques courantes	278,3	284,3	286,5	291,8	293,1
Variation en %	*1,3*	*2,2*	*0,8*	*1,8*	*0,5*
Formation brute de capital fixe	229,1	212,9	219,1	203,9	221,1
Variation en %	*3,8*	*−7,1*	*2,9*	*−6,9*	*8,4*
Exportations	146,2	159,1	159,8	147,3	138,7
Variation en %	*15,4*	*0,4*	*−7,8*	*−5,8*	*−5,8*
Revenu (000 000 000 $)					
Rémunération des salariés	1 237,6	1 357,6	1 493,2	1 568,1	1 664,6
Variation en %	*11,9*	*9,6*	*10,1*	*5,0*	*6,2*
Revenu personnel disponible	1 650,2	1 828,9	2 047,6	2 176,5	2 335,6
Variation en %	*12,0*	*10,8*	*12,0*	*6,3*	*7,3*
Bénéfices des sociétés avant impôt	252,7	234,6	226,9	174,2	207,6
Variation en %	*10,3*	*−7,1*	*−3,3*	*−23,2*	*19,2*
Marché du travail					
Population active (000 000)	105,0	107,0	108,7	110,2	111,4
Variation en %	*2,7*	*1,9*	*1,6*	*1,4*	*1,1*
Emploi (000 000)	98,8	99,3	100,4	99,5	100,8
Variation en %	*2,9*	*0,5*	*1,1*	*−0,9*	*1,3*
Taux de chômage	5,8	7,1	7,5	9,6	9,6
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1972 = 100)	217,5	246,8	272,2	298,1	298,3
Variation en %	*11,3*	*13,5*	*10,3*	*6,2*	*3,2*
Coût unitaire de la main-d'oeuvre ($)	1 197	1 328	1 428	1 539	1 579
Variation en %	*11,1*	*10,9*	*7,5*	*7,7*	*2,3*
Marché financier (%)					
Taux d'escompte	10,28	11,77	13,41	11,02	8,50
Taux préférentiel des banques	12,67	15,27	18,87	14,86	10,80
Papier commercial à 90 jours	10,97	12,66	15,33	11,89	8,88
Obligations à 10 ans	9,44	11,46	13,91	13,00	10,84

Source: Data Resources Inc.

La balance commerciale

En 1983, le déficit commercial des États-Unis atteint 57,8 milliards de dollars (37,2 milliards pour le déficit du compte courant). L'accumulation trimestrielle de déficits commerciaux au cours de 1983 n'affaiblit pas pour autant la position du dollar américain. La conjonction de taux d'intérêt réels élevés, la stabilité politique aux États-Unis et l'ouverture traditionnelle des marchés financiers sont autant de facteurs d'attirance importants pour les investisseurs étrangers. Ainsi, depuis 1980, le dollar américain s'est apprécié de 96 % vis-à-vis du franc français, de 60 % face à la livre anglaise, de 50 % vis-à-vis du mark allemand et de 5,4 % face au dollar canadien.

L'aggravation du déficit commercial en 1983 est principalement liée au fait que la reprise américaine accentue la demande de biens importés. Les importations augmentent en valeur réelle de 7,2 % en 1983. Au cours des trois premiers trimestres de 1983, les importations de biens durables comptent pour les deux cinquièmes de la dépense totale et les importations d'équipements de bureau comptent pour le tiers de cette catégorie. Les principaux produits d'importation sont les automobiles, les équipements de télécommunications, les équipements de bureau, les vêtements et chaussures, les produits agricoles et le minerai de fer.

Parallèlement à cet accroissement du volume des importations, on assiste à une baisse des exportations; la valeur réelle de ces dernières diminue de 5,8 % en 1983. Le faible volume des exportations est en partie lié à la surévaluation du dollar américain, mais il s'explique aussi par la faiblesse de la demande extérieure due à l'absence d'une reprise vigoureuse de l'économie des pays européens et à la persistance de la récession ainsi qu'aux difficultés financières des pays de l'Amérique Latine.

L'économie canadienne

La plupart des régions économiques au Canada (à l'exception de Terre-Neuve et de la Colombie Britannique) connaissent une reprise économique en 1983. Cette reprise est cependant plus accentuée dans les Maritimes, au Québec et en Ontario qu'elle ne l'est dans les autres régions économiques canadiennes. Observée globalement, la reprise économique canadienne[1] s'amorce au premier trimestre de 1983 et le niveau de production d'avant la récession est atteint au cours de l'année. En effet, au quatrième trimestre de 1983, le produit national brut réel (évalué en dollars constants de 1971) atteint 99,7 % de la valeur du sommet d'avant la récession (au second trimestre de 1981). Le PNB en 1983 représente 133,9 milliards de dollars ($ de 1971), en hausse de 3,3 % par rapport à 1982 (en comparaison de 3,4 % aux États-Unis).

Cette remontée de l'économie résulte de deux facteurs principaux. D'une part, la forte croissance des exportations vers les États-Unis est un élément moteur de la reprise pour plusieurs régions économiques canadiennes; ce sont les produits de l'industrie de l'automobile et du bois, de même que les exportations

1. Identifiée par l'accroissement du produit national brut réel désaisonnalisé au cours de deux trimestres consécutifs.

Tableau 1.4
Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1983

	1983[3]				
	I	II	III	IV	1983
Demande globale[1] (000 000 $ 1971)					
Produit national brut	130 864	133 280	135 792	137 476	134 353
Variation en %	*2,0*	*1,8*	*1,9*	*1,2*	*3,3*
Dépenses personnelles biens et services	82 024	82 288	84 368	85 108	83 697
Variation en %	*1,1*	*1,5*	*1,3*	*0,9*	*3,1*
Dépenses publiques courantes	23 340	23 552	23 764	85 108	23 667
Variation en %	*−1,6*	*0,9*	*0,9*	*1,0*	*0,3*
Formation brute de capital fixe	23 900	24 092	23 888	23 588	23 867
Variation en %	*−3,8*	*0,8*	*−0,8*	*−1,3*	*−5,8*
Exportations	33 164	34 496	35 124	38 388	35 293
Variation en %	*5,1*	*4,0*	*1,8*	*9,3*	*6,4*
Revenu[1] (000 000 $ 1971)					
Rémunération des salariés	211 296	217 808	222 264	224 484	218 963
Variation en %	*0,8*	*3,1*	*2,0*	*1,0*	*5,5*
Revenu personnel disponible	260 064	263 780	279 608	276 772	270 056
Variation en %	*−0,2*	*1,4*	*6,0*	*−1,0*	*5,5*
Bénéfices des sociétés avant impôt	28 340	31 628	34 928	35 840	32 684
Variation en %	*25,0*	*11,6*	*10,4*	*2,6*	*54,8*
Marché du travail[1]					
Population active (000)	12 048,3	12 185,7	12 245	12 226,7	12 176,4
Variation en %	*0,1*	*1,1*	*0,5*	*−0,1*	*1,7*
Emploi (000)	10 545,7	10 693,3	10 824	10 864	10 731,7
Variation en %	*0,4*	*1,4*	*1,2*	*0,4*	*0,8*
Taux de chômage	12,5	12,3	11,6	11,1	11,9
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation	114,8	116,4	118,3	119,3	117,2
Variation en %	*0,6*	*1,4*	*1,6*	*0,9*	*5,8*
Marché financier[2] (%)					
Taux d'escompte	9,6	9,4	9,5	9,7	9,6
Taux préférentiel des banques	11,7	11,0	11,0	11,0	11,2
Papier commercial à 90 jours	9,6	9,3	9,3	9,5	9,5
Obligations à 10 ans et plus (Canada)	11,9	11,3	12,0	11,8	11,8

1. Données désaisonnalisées.
2. Données non désaisonnalisées.
3. Sur une base annuelle.
Source: Statistique Canada.

d'énergie qui bénéficient particulièrement de la reprise américaine. Ces activités étant surtout concentrées au Québec et en Ontario, ces deux régions sont plus favorisées que les autres régions canadiennes. D'autre part, la baisse des taux d'intérêt au Canada qui contribue à la relance de la demande en biens durables et de l'investissement résidentiel dans la plupart des régions économiques, constitue le second moteur de la reprise. Quant aux administrations publiques en général, elles ne génèrent pas d'effet stimulateur par leurs dépenses, ces dernières diminuant dans l'ensemble légèrement en 1983.

Le seul autre facteur de croissance de l'économie est en fait la reconstitution des inventaires qui ne s'amorce cependant qu'au seconde semestre de 1983.

Contrairement aux États-Unis, les dépenses d'investissement des entreprises canadiennes ne contribuent pas au processus de la reprise économique. L'absence de l'effet accélérateur qu'engendre de tels investissements dans une période de relance économique, explique en partie la reprise plutôt lente de l'emploi en 1983 dans l'ensemble du Canada. C'est cependant à ce chapitre que l'on observe les plus fortes différences régionales: certaines régions accusent encore une perte d'emploi à la fin de l'année 1983 (en particulier Terre-Neuve et la Colombie Britannique), tandis que d'autres régions (telle l'Ontario) ont atteint leur niveau d'emploi d'avant la récession

La demande des ménages

La baisse généralisée des taux d'intérêt ainsi que la chute du taux d'inflation favorisent une reprise des dépenses de consommation de biens durables dès le quatrième trimestre de 1982. Cette reprise des dépenses, associée à un regain de confiance de la part du consommateur, ne se manifeste cependant pas avec la même vigueur dans toutes les régions économiques canadiennes. Ainsi, certaines régions connaissent une augmentation de plus en plus soutenue des ventes au détail au cours de l'année. Plus particulièrement, la valeur réelle[1] des ventes au Québec et en Ontario progressent de 1,3 % et 1 % respectivement au cours du premier semestre de 1983 par rapport à celui de 1982. Par contre, les régions des Prairies, et surtout la Colombie Britannique, tardent à s'inscrire dans ce mouvement de relance. Dans l'ensemble des régions, les ventes au détail accusent une baisse en valeur réelle de 0,7 % au premier trimestre. Ce n'est qu'à partir du second semestre de 1983 que la reprise des ventes au détail se généralise. Par rapport au second semestre de 1982, la valeur réelle des ventes au détail s'accroît de 4,5 % au Québec, de 5,6 % en Ontario et de 3,9 % dans l'ensemble des régions économiques canadiennes.

Tableau 1.5
Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Demande globale (000 000 $ 1971)					
Produit national brut	130 362	131 765	136 108	130 065	134 353
Variation en %	*3,2*	*1,1*	*3,3*	*−4,4*	*3,3*
Dépenses personnelles biens et services	80 607	81 445	82 807	81 144	83 697
Variation en %	*2,0*	*1,0*	*1,7*	*−2,0*	*3,1*
Dépenses publiques courantes	22 750	22 848	23 428	23 600	23 667
Variation en %	*0,3*	*0,4*	*2,5*	*0,7*	*0,3*
Formation brute de capital fixe	25 804	26 789	28 641	25 348	23 867
Variation en %	*8,7*	*3,8*	*6,9*	*−11,5*	*−5,8*
Exportations	32 141	32 720	33 719	33 178	35 293
Variation en %	*3,0*	*1,8*	*3,1*	*−1,6*	*6,4*
Revenu (000 000 000 $)					
Rémunération des salariés	148 257	167 937	194 075	207 594	218 963
Variation en %	*12,6*	*13,3*	*15,6*	*7,0*	*5,5*
Revenu personnel disponible	175 956	199 740	233 357	255 954	270 056
Variation en %	*12,7*	*13,5*	*16,8*	*9,7*	*5,5*
Bénéfices des sociétés avant impôt	34 000	37 664	32 606	21 110	32 684
Variation en %	*32,2*	*10,8*	*−13,4*	*−35,3*	*54,8*
Marché du travail					
Population active (000)	11 227,7	11 572,2	11 904,7	11 973,6	12 176,4
Variation en %	*3,1*	*3,1*	*2,9*	*0,6*	*1,7*
Emploi (000)	10 395	10 709,2	11 006,5	10 649	10 731,7
Variation en %	*4,1*	*3,0*	*2,8*	*−3,2*	*0,8*
Taux de chômage	7,4	7,5	7,5	11,1	11,9
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation	80,7	88,9	100,0	110,8	117,2
Variation en %	*9,2*	*10,2*	*12,5*	*10,8*	*5,8*
Rémunération hebdomadaire moyenne	288,3	317,4	355,3	390,8	419,5
Variation en %	*8,7*	*10,1*	*11,9*	*10,0*	*7,3*
Marché financier (%)					
Taux d'escompte	12,1	12,9	17,9	14,0	9,6
Taux préférentiel des banques	12,9	14,2	19,3	15,8	11,2
Papier commercial à 90 jours	12,1	13,2	18,3	14,1	9,5
Obligations à 10 ans	10,2	12,5	15,2	14,3	11,8

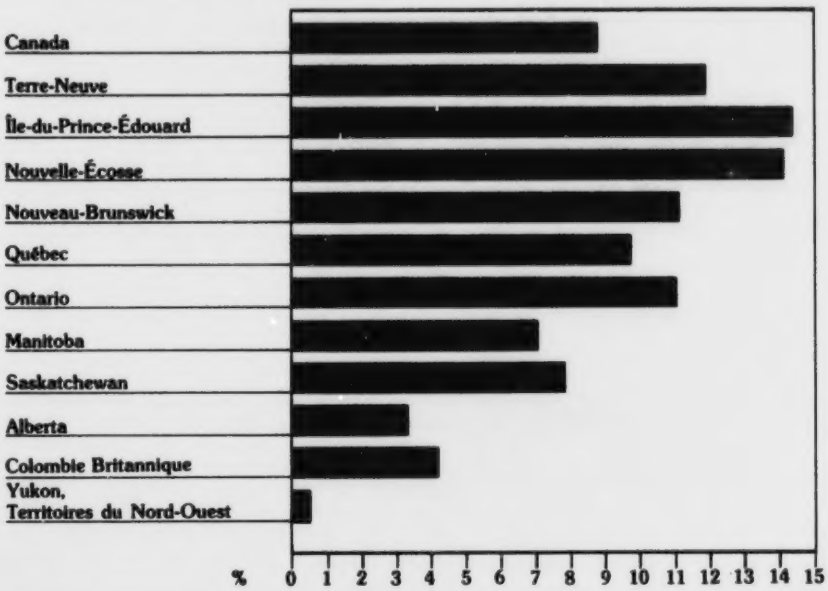
Source: Statistique Canada.

1. La valeur des ventes au détail est dégonflée par l'indice des prix à la consommation à Montréal pour les ventes du Québec et par celui de Toronto pour celles de l'Ontario.

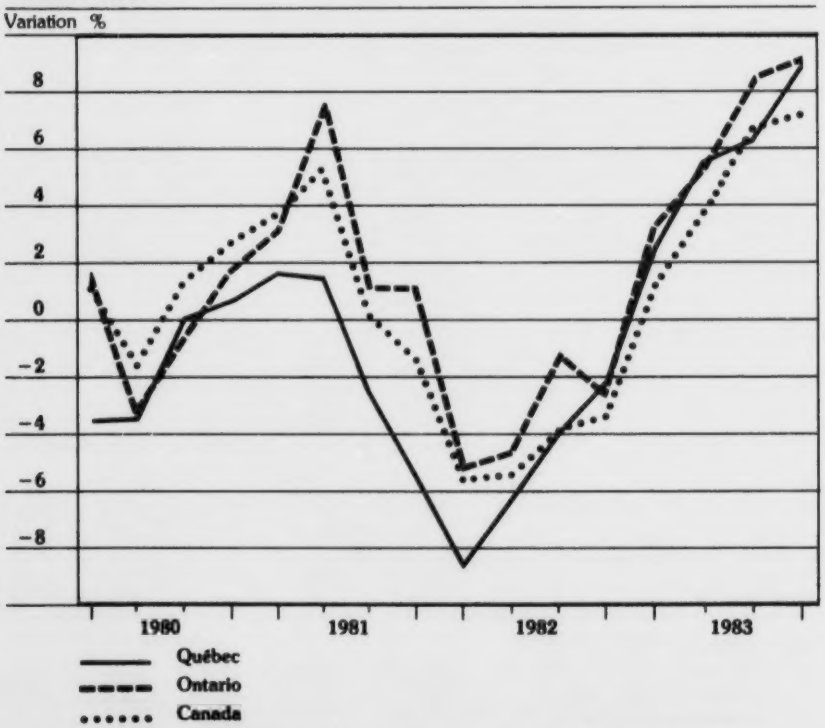
Ce sont les ventes de biens durables, particulièrement sensibles à la conjoncture des taux d'intérêt, qui connaissent les plus fortes hausses; leur valeur réelle augmente de 13,7 % au Québec en 1983 et de 8,7 % dans l'ensemble du Canada. Comme aux États-Unis, les ventes d'automobiles neuves augmentent fortement au Canada (17 % en valeur réelle en 1983). Le financement de ces dépenses de biens durables s'est fait en partie aux dépens de l'épargne. Sur la base des comptes économiques canadiens, les taux d'épargne passent de 15,2 % au quatrième trimestre de 1982 à 12,3 % au quatrième trimestre de 1983 alors que le crédit à la consommation n'augmente qu'à partir du second semestre et à un rythme beaucoup plus faible que celui des années précédentes.

La consommation des biens semi-durables et non durables ne connaît pas une aussi forte progression que les biens durables. La valeur réelle des dépenses pour ces deux catégories de biens ne connaît que des augmentations respectives de 2,1 % et 0,1 % dans l'ensemble du Canada en 1983. Sur la base des comptes économiques canadiens, les dépenses de consommation en biens et services enregistrent donc une croissance en valeur réelle de 3,1 % en 1983, après avoir connu une baisse de 2,1 % en 1982. C'est la plus forte reprise des dépenses de consommation enregistrée dans les cycles conjoncturels depuis 1950.

Graphique 1B
Variation des ventes au détail selon la province (dollars courants)
1983/1982



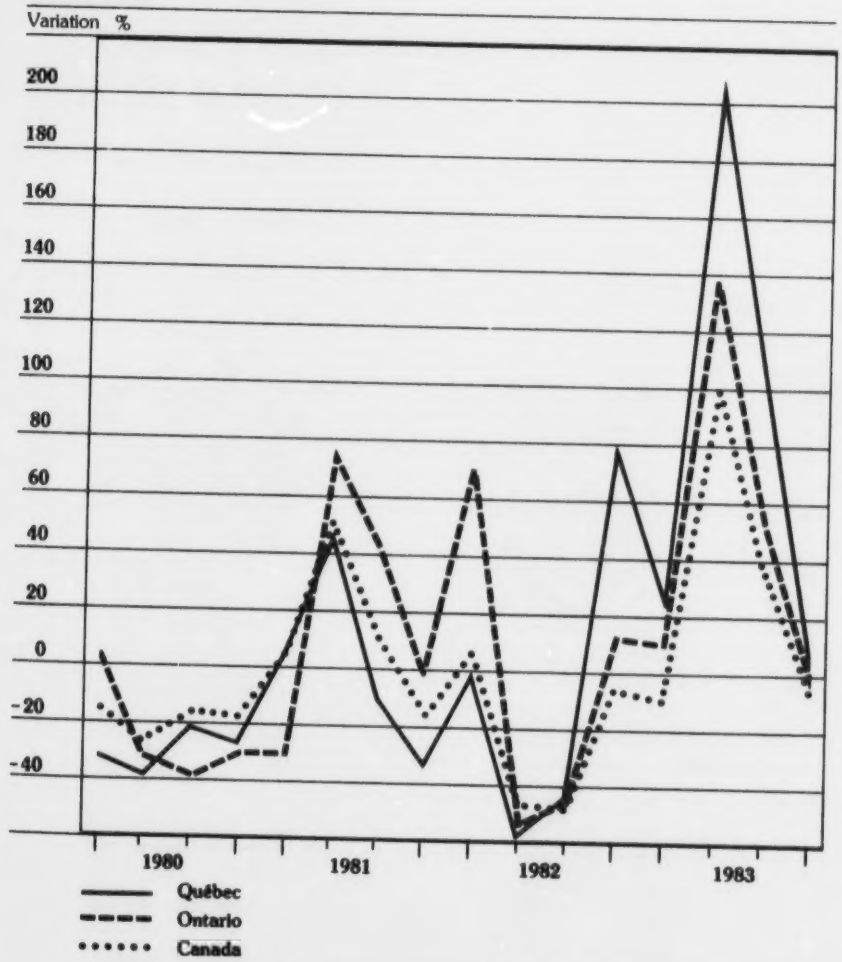
Graphique 1C
Évolution des ventes au détail ($ 1981)[1]
1980-1983



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

La baisse des taux d'intérêt favorise aussi la reprise de la construction résidentielle dans la plupart des régions économiques canadiennes. C'est cependant le Québec qui connaît la plus forte croissance du nombre des mises en chantiers avec 71,6 % comparativement à 42,7 % en Ontario et à 29,2 % dans l'ensemble du Canada qui compte 162 645 logements mis en chantier en 1983 contre 125 860 en 1982. Les programmes mis de l'avant par les divers paliers de gouvernement qui s'amorcent dès le quatrième trimestre de 1982 stimulent une relance hâtive de la construction résidentielle. Sur la base des comptes économiques canadiens, les dépenses d'investissement en construction résidentielle s'accroissent de 27,6 % (en dollars constants) en 1983.

Graphique 1D
Évolution des mises en chantier[1] 1980-1983



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Les dépenses d'immobilisation

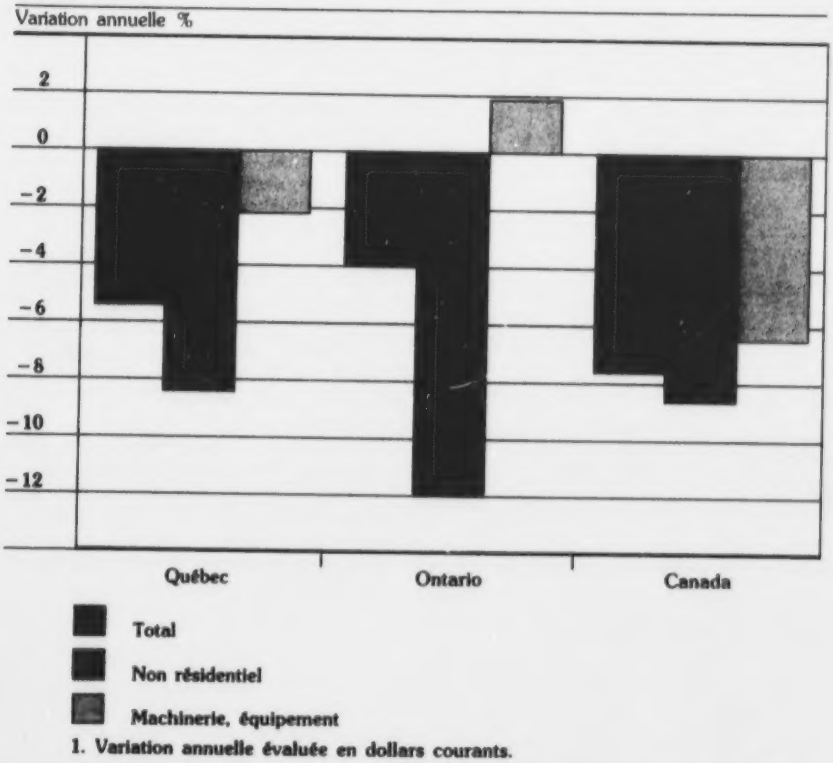
Contrairement à l'économie américaine, qui est stimulée par une reprise hâtive de ses investissements en immobilisations, l'économie canadienne connaît en 1983 une diminution de ce type de dépenses; l'anémie des investissements des entreprises est généralisée, quelle que soit la région économique. Dans l'ensemble du Canada les dépenses d'immobilisation en 1983 diminuent de 9,4 % en valeur réelle. Cette baisse résulte d'une diminution de 15,6 % des investissements en construction non résidentielle et d'une baisse de 8,8 % des investissements en machinerie et équipement. Le comportement de chacune des régions économiques canadiennes à cet égard est aussi très différent. L'économie du Québec, comme celle de l'Ontario, n'accuse pas un recul aussi prononcé que les autres régions. La valeur réelle des dépenses d'immobilisation (excluant l'habitation) au Québec diminue de 5,6 % en 1983, diminution résultant d'une chute de 8,4 % des dépenses en construction non résidentielle et d'une baisse de 2,1 % des investissements en machines et équipements. L'Ontario enregistre pour sa part une diminution en valeur réelle de 4,1 % de ses dépenses en immobilisations; cette baisse découle d'une diminution de 11,9 % des dépenses en construction non résidentielle, en partie compensée par une augmentation de 1,9 % des investissements en machinerie et outillage.

L'absence de reprise des investissements en immobilisations des entreprises dans l'ensemble du Canada fait appel à des facteurs communs à l'ensemble des régions économiques. Parmi ceux-ci, le facteur prédominant est l'excédent de capacités de production qui persiste, malgré un rattrapage continu, dans la plupart des secteurs industriels canadiens en 1983. À titre d'exemple, le taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière au Canada, qui a atteint un creux de 66,7 % en 1982, ne se situe encore qu'à 74,5 % au quatrième trimestre de 1983. Par ailleurs, la plupart des régions économiques canadiennes ont une part non négligeable de leur production axée sur la mise en valeur des richesses naturelles; à cet égard, tant l'industrie minière que pétro-

lière au Canada subit encore les effets des chutes de prix des matières premières sur les marchés internationaux. À ces deux facteurs qui freinent la reprise des dépenses d'investissement, s'ajoute, selon les analystes financiers, une modification dans la stratégie de gestion financière des entreprises. En effet, la situation de sous-capitalisation des entreprises qui prévaut depuis plusieurs années et les contraintes financières qu'une telle situation engendra à la suite de la hausse rapide des taux d'intérêt au début des années quatre-vingt, incite les entreprises — dans une conjoncture de taux d'intérêt incertaine — à utiliser les bénéfices pour assainir leurs bilans financiers. Une telle attitude ne favorise pas l'investissement et le recours aux sources d'épargne usuelles. Enfin, il faut rappeler qu'en 1983 la politique économique américaine est dominée par la crainte de voir l'économie s'emballer dans une processus d'inflation et en conséquence d'une augmentation des taux d'intérêt. Une telle perspective favorise au cours de l'année 1983 au Canada un climat d'incertitude quant à la stabilité des taux d'intérêt.

Graphique 1E

Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques[1] 1983/1982



1. Variation annuelle évaluée en dollars courants.

Le commerce extérieur

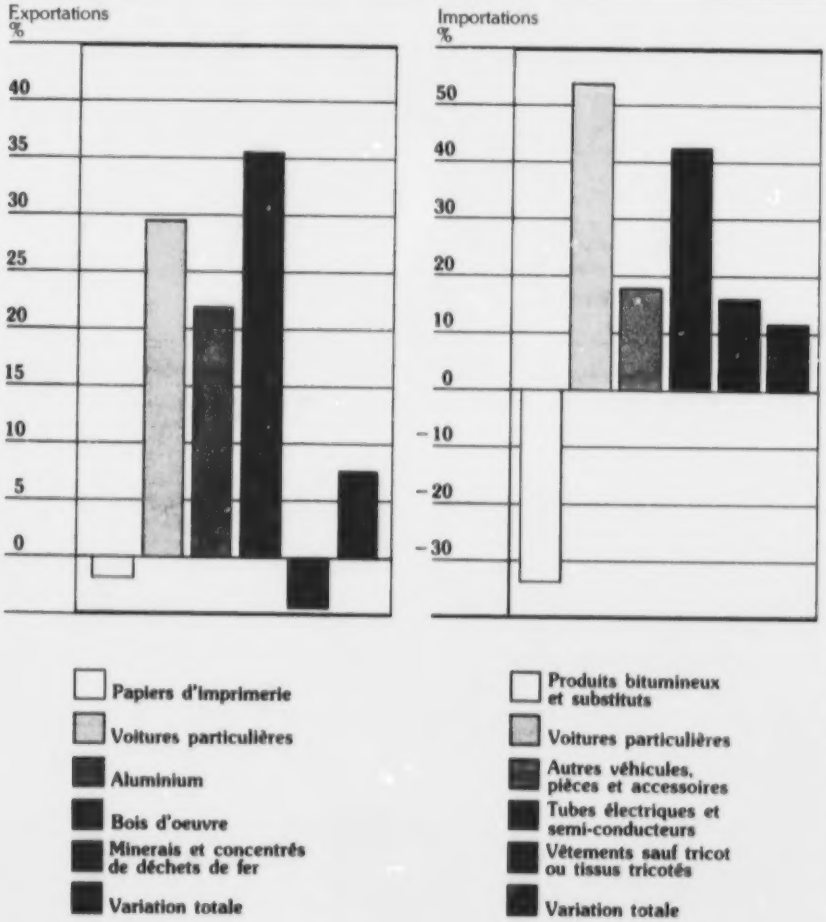
Les exportations de l'ensemble des régions économiques canadiennes augmentent de 6,4 % en volume en 1983. Les exportations enregistrant les plus fortes hausses sont celles des automobiles neuves et des pièces, des céréales (en particulier le blé et l'orge), du pétrole brut, des métaux primaires (surtout l'aluminium), du bois et des pâtes et papiers. Pour plusieurs régions économiques canadiennes, la relance de l'économie est attribuable essentiellement à cette forte demande extérieure; il en est ainsi en particulier du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. L'économie de l'Ontario pour sa part, bénéficie fortement de la hausse des ventes de voitures neuves en Amérique du Nord. Les exportations d'automobiles et de pièces vers les États-Unis comptent à elles seules pour 65 % de la hausse totale du volume des exportations canadiennes. Au Québec, bien que les exportations contribuent à la relance globale de la demande, celles-ci n'y jouent pas un rôle aussi prépondérant que dans le reste du Canada. La reprise économique au Québec est davantage le fait de la relance de la demande intérieure.

Par ailleurs, favorisé par la forte demande intérieure, le volume des importations dans l'ensemble du Canada augmente de 8,1 % en 1983. Les principaux produits d'importation sont les minéraux et matériaux bruts, les textiles, les vêtements, les automobiles neuves et les pièces. L'importation de pétrole brut chute pour sa part de 24 % en 1983 et, en contrepartie, les exportations de pétrole augmentent de 37 %; celà permet de réaliser le premier surplus commercial en ce qui concerne ce produit depuis 1974.

Globalement, le surplus commercial du Canada s'élève donc à 18 milliards de dollars en 1983, inférieur de 300 millions de dollars à celui de 1982. Cependant, la balance commerciale des services accentue son déficit en 1983 à cause d'un déficit touristique substantiel. De plus, suite à une diminution de 500 millions de dollars de transferts de capitaux, la balance courante canadienne ne connait un surplus que de 1,5 milliards de dollars en 1983. Ce surplus contribue toutefois à maintenir une relative stabilité du dollar canadien au cours de l'année, malgré le rétrécissement de l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains.

Graphique 1F

Variation du commerce extérieur du Canada[1] 1983/1982



1. Variation évaluée en dollars courants.

Le marché du travail

Malgré une reprise de l'embauche qui, dès le premier trimestre de 1983, se fait sentir dans plusieurs secteurs d'activité, ce n'est qu'à partir du second trimestre que l'on observe, sur la base des données non désaisonnalisées, un accroissement de l'emploi total dans l'ensemble de l'économie canadienne. Pour l'année 1983, l'économie canadienne récupère 365 000 emplois, soit 67,8 % des 538 000 emplois perdus durant la récession: l'emploi augmente ainsi de 0,8 % en 1983. Cette faible progression de l'emploi permet tout de même une réduction de trimestre en trimestre du taux de chômage, qui de 13,8 % (12,5 % en valeur désaisonnalisée) au premier trimestre passe à 10,7 % (11,1 % désaisonnalisée) au quatrième trimestre. Cependant, pour 1983, la moyenne du taux de chômage canadien augmente; elle s'établit à 11,9 % comparativement à 11 % en 1982, traduisant l'augmentation plus rapide de la population active que des possibilités d'emploi dans la plupart des régions économiques canadiennes.

La situation de l'emploi est fort différente selon les régions économiques canadiennes et elle reflète en quelque sorte l'état de la situation économique. Ainsi les régions des Prairies et celles de l'Ouest canadien ne connaissent pas vraiment de reprise économique en 1983 puisque l'emploi diminue en Colombie Britannique (tout comme à Terre-Neuve) et n'augmente pratiquement pas dans les Prairies; par contre, l'accroissement de l'emploi est relativement fort en Ontario à partir du troisième trimestre de 1983 et au Québec à partir du deuxième trimestre. À cet égard, l'emploi reprend plus rapidement au Québec qu'en Ontario. Cependant, malgré un rythme de récupération de l'emploi plus rapide au Québec (l'emploi augmentant en 1983 de 2,2 % au Québec contre 0,7 % en Ontario et 0,9 % dans l'ensemble du Canada), le pourcentage de récupération de l'emploi, par rapport au niveau d'avant la récession[1], y est inférieur (93,4 %) à celui de l'Ontario (99 %), compte tenu du fait que le Québec a perdu proportionnellement plus d'emplois en 1982 (une chute de 5,2 %), que l'Ontario (−2,5 %) et l'ensemble du Canada (−3,3 %).

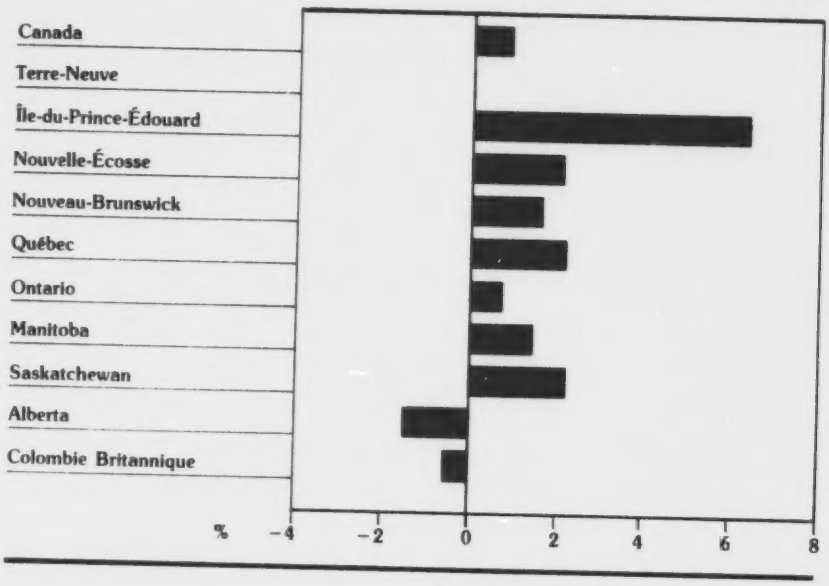
1. En termes de données désaisonnalisées, l'emploi atteint un sommet au Québec en août 1981 et, en Ontario, ce sommet est atteint en novembre 1981; dans chaque cas, le niveau d'emploi de décembre 1983 est comparé au niveau maximum d'avant la récession.

Le marché financier

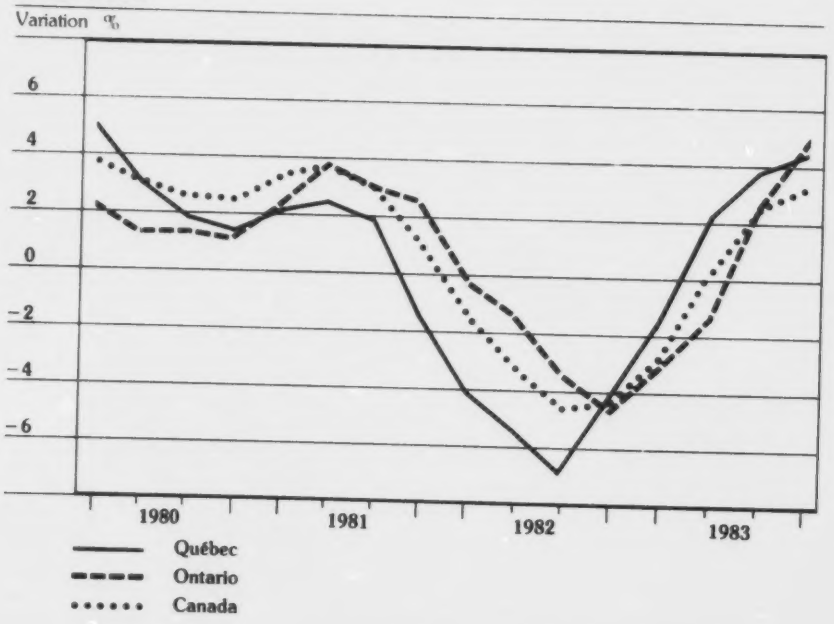
Il est généralement admis qu'en 1983, les autorités américaines et canadiennes en matière monétaire n'ont pas effectué un strict contrôle de l'évolution de leur masse monétaire en fonction du rythme de croissance de leur économie. Le souci de ne pas freiner la reprise a dominé les craintes véhiculées au cours de l'année, surtout aux États-Unis, voulant que le rythme trop rapide de la reprise risque de relancer la dynamique inflationniste. Il en ressort une évolution plutôt erratique de la masse monétaire tant au Canada qu'aux États-Unis (en particulier M1, l'agrégat représentant l'ensemble des dépôts courants dans les banques et des billets en circulation et servant à apprécier les intentions de dépenses du secteur privé). Cette évolution monétaire crée une insécurité additionnelle dans la mesure où l'expansion monétaire est jugée trop rapide au premier semestre en regard du risque d'inflation et trop lente au second semestre en regard des besoins de l'économie. Aux États-Unis, le relâchement relatif de la gestion monétaire et la concurrence croissante qu'occasionne les besoins massifs liés au financement de la dette du gouvernement central et le financement du secteur privé favorisent une augmentation des taux d'intérêt à court terme de plus de 100 points de base.

Cette pression à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis n'entraîne pas de hausses équivalentes au Canada. À la faveur d'une certaine stabilité du dollar canadien (valant en moyenne 0,81 $ US en 1983), occasionnée par le fort excédent du compte courant, la Banque du Canada peut résister à l'ajustement à la hausse des taux d'intérêt. On observe au cours de l'année 1983 un amenuisement et même des écarts négatifs de certains taux à court terme entre le Canada et les États-Unis.

Graphique 1G
Variation de l'emploi selon la province
1983/1982



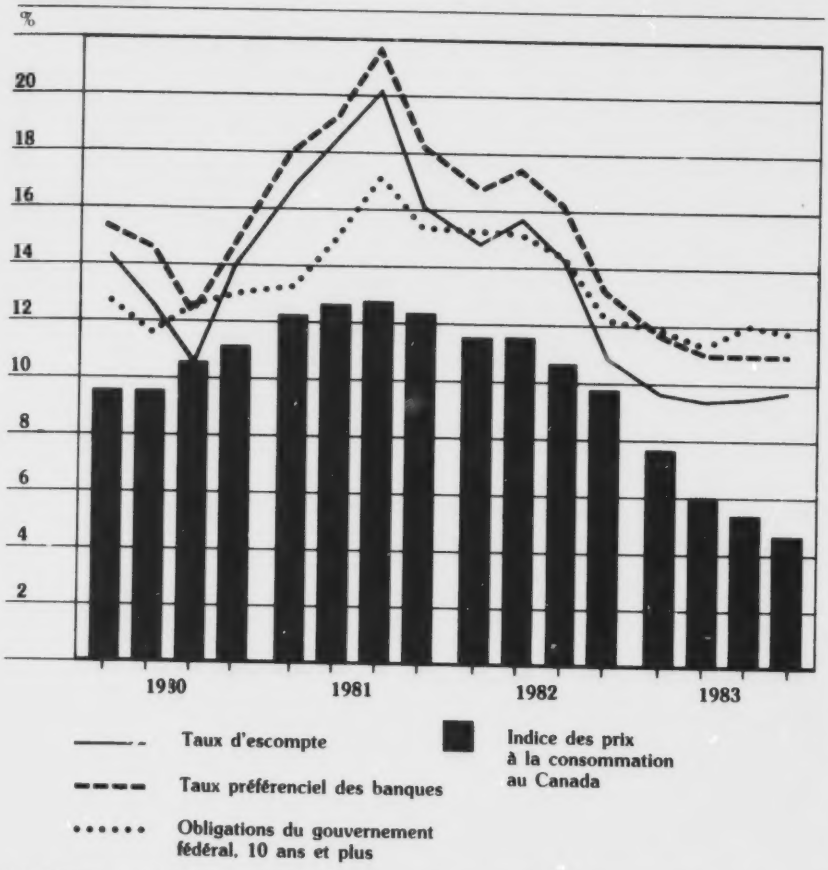
Graphique 1H
Évolution de l'emploi[1]
1980-1983



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Graphique 1I

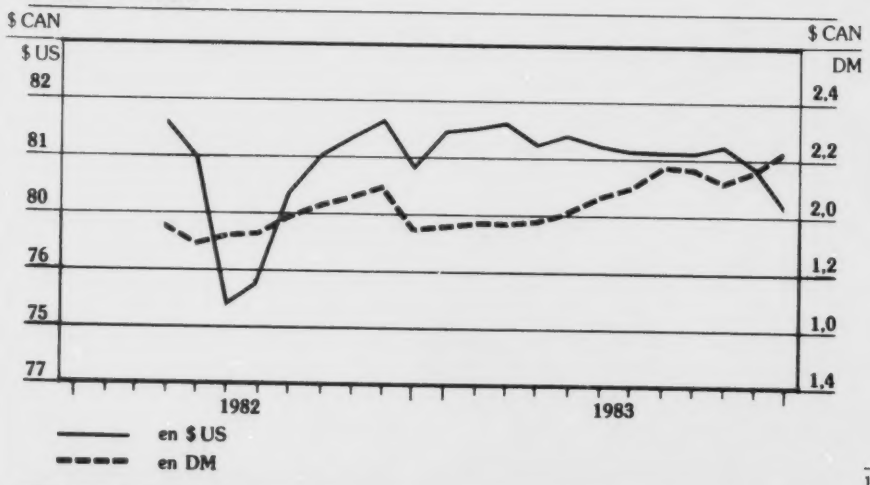
Évolution de divers taux d'intérêt et de l'indice des prix à la consommation[1]
1980-1983



1. Variation de l'I.P.C. par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Graphique 1J

Valeur du dollar canadien en $ US et DM
1982 et 1983



Les prix et les coûts

Au chapitre de l'inflation (mesurée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation) l'économie canadienne connaît une amélioration notable en 1983. Au premier trimestre, l'accroissement de l'indice, par rapport à la période correspondante l'année précédente, est de 9,3 % tandis qu'à la fin de l'année l'augmentation n'est plus que de 4,5 %. En moyenne pour l'année 1983, l'indice des prix à la consommation augmente de 5,8 % comparativement à 10,8 % en 1982. Il faut remonter au début des années soixante-dix pour retrouver des taux d'inflation similaires. À noter par ailleurs que c'est dans une conjoncture de faibles taux d'intérêt et en période de reprise que s'est produit la plus forte décélération des prix. Cette baisse du rythme de l'inflation au Canada fut favorisée par la faible hausse des prix des biens d'importation (4 % environ pour 1983), ainsi que par le ralentissement de la hausse des prix de l'énergie (6 %), et des coûts salariaux.

Dans l'ensemble du Canada, la rémunération hebdomadaire moyenne progresse de 6,8 % en dollars courants en 1983, soit une hausse de 0,9 % en dollars constants[1]. La plupart des secteurs d'activité ont connu une hausse similaire à l'exception du secteur manufacturier qui accuse une augmentation légèrement plus forte de la rémunération hebdomadaire moyenne (8,3 % en dollars courants en 1983). Par ailleurs, l'évolution du coût unitaire de la main-d'oeuvre fait apparaître une baisse de 5,7 % de cet indicateur dans le secteur primaire (excluant l'agriculture) et des augmentations de seulement 0,3 % dans le secteur manufacturier, de 2,4 % dans celui de la construction et de 3,5 % dans celui des services.

1. Lorsque dégonflée par l'indice des prix à la consommation.

Chapitre 2

La conjoncture économique au Québec en 1983

Les premières manifestations d'une reprise de la demande apparaissent au Québec dès le quatrième trimestre de 1982, à la faveur de la baisse généralisée des taux d'intérêt en Amérique du Nord et d'une forte reprise de l'économie américaine. Contrairement à la situation dans le reste du Canada, l'accroissement de la demande intérieure au Québec dès le début de l'année 1983 (accroissement qui s'accélère de trimestre en trimestre au cours de l'année) est un facteur prépondérant de la dynamique de la reprise. Bien que la demande extérieure favorise une hausse de nos exportations (automobiles et pièces, bois et produits métalliques de la première transformation), cette contribution à la relance n'est pas aussi importante qu'en Ontario, par exemple, ou que dans l'ensemble du Canada en général.

La construction résidentielle, l'exploitation forestière et les industries manufacturières, plus particulièrement, les industries de la fabrication des biens durables, bénéficient le plus de la reprise économique. Ce sont en fait ces mêmes secteurs d'activité qui furent les plus affectés par la forte montée des taux d'intérêt au cours des trois dernières années. Cependant, malgré la vigueur de la reprise de la demande de consommation de biens durables et de logements en 1983, les dépenses d'immobilisation de la part des secteurs productifs ne s'accroissent pas. Les enquêtes conduites auprès des entrepreneurs révèlent que les excédents de capacité de production expliquent pour une bonne part cette anémie des investissements en immobilisations des industries manufacturières et on peut supposer qu'il en est de même dans les autres secteurs d'activité. À cet égard, les statistiques pour l'ensemble des industries manufacturières canadiennes montrent que la récession a entraîné une forte sous-utilisation des capacités de production. Ainsi, les investissements en immobilisations des entreprises ne favorisent donc pas une accélération de la reprise en 1983 au Québec.

Par ailleurs, le processus de liquidation des inventaires se poursuit au cours du premier trimestre de 1983 dans la plupart des industries manufacturières canadiennes, ce qui prolonge les délais de réembauche. Au Québec, la croissance de l'emploi (observée en données non désaisonnalisées) ne reprend qu'à partir du second trimestre de 1983; on observe alors une progression de plus en plus accentuée au cours des trimestres successifs. Mais, malgré une reprise de l'emploi plus précoce et plus rapide

Tableau 2.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
Données non désaisonnalisées
1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
Demande globale (000 000 $ 1971)					
Produit intérieur brut	7 550,9	7 902,3	8 200,4	8 237,4	31 890,9
Variation en %	*−1,8*	*3,2*	*4,9*	*6,5*	*3,2*
Dépenses personnelles biens et services	4 574,2	5 055	4 982,4	5 293,1	19 904,7
Variation en %	*−1,6*	*3,5*	*4,8*	*4,5*	*3,6*
Dépenses publiques courantes	1 720,3	1 900,1	2 025,2	2 146,8	7 792,3
Variation en %	*−8,1*	*3,0*	*2,3*	*2,0*	*0,1*
Formation brute de capital fixe	1 168	1 272,2	1 281	1 247,8	4 969,1
Variation en %	*−6,9*	*0,3*	*3,9*	*2,1*	*0,2*
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	12 210	13 234	13 555	13 648	52 543
Variation en %	*−1,3*	*5,0*	*6,9*	*6,9*	*4,4*
Revenu personnel disponible	13 985	16 970	16 574	16 674	64 203
Variation en %	*2,9*	*4,9*	*4,7*	*6,8*	*4,9*
Bénéfices des sociétés avant impôt	1 420	1 629	1 658	1 839	6 546
Variation en %	*27,2*	*43,9*	*48,0*	*62,5*	*45,5*
Marché du travail					
Population active (000)	2 961,7	3 094	3 155	3 065	3 068,9
Variation en %	*1,7*	*2,7*	*2,2*	*2,8*	*2,4*
Emploi (000)	2 499	2 648,3	2 752,7	2 668	2 642
Variation en %	*−1,5*	*2,1*	*3,8*	*4,4*	*2,2*
Taux de chômage	15,6	14,4	12,7	13,0	13,9
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation	115,2	117,1	118,7	120,1	117,8
Variation en %	*7,4*	*5,8*	*4,8*	*4,4*	*5,6*
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	400,1	409,0	414,1	423,2	411,6
Variation en %	*5,8*	*6,7*	*7,1*	*6,8*	*6,6*
Marché financier (%)					
Taux d'escompte de la Banque du Canada	9,6	9,4	9,5	9,7	9,6
Taux préférentiel des banques	11,7	11,0	11,0	11,0	11,2
Papier commercial à 90 jours	9,6	9,3	9,3	9,5	9,5

Sources: Bureau de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Tableau 2.2
Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	63 447	71 342	81 863	83 958	90 625
Variation en %	*11,6*	*12,4*	*14,7*	*2,6*	*7,9*
Dépenses personnelles en biens et services	37 335	40 904	45 478	48 803	52 988
Variation en %	*11,9*	*9,6*	*11,2*	*7,3*	*8,6*
Dépenses publiques courantes	13 936	16 380	18 729	20 410	21 522
Variation en %	*13,1*	*17,5*	*14,3*	*9,0*	*5,4*
Formation brute de capital fixe	12 094	13 085	13 952	13 248	13 818
Variation en %	*10,1*	*8,2*	*6,6*	*−5,0*	*4,3*
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	36 784	41 762	47 817	50 324	52 543
Variation en %	*11,2*	*13,5*	*14,5*	*5,2*	*4,4*
Revenu personnel disponible	42 443	48 186	55 826	61 217	64 203
Variation en %	*10,6*	*13,5*	*15,9*	*9,7*	*4,9*
Bénéfices des sociétés avant impôts	6 747	7 601	7 581	4 500	6 546
Variation en %	*34,1*	*12,7*	*−0,3*	*−40,6*	*45,5*
Marché du travail					
Population active (000)	2 897,6	2 988,0	3 040,3	2 997,8	3 068,9
Variation en %	*2,1*	*3,1*	*1,7*	*−1,4*	*2,4*
Emploi (000)	2 619,4	2 693,8	2 726,3	2 584,6	2 642,0
Variation en %	*3,5*	*2,8*	*1,2*	*−5,2*	*2,2*
Taux de chômage	9,6	9,8	10,3	13,8	13,9
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation	80,6	89,0	100,0	111,6	117,8
Variation en %	*9,1*	*10,3*	*12,4*	*11,5*	*5,6*
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	284,2	315,4	351,6	386,1	411,6
Variation en %	*8,1*	*11,0*	*11,5*	*9,8*	*6,6*
Marché financier (%)					
Taux d'escompte	12,1	12,9	17,9	14,0	9,6
Taux préférentiel des banques	12,9	14,3	19,3	15,8	11,2
Papier commercial à 90 jours	12,1	13,2	18,3	14,1	9,5

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.3
Dépenses personnelles de consommation en biens et services 1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
	(000 000 $ 1971)				
Dépenses personnelles en biens et services	**4 574,2**	**5 055,0**	**4 982,4**	**5 293,1**	**19 904,7**
Variation en %	***1,6***	***3,5***	***4,8***	***4,5***	***3,6***
Dépenses personnelles en biens	2 620,2	3 079,0	2 990,7	3 315,5	12 005,4
Variation en %	*0,3*	*3,5*	*5,4*	*5,6*	*3,8*
Biens durables	707,5	981,7	894,0	949,8	3 533,1
Variation en %	*7,3*	*13,2*	*14,8*	*18,2*	*13,7*
Biens semi-durables	561,0	685,9	682,5	839,9	2 769,2
Variation en %	*2,9*	*2,6*	*4,8*	*4,9*	*3,9*
Biens non durables	1 370,0	1 429,3	1 433,2	1 549,7	5 782,1
Variation en %	*−3,6*	*−1,7*	*0,8*	*0,2*	*−1,0*
Dépenses personnelles en services	1 954,1	1 975,9	1 991,7	1 977,6	7 899,3
Variation en %	*3,5*	*3,5*	*3,8*	*2,8*	*3,4*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

qu'en Ontario ou que la moyenne de l'ensemble du Canada, le Québec ne réussit pas au cours de l'année à atteindre son niveau d'emploi d'avant la récession.

Le nombre de chômeurs et le taux de chômage augmentent au cours de l'année 1983, étant donné la croissance plus rapide de la population active (les personnes se cherchant un emploi) que de l'emploi (ce que le marché peut absorber). Enfin, le haut niveau de chômage qui persiste durant l'année 1983 et les faibles hausses de l'indice des prix à la consommation, contribuent au maintien d'un climat stable sur le marché du travail et à la modération des revendications salariales.

Le Québec connaît en 1983 une reprise qui se traduit par un accroissement du produit intérieur brut de 7,9 % en dollars courants, augmentation équivalente à 3,2 % en dollars constants comparativement à 3,3 % pour l'ensemble de l'économie canadienne. Cette reprise ne suffit cependant pas à combler la perte de production de plus de 6 % occasionnée par la récession. Rappelons que l'économie québécoise fut plus durement frappée par la récession économique de 1981 et 1982 que la plupart des autres régions économiques canadiennes. Ainsi, pour plusieurs indicateurs économiques, la récupération de l'activité au niveau d'avant la récession s'effectue sur une période plus longue, malgré un taux de récupération aussi élevé.

L'évolution de la demande

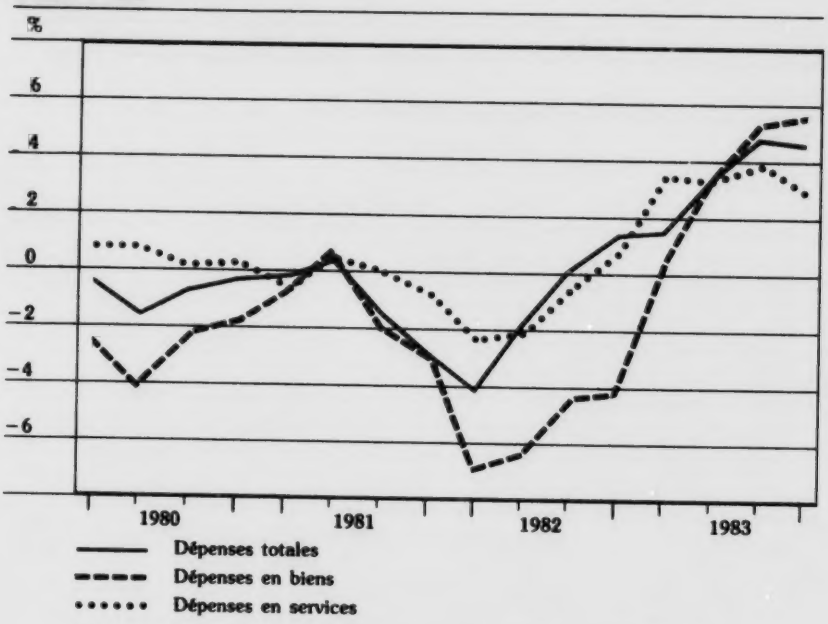
Les dépenses de consommation

L'accroissement des dépenses de consommation au Québec s'amorce dès le quatrième trimestre de 1982 et le rythme d'augmentation s'accroît jusqu'au troisième trimestre de 1983. Les dépenses de consommation en biens et services croissent de 8,6 % (en dollars courants) en 1983, soit une augmentation de 3,6 % en dollars constants ($ 1971). Les dépenses personnelles en biens s'accroissent de 3,8 % en valeur réelle, tandis que les dépenses en consommation de services augmentent de 3,4 % en 1983. Cette reprise des dépenses de consommation est la conséquence de la baisse des taux d'intérêt, de la chute du taux d'inflation et de la hausse de l'emploi. Elle constitue le premier facteur nécessaire à la reprise de l'ensemble de l'activité économique.

Au Québec en 1983, tout comme dans le reste du Canada et aux États-Unis, ce sont les dépenses de biens durables (en hausse de 13,7 % en valeur réelle) qui enregistrent la plus forte augmentation. Cette reprise des dépenses de biens durables s'observe dès le quatrième trimestre de 1982 à la faveur d'une baisse généralisée des coûts du crédit; on enregistre par la suite une augmentation des dépenses de plus en plus rapide de trimestre en trimestre. La valeur réelle des dépenses en biens durables augmente de 7,3 % au premier trimestre de 1983 par rapport au premier trimestre de 1982 et cette augmentation atteint 18,2 % au quatrième trimestre de 1983 comparativement à celui de 1982. Cette forte progression de la demande de biens durables s'explique en bonne partie par l'effet d'entraînement de la reprise de la construction résidentielle; à cet égard, les ventes de meubles, téléviseurs et appareils ménagers s'accroissent de 27,8 % en dollars courants en 1983. Par ailleurs, tout comme aux États-Unis, les ventes d'automobiles neuves augmentent fortement au Québec (en hausse de 26,8 % en dollars courants de 1983).

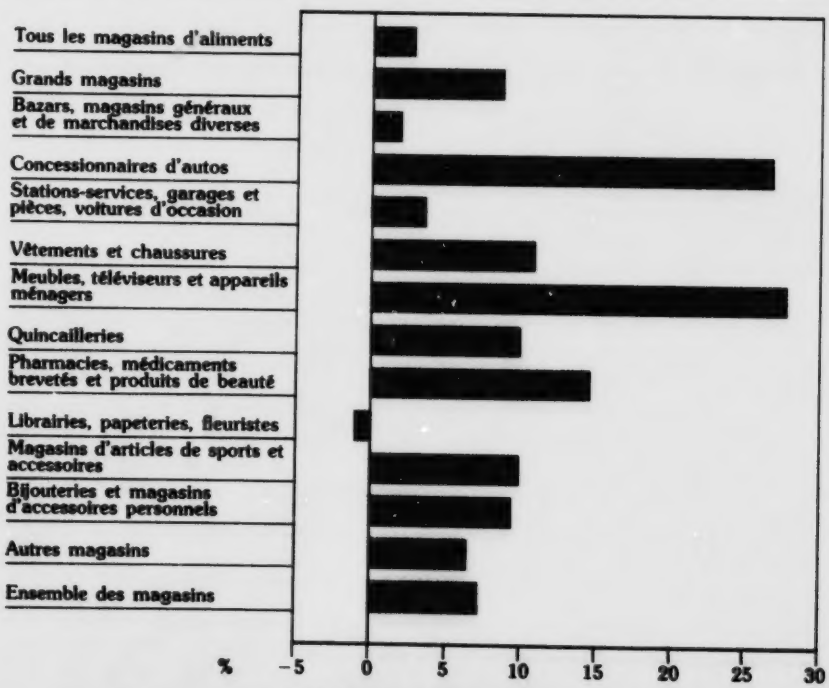
Les dépenses en biens semi-durables, plus sensibles aux variations non permanentes des revenus, s'accroissent à un rythme beaucoup plus faible durant toute l'année; en dollars courants, elles augmentent de 5,8 % en 1983, soit une hausse de 3,9 % en dollars constants. Les dépenses en biens non durables, pour leur part, n'augmentent que de 1,1 % en dollars courants, ce qui correspond à une diminution des dépenses de 1 % en valeur réelle.

Graphique 2A
Évolution des dépenses personnelles de consommation en biens et services ($ 1971)[1] 1980-1983



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Graphique 2B
Variation des ventes au détail[1] 1983/1982



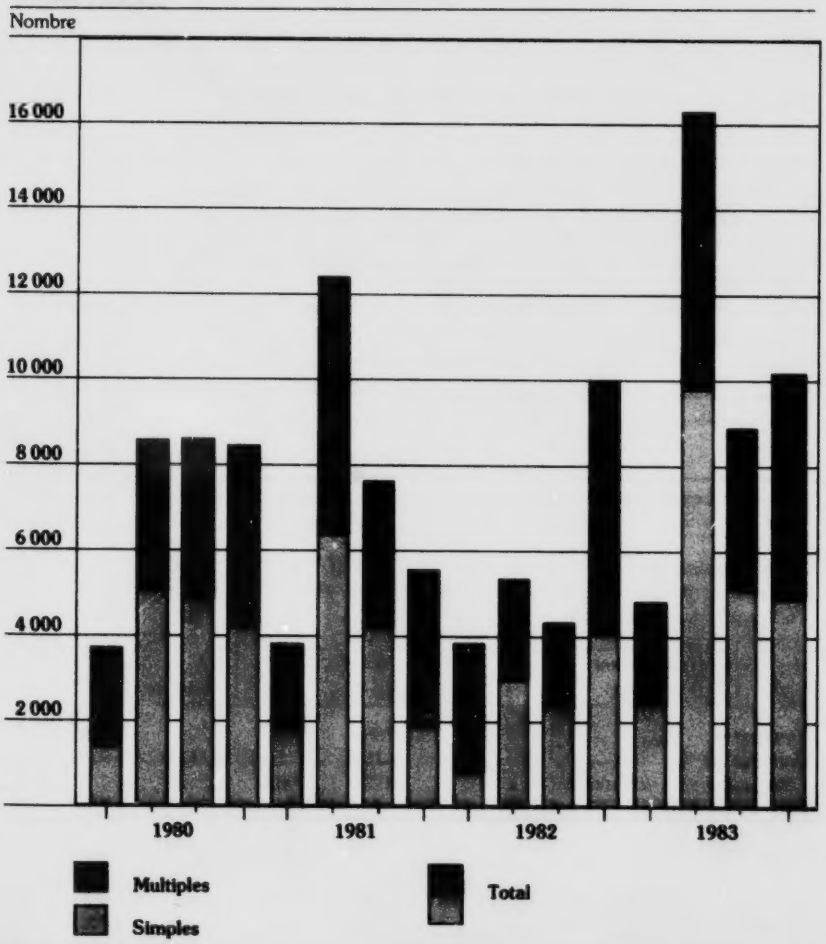
1. Variation évaluée en dollars courants.

Tableau 2.4
Évolution des mises en chantier
1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
Logements simples	2 397	9 758	5 177	4 835	22 167
Variation en %	*219,2*	*234,4*	*124,4*	*20,2*	*121,7*
Logements doubles	641	1 476	760	1 000	3 877
Variation en %	*177,5*	*237,8*	*183,6*	*8,9*	*109,1*
Logements en rangée	171	293	306	416	1 186
Variation en %	*-11,9*	*90,3*	*101,3*	*41,5*	*49,4*
Logements multiples	1 632	4 841	2 672	3 943	13 088
Variation en %	*-39,4*	*165,7*	*64,5*	*-16,2*	*20,7*
Total	**4 841**	**16 368**	**8 915**	**10 194**	**40 318**
Variation en %	***25,1***	***207,0***	***104,9***	***2,6***	***71,6***

Source: Statistique Canada.

Graphique 2C
Évolution des mises en chantier
1980-1983



La demande de logements

La baisse des taux d'intérêt au quatrième trimestre de 1982 a aussi comme conséquence de permettre l'affirmation d'une demande latente de logements (reportée depuis plus de trois ans). Ainsi le second élément de la demande intérieure qui est à la source de la reprise économique québécoise est la construction résidentielle. Les investissements en construction résidentielle totalisent 3 353 millions de dollars en 1983 contre 2 047 millions de dollars en 1982, une augmentation de 63,8 % en dollars courants équivalant à une hausse de 52,4 % en dollars constants ($ 1971).

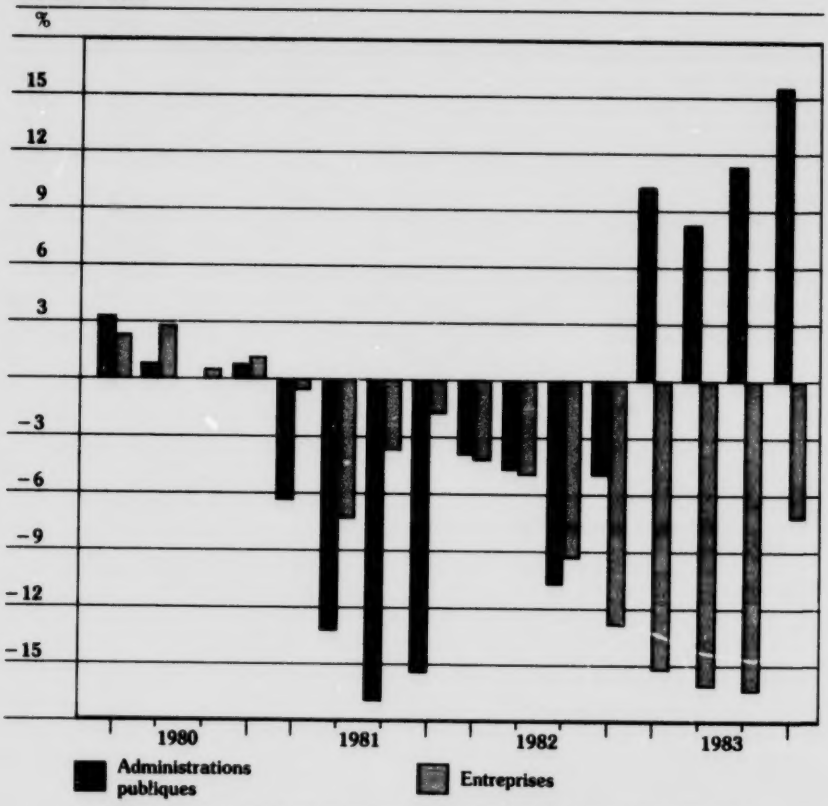
On observe une relance de la construction résidentielle dès le quatrième trimestre de 1982 où il s'effectue 9 940 mises en chantier, une augmentation de 77,3 % par rapport au nombre de mises en chantier au quatrième trimestre de 1981. Le rythme des mises en chantier s'accélère durant toute l'année 1983; on dénombre 40 318 mises en chantier de logements en 1983 contre 23 492 en 1982, ce qui représente une hausse de 71,6 %. Les programmes gouvernementaux favorisent cette relance rapide de la construction résidentielle et en particulier la demande de logements simples; on dénombre 22 462 mises en chantier de logements simples en 1983 contre 9 999 en 1982 (une augmentation de 121,7 %). Les mises en chantier de logements doubles et en rangée augmentent pour leur part de 109,1 % et 49,4 % respectivement, tandis que les mises en chantier d'édifices à logements multiples augmentent de 20,7 % dans l'ensemble de l'année 1983.

Les investissements privés et publics

L'économie du Québec ne se distingue pas vraiment de celle des autres régions économiques canadiennes au chapitre des dépenses d'immobilisation. En 1983, les investissements en immobilisations décroissent de trimestre en trimestre quoique à un rythme de moins en moins accentué. Pour l'ensemble de l'année, les dépenses d'immobilisation des entreprises diminuent de 13,8 % en valeur réelle. Cette baisse est la conséquence d'une chute de 18,1 % des investissements en construction non résidentielle et d'une diminution de 9,9 % des investissements en machinerie et équipement. Par contre, les dépenses en immobilisations des administrations publiques augmentent en 1983 de 15,4 % en dollars courants, représentant une hausse en dollars constants de 11,1 %. Cette forte augmentation des investissements publics ne compense cependant pas la baisse des investissements privés; les investissements publics totalisent 2 141 millions de dollars en 1983, mais ne représentent que 25,7 % des investissements en immobilisations du secteur privé.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'absence de reprise des investissements des entreprises. D'une part, comme il a déjà été noté, dans la plupart des industries canadiennes les forts niveaux d'investissements en immobilisations atteints au début des années quatre-vingt et l'ampleur de la récession ont entraîné un excès de capacités de production. D'autre part, malgré la baisse des taux d'intérêt nominaux, les taux d'intérêt réels demeurent très élevés en 1983 comparativement aux taux réels ayant eu cours à la fin des années soixante-dix. Aussi, la perspective d'une baisse des taux d'intérêt à plus ou moins brève échéance amène les entreprises à reporter les investissements nécessitant le recours au crédit.

Graphique 2D
Évolution des dépenses d'immobilisation ($ 1971)[1]
Administrations publiques et entreprises
1980-1983



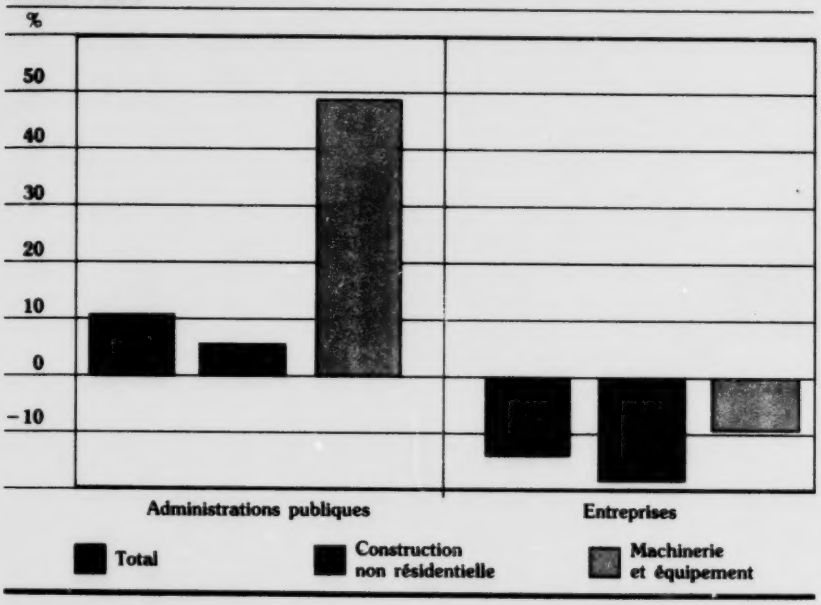
1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Tableau 2.5
Formation brute de capital fixe
1983

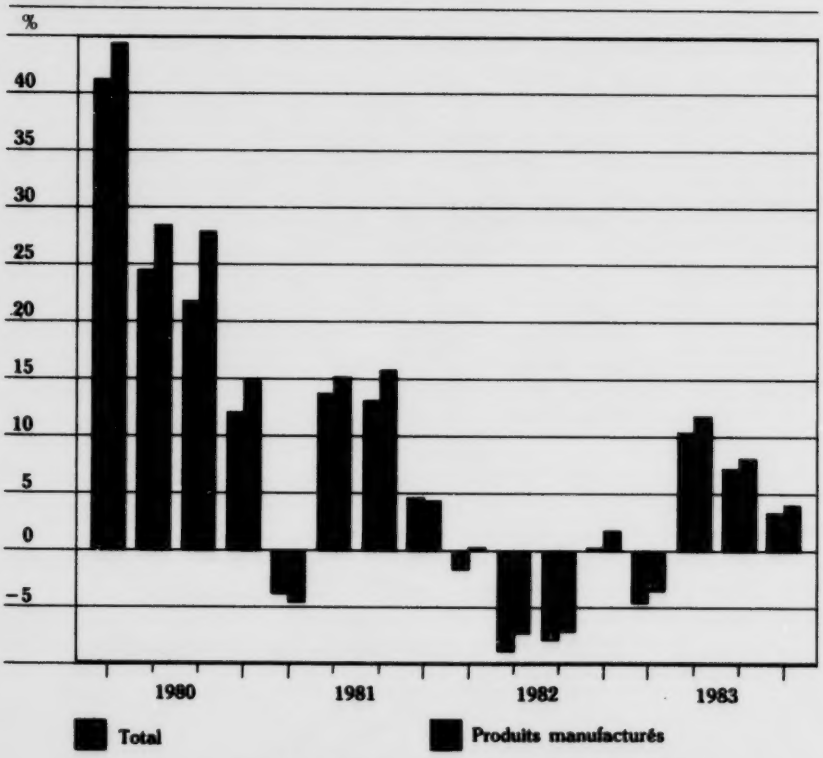
	1983				
	I	II	III	IV	1983
	(000 000 $ 1971)				
Formation brute de capital fixe	**1 168**	**1 272,2**	**1 281**	**1 247,8**	**4 969,1**
Variation en %	***−6,9***	***0,3***	***3,9***	***2,1***	***−0,2***
Administrations publiques	189,3	194,9	185,4	198,2	767,7
Variation en %	*10,4*	*8,4*	*11,5*	*15,6*	*11,4*
Construction non résidentielle	156,6	161,7	146,7	157,3	622,3
Variation en %	*7,3*	*3,9*	*4,2*	*6,0*	*5,3*
Machinerie et équipement	32,7	33,2	38,7	40,9	145,5
Variation en %	*28,5*	*37,4*	*51,4*	*77,3*	*48,1*
Entreprises	788,4	743,3	720,2	784,4	3 036,3
Variation en %	*−15,2*	*−16,1*	*−16,4*	*−7,3*	*−13,8*
Construction non résidentielle	372,5	308,0	320,9	374,7	1 376,1
Variation en %	*−14,7*	*−21,6*	*−26,4*	*−9,7*	*−18,1*
Machinerie et équipement	415,9	435,2	399,3	409,7	1 660,2
Variation en %	*−15,7*	*−11,6*	*−6,2*	*−5,0*	*−9,9*
Habitation (construction résidentielle)	190,3	334,0	375,4	265,2	1 165,0
Variation en %	*24,0*	*64,1*	*83,2*	*29,8*	*52,0*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2E
Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques ($ 1971)
1983/1982



Graphique 2F
Évolution des exportations chargées au Québec (dollars courants)[1]
1980-1983



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

À cela s'ajoute également la possibilité d'une attitude prudente des entreprises à l'égard du financement de leurs investissements par emprunt; la situation de sous-capitalisation des entreprises canadiennes et les difficultés que soulèvent les taux d'intérêt élevés des dernières années, forcent les entreprises à assainir leur bilan financier et à limiter le financement de leurs investissements par voie d'emprunts. Enfin, malgré une forte reprise de l'économie américaine qui entraîne dans son sillage l'économie canadienne, les enquêtes de conjoncture révèlent qu'un climat d'incertitude prévaut durant une bonne partie de l'année 1983 au Canada quant à la durabilité de cette reprise.

Les exportations

Bien que la demande extérieure contribue à la relance de l'économie du Québec en 1983, son effet d'entraînement est plutôt faible en comparaison de celui des autres régions économiques canadiennes et en particulier de l'Ontario. La valeur totale des exportations chargées au Québec est de 15,0 milliards de dollars en 1983, en hausse de seulement 4,3 % (en dollars courants) par rapport à la valeur des exportations de 1982. Ces exportations avaient chuté de 4,5 % en 1982; ainsi la valeur des exportations en 1983 n'atteint pas le niveau de 1981 (15,1 milliards de dollars). Ce n'est qu'à partir du second trimestre de 1983 qu'on observe une augmentation de la valeur des exportations (10,4 % en dollars courants par rapport au deuxième trimestre de 1982) le premier trimestre accusant une baisse de 4,6 %. Mais cette forte demande extérieure au second trimestre de 1983 s'atténue au cours des trimestres subséquents: 7,4 % au troisième trimestre et 3,5 % au quatrième trimestre de 1983 comparativement aux trimestres correspondants de l'année précédente.

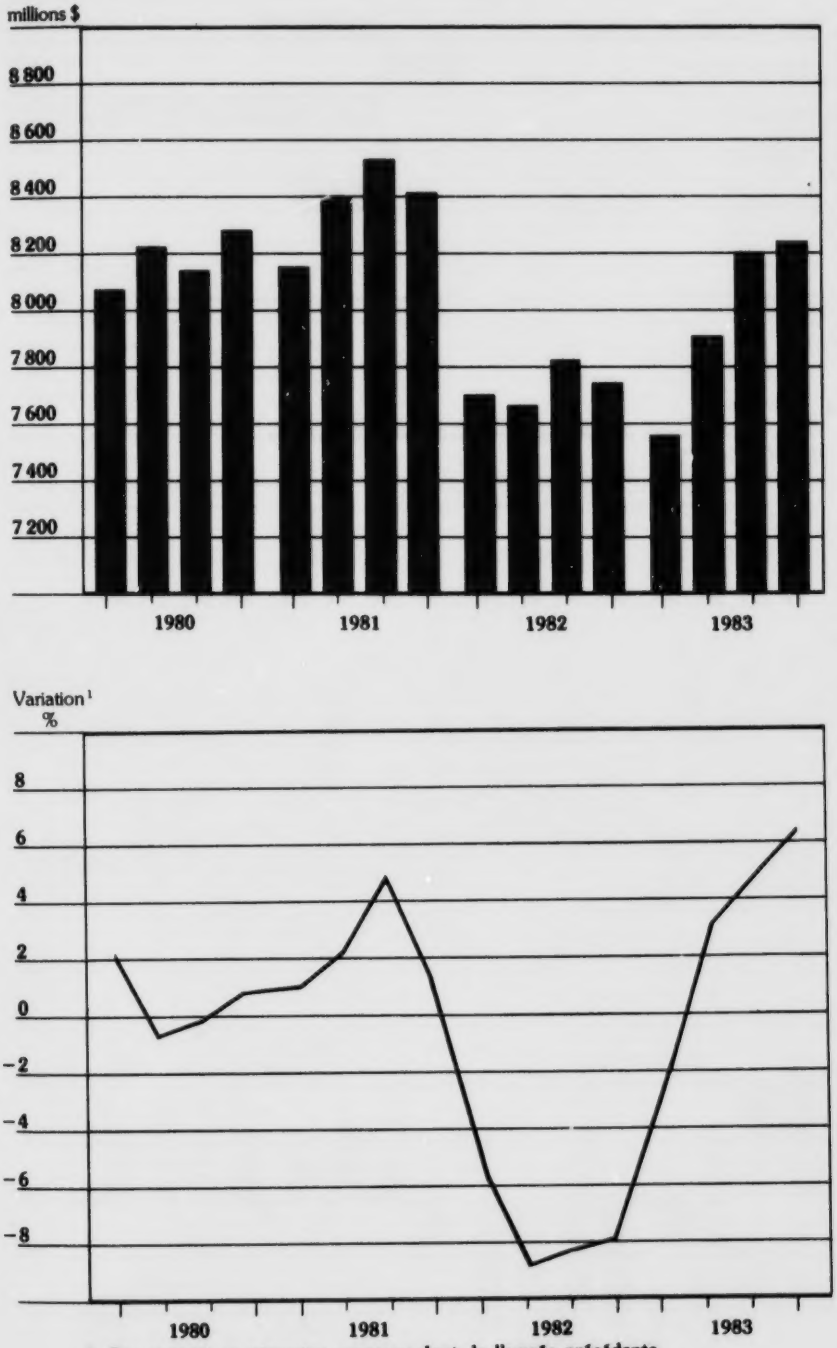
Si dans l'ensemble, l'augmentation de la valeur des exportations chargées au Québec est plutôt faible, certains secteurs d'activité connaissent cependant en 1983 une forte demande provenant surtout des États-Unis. C'est le cas en particulier des exportations des produits de la forêt, dont la valeur augmente de 71,7 % (en dollars courants) en 1983, de ceux de la première transformation des métaux en hausse de 22,5 %, des exportations d'électricité (12,5 %) et de celles des automobiles, de pièces et autres équipements de matériel roulant (12,1 %). Par contre, pour plusieurs autres secteurs d'activité et, plus particulièrement, les industries productrices de biens semi-durables et non durables, la reprise économique américaine n'engendre pas une demande accrue de leurs produits d'exportation. Par exemple, l'industrie des pâtes et papiers connaît une baisse de 4,5 % de la valeur de ses exportations en 1983, l'industrie de la pétrochimie et des plastiques une chute de 17,8 % les exportations de minéraux et métaux diminuent en valeur de 8,6 % en 1983 et celles des produits de la pêche et de l'agriculture de 0,6 %.

Tableau 2.6
Exportations chargées au Québec
1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
	(000 000 $ courants)				
Primaire	257,5	379,2	363,6	394,0	1 394,3
Variation en %	*−17,1*	*−4,6*	*−3,7*	*−2,0*	*−6,3*
Produits de l'agriculture et pêche	38,5	48,1	58,6	51,6	196,9
Variation en %	*24,4*	*30,8*	*−4,1*	*−25,4*	*−0,6*
Produits de la forêt	1,6	1,9	1,9	8,8	14,3
Variation en %	*106,8*	*92,0*	*158,9*	*52,3*	*71,7*
Minéraux et métaux	191,6	300,8	281,6	309,7	1 083,7
Variation en %	*−22,7*	*−10,5*	*−4,5*	*0,8*	*−8,6*
Autres produits primaires	25,7	28,4	21,4	23,9	99,4
Variation en %	*−16,7*	*19,4*	*4,0*	*20,9*	*4,7*
Produits manufacturés	2 910,5	3 519,5	3 302,3	3 496,5	13 228,8
Variation en %	*−3,4*	*11,9*	*8,3*	*4,2*	*5,3*
Biens de consommation	698,5	884,8	784,2	892,4	3 259,8
Variation en %	*6,9*	*38,8*	*21,2*	*14,5*	*20,0*
Automobiles, machines et matériel roulant	592,5	765,7	596,1	719,2	2 673,4
Variation en %	*−7,4*	*11,1*	*−8,7*	*−8,2*	*−3,3*
Matériaux et éléments de construction	239,0	275,3	275,8	263,7	1 053,7
Variation en %	*21,1*	*−4,3*	*−1,3*	*6,7*	*4,2*
Produits et fournitures intermédiaires	1 380,5	1 593,7	1 646,3	1 621,3	6 241,8
Variation en %	*−9,4*	*4,1*	*12,0*	*4,9*	*2,8*
Électricité	72,4	79,8	97,8	82,9	333,0
Variation en %	*−0,6*	*23,3*	*28,6*	*0,8*	*12,5*
Transactions commerciales spéciales	10,8	11,6	8,5	9,1	39,9
Variation en %	*12,8*	*54,9*	*−0,1*	*2,7*	*16,2*
Total	**3 251,2**	**3 990,1**	**3 772,2**	**3 982,5**	**14 996,0**
Variation en %	***−4,6***	***10,4***	***7,4***	***3,5***	***4,3***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2G
Évolution du produit intérieur brut ($ 1971)
1980-1983



1. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

La production et l'emploi

La production

Les particularités de la reprise nord-américaine, en majeure partie axée sur la relance des dépenses de consommation de biens durables et sur la construction résidentielle, expliquent pour une bonne part le comportement très inégal des divers secteurs d'activité au chapitre de la production. Cependant, au delà de ces différences sectorielles, le délai concernant la reprise des activités de production est, tant au Québec que dans l'ensemble du Canada, particulièrement long par rapport aux cycles antérieurs; ceci s'explique principalement par le niveau très élevé des inventaires accumulés durant la récession. Pour l'ensemble de l'économie canadienne, ce n'est qu'à partir du second semestre de 1983, alors que les inventaires atteignent des niveaux inférieurs à ceux des années antérieures, que les entreprises reconstituent leurs inventaires.

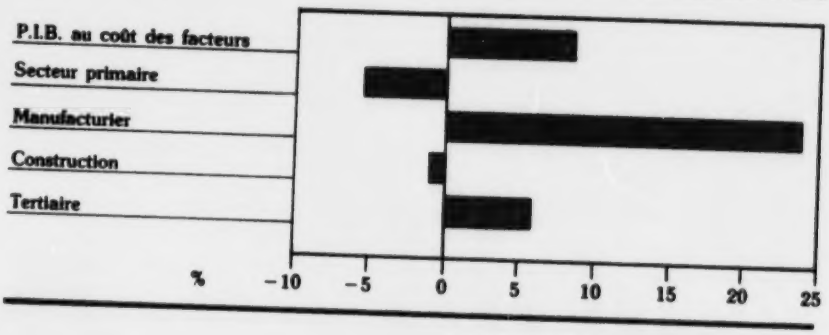
Selon les données des comptes économiques, l'ensemble du secteur primaire ne bénéficie pas en 1983 de la reprise économique; la production, évaluée par le produit intérieur brut au coût des facteurs diminue de 5,5 % (en dollars courants). À l'exception de l'industrie de la pêche et de la chasse et piégeage, qui connaît une hausse de production de 1,7 %, et de l'agriculture, qui n'enregistre pas vraiment d'augmentation de sa production (0,1 % en 1983), les autres industries primaires connaissent des baisses de productions (−8,3 % dans l'industrie forestière et −10,4 % dans l'industrie minière). Par contre, la reprise économique favorise particulièrement, en termes de production, le secteur secondaire; la production y augmente en dollars courants de 18,9 % en 1983 (une hausse de 23,6 % pour la production manufacturière légèrement atténuée par une baisse de 1,2 % de la production dans l'activité de la construction). Le secteur tertiaire connaît pour sa part une augmentation de production de 5,7 % en 1983; ce sont les secteurs du commerce de gros et de détail, ainsi que ceux des communications et des transports qui enregistrent en 1983 les plus fortes hausses de leurs activités.

Ce sont les industries produisant des biens durables qui bénéficient particulièrement de la reprise. Ainsi, les expéditions manufacturières de l'industrie du bois connaissent une augmentation de 24,2 % en dollars constants[1] en 1983, celles de l'industrie de la première transformation des métaux de 19,5 %, et celles de l'industrie du meuble et des articles d'ameublement de 16,4 %. Par ailleurs, certaines industries, plutôt associées à la fabrication de biens semi-durables, connaissent aussi une forte hausse de leurs expéditions, notamment les expéditions, évaluées en dollars constants, de l'industrie du textile qui augmentent de 18,5 % et celles des produits du caoutchouc de 12,7 %. La plupart des autres industries productrices de biens semi-durables et non durables, à l'exception de celle des pâtes et papiers (10,2 %), ne connaissent pas une forte augmentation de leurs expéditions en 1983.

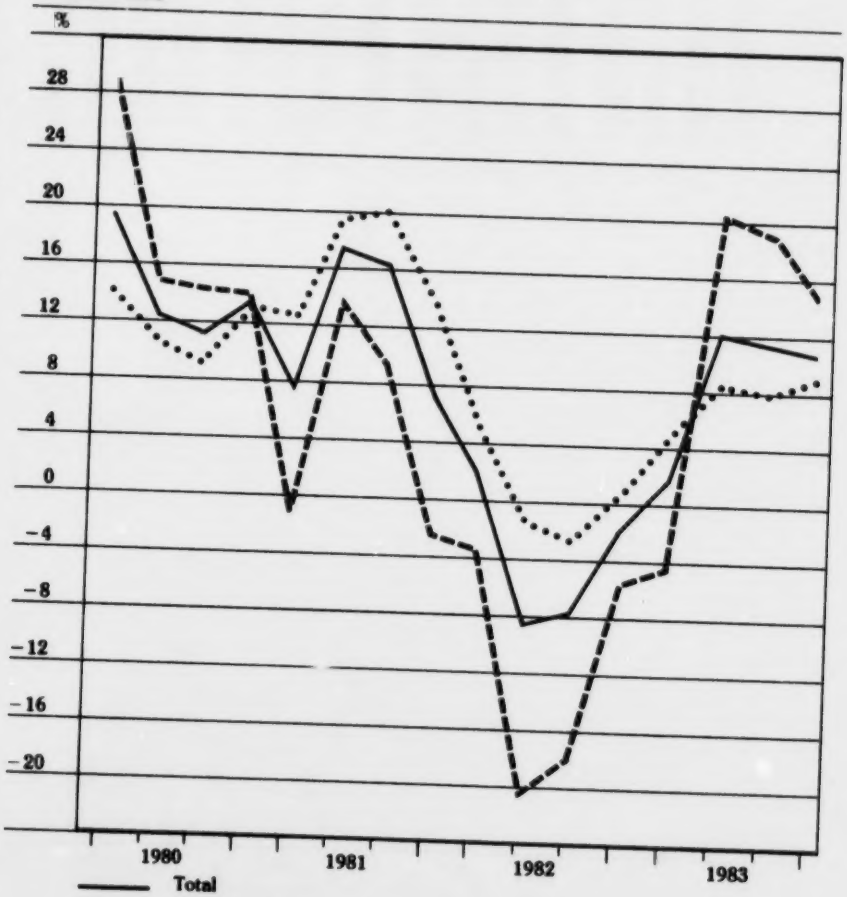
Par ailleurs, certaines industries manufacturières accusent des baisses. Il en est ainsi pour celle de la fabrication de machines et équipements industriels (−18,3 %) et celle de la fabrication des produits métalliques (−6,7 %). Ces industries sont affectées par l'anémie des investissements des entreprises qui constituent leur principal débouché. Les deux autres industries qui enregistrent en 1983 une baisse de leurs expéditions, sont celle des aliments et boissons (−2,3 %) et celle de la fabrication des produits du tabac (−2,7 %). Dans l'ensemble, l'évolution inégale des différents secteurs se solde par une augmentation des expéditions manufacturières totales de 5,2 % en 1982 (en dollars constants).

1. Dégonflées par l'indice des prix de vente canadien de l'industrie.

Graphique 2H
Variation du P.I.B. au coût des facteurs 1983/1982



Graphique 2I
Évolution des expéditions manufacturières[1] 1980-1983



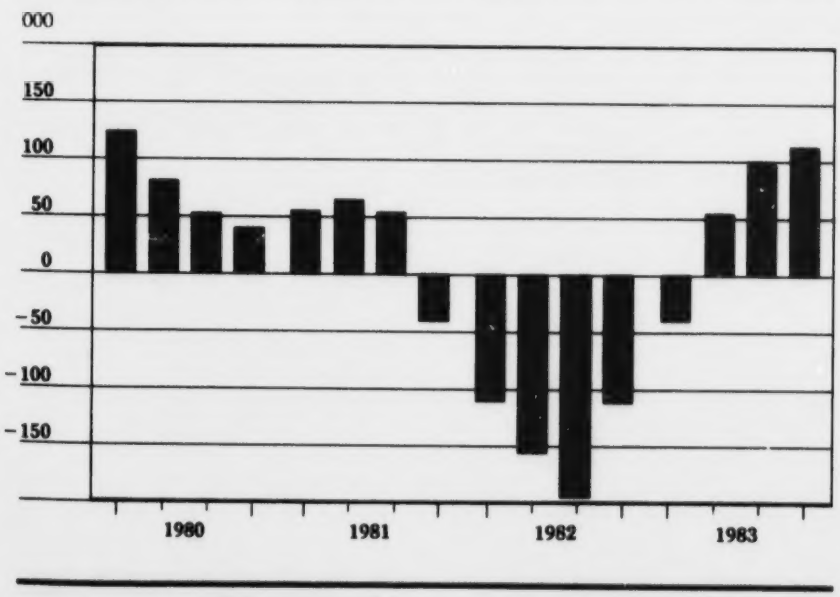
1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Tableau 2.7
Population active, emploi et chômage
1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
Population active (000)					
15 ans et plus	2 961,7	3 094,0	3 155,0	3 065,0	3 068,9
Variation en %	*1,7*	*2,7*	*2,2*	*2,8*	*2,4*
15 à 24 ans	661,7	727,0	788,3	690,7	716,9
Variation en %	*−2,8*	*−0,4*	*0,7*	*1,4*	*−0,3*
25 ans et plus	2 299,7	2 367,0	2 366,7	2 374,3	2 351,9
Variation en %	*3,0*	*3,8*	*2,8*	*3,3*	*3,2*
Emploi (000)					
15 ans et plus	2 499,0	2 648,3	2 752,7	2 668,0	2 642,0
Variation en %	*−1,5*	*2,1*	*3,8*	*4,4*	*2,2*
15 à 24 ans	487,3	558,0	626,7	540,7	553,2
Variation en %	*−8,7*	*−1,2*	*5,2*	*4,6*	*0,1*
25 ans et plus	2 011,0	2 090,3	2 126,7	2 127,3	2 088,8
Variation en %	*0,4*	*3,1*	*3,4*	*4,4*	*2,8*
Chômage (000)					
15 ans et plus	462,7	445,7	402,3	397,0	426,9
Variation en %	*23,0*	*6,4*	*−7,2*	*−6,7*	*3,3*
15 à 24 ans	174,0	169,0	161,3	150,0	163,6
Variation en %	*17,8*	*2,4*	*−14,0*	*−8,9*	*−1,6*
25 ans et plus	288,7	276,3	240,3	247,0	263,1
Variation en %	*26,2*	*9,1*	*−2,2*	*−5,4*	*6,4*
Taux de chômage					
15 ans et plus	15,6	14,4	12,7	13,0	13,9
15 à 24 ans	26,3	23,3	20,5	21,7	23,0
25 ans et plus	12,5	11,7	10,2	10,4	11,2

Source: Statistique Canada.

Graphique 2J
Évolution de l'emploi
1980-1983



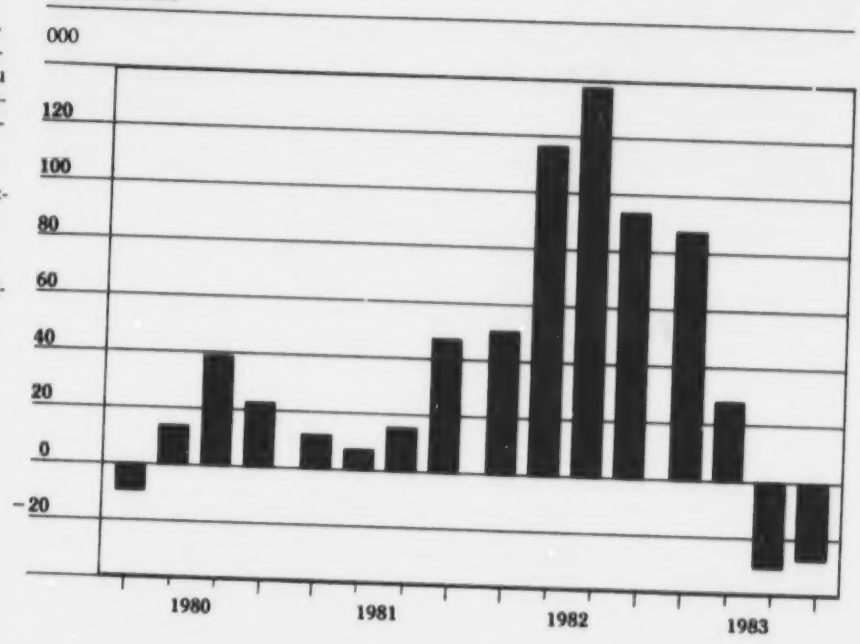
Le marché du travail

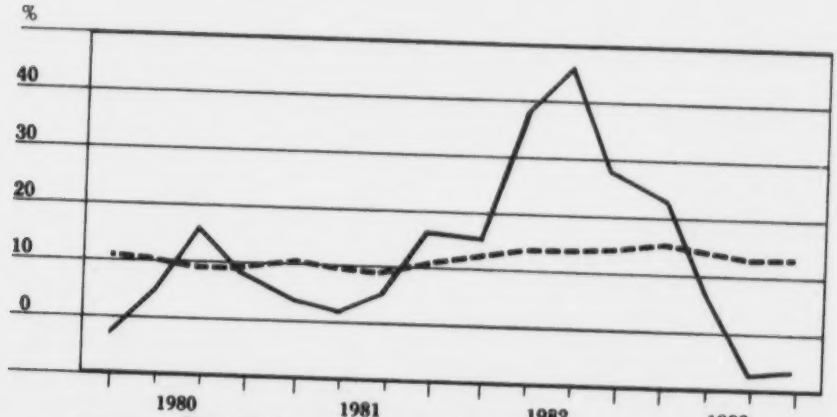
L'emploi total (en données non désaisonnalisées) continue de décroître (−1,5 %) au premier trimestre de 1983 par rapport au premier trimestre de 1982. Ce n'est qu'à partir du second trimestre de 1983 qu'il y a accroissement; l'emploi progresse alors de 2,1 % en regard du second trimestre de 1982. Cette progression s'accélère par la suite de trimestre en trimestre au cours de l'année. On observe alors des hausse de 3,8 % et 4,4 % aux troisième et quatrième trimestres de 1983 par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente.

Cette lente reprise de l'emploi est liée à plusieurs facteurs qui ne favorisent pas de la part des employeurs une augmentation de leurs effectifs. Ainsi, comme il a été mentionné précédemment, les inventaires encore élevés au premier trimestre de 1983 ne permettent pas une relance rapide de la production et l'incertitude demeure quant à la durée de la reprise de l'activité économique dans son ensemble. Cette incertitude est due à la non-réalisation des attentes d'une baisse des taux d'intérêt (jugés trop élevés en valeur réelle) au cours du premier semestre de 1983 et, dans la deuxième partie de l'année, à des craintes d'une hausse de ces mêmes taux d'intérêt étant donné la surenchère (surtout aux États-Unis) que risquent de se livrer les emprunteurs privés et publics sur un marché de l'épargne limité et déjà sollicité pour le financement partiel des dépenses de biens durables et d'immobilisation. Enfin, les particularités mêmes de la reprise qui ne fait pas appel en 1983 à un grand nombre de secteurs de production, la fait percevoir comme fragile et précaire.

Le nombre de chômeurs ne commencent à décroître qu'au troisième trimestre de 1983, diminuant alors de 7,2 % par rapport au troisième trimestre de 1982 et de 6,7 % au quatrième trimestre de 1983 en regard de la même période en 1982. Malgré la diminution du nombre de chômeurs au second semestre de 1983, le nombre moyen de chômeurs s'établit à 426 900 personnes pour l'ensemble de l'année, en hausse de 3,3 % par rapport à 1982. Ainsi l'accroissement de la population active (2,4 %) en 1983 est supérieur à l'augmentation de l'emploi (2,2 %) comme c'est souvent le cas en période de reprise: le retour sur le marché du travail (c'est-à-dire des personnes se cherchant un emploi de façon active) se faisant plus rapidement que ce que le marché peut absorber. Le taux de chômage s'accroît donc légèrement en 1983 et s'établit à 13,9 % comparativement à 13,8 % en 1982.

Graphique 2K
Évolution du chômage
1980-1983

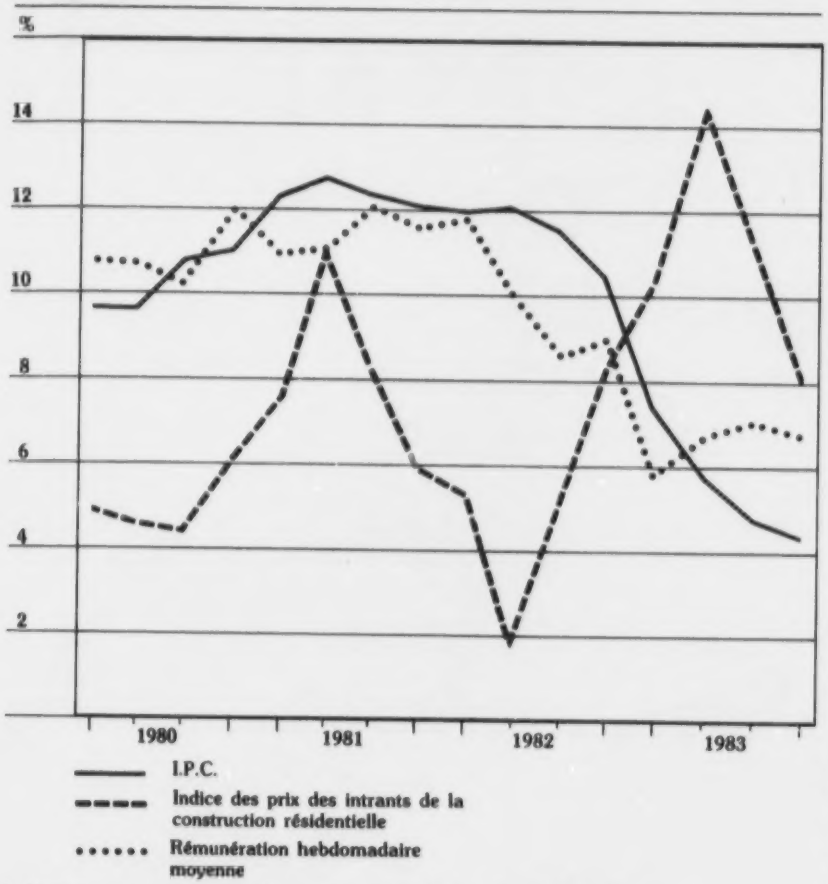




Variation du nombre de chômeurs par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Taux de chômage.

Graphique 21
Évolution des prix et des coûts[1]
1980-1983



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

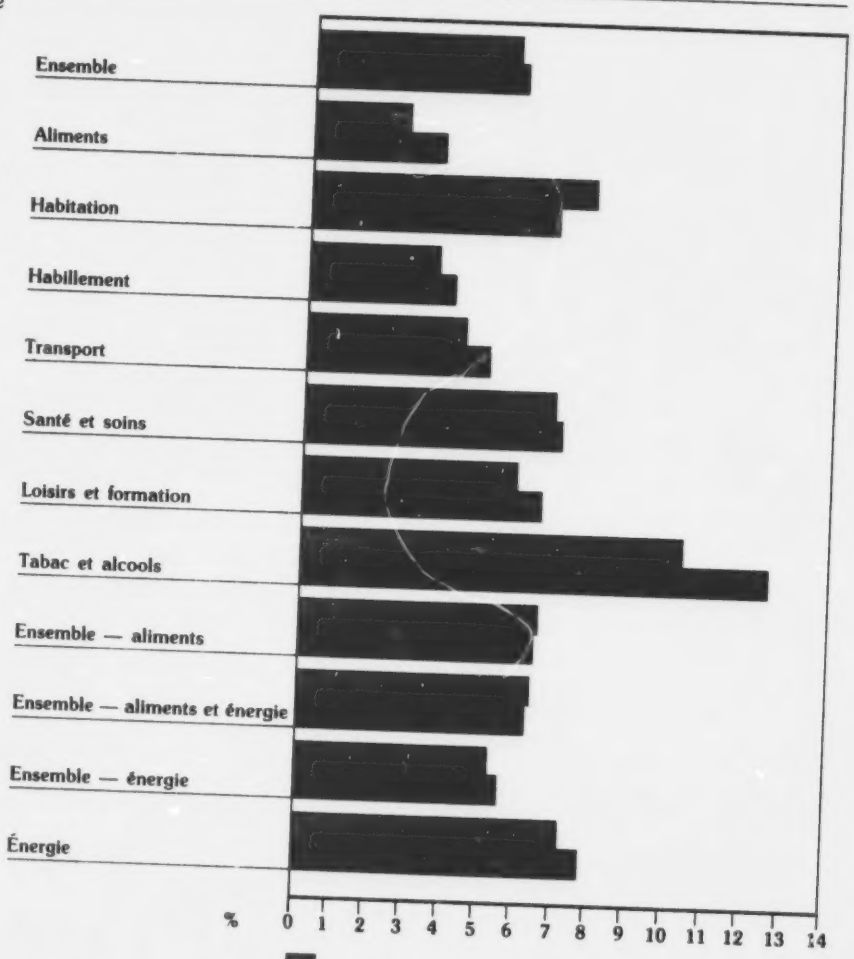
Les prix et les coûts de production

À l'exception de certaines composantes de l'indice des prix à la consommation et de l'indice des coûts de la main-d'oeuvre, la plupart des autres indices des prix sont déterminés par des facteurs étrangers à l'économie du Québec; ils n'en affectent pas moins les conditions de marché internes. Ainsi, on observe depuis trois ans un fort ralentissement de la hausse de l'indice des prix des matières premières dans l'ensemble du Canada, cette hausse passant de 19,1 % en 1981 à 8,3 % en 1982 et à 5,3 % en 1983. C'est l'indice du prix du minerai de fer qui accuse la plus forte baisse; en 1981 on observait déjà une diminution de 4,8 % du prix du minerai sur le marché canadien et le prix chutait de 14,7 % en 1982. La reprise, qui s'amorce en 1983, conduit à une légère augmentation de 1,5 %. Cette forte baisse du prix sur le marché canadien est la conséquence de l'effondrement de la demande internationale et des cours internationaux pour ce produit. Sur les marchés des matières premières, il faut noter que des baisses de prix ne stimulent généralement pas la demande, celle-ci dépend plutôt des besoins de production de l'économie. Une baisse de prix a cependant des effets de réallocation des ressources de production dans la mesure où la baisse de rendement qui en découle amène l'élimination des gisements les moins productifs. À cet égard, les fortes baisses du prix du minerai de fer explique la cessation de l'exploitation de plusieurs mines à travers le Canada et en particulier au Québec.

Quant à l'évolution de l'indice des prix des intrants dans la construction résidentielle, c'est en quelque sorte la situation inverse qui prévaut. Ainsi, la forte hausse de la construction résidentielle a occasionné une augmentation rapide des prix des matériaux de construction au Québec au cours des trois premiers trimestres de 1983, hausse qui ralentit cependant au quatrième trimestre. Pour l'ensemble de 1983, l'indice des prix des matériaux augmente de 10,9 % au Québec. De plus, l'indice des coûts de la main-d'oeuvre, dont l'évolution est réglementée par décret, enregistre une hausse de 11,1 % en 1983. La progression de ces deux composantes se traduit par une augmentation de 11 % de l'indice d'ensemble des prix des intrants dans la construction résidentielle au Québec en 1983.

Par ailleurs, la faible hausse de l'indice des prix de vente dans l'ensemble des industries manufacturières canadiennes (3,5 % en 1983 comparativement à 6 % en 1982), contribue au Québec, comme ailleurs au Canada, à un ralentissement de la hausse de l'indice des prix à la consommation. L'indice des prix à la consommation à Montréal n'augmente que de 5,6 % en 1983 (5,8 % pour l'ensemble du Canada) comparativement à 11,5 % en 1982 et à 12,4 % en 1981. Ce ralentissement de l'augmentation des prix est pour une bonne part attribuable à la faible hausse de l'indice des prix des aliments (2,7 % en 1983) et d'une hausse relativement modérée des prix de l'énergie (7,2 % en 1983 comparativement à 25,3 % en 1982). On observe aussi une faible hausse de l'indice des prix de l'habillement (3,6 %) et de celui du transport (4,3 %). Les autres composantes de l'indice des prix à la consommation à Montréal progressent plus rapidement que l'indice d'ensemble et en ce sens ne contribuent pas au ralentissement du rythme d'inflation des prix. Par exemple, l'indice des prix de l'habitation augmente de 7,8 % à Montréal en 1983, celui des soins de santé et personnels de 6,8 %, l'indice des prix des tabacs et alcools de 10,3 % et celui des loisirs et services de formation de 5,8 %. Enfin, cette faible progression de l'indice des prix à la consommation et le fort niveau de chômage persistant en 1983 favorisent dans la plupart des secteurs d'activité la modération des hausses salariales. La rémunération hebdomadaire moyenne au Québec augmente ainsi de 6,6 % en 1983 comparativement à une hausse de 9,8 % en 1982. Cette hausse en 1983 s'explique d'ailleurs en grande partie par une légère augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne des heures supplémentaires et par une sensible augmentation de la durée hebdomadaire de travail.

Graphique 2M
Variation de l'indice des prix à la consommation[1] 1983/1982



1. Hausse moyenne de l'indice.

Section II

Le bilan de l'activité économique en 1983

Chapitre 3

Le marché du travail

40 En 1983, malgré la fin de la récession, la croissance de l'activité économique au Québec n'est pas suffisante pour rétablir l'emploi total à son niveau de 1981. En plus d'entraîner une réduction conjoncturelle de l'emploi à un niveau compatible avec celui de l'utilisation des équipements, la récession a provoqué la fermeture d'un grand nombre d'entreprises et a obligé de nombreuses autres à entreprendre des programmes de modernisation ou de rationalisation des procédés, visant à réduire les coûts de production, qui se traduisent en général par une utilisation moins intensive de la main-d'oeuvre. Dans nombre de secteurs industriels il aurait donc fallu en 1983 que les niveaux de production surpassent de beaucoup les niveaux de production antérieurs à la récession pour que les emplois perdus au cours des dernières années soient complètement récupérés. Par ailleurs, la reprise favorise le retour sur le marché du travail d'un certain nombre de personnes qui avaient abandonné la recherche d'un emploi en 1982 et l'accroissement de la population active qui en découle surpasse la progression de l'emploi de sorte que le nombre de chômeurs continue de s'accroître en 1983.

La population active et les taux d'activité

La population totale du Québec est estimée à 6 518 000 personnes en 1983. De ce nombre, 5 039 000 personnes sont âgées de 15 ans ou plus et la population active, soit les personnes civiles hors institutions qui occupent ou se cherchent un emploi, s'établit à 3 069 000 personnes, en hausse de 2,4 % par rapport à 1982. Cette augmentation ramène la population active, qui avait chuté de 1,4 % en 1982, à un niveau supérieur à celui de 1981 qui était de 3 040 000 personnes.

Des 71 000 personnes qui s'ajoutent au marché du travail en 1983, 50 000 sont des femmes et 21 000 des hommes, alors qu'en 1982, 30 000 hommes et 13 000 femmes s'étaient retirés du marché du travail. Cet accroissement plus important des femmes sur le marché du travail est relié au comportement du secteur des services en 1982 et 1983. Ce secteur, qui compte 32 % de l'emploi total du Québec, regroupe une plus grande proportion de femmes que les autres secteurs et connaît une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne en 1983, même si la décroissance de l'emploi dans ce secteur était beaucoup moins prononcée que dans l'ensemble des secteurs en 1982.

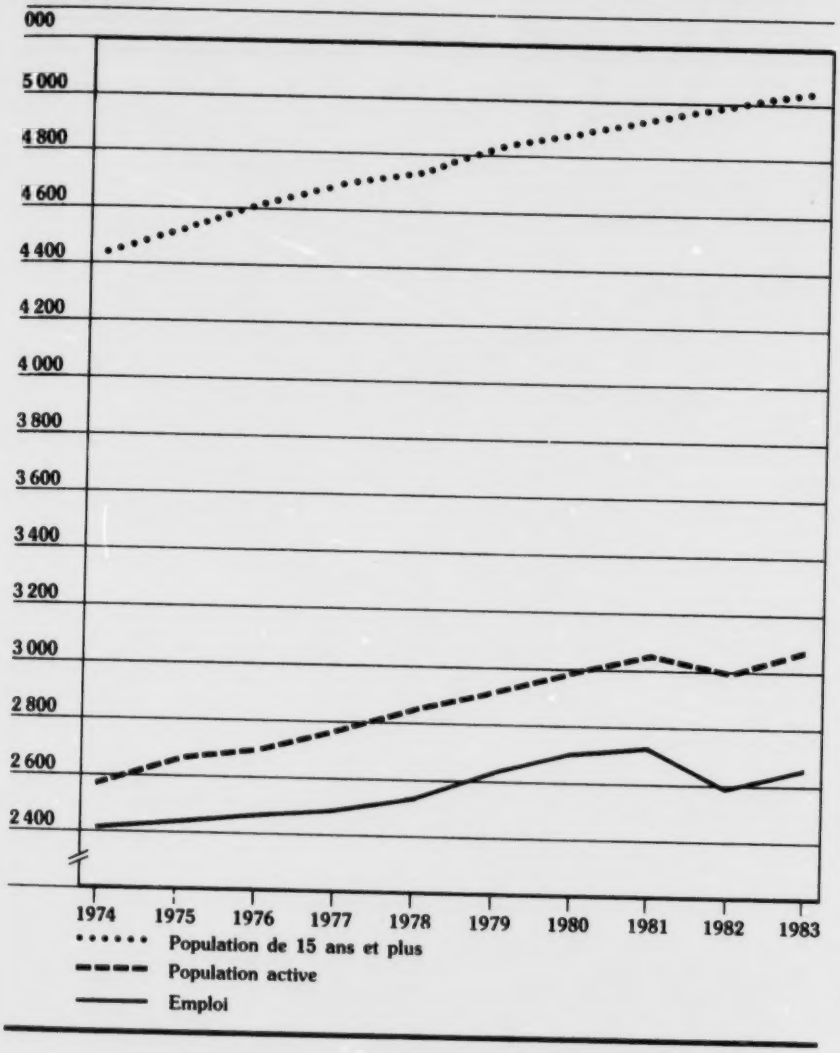
Tableau 3.1
Caractéristiques générales de la population active 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Population totale (000)	6 334,7	6 382,3	6 432,9	6 477,9	6 517,5
Variation en %	*0,6*	*0,8*	*0,8*	*0,7*	*0,6*
Population 15 ans et plus (000)	4 810,1	4 881,6	4 945,3	4 996,3	5 039,0
Variation en %	*1,4*	*1,5*	*1,3*	*1,0*	*0,9*
Population active (000)	2 897,6	2 988,0	3 040,3	2 997,8	3 068,9
Variation en %	*2,1*	*3,1*	*1,7*	*−1,4*	*2,4*
Taux d'activité	60,2	61,2	61,5	60,0	60,9
Emploi (000)	2 619,4	2 693,8	2 726,3	2 584,6	2 642,0
Variation en %	*3,5*	*2,8*	*1,2*	*−5,2*	*2,2*
Chômage (000)	277,9	294,2	314,1	413 3	426,9
Variation en %	*−9,9*	*5,8*	*6,8*	*31,6*	*3,3*
Taux de chômage	9,6	9,8	10,3	13,8	13,9
Rapport emploi/population	54,5	55,2	55,1	51,7	52,4

Source: Statistique Canada.

Graphique 3A

Population de 15 ans et plus, population active et emploi 1974-1983



La ventilation selon l'âge fait également ressortir que les personnes qui se sont ajoutées à la population active en 1983 ne font pas partie du même groupe d'âge que celles qui abandonnèrent la recherche d'un emploi en 1982. En effet, des 71 000 personnes qui s'ajoutent à la population active en 1983, 60 000 appartiennent au groupe des 25 à 44 ans alors qu'en 1982, 40 000 des 42 000 retraits se sont produits chez le groupe des 15 à 19 ans. Néanmoins, ces 60 000 personnes supplémentaires dans la pupulation active des 25 à 44 ans représentent une croissance de 3,9 %, soit un taux semblable à ceux observés annuellement entre 1978 et 1981 (qui oscillait de 3,1 % à 4,7 %).

Malgré une décroissance de 15 000 personnes (−3 %) de la population active des 20 à 24 ans en 1982, l'accroissement enregistré en 1983 est faible en regard des taux de croissance des années 1978-1980. En effet, la population active des 20 à 24 ans s'accroît au taux de 0,7 % par rapport à 1982 tandis qu'en 1978, 1979, 1980 et 1981 on enregistrait des taux de croissance respectifs de 4,0 %, 1,3 %, 2,1 % et 0,3%. Ce phénomène est plus marqué chez les hommes dont la population active ne s'accroît que de 0,1 % en 1983 alors que chez les femmes de cette catégorie la hausse est de 1,3 %. En revanche, la population active des femmes de 45 à 64 ans, qui connaissait un taux de croissance annuel de l'ordre de 4 à 5,5 % de 1978 à 1980, voit ce taux se fixer à 1,2 % en 1981, 1,6 % en 1982 et 1,7 % en 1983, tandis que celui des hommes du même groupe d'âge passe de −1,5 % en 1982 à 1,3 % en 1983, taux similaire à ceux observés avant la récession.

En somme, si l'on considère l'évolution de la population active ces dernières années, la modification de sa composition ne se fait pas par une croissance plus marquée que d'habitude du taux d'activité chez certains groupes, mais résulte davantage de phénomènes démographiques qui amènent une diminution du nombre des personnes âgées de 15 à 19 ans et une croissance relative chez les 20 à 24 ans ainsi que chez les femmes de 45 à 64 ans.

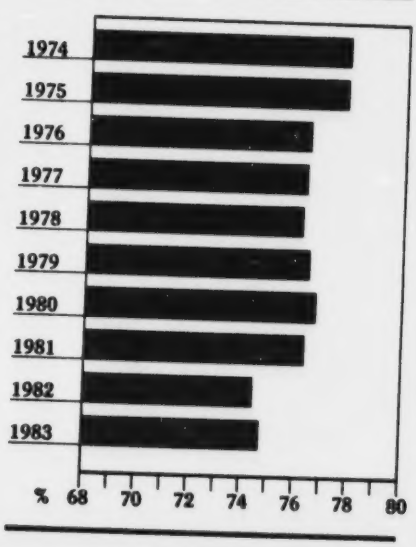
Les variations de la population active dépendent d'un grand nombre de facteurs dont les changements démographiques. Pour isoler l'effet de ce dernier facteur, on détermine la proportion de la population totale qui constitue la population active, proportion appelée taux d'activité ou taux de participation. De 1982 à 1983 le taux d'activité global passe de 60,0 % à 60,9 % mais ne rejoint pas son niveau de 1981, soit 61,5 %. Le taux d'activité des hommes n'augmente guère en 1983, passant de 74,4 % en 1982 à 74,7 % en 1983, alors qu'il se situait entre 76,4 % et 77,0 % au cours des années antérieures.

Tableau 3.2
Caractéristiques de la population active selon le sexe 1979-1983

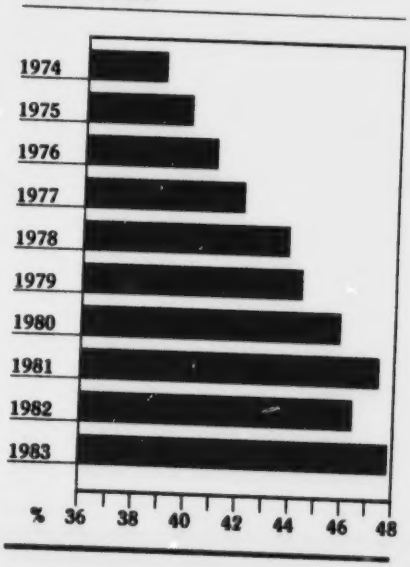
	1979	1980	1981	1982	1983
Population 15 ans et plus (000)					
Hommes	2 344,7	2 377,8	2 406,8	2 429,7	2 448,4
Variation en %	*1,4*	*1,4*	*1,2*	*1,0*	*0,8*
Femmes	2 465,3	2 503,9	2 538,8	2 566,8	2 590,6
Variation en %	*1,5*	*1,6*	*1,4*	*1,1*	*0,9*
Population active (000)					
Hommes	1 796,9	1 830,6	1 837,7	1 807,9	1 829,4
Variation en %	*1,6*	*1,9*	*0,4*	*−1,6*	*1,2*
Femmes	1 100,6	1 157,3	1 202,6	1 190,0	1 239,6
Variation en %	*2,8*	*5,1*	*3,9*	*−1,0*	*4,2*
Taux d'activité					
Hommes	76,6	77,0	76,4	74,4	74,7
Femmes	44,6	46,2	47,4	46,4	47,8
Emploi (000)					
Hommes	1 640,4	1 661,0	1 659,3	1 560,4	1 575,7
Variation en %	*3,3*	*1,3*	*−0,1*	*−6,0*	*1,0*
Femmes	978,9	1 032,8	1 066,8	1 024,0	1 066,4
Variation en %	*4,0*	*5,5*	*3,3*	*−4,0*	*4,1*
Chômage (000)					
Hommes	156,3	169,7	178,5	247,5	253,6
Variation en %	*−12,8*	*8,5*	*5,2*	*38,7*	*2,5*
Femmes	121,8	124,4	135,8	165,8	173,3
Variation en %	*−5,6*	*2,2*	*9,1*	*22,2*	*4,5*
Taux de chômage (%)					
Hommes	8,7	9,3	9,7	13,7	13,9
Femmes	11,1	10,8	11,3	13,9	14,0

Source: Statistique Canada.

Graphique 3B
Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus 1974-1983



Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus 1974-1983



Taux d'activité de la population de 15 ans et plus 1974-1983

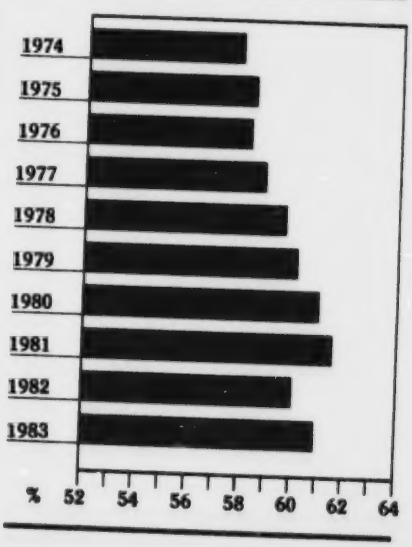


Tableau 3.3
Population active et taux d'activité selon l'âge 1979-1983

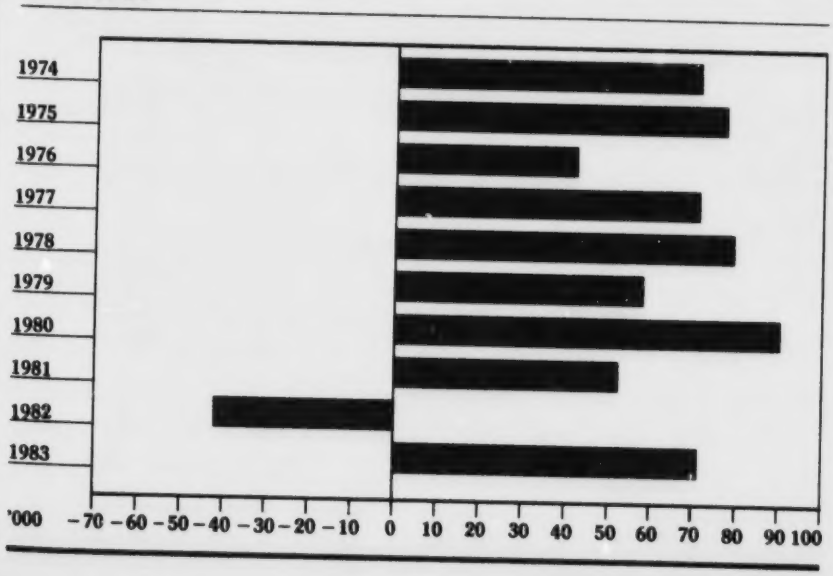
	1979	1980	1981	1982	1983
15-19 ans					
Population active (000)	286,2	292,3	280,2	240,5	235,0
Variation en %	*-2,8*	*2,1*	*-4,1*	*-14,2*	*-2,3*
Taux d'activité	44,9	46,6	46,1	41,4	42,9
20-24 ans					
Population active (000)	482,3	492,3	493,6	478,6	481,8
Variation en %	*1,3*	*2,1*	*0,3*	*-3,0*	*0,7*
Taux d'activité	77,4	78,4	78,0	75,9	76,7
25-44 ans					
Population active (000)	1 381,3	1 434,0	1 501,3	1 514,4	1 574,1
Variation en %	*3,1*	*3,8*	*4,7*	*0,9*	*3,9*
Taux d'activité	74,7	75,5	77,1	75,7	76,7
45-64 ans					
Population active (000)	709,3	730,0	728,7	725,2	735,5
Variation en %	*1,0*	*2,9*	*-0,2*	*-0,5*	*1,4*
Taux d'activité	58,8	59,9	59,2	58,4	58,7
65 ans et plus					
Population active (000)	38,7	39,6	36,6	39,5	42,5
Variation en %	*-7,9*	*2,4*	*-7,6*	*8,0*	*7,6*
Taux d'activité	7,8	7,8	7,0	7,3	7,6
Population active (000)	**2 897,6**	**2 988,0**	**3 040,3**	**2 997,8**	**3 068,9**
Variation en %	***2,1***	***3,1***	***1,7***	***-1,4***	***2,4***
Taux d'activité	**60,2**	**61,2**	**61,5**	**60,0**	**60,9**

Source: Statistique Canada.

Celui des femmes, qui a vu sa progression interrompue en 1982 en diminuant de 47,4 % à 46,4 %, reprend sa tendance à la hausse en 1983 et se situe à 47,8 %. Chez les jeunes de 15 à 19 ans, le taux d'activité passe de 41,4 % à 42,9 % malgré une diminution de la population active de 2,3 %, ce qui met en relief la diminution de 5,6 % de la population chez ce groupe d'âge. Chez les personnes âgées de 20 à 24 ans, le taux d'activité passe de 75,9 % à 76,7 % de 1982 à 1983 à la suite de la hausse de 3,2 % de la population active alors que la population de ce groupe d'âge se maintien au même niveau. Le taux d'activité du groupe des 25 à 44 ans augmente d'un point pour s'établir à 76,7 % en 1983, ce qui réflète la présence accrue des femmes sur le marché du travail. Celles-ci voient leur taux d'activité se situer à 61,2 %, dépassant ainsi les taux de 1981 et 1982, respectivement de 60,3 % et 59,0 %, eux-mêmes en hausse par rapport aux années précédentes.

Quant aux hommes de 25 à 44 ans, leur taux d'activité ne se rétablit pas en 1983 passant de 94,1 % en 1981 à 92,5 % en 1982 puis à 92,3 % en 1983. Il en est de même pour le groupe de 45 à 64 ans, tant pour les hommes que pour les femmes.

Graphique 3C
Croissance de la population active 1974-1983



L'emploi et le chômage

Le nombre mensuel moyen de personnes employées au Québec au cours de l'année 1983 s'élève à 2 642 000. Après des pertes de 142 000 emplois (−6,2 %) en 1982, on enregistre une récupération de 57 000 emplois (2,2 %) en 1983. Par contre, le nombre de chômeurs s'accroît de 14 000 pour porter leur total à 427 000. La croissance de la population active, qui est évaluée à 71 000 personnes de plus en 1983 qu'en 1982, est telle que le taux de chômage continue son ascension en 1983, atteignant 13,9 % soit un dixième de plus qu'en 1982. Malgré cela, le rapport emploi/population, soit le rapport du nombre d'emplois sur la population de 15 ans et plus, est supérieur en 1983 (52,4 %) à celui enregistré l'année précédente (51,7 %). Contrairement au taux de chômage (qui est le nombre de chômeurs divisé par la population active) le rapport emploi/population n'est pas influencé par la variation de la population active due aux chômeurs qui abandonnent la recherche d'un emploi. Pour la période allant de 1978 à 1981, le rapport emploi/population oscillait entre 53,4 et 55,2.

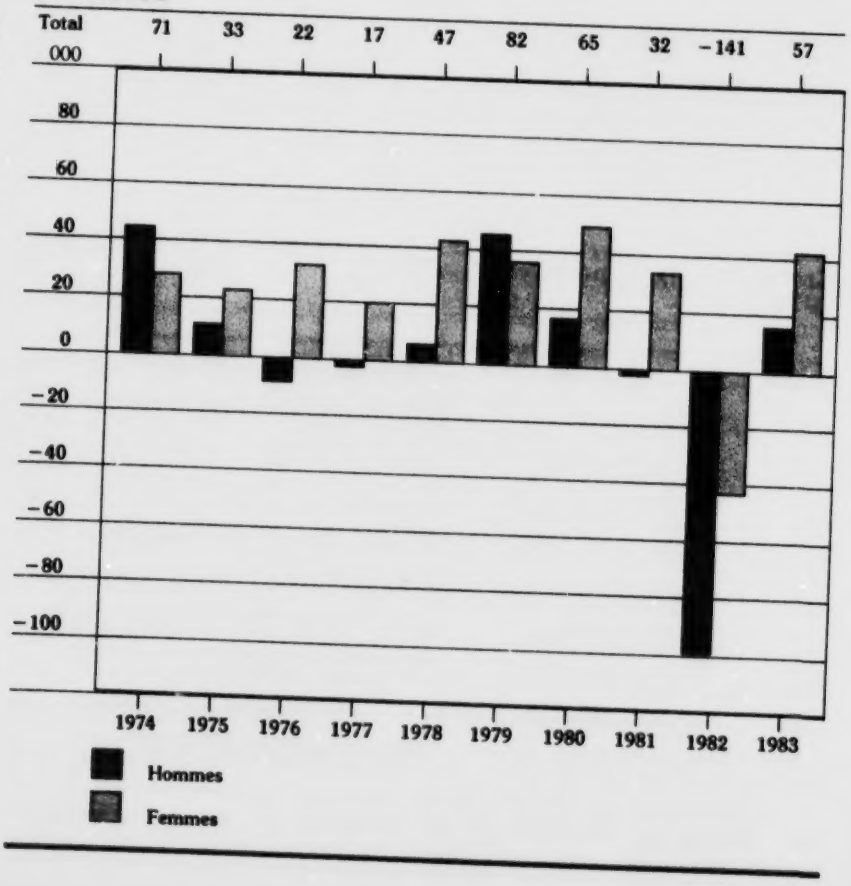
Les emplois à temps partiel créés en 1983 représentent plus de la moitié des emplois qui se sont ajoutés durant cette année, soit 29 000 sur 57 000. En 1981 et 1982, on observait une proportion encore plus forte d'emplois à temps partiel mais entre 1978 et 1980, la proportion de ces emplois par rapport au nombre total de nouveaux emplois ne dépassait pas 39 %. En fait, le taux de croissance de l'emploi à temps partiel en 1983 (9,5 %) est du même ordre que ceux observés avant 1982, année qui connaissait une augmentation beaucoup plus faible, soit 2,8 %. C'est la faible croissance de l'emploi à temps plein (1,2 %) qui modifie le partage relatif entre les nouveaux emplois à temps plein et ceux à temps partiel.

Tableau 3.4
Emploi temps plein et temps partiel 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
Temps plein	2 365,5	2 419,3	2 420,6	2 270,4	2 298,4
Variation en %	*2,8*	*2,3*	*0,1*	*−6,2*	*1,2*
Hommes	1 566,0	1 579,8	1 567,2	1 464,9	1 473,3
Variation en %	*2,7*	*0,9*	*−0,8*	*−6,5*	*0,6*
Femmes	799,4	839,7	853,5	805,4	824,8
Variation en %	*2,9*	*5,0*	*1,6*	*−5,6*	*2,4*
Temps partiel	254,0	274,4	305,5	314,1	343,8
Variation en %	*11,1*	*8,0*	*11,3*	*2,8*	*9,5*
Hommes	74,5	81,1	92,1	95,6	102,3
Variation en %	*16,0*	*8,8*	*13,6*	*3,8*	*7,0*
Femmes	179,5	193,2	213,5	218,6	241,5
Variation en %	*9,2*	*7,6*	*10,5*	*2,4*	*10,5*

Source: Statistique Canada.

Graphique 3D
Création nette d'emplois 1974-1983



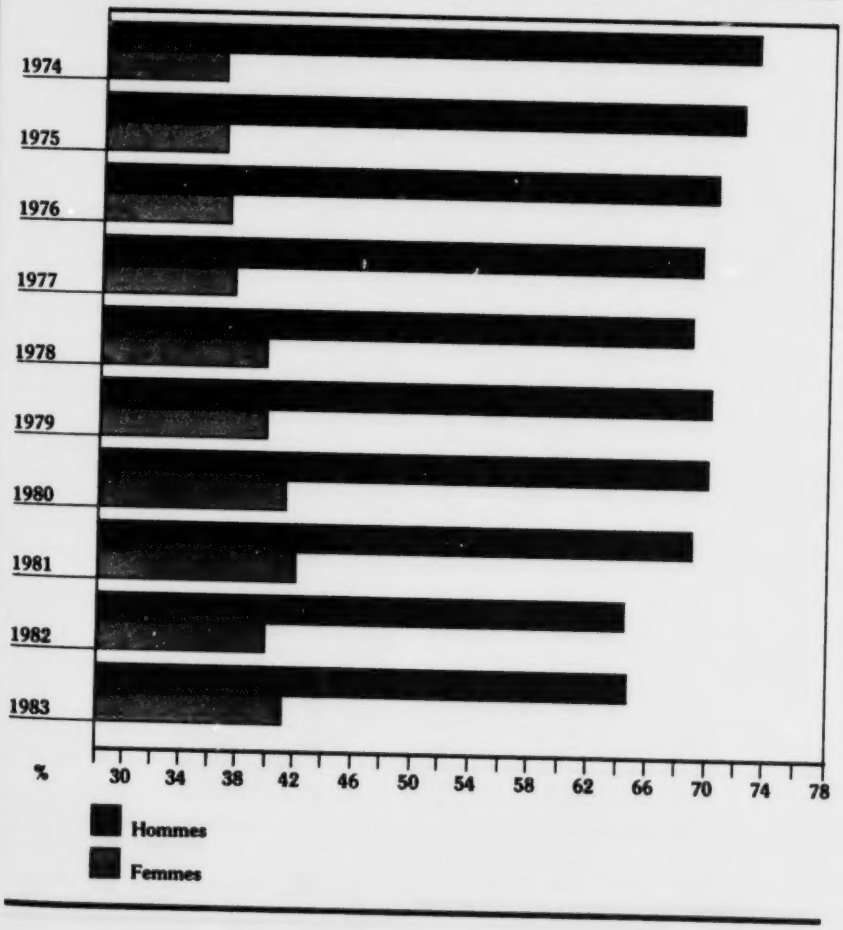
La situation de l'emploi chez les femmes correspond sensiblement à ce qui vient d'être décrit, à savoir: la croissance en 1983, soit 4,1 %, se produit à la suite d'une baisse de 4 % en 1982, mais n'en constitue pas moins une évolution normale si l'on en juge par rapport aux années 1978, 1979 et 1980 qui affichent des taux respectifs de 5,2 %, 4,0 % et 5,5 %. Ici encore, l'emploi à temps partiel joue un rôle important pour soutenir la croissance de l'emploi chez les femmes. En effet, l'emploi à temps partiel, qui représente 22,6 % de l'emploi total chez les femmes en 1983 augmente de 10,5 % en 1983 par rapport à 1982, tandis que l'emploi à temps plein connaît une croissance de 2,4 % durant la même période. Puisque la grande majorité des emplois à temps partiel se retrouvent dans le secteur tertiaire et que ce secteur connaît une bonne croissance en 1983, ceci explique en partie le taux de croissance supérieur de l'emploi des femmes à celui des hommes en 1983. Ces derniers ne connaissent qu'une croissance de l'emploi de 1 % en 1983, soit 0,6 % pour le temps plein et 7 % pour le temps partiel.

La reprise de l'emploi ne se fait pas sentir chez tous les groupes d'âge en 1983, la situation étant peu reluisante pour les jeunes de moins de 25 ans en particulier. Ainsi les femmes de 15 à 19 ans connaissent une baisse de l'emploi de 2,4 % en 1983 après avoir vu l'emploi chuter de 18 % en 1982. Les hommes de ce même groupe d'âge enregistrent une augmentation de 1,1 % en 1983 mais ils ont connu une baisse de l'emploi de 25 % en 1982. Chez le groupe des 20 à 24 ans, ce sont les hommes qui tardent à récupérer les emplois perdus en 1982 (−11,2 %) connaissant une nouvelle baisse de 1,3 % en 1983. Par ailleurs, le groupe d'âge ayant enregistré les plus forts taux de croissance de l'emploi est celui des personnes âgées de 25 à 44 ans avec 3,7 %. Après une baisse de 20 % en 1982, l'emploi chez les femmes de 25 à 44 ans retrouve son taux de croissance d'avant la récession avec une progression de 6,3 %. Il en est de même chez les hommes de ce groupe dont l'emploi augmente de 2,1 % en 1983.

Même si au Québec l'emploi augmente de 2,2 % en 1983, le nombre de chômeurs continue d'augmenter (3,3 %) en raison de la croissance de la population active (2,4 %). Ce sont les femmes qui connaissent l'augmentation du chômage la plus élevée, soit 4,5 % comparativement à 2,5 % pour les hommes, tandis qu'en 1982 la situation était inversée alors qu'on dénotait des taux de croissance du chômage de 38,7 % chez les hommes et de 22,2 % chez les femmes.

Le plus fort taux de croissance du nombre de chômeurs en 1983 (9 %) est observé chez les personnes âgées de 45 à 64 ans. C'est toutefois chez les femmes de 25 à 44 ans qu'on voit s'ajouter le plus de chômeurs (6 000), suivies des hommes du même groupe d'âge avec 4 000 chômeurs supplémentaires en 1983. Donc, du groupe des 25 à 44 ans, on retrouve 10 000 des 14 000 chômeurs, qui se sont ajoutés en 1983.

Graphique 3E
Rapport emploi/population 1974-1983



On constate par ailleurs, que le nombre de chômeurs diminue de 11,6 % chez les hommes de 15 à 19 ans et baisse de 2,4 % chez les femmes de 20 à 24 ans. Ce phénomène est lié à la diminution de la population qu'on observe chez ces groupes. À titre d'exemple, chez les hommes de 15 à 19 ans, dont la population diminue de 16 000 personnes, le chômage baisse de 5 000 alors que l'emploi n'augmente que de 1 000 personnes.

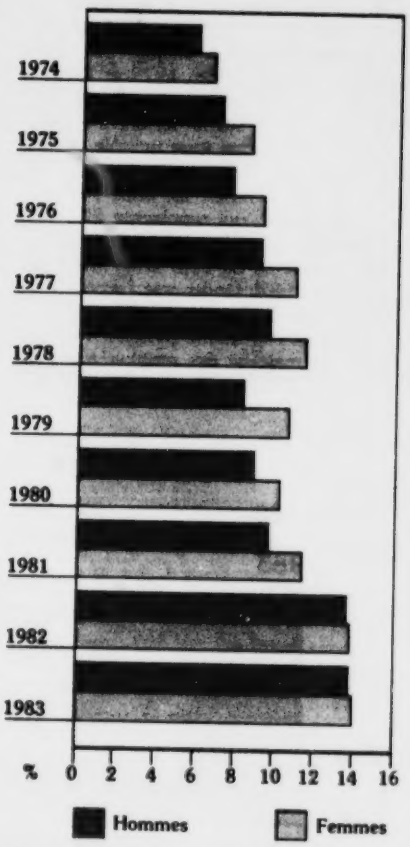
Le nombre de chômeurs augmentant dans une proportion plus forte que la population active, le taux de chômage ne diminue pas en 1983. De fait, il passe de 13,8 % à 13,9 % pour l'ensemble de la population active québécoise et connaît également une hausse pour presque tous les sous-groupes d'âge et de sexe. Seuls les hommes de 15 à 19 ans connaissent une diminution de leur taux de chômage, qui passe de 31,1 % en 1982 à 28,2 % en 1983. Les femmes de ce groupe d'âge connaissent pour leur part un taux de chômage de 25,6 % en 1983, soit 1,3 point de plus qu'en 1982. Pour l'ensemble des groupes d'âge, les hommes connaissent un taux de chômage sensiblement du même ordre que les femmes, soit 13,9 % comparativement à 14 %.

Tableau 3.5
Emploi et chômage selon l'âge
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
15-19 ans					
Emploi (000)	228,4	230,1	220,8	172,5	171,7
Variation en %	*6,2*	*0,7*	*−4,0*	*−21,9*	*−0,5*
Chômage (000)	57,8	62,2	59,3	67,8	63,4
Variation en %	*−9,1*	*7,6*	*−4,7*	*14,3*	*−6,4*
Taux de chômage	20,2	21,3	21,1	28,2	27,0
20-24 ans					
Emploi (000)	414,2	419,9	418,3	380,2	381,7
Variation en %	*3,3*	*1,4*	*−0,4*	*−9,1*	*0,4*
Chômage (000)	68,1	72,7	75,4	98,3	100,3
Variation en %	*−9,5*	*6,7*	*3,8*	*30,4*	*1,9*
Taux de chômage	14,1	14,8	15,3	20,5	20,8
25-44 ans					
Emploi (000)	1 274,7	1 325,3	1 371,3	1 331,5	1 381,3
Variation en %	*4,1*	*4,0*	*3,5*	*−2,9*	*3,7*
Chômage (000)	106,7	108,6	130,1	182,8	192,9
Variation en %	*−7,3*	*1,8*	*19,8*	*40,5*	*5,6*
Taux de chômage	7,7	7,6	8,7	12,1	12,3
45-64 ans					
Emploi (000)	664,8	679,4	679,4	661,6	666,1
Variation en %	*2,5*	*2,2*	*0,0*	*−2,7*	*0,7*
Chômage (000)	44,8	50,6	48,8	63,6	69,3
Variation en %	*−16,3*	*12,8*	*−3,5*	*30,2*	*9,0*
Taux de chômage	6,3	6,9	6,7	8,8	9,4
65 ans et plus					
Emploi (000)	37,8	39,0	35,9	38,5	41,6
Variation en %	*−8,7*	*3,3*	*−7,9*	*7,2*	*8,0*
Emploi (000)	**2 619,4**	**2 693,8**	**2 726,3**	**2 584,6**	**2 642,0**
Variation en %	***3,5***	***2,8***	***1,2***	***−5,2***	***2,2***
Chômage (000)	**277,9**	**294,2**	**314,1**	**413,3**	**426,9**
Variation en %	***−9,9***	***5,8***	***6,8***	***31,6***	***3,3***
Taux de chômage	**9,6**	**9,8**	**10,3**	**13,8**	**13,9**

Source: Statistique Canada.

Graphique 3F
Taux de chômage
1974-1983



Graphique 3G
Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe
1983

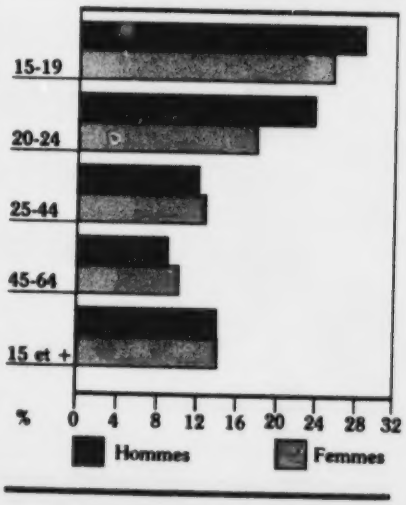


Tableau 3.6
Emploi et chômage par région administrative 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie					
Emploi	75,5	82,9	74,9	65,0	71,1
Variation en %	*1,2*	*9,8*	*-9,6*	*-13,2*	*9,4*
Chômage	14,8	12,2	16,4	17,6	20,0
Variation en %	*-11,9*	*-18,0*	*34,9*	*7,1*	*13,7*
Saguenay—Lac-Saint-Jean					
Emploi	99,8	109,4	94,7	90,6	88,9
Variation en %	*9,0*	*9,6*	*-13,5*	*-4,3*	*-1,8*
Chômage	13,8	15,7	13,8	15,8	18,3
Variation en %	*-17,0*	*13,3*	*-11,7*	*13,9*	*15,9*
Québec					
Emploi	399,8	415,0	419,2	397,9	402,8
Variation en %	*-0,6*	*3,8*	*1,0*	*-5,1*	*1,2*
Chômage	38,4	44,6	50,0	59,5	55,0
Variation en %	*-11,3*	*16,1*	*12,1*	*19,0*	*-7,6*
Trois-Rivières					
Emploi	159,8	164,2	173,9	161,5	167,1
Variation en %	*2,2*	*2,7*	*5,9*	*-7,1*	*3,5*
Chômage	20,4	24,0	22,2	31,8	32,0
Variation en %	*-1,6*	*17,6*	*-7,6*	*43,6*	*0,5*
Estrie					
Emploi	96,4	96,1	93,1	90,9	95,6
Variation en %	*16,8*	*-0,3*	*-3,1*	*-2,3*	*5,1*
Chômage	8,0	11,4	11,6	16,8	16,8
Variation en %	*5,5*	*42,7*	*1,5*	*44,6*	*0,5*
Montréal					
Emploi	1 564,2	1 597,8	1 638,0	1 565,2	1 566,5
Variation en %	*3,4*	*2,1*	*2,5*	*-4,4*	*0,1*
Chômage	152,8	156,8	168,9	231,0	242,5
Variation en %	*-9,3*	*2,6*	*7,8*	*36,8*	*5,0*
Outaouais					
Emploi	110,7	111,1	110,1	106,3	115,6
Variation en %	*7,5*	*0,4*	*-0,9*	*-3,4*	*8,7*
Chômage	15,5	13,5	14,3	15,6	15,9
Variation en %	*-1,1*	*-12,9*	*6,2*	*8,7*	*2,1*
Abitibi-Témiscamingue					
Emploi	47,9	46,7	51,6	53,6	55,5
Variation en %	*5,9*	*-2,6*	*10,5*	*3,9*	*3,6*
Chômage	7,6	7,8	8,9	15,8	15,2
Variation en %	*-37,7*	*2,2*	*15,1*	*76,6*	*-3,7*
Côte-Nord—Nouveau-Québec					
Emploi	39,5	48,4	39,4	37,1	38,1
Variation en %	*3,9*	*22,6*	*-18,6*	*-5,9*	*2,7*
Chômage	5,4	7,2	6,4	7,2	6,5
Variation en %	*12,1*	*32,3*	*-10,5*	*11,7*	*-9,3*
Emploi	**2 619,4**	**2 693,8**	**2 726,3**	**2 584,6**	**2 642,0**
Variation en %	***3,5***	***2,8***	***1,2***	***-5,2***	***2,2***
Chômage	**277,9**	**294,2**	**314,1**	**413,3**	**426,9**
Variation en %	***-9,9***	***5,8***	***6,8***	***31,6***	***3,3***

Source: Statistique Canada.

Le marché du travail dans les régions

En 1983 le taux de chômage est supérieur à 12 % dans toutes les régions administratives du Québec et il dépasse 20 % dans certaines d'entre elles.

Si dans l'ensemble de la province le taux de chômage demeure à peu près inchangé en 1983 par rapport à 1982, passant de 13,8 % à 13,9 %, on retrouve des variations assez importantes d'une région à l'autre. Ainsi, dans la région de Montréal, le taux de chômage se rapproche du taux qui prévaut dans l'ensemble du Québec avec une hausse de 12,9 % en 1982 à 13,4 % en 1983. En fait seulement un millier d'emplois sont créés dans la région de Montréal en 1983 alors qu'on dénombre 57 000 emplois créés au Québec. Pendant ce temps 13 000 personnes s'ajcutent à la population active de sorte qu'en 1983 la région de Montréal compte 12 000 chômeurs de plus qu'en 1982. On ne peut imputer la progression du chômage à une croissance exceptionnelle de la population active puisqu'elle ne s'accroît que de 0,7 % de 1982 à 1983 alors que le taux annuel de croissance variait entre 2 et 3 % de 1978 à 1981.

La région du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie connaît aussi une augmentation de son taux de chômage, de 21,3 % en 1982 à 22 % en 1983, malgré qu'on y dénombre 6 000 emplois de plus en 1983; la population active augmente en effet de 8 000 personnes, nombre qui correspond à la diminution de la population active observée en 1982, année où 10 000 emplois avaient été perdus. La détérioration du marché du travail est plus marquée dans la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean où le taux de chômage passe de 14,8 % à 17 %.

C'est la seule région au Québec où on enregistre à nouveau une réduction de l'emploi dont le niveau passe de 90 600 en 1982 à 88 900 en 1983, ce qui se traduit, compte tenu de l'accroissement de la population active, par une hausse de près de 3 000 du nombre de chômeurs. Toutes les autres régions au Québec voient leur taux de chômage diminuer en 1983. Le taux de chômage passe de 13 % à 12 % dans la région administrative de Québec grâce à une augmentation de 1,2 % du nombre de personnes occupant un emploi, celui-ci passant de 398 000 à 403 000 alors que la population active ne connaît aucun accroissement. La baisse du taux de chômage est de moins d'un point de pourcentage dans la région de Trois-Rivières, dans l'Estrie ainsi que dans l'Outaouais; en fait le nombre de chômeurs augmente légèrement dans ces trois régions à cause de la croissance de la population active alors que les perspectives s'améliorent sur le marché du travail. L'emploi progresse en effet d'environ 5 000 dans la région de Trois-Rivières et dans l'Estrie et de près de 10 000 dans l'Outaouais. Dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, qui connaît une hausse de 13,6 % de la valeur de sa production minérale, 2 000 emplois sont créés, ce qui fait passer le taux de chômage de 22,7 % à 21,7 %.

Graphique 3H
Emploi par région
1981, 1982 et 1983

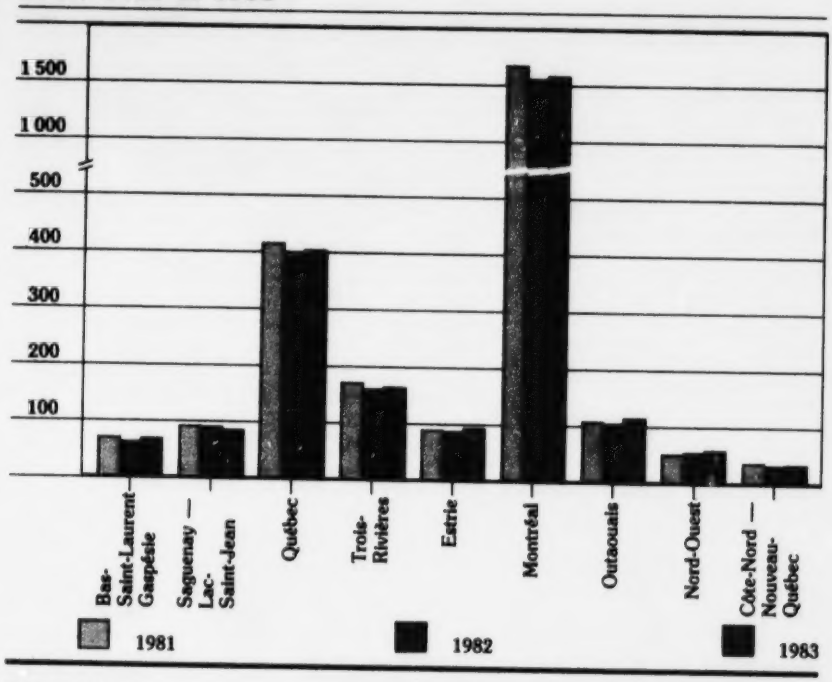
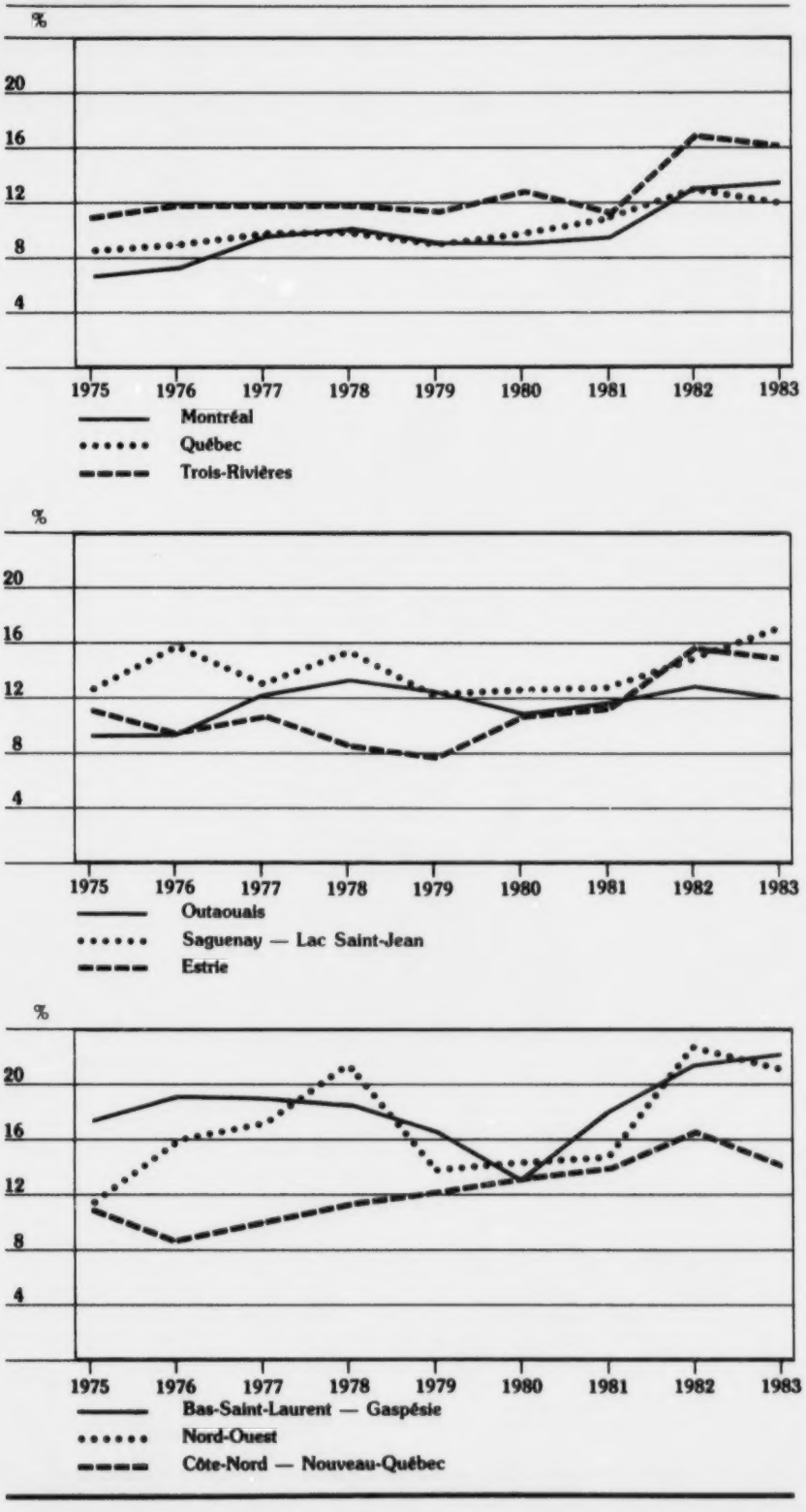


Tableau 3.7
Taux de chômage et taux d'activité par région administrative
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(%)		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie					
Taux de chômage	16,4	12,8	18,0	21,3	22,0
Taux d'activité	52,2	52,6	50,8	47,0	51,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean					
Taux de chômage	12,2	12,5	12,7	14,8	17,0
Taux d'activité	54,9	57,7	54,3	53,4	52,9
Québec					
Taux de chômage	8,8	9,7	10,7	13,0	12,0
Taux d'activité	58,5	59,8	59,7	58,9	58,5
Trois-Rivières					
Taux de chômage	11,3	12,7	11,3	16,5	16,1
Taux d'activité	55,4	57,6	58,4	56,8	58,1
Estrie					
Taux de chômage	7,7	10,6	11,1	15,6	15,0
Taux d'activité	60,2	60,6	60,5	60,0	62,0
Montréal					
Taux de chômage	8,9	8,9	9,3	12,9	13,4
Taux d'activité	62,4	62,8	64,0	62,9	62,8
Outaouais					
Taux de chômage	12,3	10,8	11,6	12,8	12,1
Taux d'activité	63,4	63,6	62,5	60,2	64,0
Abitibi-Témiscamingue					
Taux de chômage	13,7	14,2	14,7	22,7	21,5
Taux d'activité	55,2	56,1	55,3	58,3	59,3
Côte-Nord—Nouveau-Québec					
Taux de chômage	12,1	12,9	13,9	16,3	14,6
Taux d'activité	56,1	61,5	56,9	60,3	61,2
Taux de chômage	**9,6**	**9,8**	**10,3**	**13,8**	**13,9**
Taux d'activité	**60,2**	**61,2**	**61,5**	**60,0**	**60,9**

Source: Statistique Canada.

Graphique 31
Taux de chômage par région
1975-1983



La rémunération et les relations de travail

Selon la comptabilité nationale, la rémunération totale de l'ensemble des salariés du Québec augmente de 4,4 % en 1983. Cela traduit la croissance assez modeste de l'emploi ainsi que la modération dans les augmentations de salaires accordées au cours de l'année. Ainsi la rémunération hebdomadaire moyenne ne progresse que de 6,6 % en 1983 alors que sa croissance était de 9,8 % en 1982 et de 11,5 % en 1981. L'évolution de la rémunération hebdomadaire moyenne suit sensiblement l'évolution de l'indice des prix à la consommation à Montréal qui augmente de 12,4 % en 1981, de 11,5 % en 1982 et de 5,6 % en 1983.

Le contexte économique est peu propice aux arrêts de travail et on en dénombre pas plus qu'en 1982, soit 253 qui occasionnent la perte de 2 385 000 jours-personnes de travail. Ce nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est presque deux fois plus élevé que l'année précédente mais cela est dû aux conflits de travail du secteur public au début de 1983; si on fait exception des arrêts de travail du secteur public québécois au cours des deux années, le nombre de jours-personnes perdus apparaît à peu près identique, soit 1 048 en 1983 et 1 077 en 1982.

Lorsque l'on considère les arrêts de travail par région administrative, à l'exception de ceux qui touchent plus d'une région à la fois et dont fait partie la plupart des conflits de travail du secteur public, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail diminue dans chacune des régions du Québec à l'exception de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région Côte-Nord — Nouveau-Québec.

Graphique 3J

Jours-personnes perdus en arrêts de travail 1978-1983

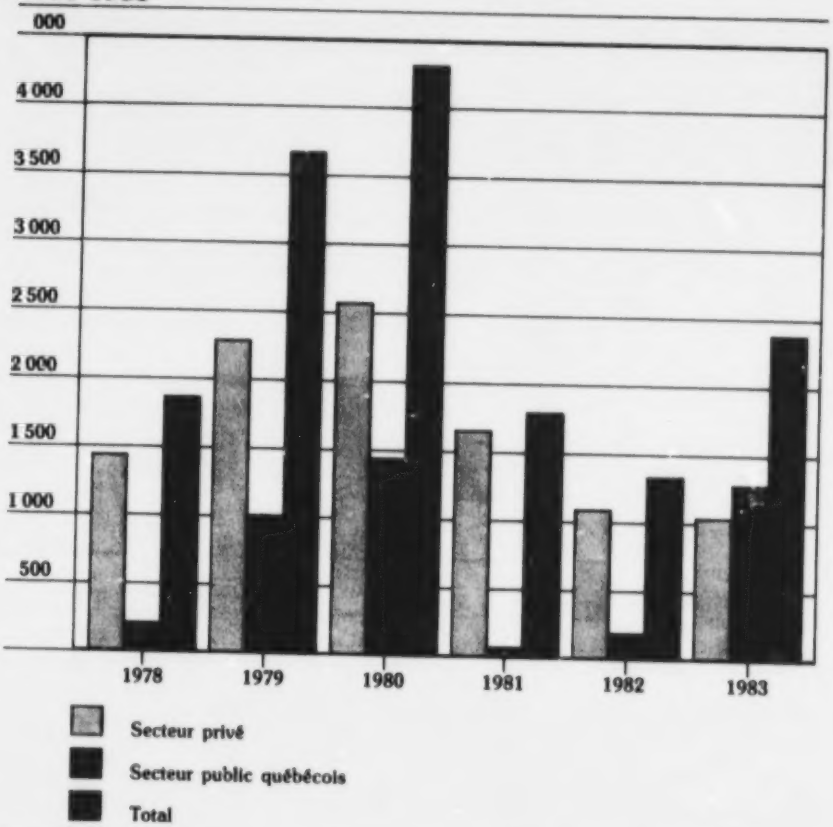


Tableau 3.8

Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail selon la région 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	149 771	33 580	13 296	26 187	4 943
Variation en %	*124,7*	*– 77,6*	*– 60,4*	*97,0*	*– 81,1*
Saguenay—Lac-Saint-Jean	83 857	397 491	123 155	69 868	26 933
Variation en %	*220,8*	*374,0*	*– 69,0*	*– 43,3*	*– 61,5*
Québec	309 283	288 631	148 619	130 777	97 911
Variation en %	*65,0*	*– 26,1*	*– 35,0*	*– 12,0*	*– 25,1*
Trois-Rivières	118 353	450 233	337 928	80 417	73 549
Variation en %	*43,7*	*280,4*	*– 24,9*	*– 76,2*	*– 8,5*
Estrie	16 189	25 510	27 067	17 977	4 821
Variation en %	*– 72,6*	*57,6*	*6,1*	*– 33,6*	*– 73,2*
Montréal	1 177 518	928 283	470 524	695 827	561 758
Variation en %	*59,6*	*– 21,2*	*– 49,3*	*47,9*	*– 19,3*
Outaouais	33 507	17 306	15 714	20 271	21 163
Variation en %	*64,5*	*– 48,4*	*– 9,2*	*29,0*	*4,4*
Nord-Ouest	32 416	72 702	171 949	27 805	30 377
Variation en %	*167,6*	*124,3*	*136,5*	*– 83,8*	*9,3*
Côte-Nord—Nouveau-Québec	36 517	167 302	88 535	6 262	7 500
Variation en %	*– 98,0*	*358,1*	*– 47,1*	*– 92,9*	*19,8*
Plus d'une région	1 701 475	1 993 961	393 633	263 965	1 555 867
Variation en %	*246,4*	*17,2*	*– 80,3*	*– 32,9*	*489,4*
Total	**3 658 886**	**4 314 999**	**1 790 420**	**1 330 356**	**2 384 822**
Variation en %	***95,7***	***17,9***	***– 58,5***	***– 25,7***	***79,3***

Source: Travail Québec.

Chapitre 4

Revenus, dépenses et financement des agents économiques

Sur la base des revenus générés par l'ensemble des activités économiques, le revenu intérieur net au coût des facteurs totalise 69 734 millions de dollars en 1983 au Québec. Ce revenu intérieur se compose pour 75,3 % de la rémunération des salariés, qui représente 52 543 millions de dollars; vient ensuite à part égale (9,4 %), les bénéfices des sociétés avant impôts et les intérêts et autres revenus de placement qui totalisent respectivement 6 546 et 6 531 millions de dollars en 1983. Le revenu net des entreprises individuelles représente pour sa part 3 826 millions de dollars, soit 5,5 % du revenu intérieur et le revenu net des exploitants agricoles compte pour 0,9 % du revenu intérieur, soit un montant de 648 millions de dollars.

Le regroupement de ces diverses sources de revenu par catégorie d'agents et la prise en compte des dépenses et multiples transferts qui s'effectuent entre ces agents permettent de retracer les sources de l'épargne. De plus, la description des modes de financement des dépenses et l'évaluation de l'endettement fournissent les éléments essentiels à l'appréciation de la situation financière de principaux agents économiques. Les sections qui suivent s'inspirent de cette approche même si les informations statistiques disponibles ne sont pas assez détaillées pour tenter d'établir un bilan financier complet pour toutes les catégories d'agents.

La situation financière des particuliers

Le revenu personnel au Québec totalise 81 891 millions de dollars en 1983, en hausse de 5,1 % par rapport à 1982; cela représente une faible augmentation comparativement aux hausses de 9,4 % et 16,5 % enregistrées en 1982 et 1981 respectivement. Près des deux tiers de ce revenu sont constitués de la rémunération des salariés qui n'augmente que de 4,4 % en 1983, ce qui est inférieur à la hausse de l'indice des prix à la consommation (5,6 % à Montréal et 5,8 % dans l'ensemble du Canada). D'une part, la conjoncture ne favorise pas une forte augmentation des salaires et, d'autre part, la reprise de l'emploi se fait tardivement au Québec.

Tableau 4.1
Revenu intérieur
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Rémunération des salariés	36 784	41 762	47 817	50 324	52 543
Variation en %	*11,2*	*13,5*	*14,5*	*5,2*	*4,4*
Solde et indemnités militaires	181	200	230	264	289
Variation en %	*0,6*	*10,5*	*15,0*	*14,8*	*9,5*
Bénéfices des sociétés avant impôts	6 747	7 601	7 581	4 500	6 546
Variation en %	*34,1*	*12,7*	*-0,3*	*-40,6*	*45,5*
Intérêts et revenus divers de placement	4 421	4 816	5 926	6 145	6 531
Variation en %	*12,7*	*8,9*	*23,0*	*3,7*	*6,3*
Revenu net des exploitants agricoles	638	570	617	618	648
Variation en %	*14,5*	*-10,7*	*8,2*	*0,2*	*4,9*
Revenu net des entreprises individuelles	2 329	2 581	2 919	3 349	3 826
Variation en %	*7,6*	*10,8*	*13,1*	*14,7*	*14,2*
Ajustement de la valeur des stocks	-1 866	-1 753	1 733	-1 022	-649
Variation en %	*54,7*	*-6,1*	*-1,1*	*-41,0*	*-36,5*
Revenu intérieur net au coût des facteurs	49 234	55 777	63 357	64 178	69 734
Variation en %	*12,6*	*13,3*	*13,6*	*1,3*	*8,7*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Le second poste d'importance dans la composition du revenu personnel est l'ensemble des transferts des administrations publiques aux particuliers et aux entreprises individuelles (17,8 % du revenu personnel); ces transferts totalisent 14 586 millions de dollars en 1983, en hausse de 11,3 % par rapport à 1982. L'ensemble des autres transferts (des corporations et des non résidents du Canada) quoiqu'en progression de 10 % en 1983 ne représente que des apports marginaux au revenu personnel. Les revenus d'intérêt, de dividendes et autres revenus de placement qui constituent une source importante de revenus (9 234 millions de dollars) sont en baisse de 5 %. Ces revenus augmentaient de 33 % en 1981 et de 16,1 % en 1982. La baisse des revenus de placement fait suite à la baisse des taux d'intérêt et à un volume moindre de l'épargne en 1983. Enfin, le revenu personnel se compose aussi du revenu net des entreprises individuelles (3 826 millions de dollars, en hausse de 14,2 %) et de celui des exploitants agricoles (648 millions de dollars, en hausse de 4,9 %).

Graphique 4A
Variation de l'encours des prêts non hypothécaires des banques à charte au Canada 1983/1982

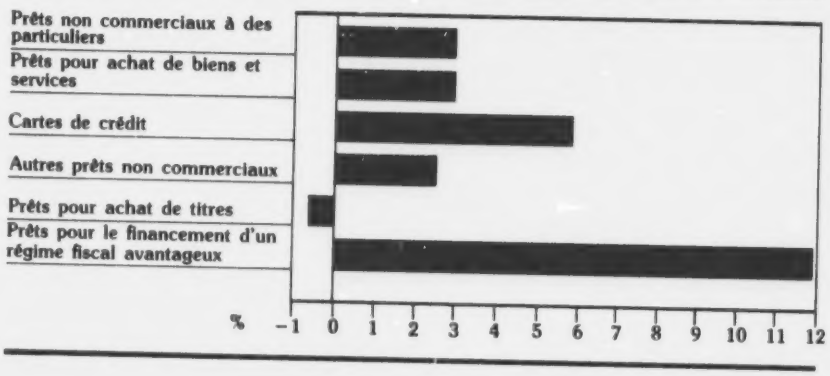


Tableau 4.2
Sources du revenu personnel 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Rémunération des salariés	36 784	41 762	47 817	50 324	52 543
Variation en %	*11,2*	*13,5*	*14,5*	*5,2*	*4,4*
Solde et indemnités militaires	181	200	230	264	289
Variation en %	*0,6*	*10,5*	*15,0*	*14,8*	*9,5*
Revenu net des exploitants agricoles	638	570	617	618	648
Variation en %	*14,5*	*−10,7*	*8,2*	*0,2*	*4,9*
Revenu net des entreprises individuelles	2 329	2 581	2 919	3 349	3 826
Variation en %	*7,6*	*10,8*	*13,1*	*14,7*	*14,2*
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	5 256	6 291	8 366	9 715	9 234
Variation en %	*24,5*	*19,7*	*33,0*	*16,1*	*−5,0*
Transferts des administrations publiques aux particuliers	8 197	9 281	10 823	13 111	14 586
Variation en %	*5,9*	*13,2*	*16,6*	*21,1*	*11,3*
Subventions d'équipement	100	152	151	275	464
Variation en %	*44,9*	*52,0*	*0,7*	*82,1*	*68,7*
Transferts des corporations	121	138	142	112	127
Variation en %	*23,5*	*14,0*	*2,9*	*−21,1*	*13,4*
Transferts des non-résidents du Canada	120	138	144	161	174
Variation en %	*13,2*	*15,0*	*4,3*	*11,8*	*8,1*
Revenu personnel	**53 726**	**61 113**	**71 209**	**77 929**	**81 891**
Variation en %	***11,5***	***13,7***	***16,5***	***9,4***	***5,1***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Le revenu personnel disponible (qui s'obtient en déduisant du revenu personnel l'ensemble des transferts des particuliers aux administrations publiques) se chiffre à 64 203 millions de dollars en 1983; il s'agit d'une hausse de 4,9 % légèrement inférieure à la hausse du revenu personnel (5,1 %). Les transferts totalisent 17 688 millions de dollars en 1983, en hausse de 5,8 % par rapport à ceux de 1982. De ces transferts, l'impôt direct des particuliers (12 652 millions de dollars) n'augmente que de 1,9 % en 1983 comparativement à une hausse de 9,9 % en 1982 et de 19,2 % en 1981. Par contre les autres sources de transferts, quoique moins importantes, augmentent subtantiellement en 1983, plus particulièrement, les cotisations à l'assurance sociale et au régime public de pension (4 409 millions de dollars) qui augmentent de 15,9 %, les droits et impôts successoraux (47 millions de dollars) de 46,9 % et l'ensemble des autres transferts aux administrations publiques — impôts fonciers, scolaires, etc. — (580 millions de dollars) de 33,6 %.

Les dépenses et autres transferts courants des particuliers représentent 53 966 millions de dollars en 1983; ces dépenses sont essentiellement effectuées pour l'achat de biens et services (52 988 millions de dollars), dépenses qui augmentent de 8,6 % par rapport à 1982. Les transferts courants aux corporations (en paiement d'intérêts sur des emprunts) totalisent 868 millions de dollars, en baisse de 23,8 % par rapport à 1982, alors qu'on observait déjà une baisse de 3 % de ces transferts par rapport à 1981. Cette baisse est, pour une bonne part, imputable à la chute des taux d'intérêt et à une attitude très prudente des particuliers face à l'endettement dans une conjoncture incertaine des taux d'intérêt. Enfin, les transferts des particuliers à des non résidents du Canada (110 millions de dollars) augmentent de 6,8 % en 1983.

L'excédent du revenu personnel disponible sur les dépenses se solde par une épargne personnelle de 10 237 millions de dollars en 1983, ce qui représente une diminution de 8,4 % de l'épargne par rapport à 1982; il en résulte un taux d'épargne de 15,9 % en 1983, taux encore élevé si on le compare au taux américain[1] de 4,9 %; mais il est inférieur au taux record de 18,2 % enregistré en 1982. La diminution de l'épargne est liée à l'accroissement des dépenses pour l'achat de biens durables qui atteignent 7 100 millions de dollars en 1983, en hausse de 18 % en dollars courants par rapport à 1982.

1. Les deux taux ne sont cependant pas parfaitement comparables en raison de l'importance de l'épargne institutionnelle au Canada.

Tableau 4.3
Emplois du revenu personnel 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Revenu personnel	53 726	61 113	71 209	77 929	81 891
Variation en %	*11,5*	*13,7*	*16,5*	*9,4*	*5,1*
Impôts directs des particuliers	8 303	9 479	11 298	12 412	12 652
Variation en %	*12,8*	*14,2*	*19,2*	*9,9*	*1,9*
Droits et impôts successoraux	43	43	38	32	47
Variation en %	*48,3*	*0,0*	*11,6*	*15,8*	*46,9*
Cotisations assistance soiale et régimes publics de pensions	2 565	2 911	3 555	3 834	4 409
Variation en %	*19,7*	*13,5*	*22,1*	*7,8*	*15,0*
Autres transferts aux administrations publiques	372	494	492	434	580
Variation en %	*24,8*	*32,8*	*0,4*	*11,8*	*33,6*
Revenu personnel disponible	42 443	48 186	55 826	61 217	64 203
Variation en %	*10,6*	*13,5*	*15,9*	*9,7*	*4,9*
Dépenses courantes en biens et services	37 335	40 904	45 478	48 803	52 988
Variation en %	*11,9*	*9,6*	*11,2*	*7,3*	*8,6*
Transferts courants aux corporations (Intérêts de dettes à la consommation)	736	949	1 174	1 139	868
Variation en %	*54,9*	*28,9*	*23,7*	*3,0*	*23,8*
Transferts courants aux non-résidents du Canada	84	91	96	103	110
Variation en %	*13,5*	*8,3*	*5,5*	*7,3*	*6,8*
Épargne personnelle	4 288	6 242	9 078	11 172	10 237
Variation en %	*3,6*	*45,6*	*45,4*	*23,1*	*8,4*
Taux d'épargne	10,1	13,0	16,3	18,2	15,9

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Le recours au crédit par les particuliers est plutôt faible en 1983. Dans l'ensemble du Canada, l'encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs n'augmente que de 3,7 % en 1983, après avoir connu une baisse de 2,7 % en 1982. Le crédit consenti par les banques à charte (67,4 % du total du crédit à la consommation au Canada) augmente de 2,8 %, tandis que celui des caisses populaires et des « crédit unions » (représentant 13,3 % du crédit total) augmente de 9,7 %. Au Québec, l'encours des prêts personnels[1] des banques à charte augmente de 11,6 % en 1983 (taux sensiblement supérieur à celui de 2,8 % observé pour l'ensemble du Canada). Les prêts originant des cartes de crédit progressent de 7,7 %, tandis que ceux consentis sur la base de plans personnels de crédit augmente de 9,1 %; les autres types de prêts personnels des banques à charte faisant affaire au Québec augmentent pour leur part de 18,7 %.

Par contre la baisse des taux d'intérêt nominaux a fortement stimulé le marché de l'immobilier et cela se réflète dans l'augmentation des prêts hypothécaires consentis par les établissements prêteurs. Dans l'ensemble du Canada, les prêts hypothécaires approuvés pour l'achat de logements neufs augmentent de 62,9 % en 1983 comparativement à une baisse de 27,3 % de ces mêmes prêts en 1982; les prêts effectués à cette fin par les banques à charte augmentent de 97,9 %, ceux des sociétés de fiducie de 54,3 % et ceux des autres sociétés de 84 %. Les prêts hypothécaires consentis à l'achat de logements existants augmentent pour leur part de 131,5 % en 1983. Au Québec, l'encours des prêts hypothécaires (non commerciaux) des banques à charte n'augmente que de 8,6 %, toutefois les statistiques sur l'encours des prêts en fin de période ne traduisent pas la valeur totale des nouveaux prêts hypothécaires approuvés.

1 Quoiqu'il n'y ait pas de données complètes sur l'ensemble des prêts personnels au Québec, on peut apprécier le phénomène sur la base des statistiques relatives à l'encours des prêts personnels des banques à chartes faisant affaire au Québec. Par ailleurs, l'encours des prêts personnels ne traduit que l'augmentation nette des prêts, l'encours étant la valeur des prêts courants moins les remboursements.

Graphique 4B
Variation de l'encours des prêts des banques à charte faisant affaire au Québec 1983/1982

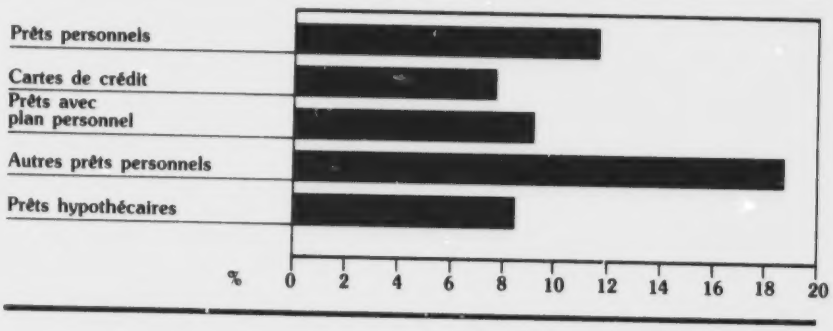


Tableau 4.4
Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs, Canada 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Banques à charte	26 112	29 677	31 580	30 901	31 757
Variation en %	*16,2*	*13,7*	*6,4*	*−2,2*	*2,8*
Sociétés de financement de prêts à la consommation	2 901	2 734	3 069	2 409	2 287
Variation en %	*−5,4*	*−5,8*	*12,3*	*−21,5*	*−5,1*
Compagnies d'assurance-vie	1 634	1 940	2 494	2 696	2 704
Variation en %	*13,6*	*18,7*	*28,6*	*8,1*	*0,3*
Banques d'épargne du Québec	141	169	156	131	198
Variation en %	*35,6*	*19,9*	*−7,7*	*−16,0*	*51,1*
Grands magasins	1 530	1 574	1 705	1 685	1 795
Variation en %	*6,0*	*2,9*	*8,3*	*−1,2*	*6,5*
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	942	1 488	1 787	1 891	2 232
Variation en %	*47,2*	*58,0*	*20,1*	*5,8*	*18,0*
Somme partielle	33 261	37 581	40 791	39 713	40 972
Variation en %	*14,0*	*13,0*	*8,5*	*−2,6*	*3,2*
Caisses populaires et « credit unions »	6 218	6 391	5 863	5 704	6 255
Variation en %	*13,3*	*2,8*	*−8,3*	*−2,7*	*9,7*
Total	**39 478**	**43 973**	**46 654**	**45 416**	**47 118**
Variation en %	*13,9*	*11,4*	*6,1*	*−2,7*	*3,7*

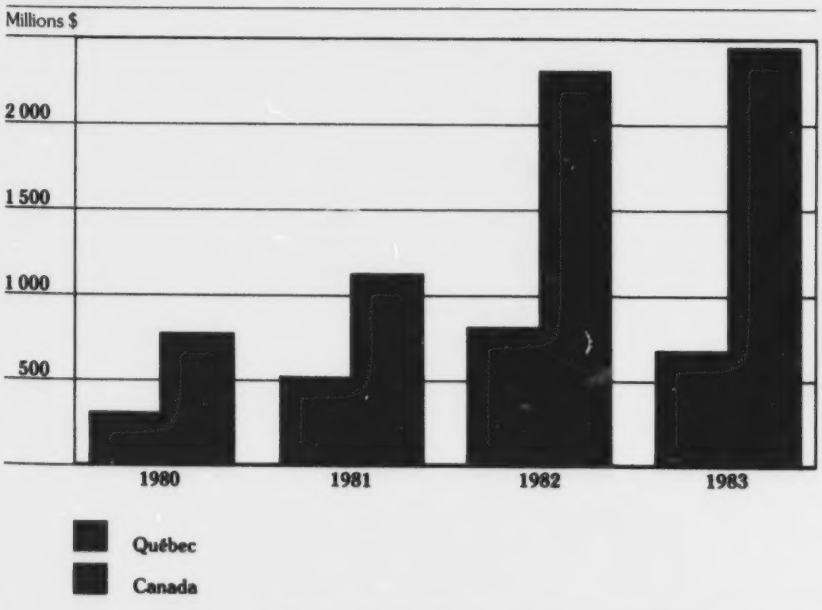
Source: Statistique Canada.

Tableau 4.5
Prêts hypothécaires approuvés par les établissements prêteurs, Canada 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Ensemble des logements neufs	5 585	4 519	4 403	3 202	5 217
Variation en %	*−1,0*	*−19,1*	*−2,6*	*−27,3*	*62,9*
Banques à chartes	1 936	1 660	1 523	960	1 900
Variation en %	*10,6*	*−14,3*	*−8,3*	*−37,0*	*97,9*
Compagnies d'assurance-vie	823	718	647	630	594
Variation en %	*−3,5*	*−12,8*	*−9,9*	*−2,6*	*−5,7*
Sociétés de fiducie	1 371	1 146	1 170	810	1 250
Variation en %	*−22,3*	*−16,4*	*2,1*	*−30,8*	*54,3*
Autres sociétés	1 440	978	1 044	798	1 468
Variation en %	*37,3*	*−32,1*	*6,7*	*−23,6*	*84,0*
S.C.H.L.	15	16	18	4	5
Variation en %	*−93,3*	*6,7*	*12,5*	*−77,8*	*25,0*
Ensemble des logements existants	8 487	7 491	4 816	7 493	17 348
Variation en %	*−0,2*	*11,7*	*−35,7*	*55,6*	*131,5*

Source: Statistique Canada.

Graphique 4C
Passif des faillites commerciales 1980-1983



La situation financière des entreprises

Dans le produit intérieur net au coût des facteurs, la comptabilité économique distingue trois types de revenus d'entreprise: les bénéfices des sociétés, le revenu net des exploitants agricoles et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles. En 1983, les bénéfices des sociétés avant impôts progressent de 45,5 % au Québec et totalisent 6,5 milliards de dollars, soit 2 milliards de plus qu'en 1982; ils s'élevaient à 7,6 milliards de dollars en 1980 et en 1981. Ainsi, la part des bénéfices avant impôts des sociétés dans le produit intérieur net au coût des facteurs qui était de 13,6 % en 1980, se situe de 9,4 % en 1983 après avoir diminué à 7 % en 1982. Ces bénéfices déclarés par les sociétés incluent toutefois des gains en capital sous forme d'augmentation de la valeur des stocks qui sont soustraits dans le calcul du produit intérieur net des comptes économiques. Cet ajustement de la valeur des stocks se chiffre à 0,6 milliards de dollars en 1983 alors qu'il s'élevait à 1,7 milliard en 1980 et en 1981. Les bénéfices des sociétés amputés des gains en capital reliés à l'inflation se rétablissent donc intégralement en 1983 à leur niveau d'avant la récession.

Les bénéfices des sociétés après impôts augmentent moins rapidement que les bénéfices avant impôt parce que les paiements d'impôt s'accroissent de 53 %. Les impôts directs payés au gouvernement fédéral passent de 1 à 1,7 milliard de dollars tandis que les impôts directs payés au gouvernement provincial, passant de 289 millions de dollars à 270 millions de dollars, diminuent légèrement. La comptabilité économique du Québec ne permet pas de connaître la part des bénéfices après impôt retenus par les sociétés et le montant des dividendes versés aux actionnaires. On peut seulement observer que les provisions pour consommation de capital, qui s'ajoutent aux bénéfices non répartis pour constituer l'épargne des sociétés, sont légèrement en hausse avec 5,9 milliards de dollars en 1983. Les revenus des entreprises individuelles non agricoles augmentent en 1983 à un rythme semblable à celui des deux années précédentes, soit d'environ 14 %; comme la rémunération des salariés, ces revenus sont moins affectés par la conjoncture que ceux des sociétés parce

qu'ils incluent la rémunération du travail des entrepreneurs. Par ailleurs, le revenu net des exploitants agricoles, qui compte pour à peu près 1 % du produit intérieur net du Québec, progresse de 4,9 % en 1983 grâce surtout à des coûts de production modérés et à la forte réduction des paiements d'intérêt.

La composante de la demande intérieure finale qui est imputable aux entreprises individuelles et aux sociétés est la formation brute de capital fixe des entreprises laquelle comprend aussi la construction résidentielle, les particuliers étant à cet égard considérés comme des entreprises individuelles. C'est d'ailleurs la vigueur de la reprise de la construction résidentielle qui explique l'accroissement global de 2,5 % de la formation brute de capital fixe des entreprises en 1983. Les dépenses pour la construction résidentielle progressent en effet de 63,8 % en 1983 tandis que les dépenses pour la construction non résidentielle diminuent de 15 % et celles pour la machinerie et l'équipement sont en baisse de 7,1 %. En excluant la construction résidentielle, la part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du PIB diminue celle-ci passant de 12,3 % en 1980 à 11,1 % en 1982 puis à 9,2 % en 1983. La valeur de la variation matérielle des stocks, qui découle dans une certaine mesure de décisions des entreprises, conditionne aussi le niveau de la demande intérieure totale; en 1983 la liquidation des stocks est beaucoup moins importante qu'en 1982 où la demande finale avait été satisfaite pour une valeur de 3,2 milliards de dollars à partir des stocks existants des entreprises.

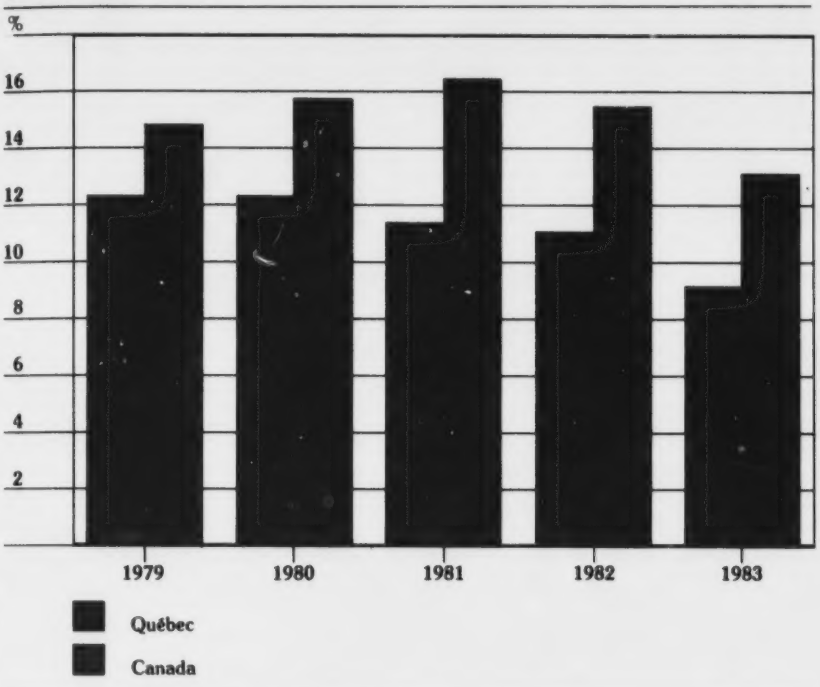
L'épargne du secteur des entreprises n'est généralement pas suffisante pour couvrir les besoins de financement de la formation brute de capital fixe du secteur qui doit recourir à du financement externe par l'intermédiaire des institutions financières. Les données sur l'épargne des entreprises ainsi que sur le niveau et les moyens de financement externe ne son pas disponibles au niveau des provinces. L'analyse des données canadiennes sur le financement externe des entreprises non financières permet cependant de dégager un tableau qui peut donner une idée de la situation au Québec. Ainsi, les entreprises procédent à un assainissement de leur situation financière en 1983, d'une part grâce à des bénéfices accrus qui permettent de réduire le recours au financement externe, et d'autre part en privilégiant le financement à long terme plutôt que le financement à court terme. Au Québec, en dehors de la forte croissance des bénéfices déjà notée, la seule indication disponible est l'encours en dollars canadiens des prêts bancaires aux entreprises, une importante source de financement à court terme; celui-ci connaît une baisse de 13,6 % en 1983 par rapport à 1982, passant de 10,6 à 9,1 milliards de dollars. Ces

Tableau 4.6
Revenus des corporations et des entreprises individuelles 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Bénéfices des sociétés avant impôts	6 747	7 601	7 581	4 500	6 546
Variation en %	*34,1*	*12,7*	*−0,3*	*−40,6*	*45,5*
Impôts directs des sociétés	1 886	2 380	2 211	1 332	2 038
Variation en %	*19,7*	*26,2*	*−7,1*	*−39,8*	*53,0*
Fédéraux	1 299	1 663	1 559	1 043	1 768
Variation en %	*18,1*	*28,0*	*−6,3*	*−33,1*	*69,5*
Provinciaux	587	717	652	289	270
Variation en %	*23,6*	*22,1*	*−9,1*	*−55,7*	*−6,6*
Bénéfices des sociétés après impôts	4 861	5 221	5 370	3 168	4 508
Variation en %	*40,6*	*7,4*	*2,9*	*−41,0*	*42,3*
Revenu net des exploitants agricoles	638	570	617	618	648
Variation en %	*14,5*	*−10,7*	*8,2*	*0,2*	*4,9*
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	2 329	2 581	2 919	3 349	3 826
Variation en %	*7,6*	*10,8*	*13,1*	*14,7*	*14,2*
Ajustement de la valeur des stocks	−1 866	−1 753	−1 733	−1 022	−649
Variation en %	*54,7*	*−6,1*	*−1,1*	*−41,0*	*−36,5*
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	4 143	4 721	5 335	5 630	5 894
Variation en %	*16,5*	*13,9*	*13,0*	*5,5*	*4,7*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 4D
Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du produit intérieur brut 1979-1983



crédits bancaires s'étaient stabilisés en 1982, mais il avaient augmenté auparavant de 3,7 milliards de dollars en trois ans. À l'échelle du Canada, l'encours des prêts en dollars canadiens des banques à charte aux entreprises non financières diminue de 8,1 %; par contre l'encours des autres formes moins importantes de crédit à court terme augmente, dont les acceptations bancaires en dollars canadiens et le papier commercial des entreprises, de sorte que le crédit à court terme aux entreprises ne diminue globlament que de 4,3 %. La légère hausse de 1 % du financement externe des entreprises non financières du Canada provient donc d'un accroissement de 9,2 % de l'encours du financement à long terme sous forme d'actions et d'obligations. Les données canadiennes sur les entreprises privées non financières laissent entrevoir une amélioration de la situation financière des entreprises en 1983. Ainsi, en 1983 les paiements d'intérêt correspondent à 50 % des bénéfices des sociétés avant impôt alors que ce rapport atteignait 89 % en 1982, même si le rapport des paiements d'intérêt sur les bénéfices demeure deux fois plus élevé qu'en 1980.

Tableau 4.7
Formation brute de capital fixe des corporations et des entreprises individuelles 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Formation brute de capital fixe des entreprises	10 394	11 130	12 084	11 393	11 677
Variation en %	*13,2*	*7,1*	*8,6*	*−5,7*	*2,5*
Construction résidentielle	2 601	2 351	2 652	2 047	3 353
Variation en %	*5,5*	*−9,6*	*12,8*	*−22,8*	*63,8*
Construction non résidentielle	3 645	3 791	4 245	4 545	3 865
Variation en %	*11,6*	*4,0*	*12,0*	*7,1*	*−15,0*
Machinerie et équipement	4 148	4 988	5 187	4 801	4 459
Variation en %	*20,1*	*20,3*	*4,0*	*−7,4*	*−7,1*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

La progression des bénéfices permet aussi d'accroître le coefficient d'autofinancement des entreprises à 92 %. En 1982, le coefficient d'autofinancement avait retrouvé un niveau comparable à celui de 1980 qui était d'environ 75 %, après une chute de 53 % en 1981. Cependant l'amélioration constatée en 1982 provenait de la diminution des besoins de financement due à une réduction importante des stocks possédés par les entreprises ainsi qu'à la faiblesse des dépenses consacrées à la formation brute de capital fixe. De plus, dans le financement externe, les instruments à long terme remplacent le crédit à court terme et le financement par le biais d'actions reprend de l'importance par rapport au financement à l'aide d'obligations, puisque sa part dans le financement à long terme augmente en passant de 29 % en 1982 à 40 % en 1983. De plus, alors qu'en 1982 les actions privilégiées comptent pour les deux tiers des nouvelles émissions et les actions ordinaires pour un tiers, les proportions sont inversées en 1983. Ce plus grand recours au financement par action entraîne une réduction de 1,52 à 1,44 du coefficient d'endettement des entreprises et les rend ainsi moins vulnérables à d'éventuelles hausses des taux d'intérêt. Finalement, les entreprises canadiennes améliorent légèrement le rapport disponibilités/exigibilités à court terme qui passe de 0,77 en 1982 à 0,80 en 1983.

Graphique 4E
Variation des principales sources de financement des entreprises non financières au Canada 1983/1982

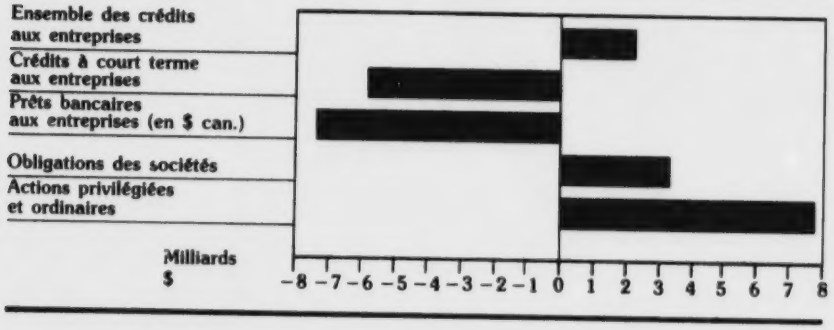


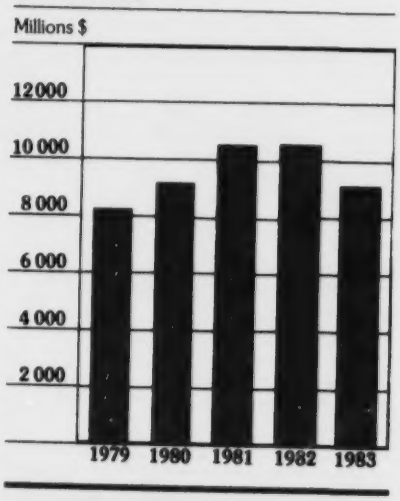
Tableau 4.8
Financement des entreprises privées, Canada 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Acquisition de capital non financier (000 000 $)	32 937	36 865	44 893	28 498	36 154
Variation en %	*34,4*	*11,9*	*21,7*	*−36,5*	*26,9*
Épargne brute[1] (000 000 $)	23 035	27 906	23 886	20 738	33 244
Variation en %	*27,7*	*21,1*	*−14,4*	*−13,2*	*60,3*
Coefficient d'autofinancement[2]	0,70	0,76	0,53	0,73	0,92
Part du financement par action dans le financement externe à long terme[3]	0,57	0,48	0,37	0,29	0,40
Part du financement à court terme dans le financement total	0,51	0,55	0,59	0,61	0,58
Paiements d'intérêt en % des bénéfices avant impôts	0,20	0,25	0,45	0,89	0,50
Coefficient d'endettement[4]	1,27	1,26	1,36	1,52	1,44
Disponibilités-stocks/exigibilités	0,91	0,88	0,84	0,77	0,80

1. Bénéfices non répartis + provisions pour consommation de capital.
2. Rapport entre l'épargne brute et l'acquisition de capital non financier.
3. Le financement à long terme comprend les émissions nettes d'actions et d'obligations.
4. Rapport entre le passif total et l'avoir total des actionnaires.

Sources: Banque du Canada; Statistique Canada.

Graphique 4F
Encours des prêts des banques à charte aux entreprises québécoises 1979-1983



Les revenus et dépenses des administrations publiques

En 1983, les revenus des administrations publiques au Québec s'accroissent de 8,3 % s'élevant à 50 713 millions de dollars (38 421 en excluant les transferts intergouvernementaux). De ce total, 14 749 millions de dollars sont des recettes du gouvernement fédéral (en hausse de 11 %), et 22 236 millions de dollars constituent les recettes du gouvernement du Québec (8,5 %). Les administrations locales recueillent 8 274 millions de dollars alors que la Régie des rentes du Québec et les hôpitaux enregistrent des recettes respectives de 2 109 millions et 3 322 millions de dollars.

L'impôt sur le revenu des particuliers, soit 17 108 millions de dollars, représente 44,5 % des revenus, les transferts intergouvernementaux exclus, alors que les taxes indirectes qui totalisent 13 137 millions de dollars en représentent 34,2 %. Les impôts sur les revenus des entreprises et les revenus de placement représentent respectivement 5,3 % et 9,5 % des revenus totaux.

Les impôts des entreprises, qui avaient diminué de façon marquée (−39,8 %) en 1982, augmentent de 53 % en 1983. Cependant cette augmentation apparaît principalement dans les recettes du gouvernement fédéral où le produit des impôts perçus des compagnies augmente de 69,5 % alors que dans le cas du gouvernement du Québec le produit des impôts provenant de compagnies diminue de 6,6 %.

Les recettes provenant des impôts des entreprises ne sont pas les seules à augmenter plus fortement au niveau fédéral qu'au niveau provincial. Les impôts des particuliers perçus par le gouvernement fédéral augmentent de 10,3 % alors qu'au Québec, on enregistre une croissance de 1,5 %. De fait, la part des impôts fédéraux dans l'ensemble des impôts des particuliers représente 41,5 % du total en 1983 alors qu'entre 1978 et 1982 cette part se situait entre 38,4 % et 40 %. La part du gouvernement du Québec diminue à 51,9 % en 1983 alors qu'elle se situait entre 52,4 % et 54,5 % de 1978 à 1982. Le reste des impôts sur le revenu des particuliers va à la Régie des rentes du Québec soit 6,5 % en 1983.

Les revenus de placement des gouvernements au Québec s'établissent à 3 651 millions en 1983 en hausse de 19,8 % par rapport à 1982. C'est encore le gouvernement fédéral qui enregistre la plus forte augmentation à ce chapitre soit 27,2 % et la part relative des revenus de placement de ce dernier passe de 37,1 % à 40,1 %. Le gouvernement du Québec recueille 1 128 millions de dollars en revenus de placement, soit une augmentation de 19 % et sa part s'établit à 30,8 %.

En ce qui concerne les dépenses des gouvernements, on enregistre au Québec en 1983 un montant de 59 954 millions de dollars en dépenses courantes (48 185 en excluant les transferts intergouvernementaux), une hausse de 7,1 %, à quoi s'ajoutent des dépenses de 2 176 millions de dollars en formation brute de capital, en hausse de 13,7 %. 38 % des dépenses publiques courantes sont faites par le gouvernement fédéral en 1983 (22 764 millions de dollars) alors que le gouvernement provincial en effectue 39,7 %, soit 23 772 millions de dollars. Les dépenses totales des gouvernements au Québec comptent pour 26,2 % du PIB de la province en 1983, une légère diminution par rapport à 1982, alors que cette part était de 26,6 %.

Tableau 4.9
Revenus et dépenses des administrations publiques 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Recettes totales	32 548	37 265	42 985	46 832	50 713
Variation en %	*10,1*	*14,5*	*15,3*	*8,9*	*8,3*
Administration fédérale	9 104	10 794	13 220	13 285	14 749
Variation en %	*9,4*	*18,6*	*22,5*	*0,5*	*11,0*
Administration provinciale	13 889	15 569	18 170	20 499	22 236
Variation en %	*10,4*	*12,1*	*16,7*	*12,8*	*8,5*
Administrations locales	5 949	6 909	7 190	7 827	8 274
Variation en %	*9,4*	*16,1*	*4,1*	*8,9*	*5,7*
R.R.Q.	1 308	1 591	1 730	1 967	2 109
Variation en %	*12,8*	*21,6*	*8,7*	*13,7*	*7,2*
Dépenses courantes totales	36 026	42 608	49 582	55 998	59 954
Variation en %	*11,0*	*18,3*	*16,4*	*12,9*	*7,1*
Administration fédérale	12 753	14 923	18 290	21 242	22 764
Variation en %	*7,2*	*17,0*	*22,6*	*16,1*	*7,2*
Administration provinciale	14 843	17 734	20 121	22 420	23 772
Variation en %	*14,8*	*19,5*	*13,5*	*11,4*	*6,0*
Administrations locales	5 612	6 581	7 219	7 963	8 660
Variation en %	*9,6*	*17,3*	*9,7*	*10,3*	*8,8*
R.R.Q.	578	693	859	1 053	1 267
Variation en %	*19,9*	*19,9*	*24,0*	*22,6*	*20,3*
Formation brute de capital fixe	1 721	1 979	1 874	1 914	2 176
Variation en %	*−5,6*	*15,0*	*−5,3*	*2,1*	*13,7*
Administration fédérale	184	166	203	253	262
Variation en %	*−41,2*	*−9,8*	*22,3*	*24,6*	*3,6*
Administration provinciale	674	706	718	688	656
Variation en %	*16,2*	*4,7*	*1,7*	*−4,2*	*−4,7*
Administrations locales	849	1 098	964	963	1 248
Variation en %	*−1,2*	*29,3*	*−12,2*	*−0,1*	*29,6*
Surplus ou déficit	−4 217	−6 210	−7 213	−9 620	−9 764
Variation en %	*9,1*	*47,3*	*16,2*	*33,4*	*1,5*
Administration fédérale	−3 688	−4 135	−5 093	−8 006	−8 046
Variation en %	*−1,9*	*12,1*	*23,2*	*57,2*	*0,5*
Administration provinciale	−1 273	−2 459	−2 179	−2 046	−1 542
Variation en %	*106,7*	*93,2*	*−11,4*	*−6,1*	*−24,6*
Administrations locales	−112	−318	−479	−509	−972
Variation en %	*−40,4*	*183,9*	*50,6*	*6,3*	*91,0*
R.R.Q.	730	898	871	914	842
Variation en %	*7,7*	*23,0*	*−3,0*	*4,9*	*−7,9*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

La majeure partie, soit 57,4 % des dépenses pour la formation brute de capital sont faites par les administrations locales. Les investissements du gouvernement du Québec comptent pour 30,1 % du total et ceux du gouvernement fédéral 12 %. Ces parts sont très différentes de celles qu'on connaissait il y a quelques années alors que la part des administrations locales était moins importante. En effet, à titre d'exemple en 1978, gouvernement fédéral effectuait 17,1 % des investissements publics au Québec, le gouvernement provincial 31,8 % et les administrations locales 47,1 %. Selon les concepts des comptes économiques, le déficit global des administrations publiques au Québec augmente de 1,5 % en 1983 pour atteindre 9 764 millions de dollars. Le déficit du gouvernement fédéral est en hausse de 1,5 % à 8 046 millions de dollars tandis que celui du gouvernement provincial diminue de 24,6 % à 1 542 millions de dollars.

À part les transferts intergouvernementaux, les dépenses courantes comprennent les dépenses en biens et services, les transferts aux particuliers et les subventions. La plus grande partie des dépenses en biens et services des administrations publiques est effectuée par les administrations locales; leurs dépenses s'élèvent à 7 456 millions de dollars en 1983, une hausse de 7,3 % par rapport à 1982. Le gouvernement du Québec dépense 6 956 millions de dollars, soit 3,6 % de plus qu'en 1982. Quant aux dépenses en biens et services du gouvernement fédéral, elles se chiffrent à 3 662 millions de dollars, en hausse de 6 % par rapport à 1982.

Les transferts aux particuliers provenant du gouvernement fédéral sont de l'ordre de 7 369 millions de dollars, soit 50,5 % de la somme totale des transferts aux particuliers en 1983. Ces derniers enregistrent une hausse de 10,1 % par rapport à 1982, année qui avait connu une augmentation de 31,4 % en partie à cause d'une forte croissance des paiements de prestations d'assurance-chômage. Les paiements de transferts en provenance du gouvernement du Québec (5 979 millions de dollars) représentent 41 % des transferts aux particuliers au Québec et augmentent de 10,8 % par rapport à 1982. Enfin, le Régime des rentes du Québec paie 1 222 millions de dollars aux particuliers une hausse de 21,5 % par rapport à 1982.

En 1983 on relève un total de 2 060 millions de dollars distribués en subventions dont 1 617 millions par le gouvernement fédéral et 443 millions par le gouvernement du Québec. Ces subventions qui augmentaient à un rythme annuel d'au moins 36 % de 1979 à 1981, diminuent de 27,8 % en 1982 et de 3,9 % en 1983.

Tableau 4.10
Revenus des administrations publiques 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Impôts sur les personnes	10 911	12 433	14 891	16 278	17 108
Variation en %	*14,4*	*13,9*	*19,8*	*9,3*	*5,1*
Administration fédérale	4 193	4 970	5 880	6 444	7 108
Variation en %	*13,4*	*18,5*	*18,3*	*9,6*	*10,3*
Administration provinciale	5 944	6 519	8 039	8 745	8 876
Variation en %	*16,0*	*9,7*	*23,3*	*8,8*	*1,5*
R.R.Q.	769	937	963	1 078	1 112
Variation en %	*9,2*	*21,8*	*2,8*	*11,9*	*3,2*
Impôts sur les entreprises (privées et publiques)	1 886	2 380	2 211	1 332	2 038
Variation en %	*19,7*	*26,2*	*−7,1*	*−39,8*	*53,0*
Administration fédérale	1 299	1 663	1 559	1 043	1 768
Variation en %	*18,1*	*28,0*	*−6,3*	*−33,1*	*69,5*
Administration provinciale	587	717	652	289	270
Variation en %	*23,6*	*22,1*	*−9,1*	*−55,7*	*−6,6*
Impôts des non-résidents	183	242	270	287	254
Variation en %	*29,8*	*32,2*	*11,6*	*6,3*	*−11,5*
Taxes indirectes	8 309	9 186	11 235	12 245	13 137
Variation en %	*5,6*	*10,6*	*22,3*	*9,0*	*7,3*
Revenus de placements	1 826	2 205	2 511	3 048	3 651
Variation en %	*10,5*	*20,8*	*13,9*	*21,4*	*19,8*
Administration fédérale	732	870	876	1 152	1 465
Variation en %	*1,0*	*18,9*	*0,7*	*31,5*	*27,2*
Administration provinciale	507	631	815	948	1 128
Variation en %	*20,4*	*24,5*	*29,2*	*16,3*	*19,0*
Administrations locales	35	35	35	37	38
Variation en %	*−16,7*	*0,0*	*0,0*	*5,7*	*2,7*
R.R.Q.	539	654	767	889	997
Variation en %	*18,2*	*21,3*	*17,3*	*15,9*	*12,1*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 4G

Dépenses totales en biens et services, formation brute de capital fixe et déficit des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut 1979-1983

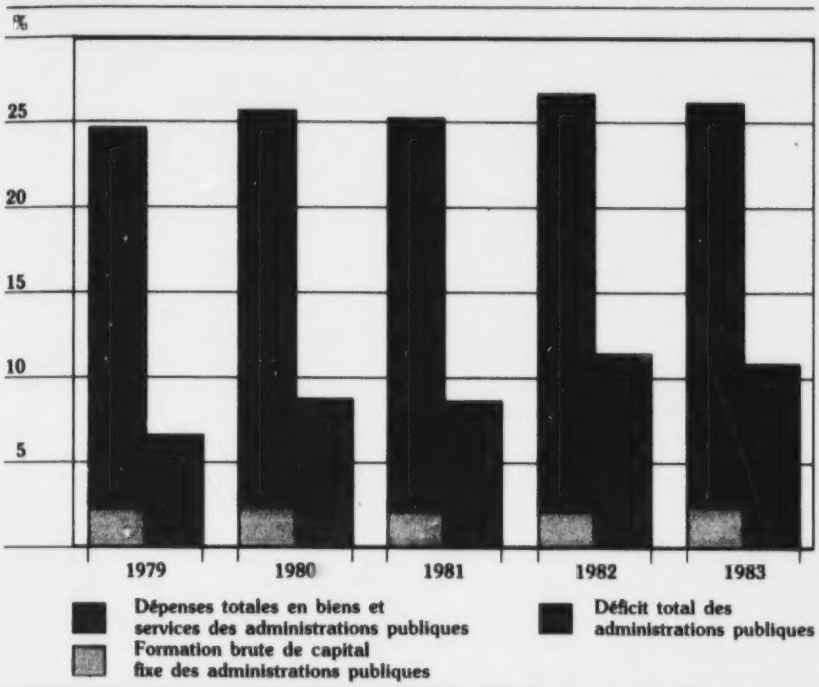


Tableau 4.11

Dépenses des administrations publiques 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Dépenses en biens et services	13 936	16 380	18 729	20 410	21 522
Variation en %	*13,1*	*17,5*	*14,3*	*9,0*	*5,4*
Administration fédérale	2 294	2 487	3 120	3 455	3 662
Variation en %	*6,7*	*8,4*	*25,5*	*10,7*	*6,0*
Administration provinciale	4 551	5 553	6 177	6 717	6 956
Variation en %	*23,7*	*22,0*	*11,2*	*8,7*	*3,6*
Administrations locales	4 882	5 697	6 378	6 948	7 456
Variation en %	*9,5*	*16,7*	*12,0*	*8,9*	*7,3*
R.R.Q.	24	29	31	47	45
Variation en %	*−11,1*	*20,8*	*6,9*	*51,6*	*−4,3*
Transferts aux particuliers	8 197	9 281	10 823	13 111	14 586
Variation en %	*5,9*	*13,2*	*16,6*	*21,1*	*11,3*
Administration fédérale	4 044	4 456	5 095	6 695	7 369
Variation en %	*−2,4*	*10,2*	*14,3*	*31,4*	*10,1*
Administration provinciale	3 593	4 153	4 890	5 398	5 979
Variation en %	*14,6*	*15,6*	*17,7*	*10,4*	*10,8*
R.R.Q.	554	664	828	1 006	1 222
Variation en %	*21,8*	*19,9*	*24,7*	*21,5*	*21,5*
Subventions	1 278	2 172	2 969	2 143	2 060
Variation en %	*36,4*	*70,0*	*36,7*	*−27,8*	*−3,9*
Administration fédérale	1 046	1 874	2 636	1 742	1 617
Variation en %	*44,9*	*79,2*	*40,7*	*−33,9*	*−7,2*
Administration provinciale	232	298	333	401	443
Variation en %	*7,9*	*28,4*	*11,7*	*20,4*	*10,5*

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Le financement du secteur public québécois[1]

Après avoir enregistré une hausse de 21,1 % en 1982, les emprunts bruts à long terme du secteur public québécois diminuent de 16,3 % en 1983. Il se chiffrent à près de 6,1 milliards de dollars comparativement à 7,3 milliards de dollars en 1982. Parmi les organismes qui ont diminué leurs emprunts, on retrouve principalement Hydro-Québec, le gouvernement du Québec et les municipalités qui, ensemble, comptent pour plus de 90 % de la baisse du niveau des emprunts du secteur québécois en 1983.

En termes relatifs, les émissions d'obligations du secteur public québécois passent pour les années 1982 et 1983 de 8,7 % à 6,7 % du PIB et de 9,3 % à 7,4 % du revenu personnel au Québec. D'autre part, les effets conjugués de la diminution des emprunts du secteur public québécois et de la légère augmentation du taux de croissance de la population se traduisent par une diminution des emprunts publics bruts annuels per capita. De 1 124 $ qu'ils étaient en 1982, les emprunts représentent 934 $ en 1983.

Le gouvernement du Québec enregistre en 1983, une diminution de 10,2 % de ses emprunts par rapport à 1982 avec des émissions d'obligations d'une valeur globale de près de 2,6 milliards de dollars.

Hydro-Québec occupe le second rang avec des emprunts s'élevant à quelque 1,8 milliard de dollars. Ce montant, qui représente une baisse de 22,8 % par rapport à 1982, correspond à la phase de stabilisation de ses activités de construction qu'a entrepris Hydro-Québec.

Ces variations au niveau des sommes empruntées n'entraînent en 1983 que de légers changements dans la structure de la demande de capitaux du secteur public québécois. Les trois principaux emprunteurs, soit le gouvernement du Québec, Hydro-Québec et les administrations municipales (municipalités, communautés urbaines et municipalités régionales de comté), demeurent responsables de la majorité des emprunts mais leur part cumulative en 1983 est réduite à 87,5 % en regard de 95,2 % l'année précédente.

1. Dans la présente section, contrairement aux précédentes, le secteur public québécois n'est pas défini au sens des comptes économiques; il exclut le gouvernement fédéral, mais comprend les entreprises publiques.

L'année 1983 apporte des modifications substantielles sur le plan des sources de crédit du secteur public québécois ramenant les fonds de provenance canadienne comme principale source de financement. Ainsi, les emprunts libellés en dollars canadiens passent de 3,9 milliards de dollars à 4,1 milliards de dollars, soit une majoration de 6,5 %. Les emprunts en devises américaines accusent par contre une diminution de 37,3 % pour un total de 1,1 milliard de dollars. Il en est de même pour les émissions d'obligations absorbées par le marché européen qui enregistrent une baisse de 44,0 % pour passer de 1,5 milliard de dollars en 1982 à 0,8 milliard en 1983.

Ce retour à la monnaie canadienne, bien que généralisé, ne se produit pas toutefois de façon similaire dans toutes les composantes du secteur public québécois. Dans l'ensemble, le déplacement vers la monnaie canadienne s'effectue surtout aux dépens des monnaies européennes alors que la monnaie américaine, malgré une baisse de sa part relative, consolide dans certains cas sa position comme deuxième source de financement. Ainsi, pour sa part, le gouvernement du Québec fait passer la part relative de ses emprunts en monnaie canadienne de 71,3 % en 1982 à 75 % en 1983, une augmentation de 3,7 points. La part de ses emprunts réalisés en monnaie américaine augmente également, celle-ci passant de 8,6 % en 1982 à 14,8 % en 1983, ce qui laisse aux monnaies européennes une part de 10,2 % comparativement à 16,7 % en 1982.

Par ailleurs, les émissions d'obligations des administrations locales totalisent 827 millions de dollars, ce qui constituent une baisse de 33 % par rapport à 1982. Les municipalités demeurent l'emprunteur le plus important de ce groupe avec des emprunts de 593,6 millions de dollars, 32,8 % de moins qu'en 1982. Les communautés urbaines suivent avec des émissions de 223,3 millions de dollars d'obligations en 1983, enregistrant une baisse de 33 % de leurs emprunts. Quant aux corporations de comté et municipalités régionales de comté (MRC), elles sont absentes du marché obligataire en 1983. Rappelons qu'en 1982, leurs emprunts avaient été de 1,2 million de dollars.

Enfin, les autres composantes du secteur public québécois réalisent des emprunts de 0,9 milliard de dollars en 1983, c'est-à-dire une augmentation de 3,5 % par rapport à 1982. Même si la valeur des emprunts est sensiblement la même qu'en 1982, la répartition des emprunts entre les différentes composantes subit quelques modifications. Les commissions scolaires sont actives sur le marché obligataire en 1983 réalisant des emprunts de 368,0 millions de dollars comparativement à 47,9 millions de dollars en 1982.

Les institutions publiques, pour leur part, diminuent globalement leurs emprunts de 64,7 %: l'Université du Québec réalise des emprunts de 17,0 millions de dollars, une baisse de 46,9 % par rapport aux 32,0 millions de dollars empruntés en 1982 alors que les institutions de santé diminuent leurs emprunts de 55,1 %, soit 88,8 millions de dollars en 1983 comparativement à 198,0 millions de dollars en 1982. Enfin, les cégeps qui avaient emprunté pour 70,0 millions de dollars en 1982 n'effectuent aucune émission d'obligations en 1983.

On assiste donc en 1983 à une baisse des emprunts du secteur public québécois accompagnée d'un certain réaménagement sur le plan des sources de financement. La structure fondamentale demeure cependant la même grâce entre autres à une participation toujours importante de la Caisse de dépôt et de placement du Québec au financement du secteur public québécois: en 1983 cet organisme achète pour 1,02 milliard de dollars de nouvelles obligations du secteur public québécois comparativement à 1,10 milliard en 1982. De plus, l'émission 1983 d'obligations d'épargne du Québec permet au gouvernement du Québec d'amasser des fonds totalisant plus de 700 millions de dollars. Enfin, le marché canadien, en offrant en 1983 des taux d'intérêt plus bas et plus stables, a été en mesure de combler une proportion accrue des besoins de crédit du secteur public québécois.

Tableau 4.12
Financement du secteur public québécois 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Administration publique provinciale	1 581,7	2 973,4	2 522,2	3 152,6	2 665,1
Variation en %		*88,0*	*– 15,2*	*25,0*	*– 15,4*
Gouvernement du Québec	1 500,7	2 835,0	2 336,2	2 852,6	2 560,1
Variation en %		*88,9*	*– 17,6*	*22,1*	*– 10,2*
Cégeps	23,5	28,5	28,5	70,0	—
Variation en %		*21,3*	*0,0*	*145,6*	—
Université du Québec	15,0	22,0	27,0	32,0	17,0
Variation en %		*46,7*	*22,7*	*18,5*	*– 46,9*
Institutions de santé	42,5	87,9	130,4	198,0	88,8
Variation en %		*107,0*	*48,3*	*51,8*	*– 55,1*
Administrations publiques locales	846,9	1 401,2	1 182,6	1 281,6	1 194,9
Variation en %		*65,5*	*– 15,6*	*8,4*	*– 6,8*
Municipalités	672,4	894,4	827,2	884,0	593,6
Variation en %		*33,0*	*– 7,5*	*6,9*	*– 32,8*
Communautés urbaines	33,5	384,1	319,7	348,5	233,3
Variation en %		*1 047,4*	*– 16,8*	*9,0*	*– 33,0*
MRC/corporations de comtés	0	0,4	0,7	1,2	0,0
Variation en %	—	—	*85,7*	*71,4*	—
Commissions scolaires	141,0	122,4	35,0	47,9	368,0
Variation en %		*– 13,2*	*– 71,4*	*36,9*	*668,3*
Entreprises publiques	1 812,1	2 148,2	2 307,7	2 847,1	2 231,6
Variation en %		*18,6*	*7,4*	*23,4*	*– 21,6*
Hydro-Québec	1 782,8	2 090,4	2 239,5	2 289,9	1 768,1
Variation en %		*17,3*	*7,1*	*2,3*	*– 22,8*
Régie des installations olympiques	—	50,0	50,0	448,0	0,0
Variation en %				*796,0*	—
Sidbec	—	—	—	—	375,0
Variation en %					—
Autres entreprises provinciales	—	—	—	—	46,2
Variation en %					—
Commissions de transport	29,3	7,8	18,2	109,2	42,3
Variation en %		*– 75,3*	*132,6*	*500,0*	*– 61,3*
Total	**4 240,7**	**6 522,8**	**6 012,5**	**7 281,3**	**6 092,4**
Variation en %		***53,8***	***– 7,8***	***21,1***	***– 16,3***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Chapitre 5

Les échanges extérieurs

L'évolution du commerce mondial en 1983

L'économie du Québec est une économie ouverte, fortement intégrée au marché canadien et à celui des États-Unis, tout en maintenant des relations commerciales avec la plupart des autres pays industrialisés et de nombreux pays en voie de développement. Pour comprendre l'évolution des échanges commerciaux entre le Québec et ses partenaires économiques, il convient d'examiner d'abord la situation du commerce mondial en 1983. Celle-ci est marquée par la vigueur de la reprise de l'économie américaine qui stimule l'importation de produits en provenance de ses partenaires commerciaux et redonne vigueur au commerce mondial au début de 1983; le même mouvement s'étend au Japon et à quelques pays européens au cours du second semestre. Le Canada bénéficie particulièrement de la croissance des importations américaines et la valeur des exportations canadiennes progresse de 8,9 % en 1983. Le Canada accroît aussi fortement ses importations en 1983, lesquelles avaient chuté de 16,9 % l'année précédente. Les pays exportateurs de pétrole, dont les recettes à l'exportation diminuent d'environ 20 % pour une deuxième année consécutive, réduisent de façon significative leurs importations, ce qui limite les possibilité d'expansion du commerce mondial en 1983. Il en est de même pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole dont les difficultés financières et les programmes d'ajustement mis en place entraînent un recul de leurs importations en 1982 et en 1983. Cependant, avec le redressement des prix des produits de base, dont l'indice exprimé en termes de dollars américains est en hausse de 6,7 % en 1983, ces pays augmentent leurs recettes d'exportation, ce qui permet une certaine réduction de la tension sur les marchés financiers internationaux.

Mesuré par la valeur totale des exportations, le commerce mondial subit une baisse de 2,8 % en 1983, à la suite d'un recul de 7,7 % en 1982. Cette baisse de la valeur du commerce mondial se produit malgré une croissance du volume d'activité; l'indice des prix des exportations mondiales, évaluées en dollars américains[1], diminue de 5,4 % en 1983 malgré la hausse de l'indice des prix des produits de base: l'indice des prix à l'exportation des produits manufacturés accuse un recul de 3 % auquel s'ajoute une baisse de 12,1 % de l'indice des produits pétroliers.

1. Le renforcement de la devise américaine est responsable en bonne partie de ce recul de l'indice des prix des exportations mondiales. Lorsque ces exportations sont évaluées selon l'unité monétaire internationale, comme le fait le FMI en utilisant les droits de tirage spéciaux (DTS) comme unité de mesure, l'indice des prix des exportations ne diminue que de 1 % en 1983.

Tableau 5.1
Commerce mondial par groupe de pays 1982 et 1983

	Exportations		Importations	
	1982	1983	1982	1983
	('000 000 000 $ US)			
Monde	1 707,9	1 660,6	1 796,6	1 728,2
Variation en %	*-7,7*	*-3,8*	*-6,1*	*-3,8*
Pays industrialisés	1 154,7	1 140,6	1 219,8	1 200,3
Variation en %	*-5,2*	*-1,2*	*-6,1*	*-1,6*
Pays exportateurs de pétrole	214,8	175,6	165,6	144,9
Variation en %	*-22,6*	*-18,6*	*6,3*	*-12,5*
Pays en voie de développement non exportateurs de pétrole	317,1	320,6	391,4	367,5
Variation en %	*-4,7*	*1,5*	*-10,6*	*-6,1*
États-Unis	212,3	200,5	254,9	269,9
Variation en %	*-9,2*	*-5,6*	*-6,7*	*5,9*
Canada	70,4	76,7	58,4	65,0
Variation en %	*-3,1*	*8,9*	*-16,9*	*11,3*
Pays de l'Est[1]	191,4	195,0	184,1	183,1
Variation en %	*5,1*	*1,9*	*-2,0*	*-0,6*

1. Le commerce des pays de l'Est dont les données proviennent de l'ONU n'est pas pris en compte dans le total mondial fourni par le FMI.
Sources: ONU; Fonds monétaire international.

Les changements dans les prix relatifs des produits favorisent les pays industrialisés et les pays en voie de développement non producteurs de pétrole dont les termes d'échange s'améliorent de 2,1 % et de 1,1 % respectivement, alors que ceux des pays producteurs de pétrole décroissent de 9 %.

Sur le plan des politiques commerciales l'année 1983 est marquée par l'introduction de nouvelles mesures protectionnistes en même temps qu'entrent en vigueur les réductions tarifaires prévues pour 1983 dans les accords de la session de Tokyo du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade). Le Japon poursuit toutefois un effort de libéralisation du commerce et certains pays en voie de développement procèdent à un ajustement à la baisse de leur taux de change. Par ailleurs, de nouvelles restrictions au commerce apparaissent dans les secteurs de l'acier, de l'automobile, des textiles et du vêtement, de l'électronique et dans le secteur agricole. À part les actions administratives des autorités en matière douanière, les mesures de protection non tarifaires prennent le plus souvent la forme de réglementation visant à se défendre de la concurrence déloyale et du dumping, ou de restrictions volontaires auxquelles se soumettent les partenaires commerciaux sous la menace de mesures encore plus sévères. Les différentes formes de subventions à l'exportation et plus généralement l'aide gouvernementale au développement de secteurs industriels sont de plus en plus considérées comme des formes de concurrence déloyale qui justifient des mesures protectionnistes. On assiste aussi à la conclusion de différents accords bilatéraux ou limités à quelques pays, contrairement à l'esprit du GATT qui favorise une libéralisation multilatérale du commerce mondial. Pour leur part, les pays en voie de développement renforcent le contrôle des changes et imposent des restrictions quantitatives à l'importation de produits non essentiels en vue de réduire leurs importations. De plus, on assiste au développement du commerce de contrepartie, qui oblige le pays exportateur à accepter comme paiement une valeur équivalente de produits locaux. Cependant, parallèlement à l'amélioration de la situation de ces pays, la montée du protectionnisme se fait moins fulgurante en 1983, selon une évaluation du Fonds monétaire international.

Tableau 5.2
Exportations mondiales
1979-1983

		1979	1980	1981	1982	1983
Monde						
prix	(1980 = 100 $ U.S.)	83,7	100	99,1	95,5	90,4
valeur	(Δ %)[1]	27,0	22,7	−1,5	−7,7	−3,8
volume	(Δ %)	7,7	2,7	−0,6	−4,2	2,7
Pays industrialisés						
prix	(1980 = 100 $ U.S.)	88,4	100	96,4	93,1	90,1
valeur	(Δ %)	22,7	17,7	−2,7	−5,2	−1,2
volume	(Δ %)	6,9	4,1	2,0	−1,9	2,1
Pays exportateurs de pétrole						
prix	(1980 = 100 $ U.S.)	60,5	100	112,3	109,0	94,8
valeur	(Δ %)	48,5	41,7	−6,7	−22,6	−18,6
volume	(Δ %)	5,5	−14,3	−16,9	−20,2	−6,5
Pays en développement non exportateurs de pétrole						
prix	(1980 = 100 $ U.S.)	87,1	100	95,0	88,7	—
valeur	(Δ %)	30,0	27,4	3,3	−4,7	1,5
volume	(Δ %)	10,4	11,0	8,7	2,0	—
États-Unis						
prix	(1980 = 100 $ U.S.)	88,1	100	109,2	110,4	112,1
valeur	(Δ %)	26,6	21,3	5,8	−9,2	−5,6
volume	(Δ %)	10,7	6,9	−4,1	−10,2	−7,0
Canada						
prix	(1980 = 100 $ U.S.)	85,2	100	103,8	101,3	100,1
valeur	(Δ %)	20,4	16,2	7,4	−3,1	8,9
volume	(Δ %)	1,7	−1,0	3,4	−0,7	10,2

1. Variation par rapport à l'année précédente.
Source: Fonds monétaire international.

La balance des paiements internationaux du Canada

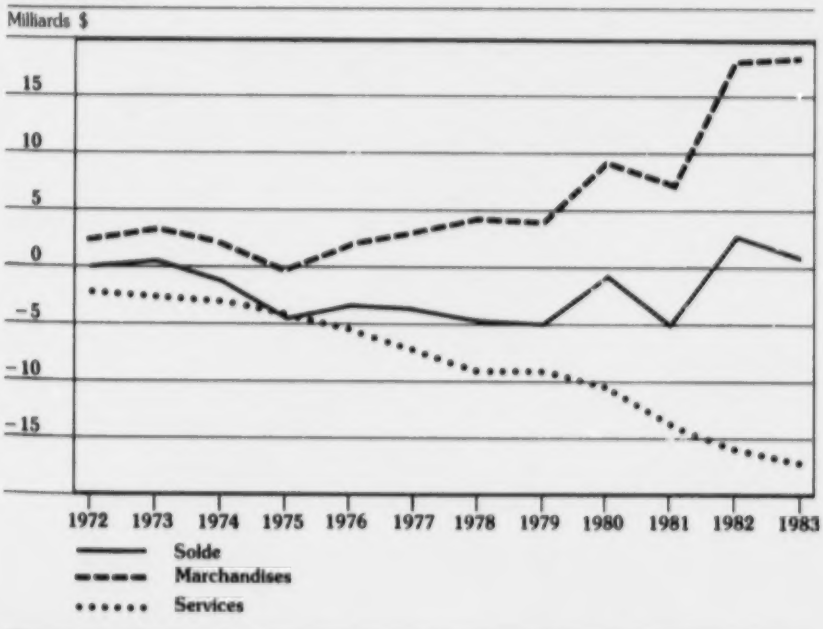
Les échanges que constituent les mouvements de capitaux et les opérations au titre de service (dépenses de voyage, paiements d'intérêts, frais de transports etc.) ne sont pas comptabilisés à l'échelle des provinces canadiennes; il n'existe donc pas de statistiques permettant d'apprécier l'importance des flux monétaires de cette nature comme il en existe pour les échanges de marchandises entre le Québec, le reste du Canada et l'étranger. Cependant, il est intéressant d'analyser la balance des paiements internationaux du Canada où se trouve l'information sur l'ensemble des flux monétaires entre le Canada et le reste du monde. En effet, ces données contiennent des indications pertinentes pour le Québec puisque certains facteurs qui affectent ces transactions agissent de la même façon au Québec que dans le reste du Canada. Le taux de change du dollar canadien en est un exemple très particulier puisqu'il influence le prix des produits québécois sur les marchés étrangers et, conséquemment, la valeur et le volume des exportations du Québec; de la même façon, les importations québécoises sont liées à la valeur du taux de change du dollar canadien. Inversement, le taux de change du dollar canadien fluctue selon les variations qui surviennent dans le solde des flux monétaires de toute nature entre les agents de l'ensemble du Canada et l'étranger, dont ceux liés aux échanges de marchandises.

En 1983, le taux de change du dollar canadien demeure assez stable, et s'établit à 81,14 cents américains pour l'ensemble de l'année; il termine toutefois l'année en baisse à 79,90 cents américains. Cependant, puisque le dollar américain se raffermit au cours de l'année, le dollar canadien s'apprécie sensiblement par rapport aux autres monnaies étrangères, à l'exception du yen japonais, en regard duquel il perd près de 5 % de sa valeur.

La bonne tenue du dollar canadien au cours de l'année est favorisée par des entrées nettes de capitaux de 5,5 milliards de dollars qui se répartissent à peu près également entre des capitaux à long terme et des capitaux à court terme; les nouvelles émissions d'obligations du gouvernement du Canada entraînent à elles seules des entrées de capitaux totalisant 10,6 milliards de dollars en 1983. Le surplus au compte de capital, qui est traditionnel au Canada et qui résulte habituellement de taux d'intérêt supérieurs aux taux américains, provoque en contrepartie des paiements d'intérêts et de dividendes à l'étranger qui grèvent annuellement le compte courant de la balance canadienne des paiements. Ainsi en 1983, le déficit des opérations au titre des services atteint 17,3 milliards de dollars, dont plus de la moitié provient de paiements d'intérêts et de dividendes qui totalisent 9,4 milliards de dollars. Le déficit du compte des voyages, souvent invoqué pour expliquer les problèmes d'équilibre de la balance canadienne des paiements, représente une somme beaucoup moins importante, soit 2,1 milliards de dollars. Le compte courant de la balance des paiements se solde tout de même par un surplus, pour la deuxième année consécutive. L'excédent au compte courant s'élève à 1,6 milliard de dollars grâce à un énorme surplus de 18 milliards de dollars réalisé dans le commerce des marchandises; ce surplus est cependant inférieur de 300 millions de dollars à celui de 1982 parce que la reprise de l'activité économique au Canada en 1983 fait progresser les importations un peu plus rapidement que les exportations. Les faits les plus significatifs en ce qui a trait au commerce des marchandises, sont d'une part, un premier excédent depuis 1984 dans les échanges de pétrole brut et d'autre part, un surplus encore plus important que l'année précédente dans les échanges de produits automobiles.

Graphique 5A

Balance canadienne des paiements internationaux solde du compte courant 1972-1983



Les exportations canadiennes chargées au Québec

C'est presque uniquement grâce au dynamisme du marché américain que le Québec réussit à accroître de façon significative la vente de ses produits à l'extérieur du Canada en 1983. En effet, les exportations canadiennes chargées au Québec à destination des États-Unis augmentent de 12,4 % en 1983, pour atteindre une valeur de 10,4 milliards de dollars tandis que celles destinées au reste du monde, d'une valeur de 4,6 milliards de dollars, sont en baisse de 10,5 % en regard de 1982. La part des États-Unis dans ces exportations passe ainsi d'environ 65 % en 1981 et en 1982, à 69,5 % en 1983. Les pays européens qui comptent parmi les principaux clients réduisent de plus de 10 %, pour la plupart, la valeur de leurs achats au Québec. Par exemple, les exportations chargées au Québec vers le Royaume-Uni, le deuxième client du Québec, passent de 771 millions de dollars en 1982 à 654 millions de dollars en 1983. Les principaux produits achetés par le Royaume-Uni sont le papier et le minerai de fer, produits pour lesquels le Québec fait face à une forte concurrence internationale. La Suisse constitue une exception, parmi les pays européens, puisque les ventes du Québec à la Suisse progressent de 11,6 % en 1983.

Par ailleurs, les exportations chargées au Québec vers le Japon, pays qui connaît une bonne croissance en 1983, passent de 320 millions de dollars en 1982 à 353 millions de dollars en 1983; le Japon devance ainsi les Pays-Bas et l'Allemagne, pour se hisser au troisième rang des clients internationaux du Québec. Ses principaux achats sont la viande de porc, le fer, l'amiante et les machines à forer. Les pays en voie de développement de l'Asie et du Pacifique, moins endettés en général que ceux des autres régions, participent à la reprise du commerce mondial en 1983; de ces pays, c'est la Corée du Sud qui réalise les achats les plus importants au Québec et ces achats passent de 40 millions à 65 millions de dollars entre 1982 et 1983.

Tableau 5.3
Principaux pays de destination des exportations chargées au Québec 1981-1983

	Rang en 1981	1981	1982	1983
			(000 $)	
États-Unis	1	9 812 176	9 274 027	10 423 668
Variation en %			*-5,5*	*12,4*
Royaume-Uni	2	773 603	770 829	653 664
Variation en %			*-0,4*	*-15,2*
Japon	5	297 189	319 762	352 583
Variation en %			*7,6*	*10,3*
Pays-Bas	3	404 893	377 367	326 866
Variation en %			*-6,8*	*-13,4*
Allemagne de l'Ouest	4	319 552	283 641	250 273
Variation en %			*-11,2*	*-11,8*
France	6	255 229	259 676	211 861
Variation en %			*1,7*	*-18,4*
Algérie	12	135 501	204 014	170 223
Variation en %			*50,6*	*-16,6*
République populaire de Chine	22	55 579	38 413	151 290
Variation en %			*-30,9*	*293,9*
Suisse	8	166 122	118 936	132 756
Variation en %			*-28,4*	*11,6*
Mexique	7	224 080	142 521	118 823
Variation en %			*-36,4*	*-16,6*
Belgique-luxembourg	10	161 816	169 520	116 625
Variation en %			*4,8*	*-31,2*
Italie	9	165 486	137 139	111 645
Variation en %			*-17,1*	*-18,6*
Arabie Saoudite	14	85 855	115 543	97 829
Variation en %			*34,6*	*-15,3*
Brésil	11	139 238	90 100	68 502
Variation en %			*-35,3*	*-24,0*
Colombie	—	45 292	42 431	64 989
Variation en %			*-6,3*	*53,2*
Corée du Sud	—	30 558	40 428	62 538
Variation en %			*32,3*	*54,7*
Thaïlande	—	21 928	70 056	61 290
Variation en %			*219,5*	*-12,5*
Inde	15	84 494	61 715	55 339
Variation en %			*-27,0*	*-10,3*
Venezuela	16	80 258	55 797	49 056
Variation en %			*-30,5*	*-12,1*
Australie	13	106 171	67 800	47 698
Variation en %			*-36,1*	*-29,6*
Iran	—	4 439	20 614	44 764
Variation en %			*364,4*	*117,2*
Pérou	—	26 972	38 985	39 523
Variation en %			*44,5*	*1,4*
Cuba	21	57 264	23 914	38 744
Variation en %			*-58,2*	*62,0*
URSS	—	42 391	21 194	37 718
Variation en %			*-50,0*	*78,0*
Trinidad-Tobago	—	31 893	34 563	36 376
Variation en %			*8,4*	*5,2*
25 principaux pays		**13 527 991**	**12 778 993**	**13 724 655**
Variation en %			***-5,5***	***7,4***
Tous les pays		**15 065 016**	**14 382 976**	**14 996 037**
Variation en %			***-4,5***	***4,3***

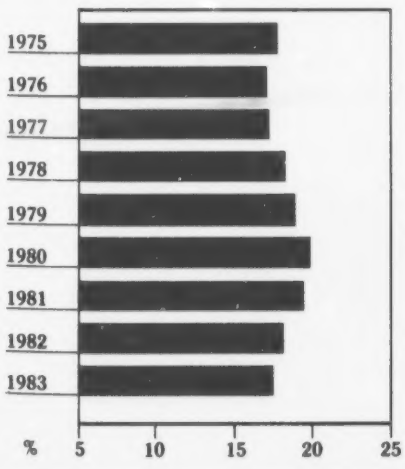
Source : Bureau de la statistique du Québec.

Par contre, les exportations du Québec vers les pays qui ont des difficultés financières, comme le Mexique et le Brésil, et vers les pays producteurs de pétrole, dont l'Algérie et l'Arabie Saoudite, connaissent une baisse de l'ordre de 20 % en 1983. Un pays d'Amérique latine se révèle tout de même un débouché intéressant; les exportations vers la Bolivie augmentent en effet, celles-ci passant de 42 millions en 1982 à 65 millions de dollars en 1983.

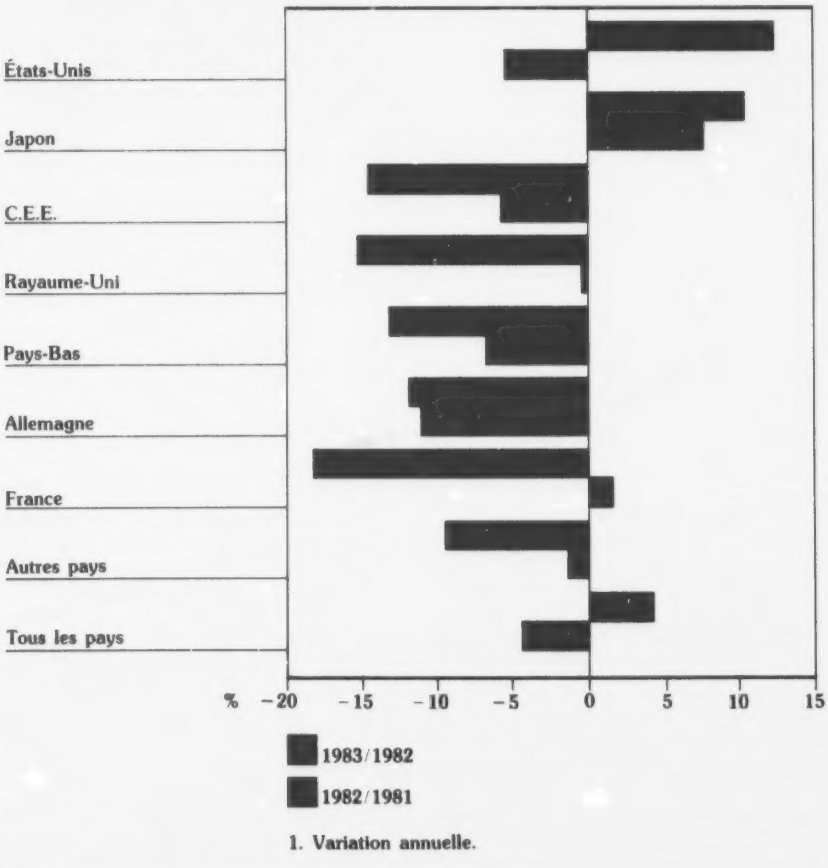
Le principal produit d'exportation du Québec est le papier d'imprimerie, pour lequel la valeur des ventes à l'étranger atteint 2,1 milliards de dollars en 1983, ce qui représente une baisse de 5,3 % par rapport à 1982. La croissance de la valeur des exportations chargées au Québec en 1983 provient pour une bonne part de l'industrie automobile, la valeur des exportations de voitures particulières progressant de 74,3 % pour atteindre 1,4 milliard de dollars. En ce qui a trait aux autres catégories de matériel de transport, les exportations de produits de l'industrie aéronautique stagnent et les ventes de matériel roulant de chemin de fer baissent de 70 millions et retrouvent ainsi leur niveau de 1981. La valeur des exportations de machines et de matériel de bureau subit aussi un recul de près de 20 %. Par contre, les exportations de matériel de consommation, ainsi que celles de tubes électroniques et de semi-conducteurs augmentent de plus de 40 % en 1983.

Pour ce qui est des produits primaires, on note un redressement important de la valeur des exportations de minerais et de métaux, à l'exception du minerai de fer et de l'amiante non manufacturé, dont les exportations continuent de décroître en 1983. La valeur des exportations d'aluminium, le troisième produit d'exportation du Québec, s'élève à 1,2 milliard de dollars, en hausse de 29,6 %; la croissance est semblable dans le cas du cuivre et même supérieure dans celui du zinc et des métaux précieux. Par ailleurs, les marchés étrangers sont peu favorables aux producteurs agricoles; les exportations de produits laitiers se maintiennent, en valeur, à leurs niveaux antérieurs tandis que celles de viandes fraîches, réfrigérées ou congelées chutent de 18 %. Parmi les autres principales exportations du Québec, notons celles de bois d'oeuvre, au quatrième rang, qui augmentent de 13,6 % et celles d'électricité, en neuvième place, qui progressent de 12,6 % en 1983.

Graphique 5B
Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 1975-1983



Graphique 5C
Évolution de la destination des exportations internationales[1] 1981-1983



1. Variation annuelle.

Tableau 5.4

Principaux produits d'exportation chargés au Québec 1981-1983

	Rang en 1981	1981	1982	1983
			(000 $)	
Papiers d'imprimerie	1	2 293 129	2 238 682	2 120 546
Variation en %			*-2,4*	*-5,3*
Voitures particulières et châssis	2	1 063 517	775 547	1 352 082
Variation en %			*-27,1*	*74,3*
Aluminium, y compris alliages	3	944 758	960 432	1 244 745
Variation en %			*1,7*	*29,6*
Bois d'oeuvre	6	448 982	496 237	563 839
Variation en %			*10,5*	*13,6*
Minerais concentrés, déchets de fer	4	740 762	528 174	482 406
Variation en %			*-28,7*	*-8,7*
Cuivre et alliages	7	445 380	364 622	477 291
Variation en %			*-18,1*	*30,9*
Moteurs d'avion et pièces	5	691 692	461 406	467 478
Variation en %			*-33,3*	*1,3*
Amiante non manufacturé	8	437 778	375 040	355 202
Variation en %			*-14,3*	*-5,3*
Électricité	17	191 854	295 864	332 995
Variation en %			*54,2*	*12,6*
Viandes fraîches réfrigérées, congelées	10	329 416	405 066	332 106
Variation en %			*23,0*	*-18,0*
Matériel de télécommunication commercial	12	238 319	217 907	300 620
Variation en %			*-8,6*	*38,0*
Assemblages équipement et pièces d'avion	16	199 017	262 417	299 973
Variation en %			*31,9*	*14,3*
Avions entiers, y compris moteurs	14	213 880	304 703	280 226
Variation en %			*42,5*	*-8,0*
Pâtes de bois et pâtes similaires	9	363 458	302 281	268 693
Variation en %			*-16,8*	*-11,1*
Tubes électriques et semi-conducteurs	15	204 283	138 713	220 988
Variation en %			*-32,1*	*59,3*
Machines et matériel de bureau	13	226 200	265 209	219 057
Variation en %			*17,2*	*-17,4*
Produits laitiers	21	131 325	201 925	201 407
Variation en %			*53,8*	*-0,3*
Zinc, y compris alliages	20	170 520	133 004	198 853
Variation en %			*-22,0*	*49,5*
Métaux précieux, y compris alliages	19	176 923	96 577	173 726
Variation en %			*-45,4*	*79,9*
Hydrocarbures et dérivés	11	255 146	211 864	165 932
Variation en %			*-17,0*	*-21,7*
Machines à forer pour mines, pétrole, gaz	—	102 911	138 860	154 557
Variation en %			*34,9*	*11,3*
Matériel roulant de chemin de fer	23	123 953	209 928	131 795
Variation en %			*69,4*	*-37,2*
Autres instruments de mesure et d'essai	—	81 278	130 620	121 138
Variation en %			*60,7*	*-7,3*
Autres minéraux non métalliques bruts	24	116 997	110 082	103 622
Variation en %			*-5,9*	*-5,9*
Autres véhicules automobiles, pièces et accessoires	—	78 601	89 907	102 815
Variation en %			*14,4*	*14,4*
25 principaux produits		**10 270 092**	**9 715 079**	**10 672 102**
Variation en %			***-5,4***	***9,9***
Tous les produits		**15 065 016**	**14 382 976**	**14 996 037**
Variation en %			***-4,5***	***4,3***

Source:Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 5.5
Principaux pays d'origine des importations dédouanées au Québec 1981-1983

	Rang en 1981	1981	1982	1983
			(000 $)	
États-Unis	1	8 090 815	6 253 438	7 749 646
Variation en %			*-22,7*	*23,9*
Japon	4	773 780	673 688	841 773
Variation en %			*-12,9*	*24,9*
Venezuela	2	1 361 528	973 937	629 946
Variation en %			*-28,5*	*-35,3*
Allemagne de l'Ouest	7	568 494	510 297	582 655
Variation en %			*-10,2*	*14,2*
France	8	438 728	456 598	469 394
Variation en %			*4,1*	*2,8*
Royaume-Uni	3	838 182	658 279	453 547
Variation en %			*-21,5*	*-31,1*
Mexique	6	574 829	516 429	408 770
Variation en %			*-10,2*	*-20,8*
Iran	—	203	75 218	387 552
Variation en %			*36 953,2*	*415,2*
Taïwan	11	247 805	231 331	343 109
Variation en %			*-6,6*	*48,3*
Italie	10	301 727	271 185	321 678
Variation en %			*-10,1*	*18,6*
Hong-Kong	13	216 503	213 980	302 421
Variation en %			*-1,2*	*41,3*
Corée du Sud	12	231 929	228 646	286 917
Variation en %			*-1,4*	*25,5*
Brésil	14	214 323	194 282	239 181
Variation en %			*-9,4*	*23,1*
Suisse	15	196 578	208 921	221 605
Variation en %			*6,3*	*6,1*
République populaire de Chine	18	118 843	108 964	139 705
Variation en %			*-8,3*	*28,2*
Suède	16	145 544	120 339	122 860
Variation en %			*-17,3*	*2,1*
Algérie	9	370 208	251 584	119 020
Variation en %			*-32,0*	*-52,7*
Pays-Bas	22	87 717	70 763	116 087
Variation en %			*-19,3*	*64,1*
Égypte	—	4 967	1 216	98 518
Variation en %			*-75,5*	*8 001,8*
Jamaïque	25	71 804	114 022	97 372
Variation en %			*58,8*	*-14,6*
Belgique-Luxembourg	21	98 178	91 469	94 714
Variation en %			*-6,8*	*3,5*
Espagne	20	100 921	85 826	92 346
Variation en %			*-15,0*	*7,6*
Chili	24	85 386	74 342	69 285
Variation en %			*-12,9*	*-6,8*
Porto-Rico	—	53 738	58 287	63 436
Variation en %			*8,5*	*8,8*
Norvège	19	108 431	21 000	59 779
Variation en %			*-80,6*	*184,7*
25 principaux pays		**15 301 174**	**12 464 054**	**14 311 329**
Variation en %			***-18,5***	***14,8***
Tous les pays		**17 356 346**	**13 689 514**	**15 390 101**
Variation en %			***-21,1***	***12,4***

Source:Bureau de la statistique du Québec.

Les importations canadiennes dédouanées au Québec

L'activité économique accrue au Québec en 1983 entraîne une forte croissance des achats de produits étrangers; la valeur des importations canadiennes dédouanées au Québec augmente de 12,4 % comparativement à 1982. Les importations en provenance des États-Unis et du Japon, les deux principaux fournisseurs, progressent de 25 % en valeur, en 1983. Dans le cas des pays européens l'évolution est très inégale: les importations en provenance du Royaume-Uni diminuent de 31,1 % tandis que celles en provenance des Pays-Bas augmentent de 64,1 %. Par ailleurs, le Québec accroît considérablement ses achats auprès des pays asiatiques nouvellement industrialisés; aussi les importations en provenance de Taïwan, de Hong-Kong et de la Corée du Sud augmentent respectivement de 48,3 %, de 41,3 % et de 25,5 %. Finalement, un changement intervient dans le choix des fournisseurs de pétrole brut; en effet, les importations en provenance du Venezuela, du Mexique et d'Algérie diminuent sensiblement tandis que celles en provenance d'Iran passent d'une valeur de 75,2 millions de dollars en 1982 à 387,5 millions de dollars en 1983.

Le principal produit d'importation dédouané au Québec demeure le pétrole brut malgré la régression importante de la valeur des achats à l'étranger qui se poursuit en 1983. L'évolution la plus significative du côté des importations en 1983, concerne les véhicules automobiles, les pièces et accessoires pour lesquels les achats à l'étranger surpassent en valeur les niveaux de 1981, après la forte baisse enregistrée en 1982. La hausse est également remarquable dans le cas de tous les produits liés à l'électronique, soit les tubes et les semi-conducteurs, les téléviseurs, radios et phonographes, le matériel de télécommunication commerciale et les pièces de matériel électronique, ainsi que pour les machines et le matériel de bureau. Dans les secteurs du textile et de la bonneterie et du vêtement on assiste à des hausses de 20 % à 40 % de la valeur des importations des différents produits. Finalement, la valeur des importations de légumes frais ou réfrigérés augmente d'environ 10 %, ce qui s'explique en partie par les mauvaises conditions climatiques au Québec, tandis que les importations de fruits et de baies ainsi que celles de café diminuent de moins de 5 %.

Tableau 5.6
Principaux produits d'importation dédouanés au Québec 1981-1983

	Rang en 1981	1981	1982	1983
			(000 $)	
Autres substances bitumineuses brutes	1	3 529 249	2 306 213	1 768 832
Variation en %			*-34,7*	*-23,3*
Voitures particulières et châssis	2	1 305 079	1 019 638	1 673 529
Variation en %			*-21,9*	*64,1*
Autres véhicules automobiles, pièces et accessoires	3	569 045	349 859	607 287
Variation en %			*-38,5*	*73,6*
Tubes électriques et semi-conducteurs	6	309 705	257 886	389 045
Variation en %			*-16,7*	*50,9*
Vêtements de dessus sauf tricots et tissus tricotés	7	289 275	316 331	385 127
Variation en %			*9,4*	*21,7*
Machines et matériel de bureau	10	215 169	278 586	329 868
Variation en %			*29,5*	*18,4*
Moteurs d'avion et pièces	5	337 916	232 096	301 562
Variation en %			*-31,3*	*29,9*
Vêtements dessus tricotés et de tissus tricotés	13	182 338	170 118	238 401
Variation en %			*-6,7*	*40,1*
Avions complets, y compris moteurs	4	390 962	167 147	219 660
Variation en %			*-57,2*	*31,4*
Minerais, concentrés de déchets d'aluminium	9	231 615	224 956	251 120
Variation en %			*-2,9*	*-4,4*
Assemblages, équipements et pièces d'avions	8	277 984	213 858	189 883
Variation en %			*-23,1*	*-11,2*
Téléviseurs, radios et phonographes	19	145 219	125 734	173 237
Variation en %			*-13,4*	*37,8*
Café	12	182 466	150 035	156 728
Variation en %			*-17,8*	*4,5*
Tissus larges et fibres textiles mélangées	15	164 801	121 071	156 394
Variation en %			*-26,5*	*29,2*
Fruits et baies frais ou réfrigérés	18	148 286	163 657	156 121
Variation en %			*10,4*	*-4,6*
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	11	205 458	122 725	155 660
Variation en %			*-40,3*	*26,8*
Matières plastiques non façonnées	22	127 406	102 206	141 226
Variation en %			*-19,8*	*38,2*
Matériel de télécommunication commercial	24	121 144	101 311	131 791
Variation en %			*-16,4*	*30,1*
Filés et fils, fibres artificielles	21	128 534	94 417	130 672
Variation en %			*-26,5*	*38,4*
Pièces de matériel électronique	—	112 667	117 122	126 584
Variation en %			*4,0*	*8,1*
Mazout	—	49 833	15 953	107 842
Variation en %			*-68,0*	*576,0*
Machines pour industries textiles	25	115 426	100 002	99 290
Variation en %			*-13,4*	*-0,7*
Légumes frais ou réfrigérés	—	90 559	81 953	91 910
Variation en %			*-9,5*	*12,1*
Ustensiles de cuisine, coutellerie	—	83 001	73 737	91 491
Variation en %			*-11,2*	*24,1*
Jeux, jouets et véhicules d'enfants	—	34 835	53 195	91 383
Variation en %			*52,7*	*71,8*
25 principaux produits		**9 347 984**	**6 959 816**	**8 128 657**
Variation en %			***-25,5***	***16,8***
Tous les produits		**17 356 346**	**13 689 514**	**15 390 101**
Variation en %			***-21,1***	***12,4***

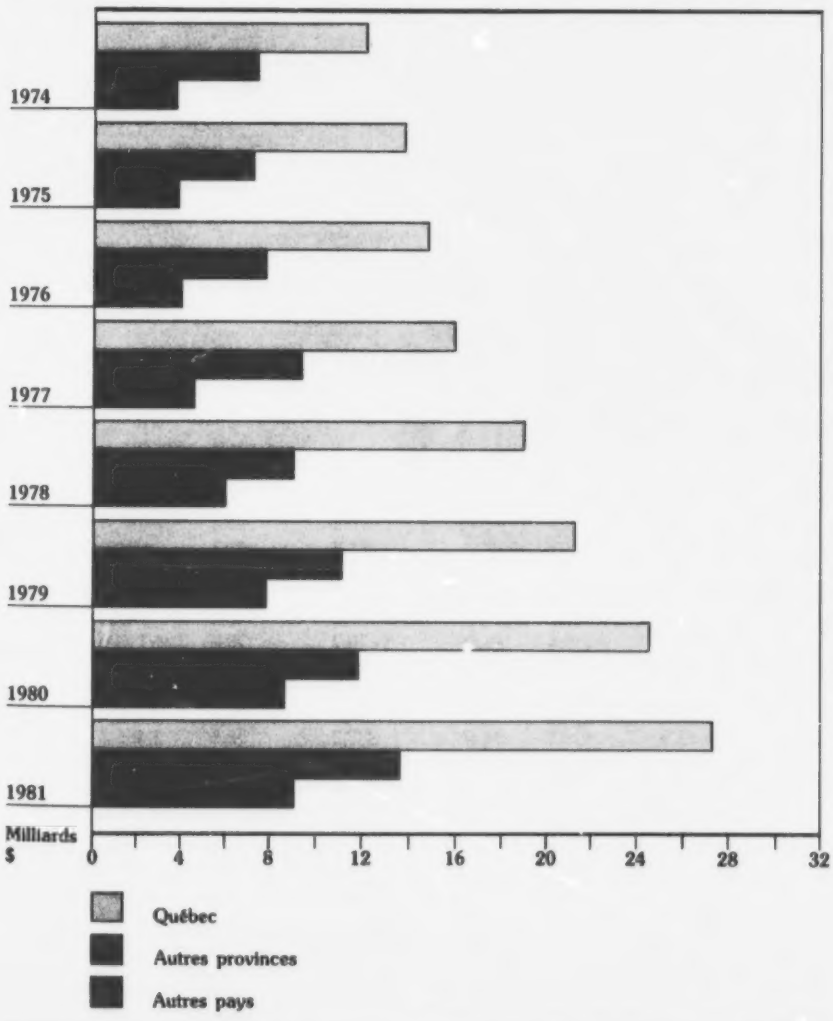
Source: Bureau de la statistique du Québec.

La destination des expéditions manufacturières du Québec

Les données sur les exportations et les importations internationales du Québec, présentées dans les sections précédentes, reflètent une partie des échanges du Québec avec l'étranger, mais il est important de considérer aussi les échanges entre le Québec et le reste du Canada. Malheureusement les statistiques sur les échanges du Québec avec le reste du Canada n'existent que pour le secteur manufacturier et elles ne sont disponibles actuellement que jusqu'à 1981. Ces données permettent de constater que 45,5 % des expéditions des industries manufacturières québécoises sont dirigées en dehors du Québec en 1981, soit 27,3 % à destinations des autres provinces canadiennes et 18,1 % à l'extérieur du Canada. La part des expéditions manufacturières québécoises effectuées à l'extérieur du Québec est assez stable au cours des dernières années; mais elle a déjà été plus élevée puisqu'elle atteignait 50,4 % en 1970.

On note aussi, qu'avec le début de la récession mondiale, la part des expéditions manufacturières dirigées à l'extérieur du Canada diminue en 1981, après avoir suivi une tendance ascendante au cours des quatre années précédentes. Les données sectorielles montrent que c'est l'industrie du matériel de transport qui se révèle la plus orientée vers les marchés extérieurs au Québec, puisque ces marchés accaparent 78,8 % de ses expéditions; l'industrie du tabac, celle du papier et des produits connexes ainsi que celle des métaux primaires dirigent pour leur part environ 70 % de leurs expéditions à l'extérieur du Québec. Par contre, d'autres industries dépendent surtout du marché local; les industries manufacturières pour lesquelles les marchés extérieurs comptent pour moins de 30 % des expéditions sont celles du pétrole et du charbon, de l'imprimerie et de l'édition, des aliments et boissons et celle des produits métalliques.

Graphique 5D
Destination des expéditions manufacturières 1974-1983



Par ailleurs les expéditions manufacturières du Québec vers l'extérieur du Canada, qui font partie de ce que l'on appelle les exportations canadiennes chargées au Québec, proviennent pour les deux tiers de trois secteurs industriels seulement: celui des papiers et des produits connexes, celui du matériel de transport et celui des métaux primaires. Le reste des expéditions de produits manufacturés au Québec vers l'extérieur du Canada est réparti entre les autres secteurs industriels, l'industrie des aliments et boissons comptant la part la plus importante du total avec 6,3 %. On observe une tendance à la diversification des produits expédiés à l'extérieur du Canada puisqu'en 1967, les trois secteurs mentionnés ci-dessus accaparaient une plus grande part des expéditions qu'en 1981, c'est-à-dire 76,8 % plutôt que 67,2 %. Les expéditions manufacturières du Québec sur les marchés du reste du Canada sont plus diversifiées; ainsi plusieurs industries effectuent chacune environ 10 % de ces expéditions, soit: celles des aliments et boissons, du papier et produits connexes, des produits chimiques, du vêtement, des métaux primaires, des appareils et matériel électriques.

Tableau 5.7
Destination des expéditions manufacturières du Québec 1970, 1977-1981

	1970	1977	1978	1979	1980	1981
Québec	6 488,8	15 967,1	18 989,8	21 158,8	24 326,1	27 378,0
	(49,6)[1]	*(56,9)*	*(56,8)*	*53,7)*	*(54,2)*	*(54,5)*
Reste du Canada	3 893,3	7 734,0	8 628,8	10 798,0	11 949,5	13 736,8
	(29,8)	*(27,5)*	*(25,8)*	*(27,4)*	*(26,6)*	*(27,3)*
Provinces de l'Atlantique	481,5	915,6	1 005,8	1 299,9	1 340,9	1 582,2
	(3,7)	*(3,3)*	*(3,0)*	*(3,3)*	*(3,0)*	*(3,1)*
Ontario	2 482,9	4 973,4	5 555,9	6 755,1	7 611,0	8 700,1
	(19,0)	*(17,7)*	*(16,6)*	*(17,2)*	*(16,9)*	*(17,3)*
Provinces de l'Ouest et territoires	928,9	1 845,0	2 067,1	2 743,1	2 997,6	3 454,6
	(7,1)	*(6,6)*	*(6,2)*	*(7,0)*	*(6,7)*	*(6,9)*
Extérieur du Canada	2 690,5	4 375,9	5 822,6	7 416,3	8 630,7	9 128,8
	(20,6)	*(15,6)*	*(17,4)*	*(18,8)*	*(19,2)*	*(18,2)*
Total	**13 072,6**	**28 077,0**	**33 441,2**	**39 373,2**	**44 906,3**	**50 243,7**
	(100)	***(100)***	***(100)***	***(100)***	***(100)***	***(100)***

1. Les chiffres entre parenthèses indiquent la part de la région dans les expéditions totales.
Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 5.8
Destination[1] des expéditions manufacturières du Québec par industrie 1981

	Vers les autres provinces canadiennes		Vers l'extérieur du Canada		Total à l'extérieur du Québec	Part des livraisons totales de l'industrie	Expéditions totales[2]	
	(000 $)	(%)	(000 $)	(%)	(000 $)	(%)	(000 $)	(%)
Aliments et boissons	1 599,3	*(11,6)*[3]	557,0	*(6,3)*[3]	2 176,3	26,2	8 314,1	*(16,5)*[3]
Tabac	425,7	*(3,1)*	6,3	*(0,1)*	432,0	71,3	606,1	*(1,2)*
Caoutchouc et produits en matière plastique	439,2	*(3,2)*	90,5	*(1,0)*	529,7	51,9	1 020,6	*(2,0)*
Cuir	192,5	*(1,4)*	21,5	*(0,2)*	214,0	45,6	468,8	*(0,9)*
Textile	949,3	*(6,9)*	130,9	*(1,4)*	1 080,2	45,2	2 392,4	*(4,8)*
Bonneterie	257,1	*(1,9)*	4,1	*(0,0)*	261,2	40,1	650,9	*(1,3)*
Vêtement	1 119,3	*(8,1)*	98,4	*(1,1)*	1 217,7	48,5	2 512,3	*(5,0)*
Bois	215,3	*(1,6)*	340,5	*(3,7)*	555,8	31,9	1 740,9	*(3,5)*
Meubles et articles d'ameublement	290,9	*(2,1)*	47,9	*(0,5)*	338,8	40,2	842,3	*(1,7)*
Papier et produits connexes	1 264,3	*(9,2)*	2 415,4	*(26,5)*	3 679,7	70,8	5 199,9	*(10,3)*
Imprimerie, édition et industries connexes	316,8	*(2,3)*	75,5	*(0,8)*	392,3	21,3	1 840,9	*(3,7)*
Métaux primaires	1 077,8	*(7,8)*	1 392,4	*(15,3)*	2 470,2	68,3	3 618,1	*(7,2)*
Produits métalliques	686,5	*(5,0)*	239,5	*(2,6)*	926,0	30,2	3 066,4	*(6,1)*
Machinerie	408,5	*(3,0)*	419,7	*(4,6)*	828,2	56,5	1 466,2	*(2,9)*
Matériel de transport	823,4	*(6,0)*	2 312,1	*(25,3)*	3 135,5	78,8	3 976,8	*(7,9)*
Appareils et matériel électriques	1 038,5	*(7,6)*	335,8	*(3,7)*	1 374,3	63,1	2 176,7	*(4,3)*
Produits minéraux non métalliques	204,9	*(1,5)*	155,8	*(1,7)*	360,7	35,9	1 055,8	*(2,0)*
Produits du pétrole et du charbon	772,8	*(5,6)*	80,8	*(0,9)*	853,6	15,8	5 418,0	*(10,8)*
Produits chimiques et produits connexes	1 264,1	*(9,2)*	277,5	*(3,0)*	1 541,6	51,1	3 015,1	*(6,0)*
Industries manufacturières diverses	390,5	*(2,8)*	107,2	*(1,2)*	497,7	54,6	911,2	*(1,8)*
Total	**13 736,8**	***(100)***	**9 128,8**	***(100)***	**22 865,6**	**45,5**	**50 243,7**	***(100)***

1. La répartition de la destination des livraisons manufacturières du Québec est une estimation basée sur les données réelles publiées par Statistique Canada.
2. Le total inclut les livraisons manufacturières à l'intérieur du Québec.
3. Les chiffres entre parenthèses indiquent la part de l'industrie dans les livraisons vers les autres provinces canadiennes, vers l'extérieur du Canada dans les livraisons totales selon le cas.
Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Section III

La répartition de l'activité économique en 1983

Chapitre 6

La répartition de l'activité économique par industrie

Le produit intérieur brut

L'examen de l'évolution de l'activité des différents secteurs industriels sur une longue période montre que certains secteurs se développent rapidement alors que d'autres stagnent ou déclinent. Au Québec, comme dans les autres pays industrialisés, le secteur tertiaire a considérablement accru son importance relative dans l'ensemble de l'économie. Sa part dans le produit intérieur brut du Québec est passée de 56,6 % en 1961 à 63,9 % en 1971; cette tendance s'est poursuivie de façon moins prononcée par la suite, ce qui amène cette part à 65,8 % du PIB en 1981. En contrepartie, la part du secteur secondaire a diminué en passant de 37 % à 29,2 % et celle du secteur primaire de 6,4 % à 4,9 % au cours de la période 1961-1981, cette évolution s'étant surtout manifestée de 1961 à 1971. De 1978 à 1981, on note un léger redressement du secteur secondaire, plus précisément du secteur manufacturier puisque l'importance relative du produit intérieur brut du secteur de la construction marque un recul face au secteur tertiaire.

Cette évaluation, à l'aide du produit intérieur brut, qui prend en compte les revenus totaux gagnés par les facteurs de production d'un secteur, ne reflète pas seulement les variations des quantités de biens et de services produits, elle reflète les gains de productivité ainsi que les changements dans les prix relatifs des produits vendus et achetés par chaque secteur, toutes ces modifications étant susceptibles d'améliorer la profitabilité des activités d'un secteur aussi bien pour les travailleurs que pour les entreprises.

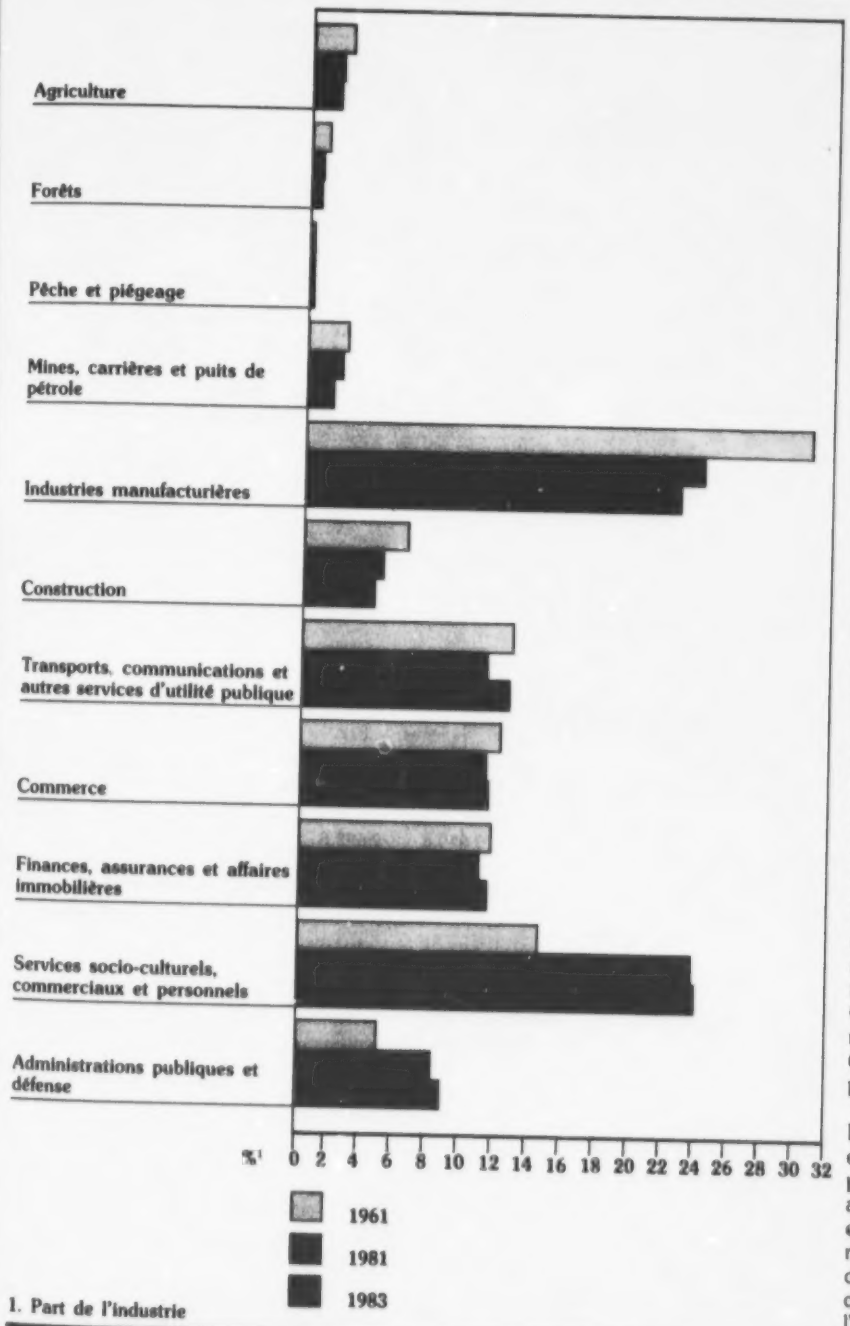
Tableau 6.1
P.I.B. au coût des facteurs par industrie 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Primaire	2 730	3 201	3 543	3 612	3 412
Variation en %	*22,9*	*17,3*	*10,7*	*1,9*	*-5,5*
Agriculture	1 204	1 233	1 400	1 490	1 492
Variation en %	*20,0*	*2,4*	*13,5*	*6,4*	*0,1*
Forêts	364	462	532	544	499
Variation en %	*11,7*	*26,9*	*15,2*	*2,3*	*-8,3*
Pêche et piégeage	44	48	50	58	59
Variation en %	*37,5*	*9,1*	*4,2*	*16,0*	*1,7*
Mines, carrières et puits de pétrole	1 118	1 458	1 561	1 520	1 362
Variation en %	*30,0*	*30,4*	*7,1*	*-2,6*	*-10,4*
Secondaire	16 185	18 423	20 967	17 920	21 298
Variation en %	*15,0*	*13,8*	*13,8*	*-14,5*	*18,9*
Industries manufacturières	13 386	15 381	17 314	14 488	17 908
Variation en %	*19,1*	*14,9*	*12,6*	*-16,3*	*23,6*
Construction	2 799	3 042	3 653	3 432	3 390
Variation en %	*-1,3*	*8,7*	*20,1*	*-6,0*	*-1,2*
Tertiaire	37 007	41 612	47 214	51 602	54 524
Variation en %	*11,0*	*12,4*	*13,5*	*9,3*	*5,7*
Transports	2 854	3 342	3 719	4 108	4 379
Variation en %	*7,7*	*17,1*	*11,3*	*10,5*	*6,6*
Entreposage	109	126	140	148	167
Variation en %	*26,7*	*15,6*	*11,1*	*5,7*	*12,8*
Communications	1 579	1 757	1 872	2 268	2 603
Variation en %	*11,0*	*11,3*	*6,5*	*21,2*	*14,8*
Électricité, gaz et eau	2 173	2 303	2 416	2 952	2 843
Variation en %	*21,7*	*6,0*	*4,9*	*22,2*	*-3,7*
Transports, communications et autres services d'utilité publique	6 715	7 528	8 147	9 476	9 992
Variation en %	*13,0*	*12,1*	*8,2*	*16,3*	*5,4*
Commerce de gros	2 894	3 250	3 627	3 626	4 112
Variation en %	*16,4*	*12,3*	*11,6*	*0,0*	*13,4*
Commerce de détail	3 798	4 116	4 513	4 562	5 068
Variation en %	*15,3*	*8,4*	*9,6*	*1,1*	*11,1*
Finances, assurances et affaires immobilières	6 356	6 672	7 870	8 695	9 158
Variation en %	*2,9*	*5,0*	*18,0*	*10,5*	*5,3*
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	12 912	14 830	17 139	18 698	19 066
Variation en %	*11,9*	*14,9*	*15,6*	*9,1*	*2,0*
Administrations publiques et défense	4 332	5 216	5 918	6 545	7 128
Variation en %	*11,3*	*20,4*	*13,5*	*10,6*	*8,9*
Total	**55 922**	**63 236**	**71 724**	**73 134**	**79 234**
Variation en %	***12,7***	***13,1***	***13,4***	***2,0***	***8,3***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 6A

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie 1961, 1981 et 1983



1. Part de l'industrie

Sur une très courte période, l'évolution de l'importance relative de chaque secteur industriel est influencée par des phénomènes conjoncturels qui se superposent aux facteurs de mutation à long terme. En 1982 et en 1983, les différents secteurs ne se sont pas comportés de la même façon tant au cours de la récession qu'au cours de la reprise économique. Globalement, le produit intérieur brut du Québec augmente de 8,3 % en 1983 après avoir enregistré une faible hausse de 2 % en 1982. C'est le secteur manufacturier qui avait le plus souffert de la récession en 1982, son produit intérieur brut ayant chuté de 16,3 % par rapport à l'année précédente. En 1983, son produit intérieur brut progresse de 23,6 % et sa part relative dans l'ensemble de l'économie remonte à 22,6 % après avoir diminué en passant de 24,1 % en 1981 à 19,8 % en 1982. Par contre, la part relative de l'industrie de la construction continue à décroître et n'est plus que de 4,3 % en 1983; son produit intérieur brut diminue en effet de 1,2 %.

La part relative du produit intérieur brut du secteur primaire qui avait maintenu son importance relative en 1982 (4,9 %) grâce à une bonne croissance du produit de l'agriculture, de la chasse et de la pêche baisse à 4,3 % en 1983 à cause de l'affaissement du secteur minier et du secteur forestier, lesquels voient leur produit intérieur brut diminuer respectivement en 1983 de 10,4 % et de 8,3 % comparativement à l'année 1982. Par ailleurs, si le produit intérieur brut du secteur tertiaire s'accroît moins rapidement que celui des autres secteurs en 1983, c'est que sa croissance n'a pratiquement pas été ralentie par la récession en 1982. La part du secteur tertiaire dans le produit intérieur brut du Québec qui avait atteint un point culminant avec 70,6 % en 1982 redescend à 68,8 % en 1983, ce qui demeure cependant supérieur à la tendance.

Parmi les activités tertiaires, le commerce fait figure d'exception, puisqu'il apparaît très affecté par la conjoncture; après une croissance pratiquement nulle en 1982, son produit intérieur brut augmente de 12,1 % en 1983. Le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels, dont font partie l'éducation et les soins de santé, ne croît que très faiblement en 1983 tandis que le secteur des services d'utilité publique voit même son produit intérieur brut diminué de 3,7 %. Ce dernier secteur avait cependant connu une croissance de plus de 20 % en 1982, tout comme le secteur des communications, qui continue son expansion en 1983.

L'emploi

L'examen des données sectorielles de l'enquête sur la population active démontre qu'au chapitre de l'emploi, c'est aussi le secteur manufacturier qui a subi le plus durement la récession en 1982. Cependant, si le produit intérieur brut de ce secteur se redresse vigoureusement en 1983, l'emploi continue de décroître en raison des efforts faits par les entreprises pour améliorer leur compétitivité, efforts qui se traduisent par des processus de production qui réduisent les coûts en main-d'oeuvre. Les gains, au plan de la productivité, se manifestent dès 1981 par la perte de 26 000 emplois alors que la valeur de la production augmente de 11,0 %, ce qui constitue une hausse réelle puisque l'indice des prix de vente des industries manufacturières au Canada ne s'accroît que de 10,2 % de 1980 à 1981. En 1982, la valeur de la production manufacturière diminue de 3,3 % en dollars courants et 51 000 emplois sont perdus, soit 8,7 % de l'emploi total du secteur; finalement, en 1983 malgré une hausse nominale de 9,5 % de la valeur de la production, le nombre d'emplois diminue encore de 9 000. La situation est différente dans le secteur de la construction qui retrouve en 1983 près de 3 000 des 11 000 emplois perdus en 1982, grâce à une croissance de 8,4 % de la valeur de la production.

Par ailleurs, le secteur primaire récupère en 1983 une bonne part des emplois perdus en 1982, soit 8 000 sur 11 000. Les secteurs forestier et minier qui avaient perdus 5 000 emplois chacun en 1982, en retrouve 3 000 et 1 000 respectivement; la valeur de la production du secteur minier continue tout de même de chuter de 6,5 % en 1983. Enfin, la valeur de la production agricole progresse de 3,6 % en 1983, même si l'indice des prix à la ferme des produits agricoles n'augmente pratiquement pas; l'emploi agricole surpasse d'environ un millier de personnes le niveau de 1981.

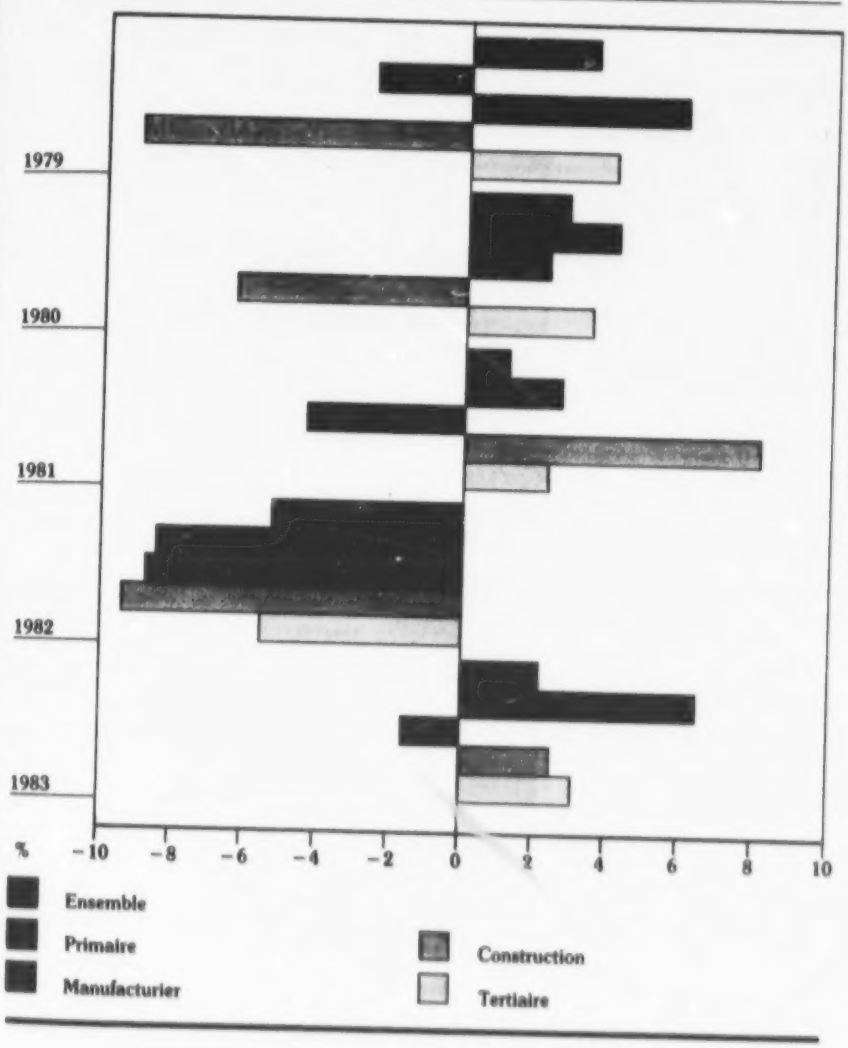
Tableau 6.2
Emploi par industrie
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
Primaire	122,1	127,3	130,7	119,8	127,5
Variation en %	*-2,5*	*4,2*	*2,7*	*-8,4*	*6,5*
Agriculture	68,1	78,3	78,7	76,8	79,5
Variation en %	*-5,8*	*14,9*	*0,5*	*-2,4*	*3,6*
Forêts	23,0	20,0	23,0	18,0	21,0
Variation en %	*15,0*	*-13,0*	*15,0*	*-21,7*	*16,7*
Pêche et piégeage	2,0	2,0	—	1,0	2,0
Mines, carrières et puits de pétrole	29,0	27,0	29,0	24,0	25,0
Variation en %	*-3,3*	*-6,9*	*7,4*	*-17,2*	*4,2*
Secondaire	728,3	734,7	717,7	654,7	648,7
Variation en %	*3,2*	*0,9*	*-2,3*	*-8,8*	*-0,9*
Industries manufacturières	605,3	619,4	593,1	541,7	532,8
Variation en %	*6,0*	*2,3*	*-4,3*	*-8,7*	*-1,6*
Construction	123,1	115,3	124,7	113,1	115,9
Variation en %	*-0,9*	*-6,3*	*8,1*	*-9,3*	*2,5*
Tertiaire	1 769,1	1 831,6	1 876,1	1 809,7	1 866,5
Variation en %	*4,1*	*3,5*	*2,4*	*-3,5*	*3,1*
Transports, communications et autres services d'utilité publique	240,5	230,1	229,5	218,2	212,2
Variation en %	*7,1*	*-4,3*	*-0,3*	*-4,9*	*-2,8*
Commerce	440,3	452,3	467,8	440,8	457,1
Variation en %	*4,4*	*2,7*	*3,4*	*-5,8*	*3,7*
Finances, assurances et affaires immobilières	125,3	150,7	140,1	134,6	142,9
Variation en %	*-5,9*	*20,3*	*-7,0*	*-3,9*	*6,2*
Service socio-culturels commerciaux et personnels	775,5	812,0	843,5	831,8	857,8
Variation en %	*4,7*	*4,7*	*3,9*	*-1,4*	*3,1*
Administrations publiques et défense	187,6	186,6	195,3	184,4	196,6
Variation en %	*5,1*	*-0,5*	*4,6*	*-5,5*	*6,6*
Total	**2 619,4**	**2 693,8**	**2 726,3**	**2 584,6**	**2 642,0**
Variation en %	***3,5***	***2,8***	***1,2***	***-5,2***	***2,2***

Source: Statistique Canada.

Graphique 6B

Emploi par secteur d'activité
variations annuelles
1979-1983



Au moment d'écrire ce texte les évaluations de la production du secteur tertiaire ne sont pas disponibles pour 1983. À défaut de mesures exactes, on utilise souvent l'évolution de l'emploi comme indicateur de l'évolution de la production ignorant ainsi les changements qui ont pu survenir sur le plan de la productivité. En termes d'emploi comme en termes de produit intérieur brut, le secteur tertiaire a été moins touché que la plupart des autres secteurs par la récession de 1982 perdant seulement 3,5 % de ses emplois, soit 66 000 dont 57 000 sont récupérés en 1983. Il en résulte que le secteur tertiaire, qui comptait 68,8 % de l'emploi total au Québec en 1981, voit sa part atteindre 70 % en 1982, puis 70,6 % en 1983. Si la réduction de l'emploi est généralisée à l'ensemble des activités tertiaires en 1982, on note par ailleurs que le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique se rapproche du secteur manufacturier quant à l'évolution de l'emploi, puisque le recul de l'emploi s'y produit dès 1980, donc avant la récession, et qu'il se poursuit en 1983.

Les immobilisations

Des dépenses en immobilisations totalisant 13,7 milliards de dollars sont réalisées au Québec en 1983, ce qui représente une hausse de 5,0 % par rapport à 1982; ces dépenses avaient diminué de 4,7 % en 1982. L'accroissement des dépenses en immobilisations en 1983 provient essentiellement du secteur de l'habitation, où elles progressent de 70,3 %, alors que les secteurs primaire, secondaire et tertiaire accusent à cet égard des baisses respectives de 15,1 %, 4,2 % et 4,6 %.

À titre de comparaison, la valeur des dépenses en immobilisations diminue de 3 % au Canada en 1983, la hausse de 26,8 % enregistrée dans le domaine de l'habitation étant beaucoup moindre qu'au Québec. La part du Québec dans le total des dépenses en immobilisations au Canada passe donc de 17,1 % en 1982 à 18,5 % en 1983; en 1978 cette part atteignait 21,4 %, mais elle a par la suite diminué graduellement en partie à cause de l'importance croissante des investissements dans le secteur pétrolier ailleurs au Canada.

L'habitation mise à part, c'est dans le secteur manufacturier que le Québec voit augmenter de façon plus significative sa part des dépenses canadiennes en immobilisations; celle-ci passe de 18,8 % à 23,1 %. Effectivement, ce type de dépenses chutent de 23,4 % au Canada en 1983, alors qu'elles ne diminuent que de 5,8 % au Québec. Par contre, dans le secteur minier la part du Québec passe à 4,3 % en 1981 à 3,1 % en 1982 puis à 2,3 % en 1983 à la suite de deux diminutions successives de 24,6 % et de 32,4 % de la valeur des immobilisations de ce secteur. Dans l'ensemble du secteur tertiaire la valeur des dépenses en immobilisations s'était maintenue en 1982, mais elle est en baisse de 4,6 % en 1983, une baisse équivalente à celle observée dans l'ensemble du Canada. La valeur des immobilisations chute cependant de plus de 20 % dans le secteur du transport et de l'entreposage, dans celui des communications ainsi que dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières; dans ce dernier secteur, la part du Québec dans le total canadien diminue, celle-ci passant de 14,6 % à 12,1 % en raison principalement d'un accroissement de 12,1 % de ce genre d'immobilisations en Ontario en 1983.

Graphique 6C

Part du Québec et de l'Ontario dans les immobilisations canadiennes par industrie
1983

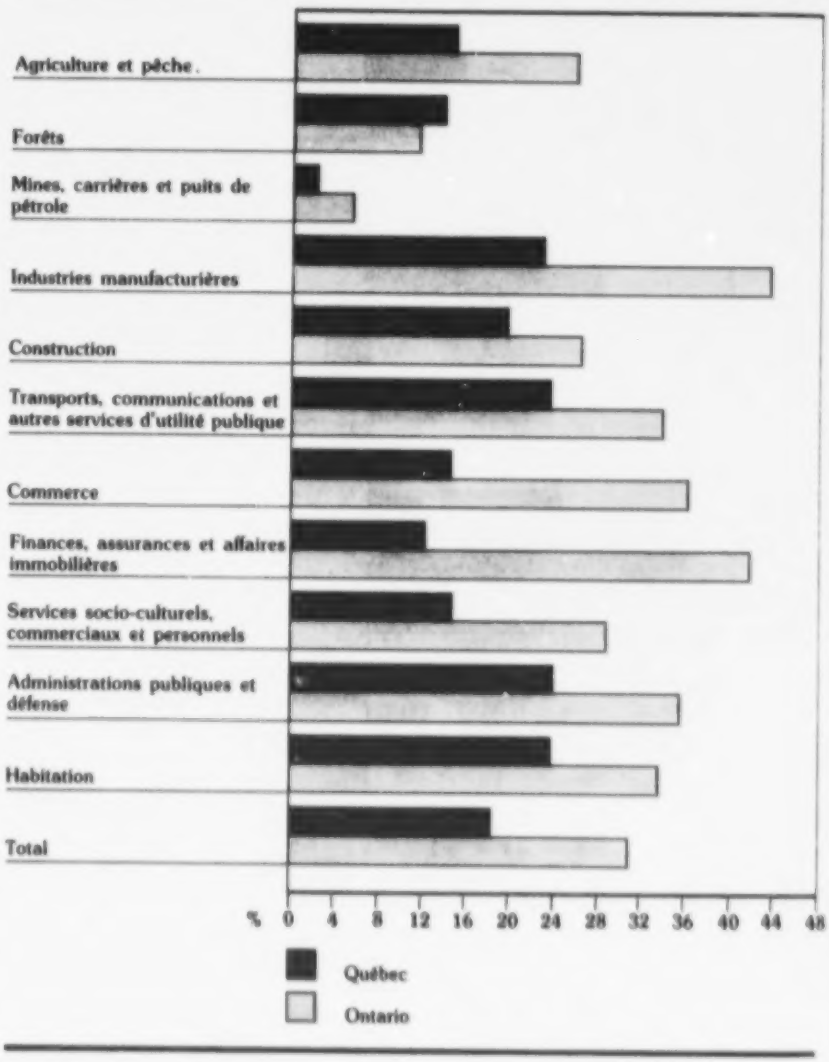


Tableau 6.3
Immobilisations par industrie[1]
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Primaire	789,7	947,9	1 093,8	1 061,5	901,7
Variation en %	*29,3*	*20,0*	*15,4*	*- 3,0*	*- 15,1*
Agriculture et pêche	514,2	545,6	614,4	711,0	661,1
Variation en %	*26,7*	*6,1*	*12,6*	*15,7*	*- 7,0*
Forêts	37,6	48,8	45,5	23,5	19,7
Variation en %	*56,0*	*29,8*	*- 6,8*	*- 48,8*	*- 16,2*
Mines, carrières et puits de pétrole	237,9	353,5	433,9	327,0	220,9
Variation en %	*31,5*	*48,6*	*22,7*	*- 24,6*	*- 32,4*
Secondaire	1 657,2	2 403,7	2 508,8	2 393,8	2 292,1
Variation en %	*12,4*	*45,0*	*4,4*	*- 4,6*	*- 4,2*
Industries manufacturières	1 448,2	2 189,6	2 272,4	2 159,8	2 034,9
Variation en %	*13,2*	*51,2*	*3,8*	*- 5,0*	*- 5,8*
Construction	209,0	214,1	236,4	234,0	257,2
Variation en %	*7,0*	*2,4*	*10,4*	*- 1,0*	*9,9*
Tertiaire	7 104,6	7 442,0	7 777,6	7 834,5	7 475,3
Variation en %	*9,4*	*4,7*	*4,5*	*0,7*	*- 4,6*
Transports et entreposage	493,8	530,1	778,2	886,1	672,0
Variation en %	*29,2*	*7,4*	*46,8*	*13,9*	*- 24,2*
Communications	583,9	674,9	734,3	736,9	567,9
Variation en %	*5,0*	*15,6*	*8,8*	*0,4*	*- 22,9*
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	2 857,3	2 643,3	2 716,9	2 678,6	2 566,3
Variation en %	*9,5*	*- 7,5*	*2,8*	*- 1,4*	*- 4,2*
Commerce	252,0	256,9	258,4	285,6	279,8
Variation en %	*1,8*	*1,9*	*0,6*	*10,5*	*- 2,0*
Finances, assurances et affaires immobilières	277,6	312,0	482,5	572,3	416,9
Variation en %	*- 14,8*	*12,4*	*54,6*	*18,6*	*- 27,2*
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	1 236,1	1 398,8	1 317,9	1 195,8	1 279,5
Variation en %	*27,2*	*13,2*	*- 5,8*	*- 9,3*	*7,0*
Administrations publiques et défense	1 403,9	1 626,0	1 489,4	1 479,2	1 692,9
Variation en %	*0,1*	*15,8*	*- 8,4*	*- 0,7*	*14,4*
Habitation	2 302,7	2 025,3	2 359,0	1 807,7	3 079,4
Variation en %	*4,1*	*- 12,0*	*16,5*	*- 23,4*	*70,3*
Total	**11 854,2**	**12 818,9**	**13 739,2**	**13 097,5**	**13 748,5**
Variation en %	***9,8***	***8,1***	***7,2***	***- 4,7***	***5,0***

1. Les données de Statistique Canada sur les investissements privés et publics au Canada diffèrent légèrement des données des Comptes économiques en raison des différences conceptuelles. Dans le domaine de l'habitation en particulier, les Comptes économiques tiennent compte des commissions payées aux courtiers.

Source : Statistique Canada.

Chapitre 7

Le secteur primaire et la construction

80 Le secteur primaire comprend cinq grands sous-secteurs d'activité, soit: l'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche et le piégeage, l'industrie minière ainsi que la production d'électricité. Chacune de ces activités fait l'objet d'une section du présent chapitre qui contient aussi une analyse de l'industrie de la construction.

Dans l'ensemble du secteur primaire, le produit intérieur brut diminue de 5,5 % en 1983 par rapport à 1982. Alors que le produit intérieur brut du secteur agricole ainsi que celui de la pêche et du piégeage se maintiennent au même niveau que l'année précédente, ceux des secteurs des mines et de la forêt enregistrent des reculs importants. Malgré cela l'emploi progresse de 6,5 %, soit de 8 000 unités par rapport à 1982. Il s'agit en fait d'une récupération partielle des emplois perdus l'année précédente puisque même si le produit intérieur brut du secteur primaire avait alors augmenté légèrement, on dénombrait 11 000 pertes d'emploi dans ce secteur en 1982. L'évolution de l'emploi indique un regain d'activité même dans les secteurs forestier et minier. Cependant en 1983, les entreprises réduisent tout de même leurs dépenses en immobilisations qui totalisent 902 millions de dollars dans l'ensemble du secteur primaire alors qu'elles atteignaient 1,1 milliard de dollars en 1982.

Quant à l'industrie de la construction, malgré l'intense activité de construction résidentielle, son produit intérieur brut diminue de 1,2 % en 1983 par rapport à 1982. La faiblesse de l'activité dans la construction non résidentielle explique ce résultat.

L'agriculture

Le secteur agricole québécois connaît en général une année plutôt médiocre en 1983 en raison de la faiblesse des prix de vente de plusieurs produits, de la fermeture de certains marchés d'exportation et de conditions climatiques peu favorables. Le volume de la production diminue alors que de façon générale les prix de vente sont peu élevés. Les données montrent que ce sont principalement les divers programmes gouvernementaux de soutien des revenus agricoles qui limitent à 0,6 % la baisse de la valeur de la production. Le revenu net des exploitants agricoles pro-

Tableau 7.1
Agriculture
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Valeur brute de la production (000 000 $)	2 122.6	2 382.9	2 791.2	2 812.5	2 796.4
Variation en %	*19.7*	*12.3*	*17.1*	*0.8*	*-0.6*
Recettes monétaires agricoles	1 982.9	2 279.8	2 709.0	2 794.3	2 750.5
Variation en %	*17.0*	*15.0*	*18.8*	*3.1*	*-1.6*
Revenus en nature	68.7	61.5	64.0	60.1	52.0
Variation en %	*19.3*	*-10.4*	*4.0*	*-6.0*	*-13.6*
Valeur de la variation des stocks	71.0	41.6	18.2	-41.9	-6.1
Variation en %	*236.3*	*-41.4*	*-56.2*	*-330.3*	*-85.5*
Indice des prix à la ferme des produits agricoles (1971 = 100)	244.1	254.9	286.4	299.0	301.5
Variation en %	*9.4*	*4.4*	*12.4*	*4.4*	*0.8*
Valeur des consommations intermédiaires (000 000 $)	1 019.6	1 233.6	1 410.7	1 458.4	1 428.2
Variation en %	*17.2*	*21.0*	*14.4*	*3.4*	*-2.1*
Indice des prix des entrées (Est du Canada) (1971 = 100)	232.1	253.5	286.0	294.8	296.6
Variation en %	*16.5*	*9.2*	*12.8*	*3.1*	*0.6*
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	1 204.0	1 233.0	1 400.0	1 490.0	1 492.0
Variation en %	*20.0*	*2.4*	*13.5*	*6.4*	*0.1*
Revenus nets des exploitants agricoles	632.0	569.0	617.0	618.0	648.0
Variation en %	*15.1*	*-10.0*	*8.4*	*0.2*	*4.9*
Rémunération des salariés	172.0	191.0	213.0	235.0	252.0
Variation en %	*11.0*	*11.0*	*11.5*	*10.3*	*7.2*
Emploi (000)	68.1	78.3	78.7	76.8	79.5
Variation en %	*-5.8*	*14.9*	*0.5*	*-2.4*	*3.6*
Immobilisations (000 000 $)	504.0	531.2	609.0	706.0	656.8
Variation en %	*27.3*	*5.4*	*14.6*	*15.9*	*-7.0*
Construction	158.1	185.4	241.7	303.4	233.2
Variation en %	*23.1*	*17.3*	*30.4*	*25.5*	*-23.1*
Machinerie et équipement	345.9	345.8	367.3	402.6	423.6
Variation en %	*29.3*	*0.0*	*6.2*	*9.6*	*5.2*

Sources: Statistique Canada, Bureau de la statistique du Québec; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

gresse tout de même de 4,9 %, les coûts de production étant réduits en raison de la faible croissance des prix des intrants et de la diminution des taux d'intérêt.

Les recettes monétaires découlant de la vente des produits du secteur agricole diminuent de 1,6 % et se chiffrent à 2,8 milliards de dollars. Ces recettes incluent divers paiements supplémentaires reçus à titre d'aide gouvernementale qui passent de 179,5 millions de dollars en 1982 à 221,4 millions de dollars en 1983. Cependant, 128 millions de dollars proviennent du plan canadien de commercialisation du lait, pour lequel les producteurs laitiers du Québec déboursent 146 millions de dollars en 1983. On observe une réduction de la valeur des stocks de produits agricoles qui n'est que de 6,1 millions de dollars en 1983 comparativement à 41,9 millions de dollars en 1982.

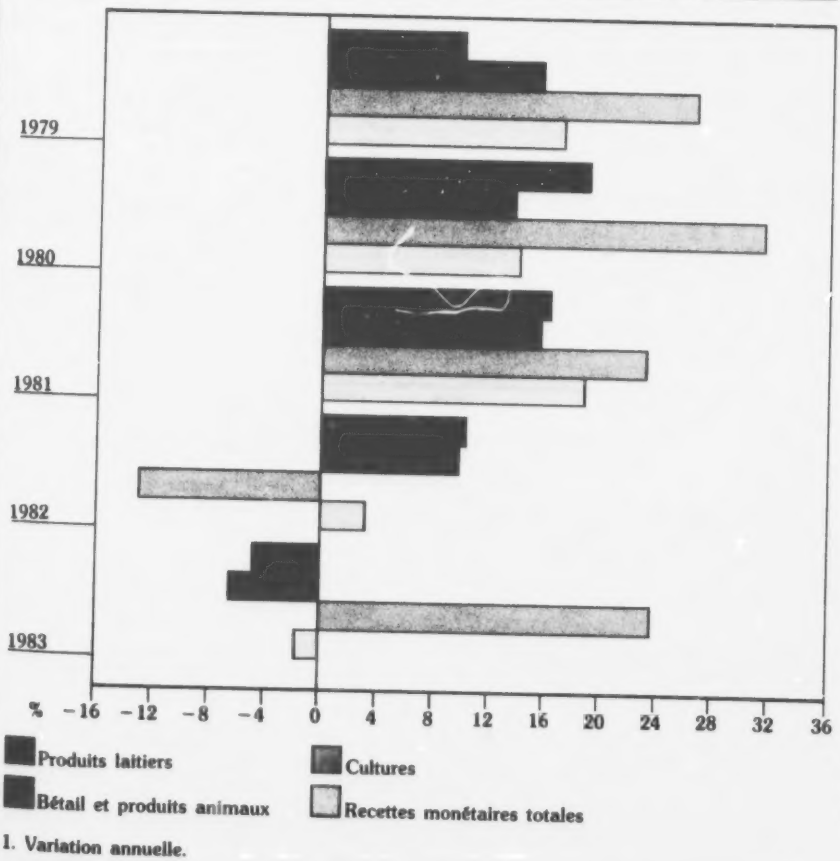
Les recettes monétaires provenant des productions animales sont en baisse d'environ 6 % ce qui s'explique par une diminution des prix de vente combinée à une réduction du volume de la production. Les exportations de viandes de boeuf et de veau aux États-Unis sont limitées par des mesures restrictives; par ailleurs, le prix du porc connaît une chute de 15 %, à laquelle les producteurs réagissent en réduisant de 2,7 % le volume de leur production de sorte que les recettes de ce secteur diminuent de 17,5 %. De même, les recettes tirées de la vente de produits laitiers diminuent, mais le recul est peu important parce que les prix de vente s'accroissent de 5,4 %. En volume, la production laitière est réduite de 6 % surtout à cause de la faiblesse de la demande industrielle.

La plupart des productions végétales souffrent des mauvaises conditions climatiques de sorte que le volume de la production est réduit de 5 %. Les producteurs de céréales accroissent cependant leur production de 2 % et, bénéficiant de prix de vente élevés, leurs recettes provenant des ventes augmentent d'environ 20 %. Les producteurs de fruits et de légumes dont les recettes monétaires chutent de 5 % profitent des prestations d'assurance-récolte et d'autres programmes de stabilisation du revenu. Pour leur part, les producteurs de pommes de terre augmentent leurs recettes de 15 % grâce à des prix de vente très favorables. Finalement, les recettes provenant de la vente de produits de l'érable et d'autres produits forestiers augmentent de 7,8 % en 1983.

Étant donné la baisse du volume de production et le prix peu élevé des principales matières achetées par les agriculteurs, la valeur totale des consommations intermédiaires du secteur diminue de 2 %. On note en particulier une réduction de 7,4 % des dépenses pour les engrais et la chaux, et une baisse de 5,2 % des dépenses pour l'alimentation du bétail. Par ailleurs, l'entretien de la machinerie, qui représente la dépense la plus importante après l'alimentation des animaux, entraîne des coûts à peu près identiques à ceux de l'année précédente.

Le produit intérieur brut du secteur de l'agriculture en 1983 est supérieur de 0,1 % seulement à celui de 1982. La rémunération globale des salariés atteint 252 millions de dollars et connaît ainsi une hausse de 7,2 %. Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation de 3,6 % du nombre d'employés dans l'agriculture, qui passe de 76 800 personnes en 1982 à 79 500 personnes en 1983. Le revenu des exploitants agricoles enregistre par ailleurs une croissance de 4,9 % pour atteindre 648 millions de dollars grâce à la progression modérée des achats de produits intermédiaires et des autres frais d'exploitation; l'évolution la plus significative à cet égard est l'économie de 67 millions de dollars réalisée au chapitre des paiements d'intérêt sur la dette, par rapport à l'année 1982. L'indice du prix des entrées de l'agriculture dans l'Est du Canada, qui tient compte de chacune des catégories de dépenses d'exploitation, illustre bien les conditions favorables aux exploitants agricoles en 1983 en ce qui a trait aux coûts de production; cet indice ne connaît en effet qu'une progression de 0,6 %.

Graphique 7A
Évolution des recettes monétaires agricoles[1] 1979-1983



1. Variation annuelle.

La construction de bâtiments agricoles et les divers travaux d'aménagement entraînent des dépenses de 233 millions de dollars en 1983; ces dépenses sont plus faibles que celles de 1982, mais elles demeurent à un niveau élevé au cours des trois dernières années. Par ailleurs, les immobilisations en machinerie et équipement occasionnent des dépenses de 423,6 millions de dollars, poursuivant ainsi, à un taux de 5,2 % la croissance régulière des dernières années.

L'exploitation forestière

L'activité de l'abattage en forêt fournit principalement des billes et des billots de bois aux scieries et du bois à pâte pour les usines de pâtes et de papiers. Les statistiques sur le volume et la valeur de la production de ce secteur ne sont pas disponibles dans des délais suffisamment courts pour permettre leur inclusion dans cette publication, mais l'analyse des indicateurs existants, démontre que l'année 1983 n'est pas une année favorable malgré la forte reprise de la construction résidentielle au Québec et ailleurs en Amérique du Nord. En effet, le nombre d'emplois dans l'exploitation forestière passe de 18 000 en 1982 à 21 000 en 1983, mais s'élevait à 23 000 en 1981. De plus, la baisse de 7,1 % de la rémunération totale des salariés du secteur ne peut s'expliquer que par une augmentation moindre du nombre total d'heures travaillées que de l'emploi, ou des diminutions des salaires et des avantages sociaux. Le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail demeure très faible en 1982 et en 1983; dans chaque cas, il est inférieur à 10 000 alors qu'il atteignait 280 500 en 1980 et 384 700 en 1981. Dans l'ensemble du secteur, le produit intérieur brut, dans lequel la rémunération des salariés compte pour 75 %, connaît une baisse de 8,3 %.

Une partie de la demande de bois est comblée à l'aide des stocks existants, limitant ainsi la croissance de l'activité de l'abattage en 1983, car les principaux secteurs manufacturiers dont l'activité se situe en aval de l'exploitation forestière connaissent pour leur part des reprises importantes. Ainsi, la production de bois d'oeuvre augmente de 51,5 % en 1983, et les achats de produits intermédiaires par les scieries, dans lesquels le bois compte pour une bonne part, s'accroissent de 43,9 %. De plus, si l'industrie des pâtes et papiers ne connaît pas une très bonne année, la production des usines progressent tout de même de 5,9 % en valeur nominale et leurs achats de produits intermédiaires de 5,3 %. Une autre information indique cependant la faiblesse de la demande globale de bois en 1983; l'indice du prix de vente du bois, une composante de l'indice canadien du prix des matières premières utilisées dans l'industrie, ne s'accroît en effet que de 2,3 % après avoir accusé un recul de 7,6 % en 1982; cet indice se situe à 141,6 en 1983, comparativement à 150,4 en 1981.

La pêche et le piégeage

L'année 1983 apparaît comme une bonne année pour l'industrie de la pêche maritime si on considère l'accroissement de 10,6 % de la valeur totale des prises. Cependant, ce sont presque exclusivement les pêcheurs de mollusques et crustacés qui connaissent une bonne année grâce à des prix de vente très favorables. En effet, la valeur au débarquement de la morue, passant de 16,7 millions en 1982 à 15,4 millions de dollars en 1983, diminue de 7,5 % à cause de prises moins volumineuses et d'une baisse du prix de vente, la valeur moyenne par tonne diminuant de 3,3 %. De plus, le volume des captures chute de 20 % pour le sébaste et le hareng et de 60 % pour le flétan du Groenland, de sorte que la valeur des prises diminue dans des proportions semblables malgré des prix de vente plus élevés qu'en 1982.

Par contre, même si la quantité de crabes débarquée diminue de 10 %, l'augmentation des prix fait croître la valeur moyenne par tonne de 64,6 % de sorte que la valeur des prises progresse de 48 % pour atteindre 15,3 millions de dollars, soit autant que la valeur totale des prises de morue. Le prix des pétoncles est aussi en hausse de 33 % et leur valeur totale au débarquement triple avec des captures totalisant 90,2 tonnes alors qu'elles étaient de 42 tonnes en 1982. La valeur de la tonne de homard ne monte pour sa part que légèrement,

Tableau 7.2
Forêt (abattage)
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	364,0	462,0	532,0	544,0	499,0
Variation en %	*11,7*	*26,9*	*15,2*	*2,3*	*−8,3*
Rémunération des salariés	366,0	365,0	443,0	406,0	377,0
Variation en %	*18,4*	*−0,3*	*21,4*	*−8,4*	*−7,1*
Emploi (000)	23,0	20,0	23,0	18,0	21,0
Variation en %	*15,0*	*−13,0*	*15,0*	*−21,7*	*16,7*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	42,5	280,5	384,7	7,8	6,1
Immobilisations (000 000 $)	37,6	48,8	45,5	23,5	19,7
Variation en %	*56,0*	*29,8*	*−6,8*	*−48,4*	*−16,2*
Construction	16,6	24,4	24,2	16,3	13,7
Variation en %	*88,6*	*47,0*	*−0,8*	*−32,6*	*−16,0*
Machinerie et équipement	21,0	24,4	21,3	7,2	6,0
Variation en %	*37,3*	*16,2*	*−12,7*	*−66,2*	*−16,7*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

mais des prises plus importantes font accroître la valeur de la production de 26,4 %. Finalement, la valeur totale des crevettes au débarquement augmente de 7,9 % avec un volume à peu près identique à celui de l'année précédente, soit 5 500 tonnes.

La valeur de la production totale des pêches maritimes, déterminée à partir de la valeur des prises au débarquement, s'élève à 55,3 millions de dollars en 1983, ce qui représente une augmentation de 10,5 % par rapport à 1982. La pêche hauturière et la pêche côtière se partagent à peu près également cette production, mais la pêche hauturière occupe seulement 600 pêcheurs contre 5 634 pour la pêche côtière. Ce dernier chiffre est très élevé en regard de 1981 et de 1982; l'augmentation du nombre de pêcheurs est liée à la baisse de l'activité dans les autres industries en Gaspésie et sur la Côte-Nord. Il s'agit d'un phénomène amorcé en 1982, mais qui n'apparaît pas dans l'estimation du nombre de pêcheurs pour 1982 en raison de l'absence d'enquête spécifique. C'est d'ailleurs la pêche côtière qui connaît la plus forte croissance de la valeur des prises en 1983, et ceci parce que ses prises comptent une plus forte proportion de mollusques et de crustacés.

En ce qui concerne le piégeage, la production de peaux des espèces les plus importantes (à l'exception du rat musqué) diminue en 1983 et, dans un contexte de prix à la baisse, la valeur totale de la production passe de 8,1 millions de dollars en 1982 à 6,7 millions de dollars en 1983. La valeur de la production des deux espèces les plus importantes, c'est-à-dire le castor et le renard, accuse une baisse de 15,5 % et de 26,5 % respectivement. La valeur moyenne des peaux de martre augmente de 40 %, mais le nombre de peaux produites diminue de 32 %, ce qui se traduit par une baisse de la valeur de la production même pour cette espèce.

La production du secteur pêche et piégeage englobe un certain nombre d'activités qui ne sont pas prises en compte dans la description ci-dessus, comme les activités gouvernementales de gardiennage. En conséquence la production des pêches maritimes et du piégeage évaluée à 62,0 millions de dollars en 1983 ne correspond pas à la production totale du secteur, mais elle permet d'apprécier son évolution. Le produit intérieur brut, pour sa part, comprend l'ensemble des revenus du secteur de la pêche et du piégeage; il s'accroît de 1,7 % en 1983, alors que la rémunération des salariés, qui compte pour moins du tiers des revenus du secteur, est en hausse de 5,6 %.

Par ailleurs, un climat d'incertitude règne durant toute l'année 1983 quant à l'avenir des pêches maritimes au Québec. Les difficultés de certaines entreprises amènent les pêcheurs et les gouvernements à envisager des projets de réorganisation de l'ensemble de l'industrie. Ces projets pourraient entraîner des investissements importants dans l'avenir mais en 1983 les dépenses en immobilisations sont peu importantes surtout en regard de celles des années 1978 à 1980; elles totalisent 4,3 millions de dollars comparativement à 14,4 millions de dollars en 1980.

Tableau 7.3
Pêche et piégeage
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Valeur brute de la production (000 $)	51 934,8	53 454,3	58 548,5	58 086,9	61 983,5
Variation en %	*39,3*	*2,9*	*9,5*	*-0,8*	*6,7*
Valeur des prises au débarquement (000 $)	40 016,9	41 864,2	46 790,4	50 000,1	55 276,2
Variation en %	*36,8*	*4,6*	*11,8*	*6,9*	*10,6*
Pêche hauturière	19 772,1	18 462,4	21 077,7	24 426,0	25 677,6
Variation en %	*1 249,0*	*-90,7*	*14,2*	*15,9*	*5,1*
Pêche côtière	20 244,8	23 401,8	25 712,7	25 574,1	29 598,6
Variation en %	*38,7*	*15,6*	*9,9*	*-0,5*	*15,7*
Valeur des fourrures (piégeage) (000 $)	11 917,9	11 590,1	11 758,1	8 086,8	6 707,3
Variation en %	*48,6*	*-2,8*	*1,4*	*-31,2*	*-17,1*
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	44,0	48,0	50,0	58,0	59,0
Variation en %	*37,5*	*9,1*	*4,2*	*16,0*	*1,7*
Rémunération des salariés	11,0	12,0	16,0	18,0	19,0
Variation en %	*37,5*	*9,1*	*33,3*	*12,5*	*5,6*
Pêcheurs	5 080	4 330	4 724	4 895	6 234
Variation en %	*3,1*	*-14,8*	*9,1*	*3,6*	*27,4*
Pêche hauturière	584	616	594	595	600
Variation en %	*1,7*	*5,5*	*-2,8*	*-0,7*	*0,8*
Pêche côtière	4 496	3 714	4 130	4 300	5 634
Variation en %	*3,2*	*-17,4*	*11,2*	*4,1*	*31,0*
Immobilisations (000 000 $)	10,2	14,4	5,4	5,0	4,3
Variation en %	*5,2*	*41,2*	*-62,5*	*-7,4*	*-14,0*
Construction	0,6	0,6	0,7	1,0	0,9
Variation en %	*0,0*	*0,0*	*16,7*	*42,9*	*-10,0*
Machinerie et équipement	9,6	13,8	4,7	4,0	3,4
Variation en %	*5,5*	*43,7*	*-65,9*	*-14,9*	*-15,0*

Source: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

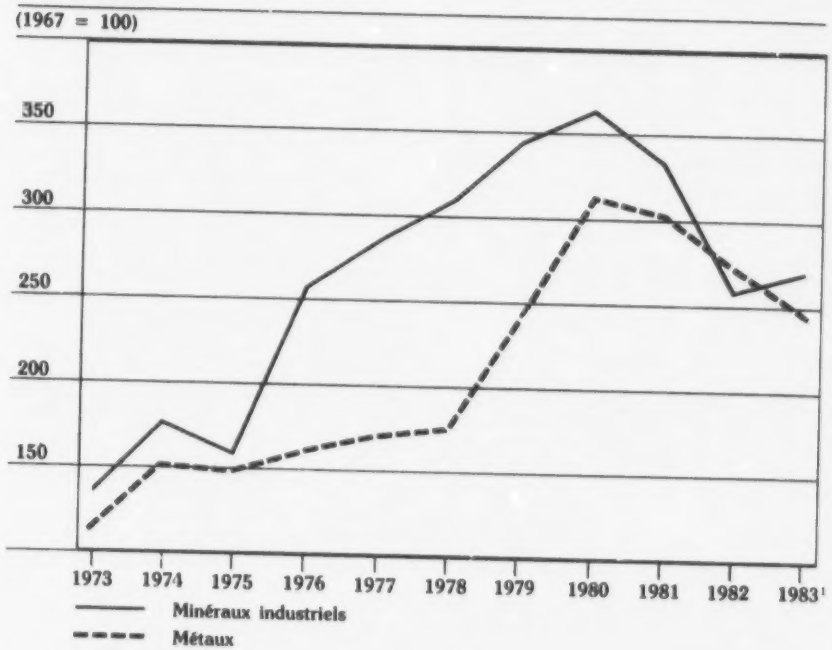
L'exploitation minière

Le redressement de la demande en 1983 permet une hausse des cours mondiaux de quelques produits miniers mais l'amélioration des marchés n'est pas suffisante pour entraîner une importante reprise de l'ensemble de l'activité minière au Québec. L'évolution du secteur ne dépend d'ailleurs pas seulement des fluctuations conjoncturelles de l'économie; elle est aussi affectée par des facteurs tendanciels, dont la concurrence de certains pays où les conditions d'exploitation sont plus favorables.

Globalement, la valeur de la production minérale diminue de 6,5 % en 1983 et c'est la troisième année consécutive qu'elle accuse un recul, de sorte que la valeur de la production passe de 2,3 milliards de dollars en 1980 à 1,7 milliard de dollars en 1983. C'est le secteur des minéraux métalliques qui subit la régression le plus importante en 1983, la valeur de la production accusant une baisse de 11,2 %. Les producteurs de cuivre, dont le cours mondial passe de 2,60 $/kg en 1980 à 1,95 $/kg en 1982 et en 1983, voient la valeur de leur production réduite de 25 %. De même, les producteurs de minerais de fer, peu compétitifs face aux producteurs du tiers-monde, connaissent une baisse de 25,9 % de la valeur de leur production alors que le prix du minerai de fer diminue de 5,3 % en 1983 malgré la reprise de l'économie mondiale. La valeur de la production québécoise de zinc diminue de 33 % après avoir augmenté de 13 % en 1982, et la valeur de la production des autres minéraux métalliques dont le colombium et le sélénium baisse aussi de façon importante.

La conjoncture est plus favorable pour les métaux précieux et les producteurs d'or et d'argent profitent de prix élevés et augmentent leur production. Ainsi, le prix de l'or passe de 14,92 $ le gramme en 1982 à 16,99 $ le gramme en 1983, et la quantité produite augmente de 7,6 % ce qui fait que l'or devance le fer comme plus importante production minérale du Québec; la valeur de la production, en hausse de 22,6 % atteint 441,5 millions de dollars.

Graphique 7B
Indice de la valeur de la production minérale 1973-1983



1. Données préliminaires.

Tableau 7.4
Mines, carrières et puits de pétrole 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Valeur brute de la production (000 000 $)	1 991,7	2 304,4	2 209,2	1 859,7	1 738,8
Variation en %	*22,0*	*15,7*	*−4,1*	*−15,8*	*−6,5*
Minéraux métalliques	1 106,1	1 411,5	1 356,4	1 229,3	1 091,1
Variation en %	*38,5*	*27,6*	*−3,9*	*−9,4*	*−11,2*
Minéraux industriels	616,8	653,5	599,0	468,4	488,7
Variation en %	*10,7*	*6,0*	*−8,3*	*−21,8*	*4,3*
Matériaux de construction	268,9	239,4	253,8	162,0	159,0
Variation en %	*−2,8*	*−11,0*	*6,0*	*−36,2*	*−1,9*
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	1 118,0	1 458,0	1 561,0	1 520,0	1 362,0
Variation en %	*30,0*	*30,4*	*7,1*	*−2,6*	*−10,4*
Rémunération des salariés	695,0	798,0	876,0	786,0	759,0
Variation en %	*22,6*	*14,8*	*9,8*	*−10,3*	*−3,4*
Emploi (000)	29,0	27,0	29,0	24,0	25,0
Variation en %	*−3,3*	*−6,9*	*7,4*	*−17,2*	*4,2*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	156,1	122,6	31,8	2,7	28,6
Immobilisations (000 000 $)	237,9	353,5	433,9	327,0	220,9
Variation en %	*31,5*	*48,6*	*22,7*	*−24,6*	*−32,4*
Construction	165,0	254,7	298,0	245,3	167,8
Variation en %	*24,3*	*54,4*	*17,0*	*−17,7*	*−31,6*
Machinerie et équipement	72,9	98,8	135,9	81,7	53,1
Variation en %	*51,2*	*35,5*	*37,6*	*−39,9*	*−35,0*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec; Travail Québec.

Le secteur des minéraux industriels connaît une progression de 4,3 % de la valeur de sa production en 1983. La quantité d'amiante produite enregistre un recul de 3,8 %, tout de même moins marqué qu'au cours des années précédentes, et la remontée des prix de 399 $ à 440 $ la tonne provoque une hausse de 5,9 % de la valeur de la production qui atteint 315,7 millions de dollars, alors qu'elle dépassait 500 millions de dollars en 1979; de plus, la valeur des exportations d'amiante continue de décroître en 1983, de 5,3 % par rapport à 1982. Le second minerai industriel en importance produit au Québec est le bioxyde de titane. La valeur de cette production diminue pour une deuxième année consécutive, passant de 132 millions de dollars en 1981 à 127 millions de dollars en 1982, puis à 108 millions de dollars en 1983.

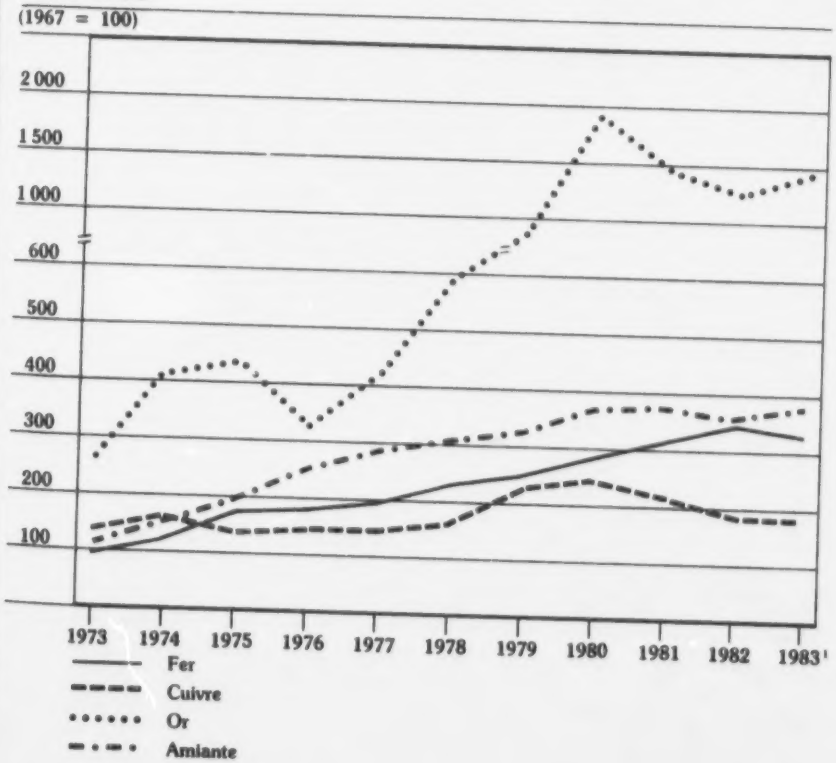
Les producteurs de tourbe, de silice, de soufre et d'autres minéraux industriels accroissent la valeur de leur production, à l'exception des producteurs de dolomie magnésitique qui enregistrent une baisse de 20 %. Finalement, en ce qui a trait aux matériaux de construction, la production de pierre, dont la valeur atteint 111 millions de dollars, est en hausse de 8,1 % en 1983, tandis que la production de sable et gravier passe de 59 millions de dollars en 1982 à 47,6 millions de dollars en 1983.

Même si la situation générale de l'industrie minière n'est pas très bonne en 1983, comme l'indique la baisse de la valeur totale de la production, il s'y crée 1 000 emplois selon les données de l'enquête sur la population active.

Cependant, l'emploi total dans le secteur minier avait déjà chuté passant de 29 000 en 1981 à 24 000 en 1982. Depuis quelques années, le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail a considérablement diminué; en 1983 on en dénombre 28 642 alors qu'on en comptait près de 400 000 en 1978 et plus de 100 000 les deux années suivantes. La rémunération de l'ensemble des salariés du secteur totalise 759 millions de dollars en 1983, soit 3,4 % de moins que l'année précédente; les autres revenus générés par le secteur, qui incluent les bénéfices des sociétés, diminuent encore davantage, de sorte que le produit intérieur brut du secteur subit une baisse de 10,4 % avec 1,4 milliard de dollars. Les résultats de l'exploitation minière se répercutent au chapitre des dépenses en immobilisations qui sont réduites à 221 millions de dollars en 1983 après avoir atteint 327 millions de dollars en 1982 et 434 millions de dollars en 1981. Les dépenses d'exploration s'élèvent à 108 millions de dollars, ce qui représente une légère baisse par rapport à 1982 où elles avaient déjà enregistré une baisse de 16 millions de dollars. La mise en valeur des sites occasionne aussi des déboursés moins importants au cours des deux dernières années passant de 171 millions de dollars en 1981 à 151 millions de dollars en 1982, puis à 109 millions de dollars en 1983.

Graphique 7C

Indice des prix des principaux produits miniers 1973-1983



1. Données préliminaires.

La production d'énergie électrique

La production d'énergie électrique peut être considérée comme une activité primaire. Cependant, au Québec cette production est réalisée presque entièrement par Hydro-Québec, une entreprise dont l'activité est classée comme service d'utilité publique en raison de sa fonction de distribution d'électricité. Il en résulte que les revenus générés par la production d'électricité sont inclus dans le produit intérieur brut du secteur tertiaire, de même que plusieurs statistiques officielles qui sont compilées au niveau des entreprises. Quelques données concernant la production d'électricité au Québec sont tout de même disponibles.

La production totale d'énergie électrique atteint 110,6 millions de kWh en 1983, ce qui représente une augmentation de 10,5 % du volume de production par rapport à 1982, année où la quantité d'électricité produite avait diminuée de 2,8 %.

Cette production ne correspond pas à la quantité d'énergie électrique disponible au Québec puisque, d'une part, le Québec reçoit de l'énergie électrique de l'extérieur, en provenance principalement de la centrale des Chutes Churchill, et que, d'autre part, des livraisons d'énergie électrique sont effectuées en dehors du Québec, dont un peu plus de la moitié à destination des États-Unis et le reste dans les autres provinces canadiennes. En 1983, les réceptions d'énergie électrique totalisent 31,3 millions de kWh, soit 12,7 % de moins qu'en 1982 tandis que les livraisons à l'extérieur de la province augmentent de 9,4 % pour atteindre 19,6 millions de kWh. Les livraisons à destination des États-Unis progressent de 19,8 % alors que celles à destination des autres provinces diminuent de 0,2 %. L'énergie électrique disponible au Québec est donc de 122,3 millions de kWh, une quantité supérieure de 3,7 % à la quantité disponible en 1982.

Les dépenses en immobilisations liées à la production d'énergie électrique sont en baisse au Québec, diminuant de 17,4 % en 1983 comme en 1982. Ces dépenses totalisent 1,1 milliard de dollars en 1983, dont 379 millions sont effectuées par Hydro-Québec et 742 millions par la Société d'Énergie de la Baie James. Les travaux complétés en cours d'année permettent tout de même d'accroître la puissance installée de 9,5 % à 24 971 215 kilowatts.

L'industrie de la construction

L'activité du secteur de la construction dépend essentiellement de la demande des agents économiques québécois en logements, en bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels et en différents travaux de génie reliés à l'aménagement du territoire. Aux constructions neuves s'ajoutent des travaux de réparation qui comptent pour plus de 20% de la valeur totale de la production de l'industrie en 1983. La construction d'immeubles industriels, commerciaux et institutionnels ainsi que d'autres grands travaux s'étendant parfois sur plus de douze mois et qui ne sont entrepris qu'après une longue période de planification expliquent que le ralentissement de l'activité économique ne se soit pas fait vraiment sentir en 1982 dans la construction non résidentielle. La valeur de ce type de construction a en effet

Tableau 7.5
Énergie électrique 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Puissance installée à la fin de l'année (000 Kw)	18 145	20 532	22 222	22 812	24 971
Variation en %	*9,3*	*13,2*	*8,2*	*2,7*	*9,5*
Production totale (000 000 Kwh)	88 887	97 807	102 904	100 020	110 566
Variation en %	*3,5*	*10,0*	*5,2*	*-2,8*	*10,5*
Livraisons totales hors du Québec (000 000 Kwh)	16 679	17 536	18 522	17 922	19 600
Variation en %	*22,7*	*5,1*	*5,6*	*-3,2*	*9,4*
États-Unis	7 663	8 106	8 313	8 536	10 228
Variation en %	*440,5*	*5,8*	*2,6*	*2,7*	*19,8*
Autres provinces	9 016	9 429	10 209	9 386	9 372
Variation en %	*-25,9*	*4,6*	*8,3*	*-8,1*	*-0,2*
Réceptions totales (000 000 Kwh)	35 519	37 879	36 105	35 840	31 298
Variation en %	*-5,2*	*6,6*	*-4,7*	*-0,7*	*-12,7*
Énergie électrique disponible (000 000 Kwh)	107 732	118 150	120 487	117 937	122 264
Variation en %	*-1,9*	*9,7*	*2,0*	*-2,1*	*3,7*
Immobilisations totales (000 000 $)	2 817	2 589	2 643	2 542	2 188
Variation en %	*8,8*	*-8,1*	*2,1*	*-3,8*	*-13,9*
Immobilisations du secteur de la production (000 000 $)	—	—	1 643	1 357	1 121
Variation en %	—	—	—	*-17,4*	*-17,4*
Hydro-Québec	—	—	451	433	379
Variation en %	—	—	—	*-4,0*	*-12,5*
S.E.B.J.	—	—	1 192	924	742
Variation en %	—	—	—	*-22,5*	*-19,7*
Autres immobilisations (transport, distribution, divers) (000 000 $)	—	—	1 000	1 185	1 067
Variation en %	—	—	—	*18,5*	*-10,0*

Sources : Statistique Canada ; Hydro-Québec ; Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec.

progressé de 5,9 % en 1982, comparativement à 1981. La fin des travaux en cours et les perspectives économiques incertaines entraînent une diminution de 7,2 % de la valeur des constructions non résidentielles, celle-ci passant de 7,4 milliards de dollars en 1982 à 6,9 milliards de dollars en 1983.

Toutes les catégories de bâtiments sont touchées, mais la construction d'édifices commerciaux est particulièrement affectée; la valeur de ce genre de construction passe de 1 203 millions de dollars en 1982 à 1 009 millions de dollars en 1983. La construction de bâtiments industriels subit dès 1982 les effets de la récession; la valeur des constructions réalisées passent ainsi de 662 millions de dollars en 1981 à 601 millions de dollars en 1982 et diminue encore en 1983, avec 575 millions de dollars. La construction d'édifices à vocation institutionnelle est moins affectée, sa valeur fléchit légèrement en passant de 564 millions de dollars en 1982 à 561 millions de dollars en 1983. Les travaux d'infrastructure les plus importants demeurent ceux liés à la réalisation et au maintien du système de production et de distribution de l'électricité; la valeur de ces travaux, qui avait chuté de plus de deux cent millions de dollars en 1982, augmente légèrement en 1983 pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Par contre, la construction d'installations pour le gaz et le pétrole, dont la valeur avait atteint un point culminant en 1982 avec 785 millions de dollars ne totalise plus que 510 millions de dollars en 1983. Les dépenses consacrées à la construction de routes et de pistes d'envol connaissent un redressement après deux années de décroissance tandis que les dépenses pour la production de canalisations et de systèmes d'égouts, qui totalisent 500 millions de dollars, sont légèrement en baisse. Ainsi, si la valeur des travaux de génie réalisés diminue, cela provient de la réduction des dépenses en installations pour le pétrole et le gaz ainsi que de celles consacrées aux puits de mines et autres travaux divers, puisque pour les autres genres de travaux, les dépenses se maintiennent ou augmentent en 1983.

Tableau 7.6
Industrie de la construction 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Valeur de la production (000 000 $)	9 124,6	9 352,4	10 308,8	10 219,6	11 082,1
Variation en %	*7,0*	*2,5*	*10,2*	*0,9*	*8,4*
Construction résidentielle	3 058,2	2 831,9	3 273,6	2 770,9	4 171,0
Variation en %	*5,7*	*– 7,4*	*15,6*	*– 15,4*	*50,5*
Construction non résidentielle	6 066,4	6 520,5	7 035,2	7 448,7	6 911,0
Variation en %	*7,6*	*7,5*	*7,9*	*5,9*	*– 7,2*
Mises en chantier de logements (nombre)	41 730	29 186	29 645	23 492	40 318
Variation en %	*– 4,4*	*– 30,1*	*1,6*	*– 20,8*	*71,6*
Indice des prix des logements neufs (1976 = 100)					
Montréal	113,7	126,1	143,3	154,0	161,3
Variation en %	*5,8*	*11,0*	*13,7*	*7,4*	*4,8*
Québec	129,6	139,8	149,5	158,3	168,9
Variation en %	*8,2*	*7,9*	*7,0*	*5,9*	*6,7*
Indice des prix des entrées dans la construction résidentielle (1971 = 100)	216,6	227,5	246,3	259,0	287,5
Variation en %	*9,7*	*5,0*	*8,3*	*5,2*	*11,0*
Matériaux	216,1	221,7	238,8	245,6	272,4
Variation en %	*12,3*	*2,6*	*7,7*	*2,8*	*10,9*
Main-d'oeuvre	217,4	238,5	260,4	284,5	316,1
Variation en %	*5,1*	*9,7*	*9,2*	*9,3*	*11,1*
Indice des prix des entrées dans la construction non résidentielle (1971 = 100)	219,4	241,5	264,0	287,3	306,1
Variation en %	*10,5*	*10,1*	*9,3*	*8,8*	*6,5*
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	2 799,0	3 042,0	3 653,0	3 432,0	3 390,0
Variation en %	*– 1,3*	*8,7*	*20,1*	*– 6,0*	*– 1,2*
Rémunération des salariés	1 923,0	2 046,0	2 407,0	2 135,0	2 085,0
Variation en %	*– 7,7*	*6,4*	*17,6*	*– 11,3*	*– 2,3*
Emploi (000)	123,1	115,3	124,7	113,1	115,9
Variation en %	*– 9,0*	*– 6,3*	*8,1*	*– 9,3*	*2,5*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	0,1	475,0	4,8	0,4	19,7
Immobilisations (000 000 $)	209,0	214,1	236,4	234,0	257,2
Variation en %	*7,0*	*2,4*	*10,4*	*– 1,0*	*9,9*
Construction	33,4	34,2	37,8	37,4	41,1
Variation en %	*7,1*	*2,4*	*10,5*	*– 1,1*	*9,9*
Machinerie et équipement	175,6	179,9	198,6	196,6	216,1
Variation en %	*7,0*	*2,4*	*10,4*	*– 1,0*	*9,9*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

La construction résidentielle a suivi de beaucoup plus près le mouvement conjoncturel de l'économie, ayant été particulièrement affectée par les taux hypothécaires élevés; en 1982 la valeur de la construction résidentielle a donc chuté de 15,4 % en dollars courants, par rapport à 1981. Le nombre de mises en chantier de logements, qui dépassait les 40 000 à la fin des années soixante-dix, ne s'élève plus qu'à 23 492 en 1982. Grâce à la baisse des taux d'intérêt et aux politiques incitatives adoptées par les gouvernements, la construction résidentielle reprend en 1983 et le nombre de mises en chantier se rétablit à 40 318; la valeur de la construction résidentielle progresse de 50,5 % et s'élève à 4,2 milliards de dollars dont

environ la moitié pour des logements neufs et le reste pour des maisons mobiles, des chalets et des travaux de réparation ou de rénovation. La construction de logements simples est surtout responsable du dynamisme de la construction résidentielle puisqu'elle passe d'une valeur de 585 millions de dollars en 1982 à 1,4 milliard de dollars en 1983; mais les travaux d'amélioration et de construction de maisons mobiles et de chalets augmentent tout de même de près de 500 millions de dollars. Comparativement, la croissance de la construction d'habitations à logements multiples apparaît modérée, mais la valeur de ces nouvelles constructions augmentent toutefois de 70 millions de dollars en 1983, ce qui représente une hausse de 14,4 %. La progression de la construction résidentielle est suffisamment importante pour accroître la valeur totale de la production de l'industrie de la construction de 8,4 % en 1983. Cependant, le produit intérieur brut de l'industrie diminue de 1,2 % ce qui indique que les coûts des intrants dans la construction augmente davantage que la valeur de la production. En fait, l'évolution des prix n'est pas très favorable aux agents économiques de l'industrie, du moins en ce qui concerne la construction résidentielle. Ainsi, pendant que l'indice des prix des matériaux augmente de 10,9 %, l'indice des prix des logements neufs s'accroît modérément, de 4,8 % à Montréal et de 6,7 % à Québec.

Si l'indice du taux de salaire connaît une hausse de 11,1 % ce qui reflète la hausse de 10 % accordée par le décret de la construction, la rémunération globale des salariés diminue cependant de 2,3 %. Selon l'enquête sur la population active, l'industrie compte 2 800 emplois de plus qu'en 1982, année où l'emploi avaient diminué de 11 600. La diminution de la rémunération totale des salariés du secteur s'explique par un nombre d'heures travaillées plus faible que l'année précédente et l'industrie l'attribue également au développement du travail au noir qui se fait à un taux de rémunération plus faible que les normes établies. Par ailleurs, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est de 19 673, ce qui est plus élevé qu'au cours des deux années précédentes. Quant aux immobilisations des entreprises de l'industrie de la construction, elles augmentent de 9,9 % après avoir diminué légèrement en 1982 et s'élèvent à 257,2 millions de dollars en 1983.

Tableau 7.7
Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Construction résidentielle	3 058,2	2 831,9	3 273,6	2 770,9	4 171,0
Variation en %	*5,7*	*– 7,4*	*15,6*	*– 15,4*	*50,5*
Logements simples	1 195,2	938,9	1 037,3	585,4	1 437,3
Variation en %	*11,2*	*– 21,4*	*10,5*	*– 43,6*	*145,5*
Logements multiples	417,2	390,2	569,7	481,4	550,5
Variation en %	*– 19,0*	*– 6,5*	*46,0*	*– 15,5*	*14,4*
Réparations et autres	1 445,8	1 502,8	1 666,5	1 704,1	2 183,2
Variation en %	*11,0*	*3,9*	*10,9*	*2,3*	*28,1*
Construction non résidentielle	6 066,4	6 520,5	7 035,2	7 448,7	6 911,0
Variation en %	*7,6*	*7,5*	*7,9*	*5,9*	*– 7,2*
Bâtiments	1 866,0	2 118,0	2 513,5	2 776,6	2 522,7
Variation en %	*– 0,5*	*13,5*	*18,7*	*10,5*	*– 9,1*
Industriels	425,9	618,2	661,7	601,3	574,8
Variation en %	*15,0*	*45,2*	*7,0*	*– 9,1*	*– 4,4*
Commerciaux	752,6	826,6	1 017,9	1 203,6	1 004,2
Variation en %	*– 1,7*	*9,8*	*23,1*	*18,2*	*– 16,6*
Institutionnels	374,8	403,3	509,3	564,2	561,5
Variation en %	*– 4,5*	*7,6*	*26,3*	*10,8*	*– 0,5*
Divers	312,8	269,9	324,5	407,5	382,1
Variation en %	*– 10,1*	*– 13,7*	*202*	*25,6*	*– 6,2*
Travaux de génie	4 200,4	4 402,5	4 521,7	4 672,0	4 388,3
Variation en %	*11,7*	*4,8*	*2,7*	*3,3*	*– 6,1*
Génie maritime	50,2	37,8	78,2	49,9	86,6
Variation en %	*3,0*	*– 24,8*	*106,9*	*– 36,2*	*73,5*
Routes et pistes d'envol	716,8	815,1	710,1	676,8	723,0
Variation en %	*12,6*	*13,7*	*– 12,9*	*– 4,7*	*6,8*
Canalisation et systèmes d'égouts	469,4	499,8	480,7	517,5	500,3
Variation en %	*1,9*	*6,5*	*– 3,8*	*7,7*	*– 3,3*
Barrages et irrigations	27,6	29,9	40,3	40,5	37,0
Variation en %	*– 12,7*	*8,3*	*34,7*	*0,7*	*– 8,8*
Réseaux électriques	2 097,4	2 004,6	1 985,8	1 751,7	1 760,7
Variation en %	*15,9*	*– 4,4*	*– 0,9*	*– 11,8*	*0,5*
Voies ferrées et lignes téléphoniques	307,9	341,5	372,5	305,0	303,5
Variation en %	*5,0*	*10,9*	*9,1*	*– 18,1*	*– 0,5*
Installations de gaz et pétrole	106,1	121,8	369,0	785,0	510,2
Variation en %	*34,9*	*14,8*	*202,9*	*112,7*	*– 35,0*
Puits de mines et autres	424,9	552,0	485,2	545,6	467,0
Variation en %	*6,1*	*29,9*	*– 12,1*	*12,4*	*– 14,4*
Total	**9 124,6**	**9 352,4**	**10 308,8**	**10 219,6**	**11 082,1**
Variation en %	***7,0***	***2,5***	***10,2***	***– 0,9***	***8,4***

Source: Statistique Canada.

Graphique 7D

Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction 1978-1983

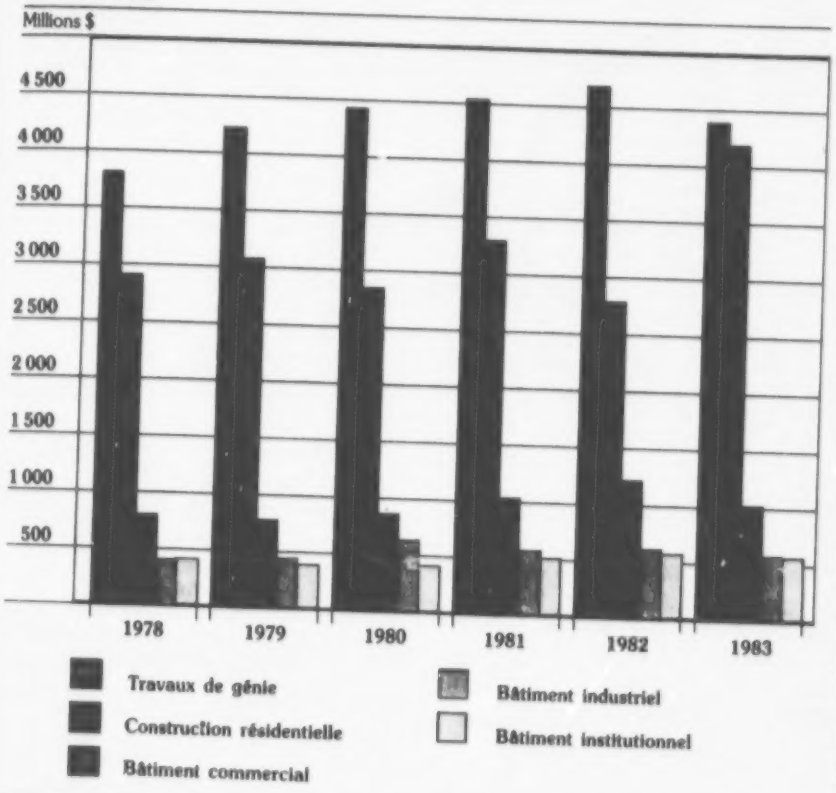


Tableau 7.8

Permis de bâtir par région administrative (tous types de logements) 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	1 459	790	485	442	1 000
Variation en %	*1,0*	*-45,9*	*-38,6*	*-8,9*	*126,2*
Saguenay—Lac-Saint-Jean	2 632	1 543	1 196	792	1 666
Variation en %	*-2,0*	*-41,4*	*-22,5*	*-33,8*	*110,4*
Québec	7 462	4 754	5 297	3 858	6 612
Variation en %	*-14,3*	*-36,3*	*11,4*	*-27,2*	*71,4*
Trois-Rivières	3 319	2 391	1 701	1 098	2 500
Variation en %	*-24,3*	*-28,0*	*-28,9*	*-35,4*	*127,7*
Estrie	1 785	1 182	982	572	1 775
Variation en %	*-19,8*	*-33,8*	*-16,9*	*-41,8*	*210,3*
Montréal	21 386,0	18 682,0	20 360,0	15 795,0	26 379,0
Variation en %	*-9,0*	*-12,6*	*9,0*	*-22,4*	*67,0*
Outaouais	1 137,0	808,0	796,0	851,0	2 642,0
Variation en %	*-28,1*	*-28,9*	*-1,5*	*6,9*	*210,5*
Abitibi-Témiscamingue	985,0	540,0	485,0	460,0	698,0
Variation en %	*-0,7*	*-45,2*	*-10,2*	*-5,2*	*51,7*
Côte-Nord—Nouveau-Québec	423,0	216,0	235,0	136,0	193,0
Variation en %	*-74,4*	*-48,9*	*8,8*	*-42,1*	*41,9*
Total	**40 808,0**	**30 906,0**	**31 537,0**	**24 004,0**	**43 465,0**
Variation en %	***-13,5***	***-24,3***	***2,0***	***-23,9***	***81,1***

Source: Statistique Canada.

Il est possible d'apprécier le dynamisme de la construction résidentielle dans les différentes régions du Québec à partir des données sur le nombre de permis de bâtir émis pour ce type de construction. Ces données révèlent que les régions de Montréal et de Québec, qui comptent respectivement 26 379 et 6 612 des 43 465 permis de bâtir émis à des fins de construction résidentielle au Québec en 1983, connaissent une croissance de l'ordre de 70 % du nombre de ces permis par rapport à 1982, année où leur nombre avait diminué de plus de 20 %. Dans la région de Montréal, le nombre de permis émis pour des logements simples, qui avait diminué graduellement en passant de 10 700 en 1979 à 7 200 en 1982, atteint un sommet de 12 500 en 1983. Le nombre de permis émis pour des logements doubles ou multiples augmente dans une proportion semblable, passant de 7 700 en 1982 à 12 900 en 1983. Dans la région de Québec, le nombre de permis émis pour des logements simples, qui avait déjà augmenté de 10,4 % en 1982, enregistre une hausse de 3,2 % en 1983, tandis que le nombre de permis émis pour des logements doubles ou multiples, en baisse de 48 % en 1982, connaît une hausse de 52 % en 1983.

Ailleurs dans la province, à l'exception de l'Abitibi-Témiscamingue, la croissance se révèle en général beaucoup plus forte pour la construction de logements doubles ou multiples que pour la construction de logements simples. Les deux régions où le nombre de permis de bâtir subit la plus forte augmentation, soit 210 %, sont l'Outaouais et l'Estrie. En Estrie, le nombre de permis de bâtir retrouve son niveau de 1979, soit 1 775, après avoir diminué continuellement jusqu'à 572 seulement en 1982. La région de Trois-Rivières, celle du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie ainsi que celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean connaissent aussi une forte croissance du nombre de permis de bâtir émis à des fins résidentielles de 128 %, 126 % et 110 % respectivement, ce qui n'est pas suffisant toutefois pour égaler le nombre de permis émis en 1979. Pour les deux autres régions administratives, soit l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord, incluant le Nouveau-Québec, le nombre de permis de bâtir à des fins résidentielles progressent moins rapidement, mais la hausse respective est tout de même de 52 % et de 42 %.

Chapitre 8

Le secteur de la fabrication

La situation de l'ensemble du secteur de la fabrication

La demande pour les produits manufacturés se raffermit en 1983 sur le marché québécois comme sur les marchés extérieurs. Les fabricants québécois bénéficient de cette amélioration et réussissent à accroître la valeur de leurs expéditions de 9,9 % par rapport à l'année précédente, ce qui leur permet de maintenir leur part dans le total des expéditions manufacturières au Canada. Ce résultat est d'autant plus appréciable que les prix de vente industriels au Canada n'augmentent que de 3,5 % au cours de 1983. Les producteurs demeurent tout de même prudents et continuent à réduire leurs stocks de produits finis; il en résulte que la valeur totale de la production s'accroît à un taux légèrement plus faible que la valeur des expéditions. Cette prudence se manifeste aussi au niveau de l'utilisation des ressources, les entreprises s'efforçant de maintenir des coûts de production le plus bas possible. Ainsi, malgré un niveau de production plus élevé, dans l'ensemble du secteur manufacturier, les effectifs de salariés diminuent de 3,2 %, passant de 475 000 en 1982 à 460 000 en 1983; en 1982 l'emploi avait diminué de 50 000 unités. Cinq des vingt secteurs manufacturiers retrouvent une partie des emplois perdus en 1982, mais seule l'industrie des aliments et boissons emploie davantage de personnes en 1983 qu'en 1981. L'utilisation plus intensive de la main-d'oeuvre entraîne une augmentation de la productivité encore plus marquée que celle obtenue en 1982. La disparition des unités de production les moins efficaces au cours de la dernière récession a aussi contribué à ces gains au chapitre de la productivité, gains qui sont réalisés dans presque tous les secteurs manufacturiers.

Par ailleurs, le nombre de jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail dans le secteur manufacturier en 1983 est le plus faible des six dernières années et les conventions collectives prévoient des augmentations de salaires modestes ou même des réductions de salaires dans certains cas.

Il est impossible de mesurer la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur manufacturier en 1983 parce que l'enquête d'où proviennent les données a été modifiée de façon importante en mars 1983; cependant, les données disponibles depuis cette date laissent voir une croissance très modérée dans la plupart des secteurs. Globalement, la rémunération des salariés du secteur manufacturier augmente moins vite que la valeur de la production en 1983; par ailleurs, les dépenses des entreprises en achats de consommation intermédiaire suivent la même progression que la valeur de la production. Cette hausse modeste des coûts de production, combinée à la baisse des taux d'intérêt permet aux entreprises d'améliorer leur situation financière. Le nombre de faillites reste élevé, soit 432 pour l'ensemble de l'année mais ce nombre représente une légère amélioration par rapport à 1982 où on en comptait 453. On peut supposer que l'évolution des bénéfices des entreprises québécoises est assez semblable à l'évolution des bénéfices de l'ensemble des sociétés canadiennes pour lesquelles des données sont disponibles. Ces données indiquent que les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars progressent de 40 % en 1983 après avoir diminué de 34 % en 1982. L'accroissement des revenus sous forme de bénéfices d'entreprise, de paiements d'intérêt et de revenus divers de placement expliquent que le produit intérieur brut au coût des facteurs du secteur manufacturier au Québec augmente de 23,6 % en 1983 par rapport à 1982. Les perspectives de ventes pour les années à venir semblent toutefois trop incertaines pour inciter les manufacturiers à accroître leurs capacités de production. Les immobilisations en bâtiments et autres constructions industrielles diminuent de 14,1 %; il faut signaler qu'elles avaient continué de s'accroître à un rythme de 10,9 % au cours de 1982. Par ailleurs, les immobilisations en machinerie et équipement sont de nouveau réduites, mais beaucoup moins qu'en 1982, ce qui s'explique en partie par les programmes de modernisation en cours dans de nombreuses entreprises.

Les différents sous-secteurs manufacturiers n'avaient pas été touchés également par la récession et la reprise de 1983 ne se fait pas sentir avec la même intensité dans l'ensemble des sous-secteurs. De façon générale, les manufacturiers de biens non durables, qui avaient été moins affectés par la récession, connaissent une croissance modérée en 1983. Par contre, les producteurs de biens durables, durement frappés dès 1981, enregistrent une forte progression de leurs ventes en 1983. Les biens semi-durables, comme le vêtement et les produits en cuir, sont classés parmi les biens non durables, mais les fabricants de ces produits ont subi la récession de façon aussi sévère que les fabricants de biens durables.

La situation de chacun des sous-secteurs

L'industrie du bois

La reprise économique et, en particulier, la reprise de la construction résidentielle provoque un fort accroissement de la demande adressée à l'industrie du bois qui accroît la valeur de sa production de 42,9 % en 1983, à 2,3 milliards de dollars, soit 700 millions de plus qu'en 1982 où elle avait chuté de 200 millions de dollars par rapport à 1981. Cette croissance survient dans un contexte de prix favorables, comme l'indique l'indice canadien des prix de vente des produits de cette industrie qui progresse de 11 % en 1983.

La demande en provenance des États-Unis ne connaît pas une croissance aussi exceptionnelle, la valeur des exportations de bois d'oeuvre chargées au Québec ne progressant que de 13,6 % au cours de 1983. Ces exportations, qui atteignent une valeur de 564 millions de dollars, avaient augmenté de 10,5 % en 1982 malgré le contexte économique peu favorable. Les expéditions de produits forestiers manufacturés connaissent aussi une croissance importante ailleurs au Canada de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes demeure à peu près inchangée à 21,5 %.

Si l'année 1983 a été très intéressante quant à la croissance de la production, il n'en est pas de même au chapitre de l'emploi. Le nombre d'employés salariés n'augmente pratiquement pas (23 634 en 1982 et 23 656 en 1983) alors que plus de 4 000 emplois avaient été perdus dans l'industrie du bois en 1982. Puisque la valeur ajoutée progresse de 48,6 % en 1983, la valeur ajoutée par heure-personne travaillée connaît une croissance exceptionnelle passant de 16,50 $ en 1982 à 24,40 $ en 1983.

Tableau 8.1
Fabrication
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Valeur de la production (000 000 $)	44 981,6	50 785,0	56 378,9	54 517,3	59 713,4
Variation en %	*18,4*	*12,9*	*11,0*	*-3,3*	*9,5*
Biens durables	17 258,1	19 949,0	20 378,4	18 463,0	20 759,6
Variation en %	*24,1*	*15,6*	*2,2*	*-9,4*	*12,4*
Biens non durables	27 773,3	30 836,0	36 000,6	36 054,4	38 953,7
Variation en %	*15,3*	*11,0*	*16,7*	*0,1*	*8,0*
Valeur des expéditions (000 000 $)	44 133,5	50 068,2	55 458,4	53 662,6	58 998,3
Variation en %	*17,4*	*13,4*	*10,8*	*-3,2*	*9,9*
Indice des prix de ventes industriels au Canada (1971 = 100)	217,9	247,2	272,4	288,8	298,8
Variation en %	*14,4*	*13,4*	*10,2*	*6,0*	*3,5*
Consommations intermédiaires (000 000 $)	26 842,7	30 361,4	33 637,1	32 714,2	35 930,1
Variation en %	*19,6*	*13,1*	*10,8*	*-2,7*	*9,8*
P.I.B. coût des facteurs (000 000 $)	13 386,0	15 381,0	17 314,0	14 488,0	17 908,0
Variation en %	*19,1*	*14,9*	*12,6*	*-16,3*	*23,6*
Bénéfices de base Canada (000 000 $)	15 738,0	17 457,0	16 667,0	10 945,0	15 366,0
Variation en %	*49,6*	*10,9*	*-4,5*	*-34,3*	*40,4*
Rémunération des salariés (000 000 $)	9 076,0	9 983,0	11 563,0	11 542,0	12 371,0
Variation en %	*11,7*	*10,0*	*15,8*	*-0,2*	*7,2*
Emploi salarié	535 742	527 925	526 046	475 087	459 974
Variation en %	*2,3*	*-1,5*	*-0,4*	*-9,7*	*-3,2*
Heures-personnes payées (000 000)	823,8	804,4	794,5	706,5	674,1
Variation en %	*2,9*	*-2,3*	*-1,2*	*-11,1*	*-4,6*
Valeur ajoutée par heure-personne ($)	19,9	22,8	25,6	27,3	31,2
Variation en %	*13,7*	*14,9*	*12,1*	*6,6*	*14,2*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	1 662,2	1 238,0	774,6	646,0	538,9
Immobilisations (000 000 $)	1 448,2	2 189,6	2 272,4	2 159,8	2 034,9
Variation en %	*13,2*	*51,2*	*3,8*	*-5,0*	*-5,8*
Construction	331,5	474,1	524,4	581,8	499,8
Variation en %	*1,7*	*43,0*	*10,6*	*10,9*	*-14,1*
Machinerie et équipement	1 116,7	1 715,5	1 748,0	1 578,0	1 535,1
Variation en %	*17,1*	*53,6*	*1,9*	*-9,7*	*-2,7*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Ces gains de productivité sont en partie liés aux investissements importants réalisés au cours des dernières années. Cependant, les dépenses en immobilisations au Québec dans ce secteur, qui se maintiennent à 60 millions de dollars entre 1979 et 1981 et qui s'élèvent à 125 millions de dollars en 1982, ne totalisent que 35 millions de dollars en 1983. Le nombre de jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail est de 22 472, alors qu'il était de 116 023 en 1981. La rémunération hebdomadaire moyenne progresse de 9,8 % entre mars et décembre 1983 où elle atteint 360,09 $. Les entreprises pour leur part retrouvent un niveau de profits comparable à celui d'avant la récession; les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars s'élèvent à 326 millions de dollars, se rapprochant des 378 millions de dollars réalisés en 1980, alors qu'en 1982 l'industrie enregistrait des pertes de 76 millions de dollars

Tableau 8.2
Valeur de la production, industries manufacturières 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 $)		
Aliments et boissons	7 654 014	8 611 428	9 688 655	10 481 261	10 893 669
Variation en %	*12,5*	*12,5*	*12,5*	*8,2*	*3,9*
Tabac	519 272	572 167	639 281	700 776	745 257
Variation en %	*-32,4*	*10,2*	*11,7*	*9,6*	*6,3*
Caoutchouc et produits en matière plastique	890 344	941 307	1 219 244	1 149 010	1 302 320
Variation en %	*23,7*	*5,7*	*29,5*	*-5,8*	*13,3*
Cuir	481 211	457 874	524 944	461 617	447 526
Variation en %	*30,4*	*-4,8*	*14,6*	*-12,1*	*-3,1*
Textile	2 106 084	2 257 380	2 632 810	2 126 859	2 592 669
Variation en %	*25,0*	*7,2*	*16,6*	*-19,2*	*21,9*
Bonneterie	540 850	612 250	666 931	645 626	733 251
Variation en %	*17,6*	*13,2*	*8,9*	*-3,2*	*13,6*
Vêtement	2 489 663	2 469 670	2 628 254	2 447 918	2 623 517
Variation en %	*17,8*	*-0,8*	*6,4*	*-6,9*	*7,2*
Bois	1 739 007	1 724 988	1 833 641	1 611 755	2 302 668
Variation en %	*19,8*	*-0,8*	*6,3*	*-12,1*	*42,9*
Meubles et articles d'ameublement	726 510	766 057	875 779	737 914	893 299
Variation en %	*18,2*	*5,4*	*14,3*	*-15,7*	*21,1*
Papiers et produits connexes	4 250 201	4 866 684	5 577 401	5 362 140	5 838 111
Variation en %	*18,3*	*14,5*	*14,6*	*-3,9*	*8,9*
Imprimerie, édition et industries connexes	1 390 125	1 652 256	1 878 423	1 917 840	2 039 586
Variation en %	*13,2*	*18,9*	*13,7*	*2,1*	*6,3*
Métaux primaires	4 263 341	5 076 754	4 630 598	4 186 215	4 993 454
Variation en %	*17,3*	*19,1*	*-8,8*	*-9,6*	*19,3*
Produits métalliques	2 920 787	3 655 928	3 357 470	3 346 115	3 388 623
Variation en %	*38,8*	*25,2*	*-8,2*	*-0,3*	*1,3*
Machinerie	1 277 246	1 516 257	1 753 866	1 562 832	1 329 130
Variation en %	*29,3*	*18,7*	*15,7*	*-10,9*	*-15,0*
Matériel de transport	3 246 068	3 900 081	4 242 541	3 672 658	4 145 905
Variation en %	*31,7*	*20,1*	*8,8*	*-13,4*	*12,9*
Appareils et matériel électriques	2 028 611	2 244 012	2 520 867	2 316 132	2 535 875
Variation en %	*20,9*	*10,6*	*12,3*	*-8,1*	*9,5*
Produits minéraux non métalliques	1 056 518	1 064 921	1 163 601	1 029 358	1 170 679
Variation en %	*9,0*	*0,8*	*9,3*	*-11,5*	*13,7*
Produits du pétrole et du charbon	3 555 781	4 077 784	5 916 599	6 268 457	6 666 140
Variation en %	*15,9*	*14,7*	*45,1*	*5,9*	*6,3*
Produits chimiques et produits connexes	3 031 212	3 376 591	3 594 804	3 490 040	3 925 140
Variation en %	*20,6*	*11,4*	*6,5*	*-2,9*	*12,5*
Industries manufacturières diverses	864 533	940 621	1 033 219	1 002 821	1 146 560
Variation en %	*14,4*	*8,8*	*9,8*	*-2,9*	*14,3*
Industries des biens durables	17 258 088	19 948 998	20 378 363	18 462 979	20 759 633
Variation en %	*24,1*	*15,6*	*2,2*	*-9,4*	*12,4*
Industries des biens non durables	27 773 290	30 836 012	36 000 565	36 054 365	38 953 746
Variation en %	*15,3*	*11,0*	*16,7*	*0,1*	*8,0*
Total	**44 981 576**	**50 785 014**	**56 378 931**	**54 517 333**	**59 713 374**
Variation en %	***18,4***	***12,9***	***11,0***	***-3,3***	***9,5***

Sources: Bureau de la statistique du Québec.

L'industrie du meuble

L'industrie du meuble profite de la reprise de la construction résidentielle et de l'accroissement des dépenses des ménages. Effectivement, les ventes au détail des marchands de meubles progressent en 1983 de 23 % au Canada et de 27,2 % au Québec en regard de 1982. La valeur de la production québécoise de meubles enregistre une hausse de 21,1 % pour atteindre 893 millions de dollars, soit un peu plus que la valeur nominale de la production de 1981. Les fabricants québécois voient leur part dans les expéditions canadiennes de meubles augmenter de 30,6 % à 31,7 %, ayant davantage accru leurs expéditions en 1983. Les prix de ventes progressent de 4,3 % au Canada et les bénéfices de base des sociétés qui ont des actifs supérieurs à 10 millions fléchissent légèrement, passant de 33 millions de dollars en 1982 à 29 millions de dollars en 1983. Au Québec, les immobilisations des entreprises du secteur s'élèvent à 7,1 millions de dollars en 1983 et se situaient entre 10 et 12 millions de dollars de 1979 à 1981.

L'industrie du meuble est un des rares secteurs où l'emploi augmente en 1983; on y dénombre 15 823 employés salariés, soit 2,2 % de plus qu'en 1982, mais on en comptait 2 118 de plus en 1981. La productivité au travail s'améliore puisque la valeur ajoutée par heure-personne passe de 14,90 $ en 1982 à 16,90 $ en 1983. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est de 35 922, soit un peu moins que le nombre de 46 315 observé en 1979; la rémunération hebdomadaire moyenne demeure à peu près inchangée de mars à décembre 1983 où elle atteint 318,42 $.

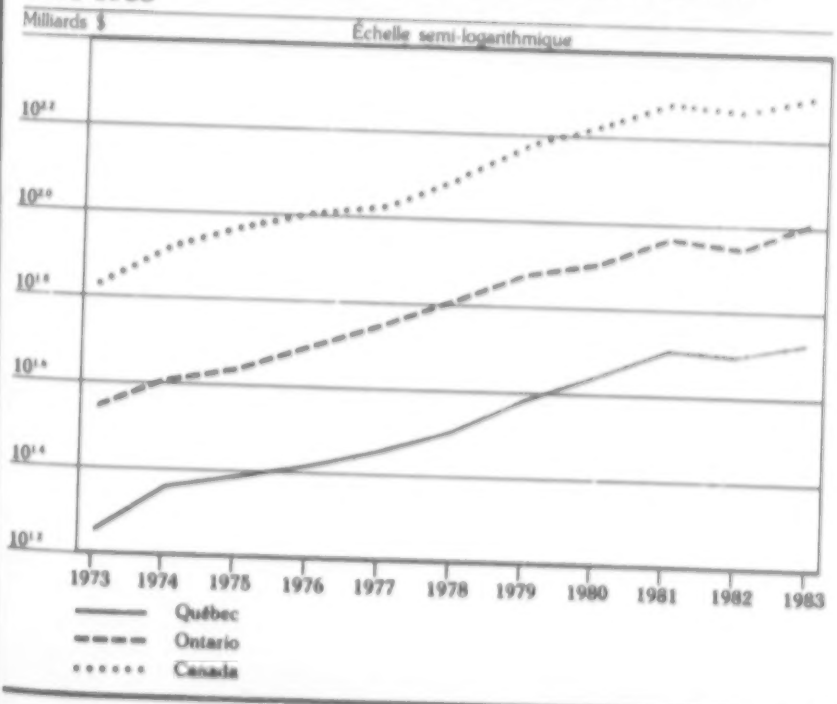
L'industrie des métaux primaires

L'industrie des métaux primaires bénéficie de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale en 1983; la demande mondiale reprend et les prix des métaux ont tendance à augmenter. L'indice global des prix de vente des métaux primaires augmente de 3,2 % au Canada en 1983, après une baisse de 0,6 % en 1982 et une légère augmentation de 1,4 % en 1981 et ce, dans un contexte où les taux d'inflation étaient supérieurs à 10 %. La valeur des exportations d'aluminium chargées au Québec, qui avait stagné en 1982, passe de 960 millions de dollars en 1982 à 1,2 milliard de dollars en 1983; celle des exportations de cuivre et de ses alliages atteint 477 millions de dollars, un niveau semblable à celui de 1981, après avoir diminué de 18,1 % en 1982. De même, les exportations de métaux précieux retrouvent leur niveau de 1981, passant d'une valeur de 97 millions de dollars en 1982 à 173 millions de dollars en 1983 et les exportations de zinc augmentent de 49,5 % et s'élèvent à 199 millions de dollars. Les producteurs québécois de métaux primaires profitent particulièrement des meilleures conditions du marché: la part du Québec dans les expéditions canadiennes de métaux primaires augmente de 25,3 % en 1982 à 28,1 % en 1983.

La valeur totale de la production québécoise de l'industrie des métaux primaires atteint 5,0 milliards de dollars en 1983; la croissance de 19,3 % de la valeur de la production survient après des reculs de 8,8 % en 1981 et de 9,6 % en 1982. La valeur ajoutée, qui correspond à la rémunération des facteurs de production, augmente seulement de 6,4 %, à cause des coûts croissants des combustibles et autres consommations intermédiaires. Les bénéfices des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars totalisent 656 millions de dollars, soit près du double du montant des bénéfices déclarés en 1982, alors qu'ils atteignaient 1,5 milliard de dollars pour les années antérieures à 1982. Des dépenses en immobilisations de 256 millions de dollars sont comptabilisées en 1983 pour l'ensemble de l'industrie des métaux primaires au Québec; par ailleurs, de grands projets d'investissements sont annoncés au cours de l'année dans le secteur de l'aluminerie.

En 1982, le nombre de salariés de l'industrie des métaux primaires avait diminué de 3 500 et on y dénombre 2 500 pertes d'emplois additionnelles en 1983. Cela se reflète dans la hausse de 21,3 % de la valeur ajoutée par heure-personne qui passe de 36,50 $ en 1982 à 44,30 $ en 1983. La rémunération hebdomadaire moyenne atteint 569,89 $ en décembre 1983 ce qui représente une augmentation de 5,5 % par rapport à mars 1983. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail n'est que de 29 306 en 1983 comparativement à 158 526 l'année précédente.

Graphique 8A
Expéditions manufacturières, Québec, Ontario, Canada 1973-1983



L'industrie des produits métalliques

L'industrie des produits métalliques a connu de très fortes croissances au Québec en 1979 et en 1980, mais l'année 1981 est marquée par un recul de 8 % de la valeur de la production. La récession a donc touché ce secteur relativement tôt, et en 1982, la valeur de la production s'est maintenue au niveau de l'année 1981. La valeur des expéditions de l'industrie a même progressé de 2 % en 1982, et ces expéditions ont été alimentées en partie par la liquidation des stocks. En 1983, c'est la reconstitution des stocks qui explique l'accroissement de 1,3 % de la valeur de la production puisque la valeur des expéditions diminue de 4 % dans un marché peu dynamique où les prix de vente des produits métalliques n'augmentent globalement que de 2,2 % au Canada. Les entreprises québécoises voient diminuer leur part dans les expéditions canadiennes de produits métalliques, celle-ci passant de 27,1 % en 1982 à 26,1 % en 1983. Les dépenses en immobilisations dans l'industrie des produits métalliques totalisent 31,7 millions de dollars au Québec, leur plus bas niveau des six dernières années.

Des progrès importants au chapitre de la productivité font passer la valeur ajoutée par heure-personne de 23,80 $ en 1982 à 28,90 $ en 1983. Ce résultat découle d'une réduction de 3 700 personnes des effectifs de salariés, alors que le niveau de la production se maintient; une réduction de l'emploi de la même importance avait déjà eu lieu en 1982. Les salaires et traitements payés totalisent 656 millions de dollars, soit 4,9 % de moins qu'en 1982 malgré une augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne de 6,4 % entre mars et décembre 1983. On dénombre 15 307 jours-personnes perdus en arrêts de travail en 1983 alors qu'on en comptait 53 341 en 1982. Dans leur ensemble, les fabricants de produits métalliques canadiens réalisent des profits plus importants qu'en 1982 et les sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars déclarent des bénéfices de 418 millions de dollars en 1983 alors que ces bénéfices avaient chuté en passant de 644 millions de dollars en 1981 à 294 millions de dollars en 1982.

L'industrie de la machinerie

Il n'y a pas de reprise de l'activité en 1983 dans l'industrie de la machinerie. Bien que les prix de vente augmentent autant que l'indice de l'ensemble des prix de vente industriels au Canada, la valeur de la production de machinerie décroît de 15 % au Québec après avoir subi une baisse de 10,9 % en 1982. Les fabricants québécois effectuent 16,1 % des expéditions de l'industrie canadienne de machinerie, alors que leur part atteignait 17,4 % en 1982. La valeur totale de la production québécoise de machinerie est de 1,3 milliard de dollars en 1983 et cette production est principalement destinée au marché canadien. Cependant, deux types de machines comptent parmi les vingt-cinq principaux produits d'exportation du Québec: les machines et le matériel de bureau ainsi que les machines à forer pour les industries minière, gazière et pétrolière. La valeur des exportations de machines à forer passe de 139 à 155 millions de dollars en 1983. Par contre, la valeur des exportations de machines et matériel de bureau, qui atteignait 265 millions de dollars en 1982, diminue à 219 millions de dollars en 1983.

Dans le même temps, les importations de machines et matériel de bureau dédouanées au Québec augmentent d'une valeur de 279 millions de dollars en 1982 à 330 millions de dollars en 1983.

La diminution de l'emploi se poursuit (−4,7 % en 1981, −8,7 % en 1982 et −6,7 % en 1983), ce qui amène le nombre d'employés salariés à 17 797 en 1983, de 21 939 qu'il était en 1980. Malgré les 1 300 emplois disparus en 1983, la valeur ajoutée par heure-personne diminue de 6,6 %, passant de 27,70 $ à 25,90 $. Comme l'année précédente, l'industrie de la machinerie est peu affectée par les conflits de travail, le nombre de jours-personnes perdus étant de 1 565 seulement. Les bénéfices des entreprises ont été fortement réduits au cours des deux dernières années, selon les données disponibles au niveau canadien. Les entreprises québécoises maintiennent tout de même des dépenses en immobilisations importantes qui atteignent 60 millions de dollars en 1982 et en 1983.

Tableau 8.3
Part du Québec dans la valeur des expéditions des industries manufacturières canadiennes 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(%)		
Aliments et boissons	25,7	26,4	26,1	27,2	27,0
Tabac	43,9	46,0	44,1	44,8	46,9
Caoutchouc et produits en matière plastique	22,0	21,8	22,6	22,9	23,6
Cuir	39,8	38,6	38,5	39,1	36,3
Textile	48,9	48,5	47,4	45,7	46,0
Bonneterie	63,0	63,6	64,3	64,9	66,1
Vêtement	63,9	61,6	61,4	61,4	62,3
Bois	18,3	18,9	20,6	21,1	21,5
Meubles et articles d'ameublement	34,0	31,9	30,4	30,6	31,7
Papiers et produits connexes	32,7	31,2	33,1	34,3	34,8
Imprimerie, édition et industries connexes	28,6	28,8	28,5	28,6	28,8
Métaux primaires	23,7	26,9	25,0	25,3	28,1
Produits métalliques	25,5	28,5	24,7	27,1	26,1
Machinerie	16,2	16,1	16,9	17,4	16,1
Matériel de transport	15,3	19,0	18,5	14,4	13,8
Appareils et matériel électriques	25,8	25,5	24,4	23,9	26,0
Produits minéraux non métalliques	22,2	21,6	21,1	20,8	21,6
Produits du pétrole et du charbon	26,8	26,1	26,7	26,8	27,2
Produits chimiques et produits connexes	24,2	23,4	22,9	22,7	22,7
Industries manufacturières diverses	23,1	21,9	22,5	22,6	23,6
Industries des biens durables	20,6	22,8	21,8	20,9	21,0
Industries des biens non durables	30,3	29,8	29,7	30,0	30,2
Total	**25,8**	**26,7**	**26,3**	**26,3**	**26,4**

Source: Statistique Canada.

L'industrie du matériel de transport

L'industrie du matériel de transport connaît une forte croissance en 1983 et la valeur de sa production augmente de près de 500 millions de dollars pour atteindre 4,1 milliards de dollars, ce qui demeure cependant inférieur d'une centaine de millions de dollars au niveau de 1981. C'est pour une bonne part à la forte remontée des ventes d'automobiles en Amérique du Nord que l'on doit l'accroissement de la production de l'industrie québécoise du matériel de transport. Ainsi, la valeur des exportations chargées au Québec de voitures particulières et de chassis qui s'élève à 1,4 milliard de dollars en 1983, avait chuté à 775 millions de dollars en 1982 à partir d'un niveau de 1,1 milliard de dollars en 1981. En 1983, le Québec compte aussi des exportations d'une valeur de 103 millions de dollars de véhicules automobiles autres que les voitures particulières. Par ailleurs, les importations dédouanées au Québec de voitures automobiles et de pièces pour automobiles atteignent 1,8 milliard de dollars en 1983, auxquelles s'ajoute une valeur de 0,6 milliard de dollars pour l'importation d'autres véhicules automobiles et pièces. Puisque l'industrie automobile canadienne est située principalement en Ontario et que la reprise dans l'industrie du matériel de transport repose largement sur ce secteur, la valeur des expéditions de matériel de transport augmente moins vite au Québec que dans l'ensemble du Canada en 1983.

Les avions complets ou partiellement assemblés et les pièces d'avions, de même que le matériel roulant de chemin de fer comptent parmi les principales exportations du Québec. En 1983, les exportations chargées au Québec d'avions et de pièces d'avions sont évaluées à 1 048 millions de dollars, soit 20 millions de plus qu'en 1982, mais elles s'élevaient 1 105 millions de dollars en 1981. L'importance de ces exportations tient en partie au fait que le Québec réalise beaucoup d'assemblage d'avions à partir de composantes importées; les importations dédouanées au Québec d'avions et de pièces s'élèvent à près de 711 millions de dollars en 1983, dont 220 millions seulement pour des avions complets. L'année 1982 avait été particulièrement intéressante pour les producteurs québécois de matériel roulant de chemin de fer, leurs exportations atteignant une valeur de 210 millions de dollars; en 1983, la valeur de ces exportations diminue à 124 millions de dollars.

Pour l'ensemble de l'industrie québécoise du matériel de transport, le coût des achats de produits intermédiaires, qui comprennent beaucoup de pièces et composantes importées, enregistre une progression de la même importance que la valeur de la production, soit 500 millions de dollars; la valeur ajoutée atteignant 1,6 milliard de dollars demeure donc à peu près inchangée en 1983. Les sociétés canadiennes de ce secteur réalisent en 1983 des bénéfices importants qui proviennent principalement de l'industrie automobile. Au Québec, les salaires et traitements versés dans l'industrie du matériel de transport diminuent de 7,6 %. La rémunération hebdomadaire moyenne demeure stable au

Tableau 8.4
Valeur ajoutée par heure-personne, industries manufacturières 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			($)		
Aliments et boissons	24,2	26,7	30,4	33,4	33,2
Variation en %	*7,4*	*10,0*	*14,0*	*10,0*	*-0,8*
Tabac	46,2	54,1	58,1	63,2	72,8
Variation en %	*23,7*	*17,1*	*7,5*	*8,7*	*15,1*
Caoutchouc et produits en matière plastique	17,4	17,7	20,5	19,2	22,1
Variation en %	*21,8*	*2,0*	*15,7*	*-6,6*	*15,6*
Cuir	10,8	11,8	12,8	11,9	11,9
Variation en %	*18,8*	*8,7*	*8,5*	*-6,8*	*0,1*
Textile	15,0	16,9	18,6	18,8	23,9
Variation en %	*21,2*	*13,0*	*10,0*	*0,8*	*27,5*
Bonneterie	10,8	12,2	13,2	14,5	16,0
Variation en %	*10,4*	*12,6*	*7,7*	*10,3*	*10,2*
Vêtement	10,3	11,7	12,8	14,3	13,9
Variation en %	*14,1*	*13,8*	*9,8*	*11,2*	*-2,8*
Bois	15,2	14,1	16,6	16,5	24,4
Variation en %	*22,7*	*-7,3*	*17,4*	*-0,5*	*48,2*
Meubles et articles d'ameublement	9,8	12,3	14,5	14,9	16,9
Variation en %	*-0,8*	*24,9*	*18,1*	*2,4*	*13,5*
Papiers et produits connexes	26,7	31,1	33,5	35,9	44,0
Variation en %	*21,9*	*16,5*	*7,7*	*7,3*	*22,5*
Imprimerie, édition et industries connexes	25,2	29,4	34,1	36,2	39,7
Variation en %	*12,3*	*16,5*	*16,1*	*6,1*	*9,7*
Métaux primaires	28,5	37,2	35,1	36,5	44,3
Variation en %	*-2,7*	*30,5*	*-5,4*	*3,9*	*21,3*
Produits métalliques	17,0	19,5	21,9	23,8	28,9
Variation en %	*7,8*	*14,3*	*12,6*	*8,7*	*21,3*
Machinerie	18,7	22,2	27,8	27,7	25,9
Variation en %	*12,7*	*19,1*	*25,0*	*-0,4*	*-6,6*
Matériel de transport	21,2	24,4	27,4	30,3	34,7
Variation en %	*15,3*	*14,9*	*12,2*	*10,6*	*14,6*
Appareils et matériel électriques	23,2	25,7	28,4	30,5	37,0
Variation en %	*20,5*	*10,9*	*10,3*	*7,5*	*21,4*
Produits minéraux non métalliques	20,7	23,6	24,8	22,8	27,6
Variation en %	*2,9*	*14,2*	*5,1*	*-8,2*	*21,3*
Produits du pétrole et du charbon	111,3	140,2	184,1	202,3	205,5
Variation en %	*87,2*	*25,9*	*31,3*	*9,9*	*1,6*
Produits chimiques et produits connexes	40,1	43,4	47,6	46,3	56,4
Variation en %	*24,3*	*8,2*	*9,6*	*-2,7*	*21,9*
Industries manufacturières diverses	13,6	15,2	17,5	17,8	20,8
Variation en %	*11,8*	*11,9*	*14,6*	*1,8*	*17,2*
Industries des biens durables	19,2	22,3	24,6	25,8	30,5
Variation en %	*8,5*	*16,5*	*10,2*	*4,8*	*18,2*
Industries des biens non durables	20,3	23,2	26,3	28,3	30,8
Variation en %	*17,1*	*14,1*	*13,4*	*7,6*	*8,6*
Total	**19,9**	**22,8**	**25,6**	**27,3**	**31,2**
Variation en %	***13,7***	***14,9***	***12,1***	***6,6***	***14,2***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

cours des dix derniers mois de 1983; cependant, un total de 88 560 jours-personnes sont perdus en arrêts de travail au cours de l'année, soit près du double de l'année précédente. La baisse des salaires et traitements est liée à une réduction des effectifs de salariés, ceux-ci passant de 33 231 en 1982 à 28 654 en 1983; en 1982, 6 000 emplois avaient été perdus dans cette industrie.

L'utilisation plus intensive de la main-d'oeuvre entraîne une croissance de 14,6 % de la valeur ajoutée par heure-personne, qui s'établit à 34,70 $ en 1983, bien que la valeur ajoutée elle même n'augmente pas. Les producteurs ont effectué des dépenses en immobilisations de près de 100 millions de dollars au cours des quatre dernières années, dépenses qui ont favorisé les gains observés au chapitre de la productivité.

Tableau 8.5

Employés salariés, industries manufacturières 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Aliments et boissons	60 153	59 381	58 665	57 225	60 320
Variation en %	*−0,4*	*−1,3*	*−1,2*	*−2,5*	*5,4*
Tabac	4 686	4 613	4 573	4 662	4 519
Variation en %	*−4,7*	*−1,6*	*−0,9*	*1,9*	*−3,1*
Caoutchouc et produits en matière plastique	14 161	13 620	14 127	13 783	13 459
Variation en %	*1,3*	*−3,8*	*3,7*	*−2,4*	*−2,4*
Cuir	10 970	10 267	10 867	9 743	9 441
Variation en %	*5,2*	*−6,4*	*5,8*	*−10,3*	*−3,1*
Textile	33 018	32 920	32 325	27 082	25 497
Variation en %	*0,7*	*−0,3*	*−1,8*	*−16,2*	*−5,9*
Bonneterie	11 915	11 971	11 562	10 315	10 617
Variation en %	*6,4*	*0,5*	*−3,4*	*−10,8*	*2,9*
Vêtement	62 757	58 061	56 922	49 436	53 464
Variation en %	*−0,6*	*−7,5*	*−2,0*	*−13,2*	*8,1*
Bois	29 782	29 213	27 976	23 634	23 656
Variation en %	*2,2*	*−1,9*	*−4,2*	*−15,5*	*0,1*
Meubles et articles d'ameublement	19 038	17 713	17 921	15 476	15 823
Variation en %	*9,0*	*−7,0*	*1,2*	*−13,6*	*2,2*
Papiers et produits connexes	44 333	43 556	45 011	41 468	38 339
Variation en %	*1,4*	*−1,8*	*3,3*	*−7,9*	*−7,5*
Imprimerie, édition et industries connexes	25 814	26 214	26 173	25 132	24 349
Variation en %	*1,4*	*1,5*	*−0,2*	*4,0*	*−3,1*
Métaux primaires	30 342	30 000	30 884	27 319	24 877
Variation en %	*1,6*	*−1,1*	*2,9*	*−11,5*	*−8,9*
Produits métalliques	39 289	39 295	37 622	33 953	30 267
Variation en %	*5,0*	*0,0*	*−4,3*	*−9,8*	*−10,9*
Machinerie	21 081	21 939	20 913	19 084	17 797
Variation en %	*13,8*	*4,1*	*−4,7*	*−8,7*	*−6,7*
Matériel de transport	38 606	39 227	39 318	33 231	28 654
Variation en %	*16,4*	*1,6*	*0,2*	*−15,5*	*−13,8*
Appareils et matériel électriques	29 090	29 219	30 520	26 474	24 158
Variation en %	*1,4*	*0,4*	*4,5*	*−13,3*	*−8,7*
Produits minéraux non métalliques	14 061	13 223	13 126	11 805	11 278
Variation en %	*0,1*	*−6,0*	*−0,7*	*−10,1*	*−4,5*
Produits du pétrole et du charbon	3 618	3 683	4 087	3 924	3 840
Variation en %	*−14,7*	*1,8*	*11,0*	*−4,0*	*−2,1*
Produits chimiques et produits connexes	26 281	26 707	26 449	25 635	24 071
Variation en %	*−5,1*	*1,6*	*−1,0*	*−3,1*	*−6,1*
Industries manufacturières diverses	17 552	17 103	17 005	15 706	15 548
Variation en %	*1,9*	*−2,6*	*−0,6*	*−7,6*	*−1,0*
Industries des biens durables	221 289	219 829	218 280	190 976	176 510
Variation en %	*6,2*	*−0,7*	*−0,7*	*−12,5*	*−7,6*
Industrie des biens non durables	315 258	308 096	307 766	284 111	283 464
Variation en %	*0,0*	*−2,3*	*−0,1*	*−7,7*	*−0,2*
Total	**535 742**	**527 925**	**526 046**	**475 087**	**459 974**
Variation en %	***2,3***	***−1,5***	***−0,4***	***−9,7***	***−3,2***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

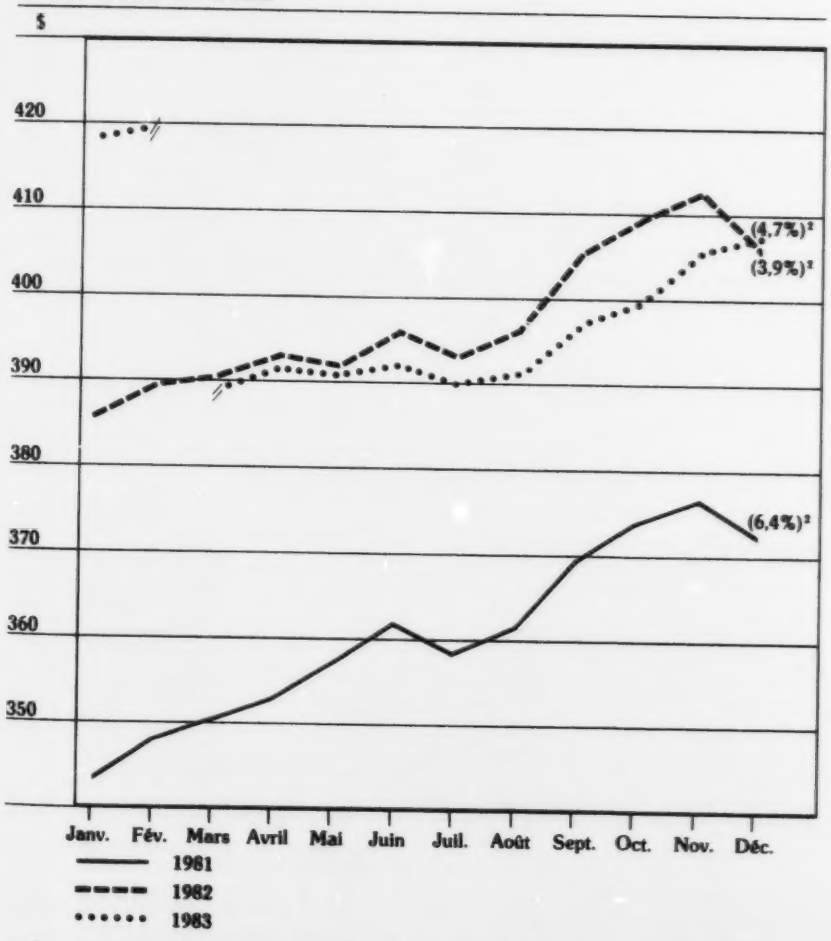
L'industrie des appareils et du matériel électriques

L'année 1983 apparaît comme une bonne année pour presque tous les secteurs de l'industrie des appareils et du matériel électriques, à l'exception des fabricants de fils et câbles électriques dont la valeur de la production diminue de 8,5 %. Le secteur le plus important, celui de la fabrication d'équipement de télécommunication obtient un accroissement de 15,2 % de la valeur de sa production, laquelle s'élève à 942,6 millions de dollars. La valeur des exportations chargées au Québec de matériel de télécommunication passe de 218 en 1982 à 301 millions de dollars en 1983 après avoir diminué de 20 millions de dollars en 1982, par rapport à 1981. Les tubes électriques et les semi-conducteurs constituent aussi des exportations importantes pour le Québec; d'une valeur de 139 millions de dollars en 1982, elles sont évaluées à 221 millions de dollars en 1983.

La valeur totale de la production québécoise d'appareils et de matériel électriques est de 2,5 milliards de dollars en 1983, ce qui représente une hausse de 9,5 % en comparaison de l'année précédente. Les producteurs québécois augmentent de 23,9 % à 26 %, leur part du total canadien des expéditions de cette industrie. Ils effectuent des dépenses en immobilisations de 166,8 millions de dollars au cours de 1983, les plus importantes des six dernières années. Au Canada, les bénéfices de base des sociétés du secteur dont les actifs dépassent 10 millions de dollars totalisent 900 millions de dollars en 1983, niveau identique à celui de 1981 et de 200 millions supérieurs à ceux de 1982. Comme dans la plupart des industries manufacturières, l'emploi continue de décroître en 1983; les effectifs de salariés passent de 30 520 en 1981 à 26 474 en 1982 et finalement à 24 158 en 1983. La valeur ajoutée par heure-personne progresse en passant de 30,50 $ en 1982 à 37 $ en 1983. Cette industrie est peu affectée par des arrêts de travail, et le nombre de jours-personnes perdus pour ce motif, soit 12 146, est le plus faible des six dernières années. La rémunération hebdomadaire moyenne ne s'accroît pas de mars à décembre 1983 tandis que l'ensemble des salaires et traitements versés, qui totalisent 590 millions de dollars, sont en baisse de 1,5 % en regard de l'année 1982.

Graphique 8B

Rémunération hebdomadaire mo[illegible] 2 dans l'industrie manufacturière[1] 1981, 1982 et 1983



1. À cause des modifications à l'enquête *emploi, gains et durée de travail* depuis mars 1983, le niveau de la rémunération hebdomadaire moyenne en 1983 n'est pas comparable au niveau des années précédentes; le graphique permet toutefois de comparer la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne au cours des trois années.
2. Augmentation de mars à décembre.

L'industrie des produits minéraux non métalliques

L'industrie des produits minéraux non métalliques voit son activité stimulée par la reprise de la construction résidentielle. Les prix de vente des produits de l'industrie sont en hausse de 4,5 % selon l'indice canadien des prix de vente industriels et la valeur de la production de l'ensemble de l'industrie augmente de 13,7 % au Québec en 1983 pour atteindre 1,2 milliard de dollars, son niveau de 1981.

La valeur ajoutée dans l'industrie augmente à un taux encore plus fort de 15,7 %. Au niveau canadien, les bénéfices des sociétés de ce secteur s'accroissent de 162 %. Au Québec, les salaires et traitements, qui totalisent 264 millions de dollars, soit 55,7 % de la valeur ajoutée, n'augmentent pour leur part que de 2,1 % en 1983 et la rémunération hebdomadaire moyenne passe de 444,12 $ en mars 1983 à 451,25 $ en décembre 1983. Par ailleurs, alors que le ralentissement de l'activité en 1982 avait entraîné la perte de 1 300 emplois dans ce secteur au Québec, le nombre d'employés salariés diminue encore en 1983 passant de 11 805 à 11 278. Cela se reflète dans l'accroissement de la valeur ajoutée par heure-personne de 22,80 $ en 1982 à 27,60 $ en 1983.

Les dépenses en immobilisations des entreprises québécoises, qui avaient atteint un sommet de 72,7 millions de dollars en 1980, totalisent 42 millions de dollars en 1983.

L'industrie des aliments et boissons

L'industrie québécoise des aliments et boissons qui avait enregistré une croissance de 8,2 % de la valeur de sa production en 1982 ne connaît qu'une croissance modérée en 1983, la valeur de la production progressant de 3,9 % pour atteindre 10,9 milliards de dollars. L'augmentation de la valeur de la production surpasse à peine la hausse de 3,5 % de l'indice des prix de vente des produits de cette industrie au Canada en 1983. L'activité évolue d'une façon semblable au Québec et dans l'ensemble du Canada, comme en témoigne la part du Québec dans les expéditions canadiennes des manufacturiers d'aliments et boissons qui ne varie que très peu, se situant à 27,2 % en 1982 et à 27 % en 1983. La demande intérieure québécoise pour les produits alimentaires est peu dynamique et la valeur des ventes au détail des magasins d'alimentation s'accroît de 2,3 % seulement. Par ailleurs, la valeur des exportations chargées au Québec de produits alimentaires, transformés ou non, diminue en 1983; la baisse est de 18 % pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées et de 0,3 % pour les produits laitiers. La faiblesse des prix de vente du porc et une baisse du volume des exportations de viandes de porc expliquent en bonne partie la baisse de la valeur des expéditions de viandes. De plus, la production de produits laitiers est limitée par la nécessité d'écouler des stocks importants, plus particulièrement de beurre et de poudre de lait; de nouveaux quotas de production de lait industriel sont d'ailleurs établis en 1983 pour faire face à la faiblesse de la demande.

Dans le secteur des boissons, les brasseries et les producteurs de boissons gazeuses ont été favorisés par la température plus élevée que la normale au cours de l'été 1983, tandis que les distilleries, dont les produits sont touchés par des taxes de plus en plus élevées, connaissent une baisse de leurs expéditions.

La valeur ajoutée dans l'industrie des aliments et boissons, qui correspond à la rémunération de l'ensemble des facteurs de production, progresse de 3,4 % en 1983, ce qui correspond à peu près à la croissance de la valeur de la production, ainsi que des coûts des matières premières et des combustibles utilisés.

Tableau 8.6
Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières 1979-1983

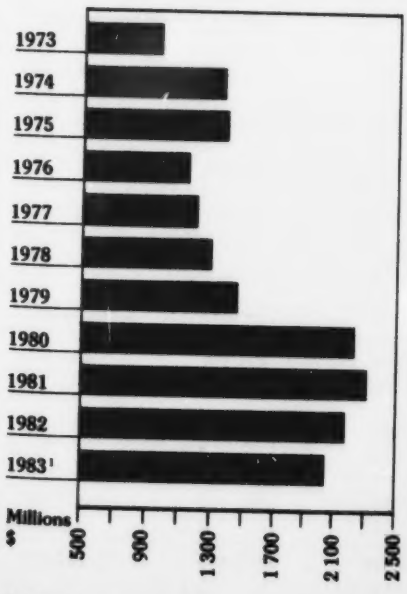
	1979	1980	1981	1982	1983
Aliments et boissons	102 814	81 392	120 173	92 166	168 927
Tabac	0	0	11 340	0	0
Caoutchouc et produits en matière plastique	13 320	17 236	38 848	11 113	14 829
Cuir	7 870	1 196	6 532	2 804	1 188
Textile	21 184	11 072	31 701	27 050	6 785
Bonneterie	0	0	160	540	3 754
Vêtement	9 277	3 209	19 942	24 236	65 278
Bois	112 220	107 525	116 023	31 345	22 472
Meubles et articles d'ameublement	46 315	13 224	14 028	11 002	35 922
Papiers et produits connexes	119 497	368 866	73 219	85 449	23 325
Imprimerie, édition et industries connexes	37 074	10 706	16 292	28 561	2 615
Métaux primaires	733 632	200 092	196 688	158 526	29 306
Produits métalliques	15 739	134 345	15 597	53 341	15 307
Machinerie	10 187	71 355	10 213	1 320	1 565
Matériel de transport	185 995	19 763	65 698	48 630	88 560
Appareils et matériel électriques	54 768	47 586	6 632	35 624	12 147
Produits minéraux non métalliques	74 115	40 366	21 645	32 964	23 876
Produits du pétrole et du charbon	14 894	92 045	0	0	0
Produits chimiques et produits connexes	99 898	8 703	6 068	984	10 238
Industries manufacturières diverses	7 398	9 295	3 753	390	12 782
Total	**1 666 197**	**1 237 976**	**774 552**	**646 045**	**538 876**

Source: Travail Québec.

Malgré la faible croissance de la production, le nombre de salariés de l'industrie des aliments et boissons augmente de 5,4 % en 1983; l'industrie compte 60 320 salariés au total, soit 3 095 de plus qu'en 1982. En 1982, l'emploi avait diminué de 2,5 %, une légère réduction de l'emploi s'étant aussi produite chaque année depuis 1979. La productivité est affectée par la forte augmentation de l'emploi et la valeur ajoutée par heure-personne des activités manufacturières passe de 33,40 $ en 1982 à 33,20 $ en 1983, en dollars courants; selon cette même mesure, l'industrie avait enregistré des gains sur le plan de la productivité de 10 % en 1982. Par ailleurs, l'industrie cumule des pertes de 168 927 jours-personnes à cause d'arrêts de travail en 1983, ces pertes étant de beaucoup supérieures à celles subies au cours des cinq années précédentes.

La rémunération hebdomadaire moyenne des salariés passe de 375,54 $ en mars 1983 à 392,32 $ en décembre, une hausse de 4,5 % sur 10 mois.

Graphique 8C
Immobilisations, fabrication 1973-1983



1. Données provisoires

Comme conséquence de la croissance de l'emploi et des taux de rémunération, les salaires et traitements versés par les entreprises du secteur des aliments et boissons progressent de 10 % en 1983 comparativement à 1982 et totalisent 1,3 milliard de dollars.

Les sociétés ayant des actifs de 10 millions et plus dans l'industrie des aliments et boissons déclarent des bénéfices de 1,7 milliard de dollars au Canada en 1983, en hausse de 13,8 % par rapport à 1982, année où ces bénéfices avaient chuté de 1,7 %. On peut supposer que les bénéfices des sociétés québécoises s'accroissent aussi en 1983 mais cela ne se traduit pas au chapitre de l'investissement; en effet, les dépenses d'immobilisation en construction, machines et équipements totalisent 169,9 millions de dollars pour l'ensemble des entreprises du secteur des aliments et boissons, ce qui représente une baisse de 10,7 % en regard de 1982.

L'industrie du tabac

L'industrie du tabac connaît une bonne croissance de la valeur de sa production en 1983, surtout en raison de l'augmentation des prix de vente de ses produits, dont l'indice s'accroît de 8,8 % au Canada; au Québec, la valeur des produits du tabac s'élève à 745,3 millions de dollars, soit 6,3 % de plus qu'en 1982, où la valeur de la production avait déjà augmenté de 9,6 %. La part du Québec dans les expéditions canadiennes des fabricants de produits du tabac passe de 44,8 % en 1982 à 46,9 % en 1983; la valeur des expéditions augmente davantage au Québec qu'en Ontario, où est concentré le reste de la production canadienne. Le coût des diverses consommations intermédiaires augmentant moins rapidement que la valeur de la production, la valeur ajoutée dans l'industrie du tabac au Québec en 1983 connaît une croissance plus forte que la valeur de la production avec un taux de 8,3 %; la valeur ajoutée totale se chiffre à 430,3 millions de dollars.

Les bénéfices de base des sociétés de cette industrie dont les actifs dépassent 10 millions de dollars progressent de 7,4 % au Canada en 1983 pour atteindre 292 millions de dollars; ces bénéfices avaient augmenté durant la récession de 1982, alors qu'ils étaient en hausse de 13,3 %. Un programme de modernisation des installations se poursuit et se traduit par des dépenses en immobilisations de 31,8 millions au Québec en 1983, supérieures de 38,9 % aux dépenses encourues en 1982. Parallèlement, on observe une réduction de 3,1 % du nombre d'employés salariés qui est de 4 519 en 1983, ainsi qu'un accroissement de 15,1 % de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'élève à 72,80 $. La rémunération hebdomadaire moyenne enregistre une forte progression, passant de 516,49 $ en mars 1983 à 579,91 $ en décembre 1983, une hausse de 12,3 % sur 10 mois. Les salaires et traitements payés se chiffrent à 124,7 millions de dollars, 5,8 % de plus qu'en 1982.

L'industrie du caoutchouc et des produits en plastique

L'industrie du caoutchouc et des produits en plastique est en forte croissance au Québec en 1983. La valeur de sa production augmente de 13,3 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars, même si ses prix de vente n'augmentent que très peu, soit de 1,5 % selon l'indice canadien des prix de vente industriels. La valeur ajoutée dans l'industrie s'élève à 520 millions de dollars et elle augmente de 15,7 % en 1983, à un rythme plus rapide que la valeur de la production.

Malgré la hausse de la production en 1983, l'emploi diminue de 2,4 %, comme en 1982, année où la valeur de la production avait chuté de 5,8 %. L'industrie regroupe 13 459 salariés en 1983, soit 668 de moins qu'en 1981. On observe une amélioration de 15,6 % de la valeur ajoutée par heure-personne, qui s'établit à 22,10 dollars en 1983. L'année est marquée par des pertes de 14 829 jours-personnes dues à des arrêts de travail, une hausse de 33,4 % par rapport à l'année précédente; cependant en 1981, le nombre de jours-personnes perdus avait été beaucoup plus élevé, soit 38 848. La rémunération hebdomadaire moyenne passe de 348,43 dollars en mars 1983 à 341,62 dollars en décembre ce qui représente une hausse de 2 % pour ces dix mois. Il n'est pas possible de comparer ces données sur la rémunération aux données des années précédentes, ou à celles de janvier et février 1983, parce que l'enquête d'où elles proviennent a été modifiée de façon substantielle à compter du mois de mars 1983. Cependant, les données de l'ancienne enquête indiquent que pour les trois premiers mois de 1983, la rémunération hebdomadaire moyenne est de 16,7 %

plus élevée qu'au cours des mêmes mois de 1982. Ainsi, pour l'ensemble de 1983, la rémunération hebdomadaire moyenne supérieure à celle de 1982, explique en partie le fait que l'ensemble des salaires et traitements, totalisant 278 millions de dollars, augmente de 11,1 % en 1983 malgré une baisse du nombre d'employés salairés.

Quant aux bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars, ils atteignent 218 millions de dollars et sont donc encore inférieurs aux profits de 259 millions de dollars réalisés en 1981, mais dépassent de 36,2 % les profits de 1982 qui avaient baissé à 160 millions de dollars. Au Québec, des dépenses en immobilisations s'élevant à 28,3 millions de dollars en 1982 expliquent en partie la réduction de l'emploi et les gains au chapitre de la productivité observés l'année suivante. En 1983, les dépenses en immobilisations totalisent 35,6 millions de dollars et cette hausse, de 25,8 %, découle de la croissance soutenue des expéditions de cette industrie depuis plusieurs années.

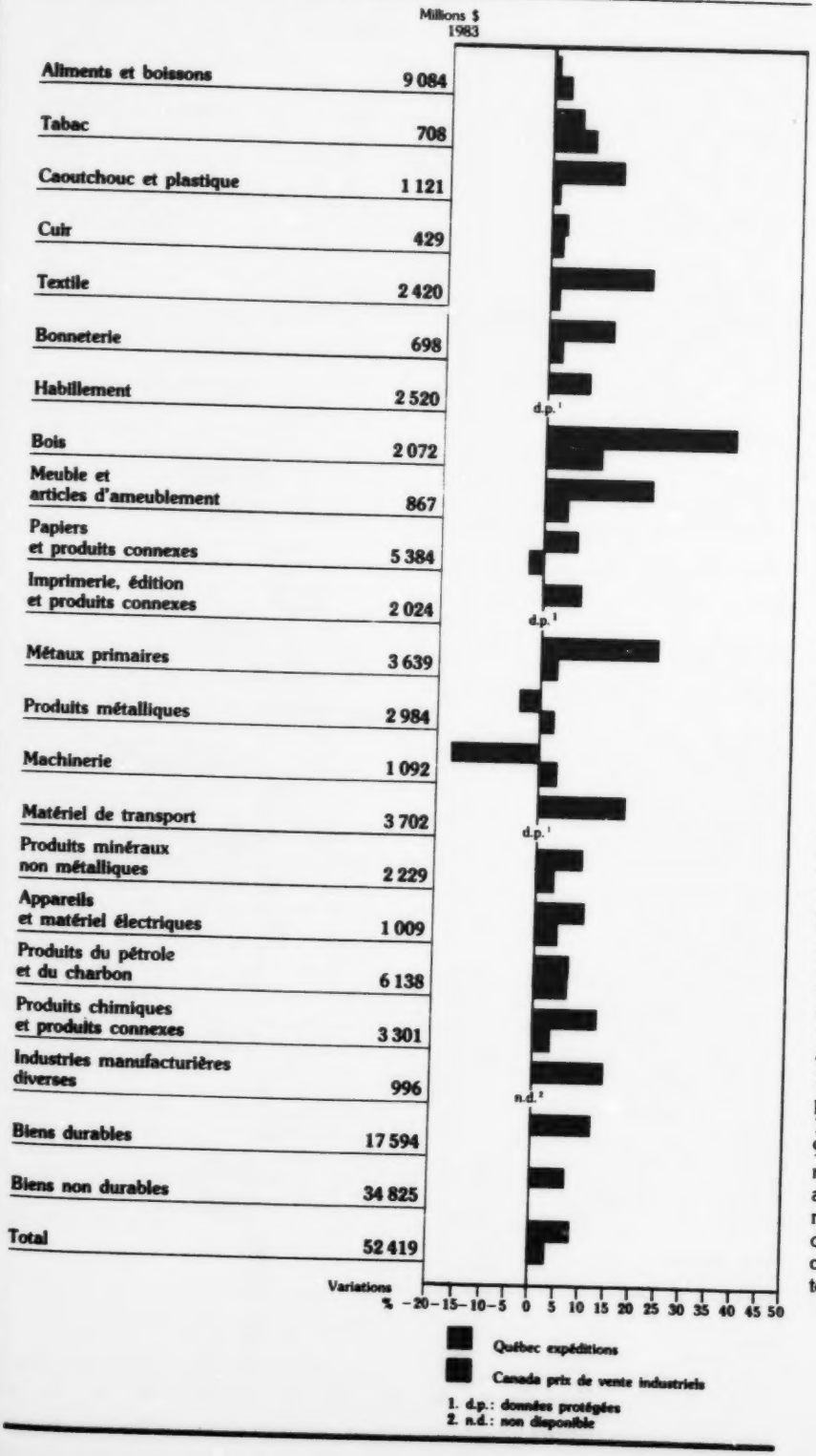
Tableau 8.7
Salaires et traitements, industries manufacturières 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 $)		
Aliments et boissons	901 707	991 186	1 084 451	1 176 752	1 294 958
Variation en %	*9,2*	*9,9*	*9,4*	*8,5*	*10,0*
Tabac	85 036	93 012	105 250	117 883	124 681
Variation en %	*7,4*	*9,4*	*13,2*	*12,0*	*5,8*
Caoutchouc et produits en matière plastique	190 883	199 922	232 842	250 330	278 168
Variation en %	*12,3*	*4,7*	*16,5*	*7,5*	*11,1*
Cuir	126 269	124 371	140 912	134 636	135 621
Variation en %	*20,6*	*−1,5*	*13,3*	*−4,5*	*0,7*
Textile	431 575	472 289	516 195	487 984	489 894
Variation en %	*13,5*	*9,4*	*9,3*	*−5,5*	*0,4*
Bonneterie	131 710	145 684	155 480	152 554	164 230
Variation en %	*13,7*	*10,6*	*6,7*	*−1,9*	*7,7*
Vêtement	684 877	702 440	738 731	693 668	790 183
Variation en %	*11,1*	*2,6*	*5,2*	*−6,1*	*13,9*
Bois	396 441	428 664	443 934	411 200	426 827
Variation en %	*12,2*	*8,1*	*3,6*	*−7,4*	*3,8*
Meubles et articles d'ameublement	224 119	233 913	264 088	240 860	264 706
Variation en %	*17,2*	*4,4*	*12,9*	*−8,8*	*9,9*
Papiers et produits connexes	823 871	889 051	1 058 959	1 062 137	1 117 458
Variation en %	*8,2*	*7,9*	*19,1*	*0,3*	*5,2*
Imprimerie, édition et industries connexes	417 000	475 072	522 405	545 400	581 139
Variation en %	*12,6*	*13,9*	*10,0*	*4,4*	*6,6*
Métaux primaires	567 944	660 680	785 666	783 039	790 886
Variation en %	*8,7*	*16,3*	*18,9*	*−0,3*	*1,0*
Produits métalliques	606 443	658 097	687 359	689 421	655 640
Variation en %	*14,0*	*8,5*	*4,4*	*0,3*	*−4,9*
Machinerie	332 066	386 246	404 289	400 478	385 249
Variation en %	*24,7*	*16,3*	*4,7*	*−0,9*	*−3,8*
Matériel de transport	676 550	748 631	881 086	819 360	757 252
Variation en %	*26,4*	*10,7*	*17,7*	*−7,0*	*−7,6*
Appareils et matériel électriques	467 613	515 429	598 374	599 328	590 245
Variation en %	*11,6*	*10,2*	*16,1*	*0,2*	*−1,5*
Produits minéraux non métalliques	237 480	243 887	265 822	258 681	264 014
Variation en %	*9,4*	*2,7*	*9,0*	*−2,7*	*2,1*
Produits du pétrole et du charbon	84 517	98 150	117 474	118 865	123 509
Variation en %	*−7,0*	*16,1*	*19,7*	*1,2*	*3,9*
Produits chimiques et produits connexes	464 237	519 457	571 627	640 441	645 331
Variation en %	*4,3*	*11,9*	*10,0*	*12,0*	*0,8*
Industries manufacturières diverses	225 634	240 819	270 885	271 460	282 335
Variation en %	*14,4*	*6,7*	*12,5*	*0,2*	*4,0*
Industries des biens durables	3 508 656	3 875 547	4 330 618	4 202 367	4 134 819
Variation en %	*15,5*	*10,5*	*11,7*	*−3,0*	*−1,6*
Industries des biens non durables	4 567 316	4 951 453	5 515 211	5 652 110	6 027 507
Variation en %	*9,9*	*8,4*	*11,4*	*2,5*	*6,6*
Total	**8 064 554**	**8 827 001**	**9 845 826**	**9 854 475**	**10 162 326**
Variation en %	***12,1***	***9,5***	***11,5***	***0,1***	***3,1***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 8D

Expéditions manufacturières par industrie, Québec et prix de vente industriels, Canada 1983/1982



L'industrie du cuir

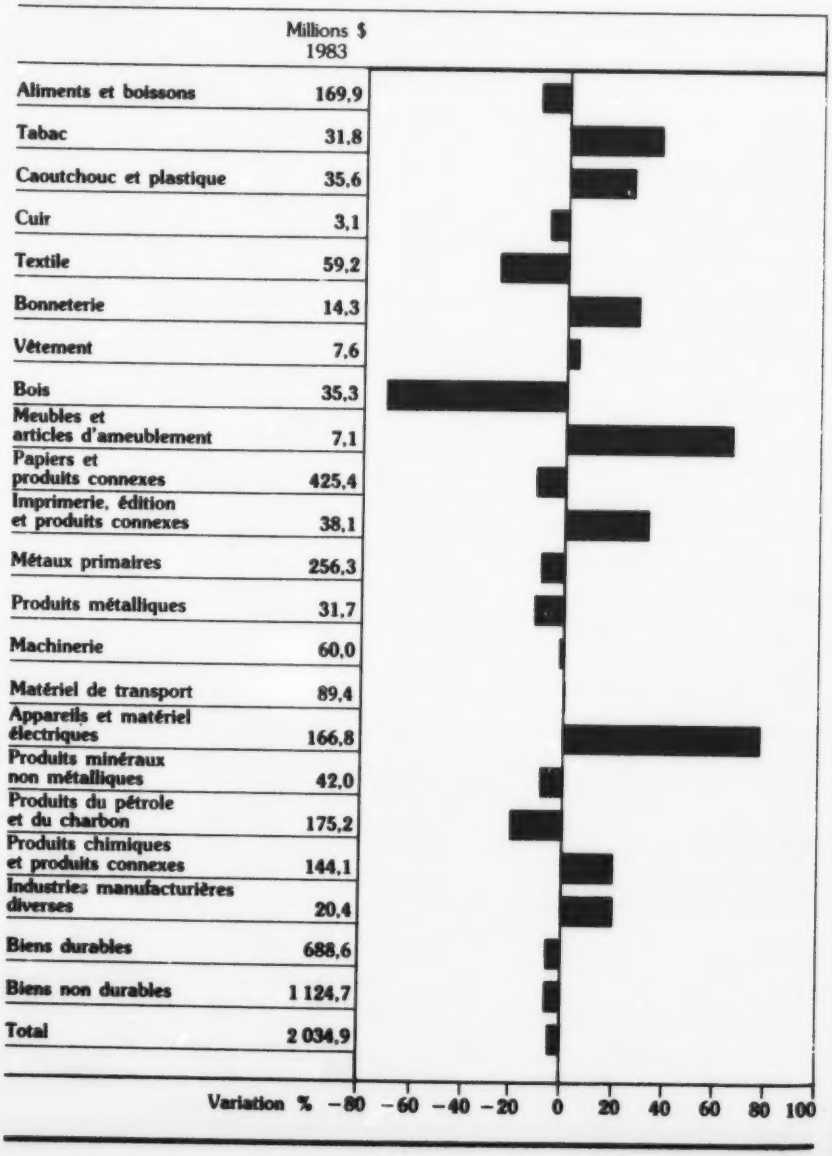
L'industrie du cuir n'a pas connu de véritable reprise de son activité au Québec en 1983. La valeur de la production, qui s'élevait à 525 millions de dollars en 1981, a chuté de 12,1 % en 1982 et elle baisse encore de 3,1 % pour se situer à 448 millions de dollars en 1983. Le déclin de l'industrie du cuir au Québec se poursuit donc malgré le rétablissement au milieu de 1982 des quotas à l'importation de chaussures en cuir. Pourtant, les ventes au détail de chaussures, qui constituent plus de la moitié des expéditions des manufacturiers canadiens d'articles en cuir, progressent de 7,8 % au Canada en 1983. Les quotas ne semblent pas avoir entraîné de hausses importantes des prix des chaussures puisque l'indice des prix de vente des produits en cuir au Canada n'augmente que de 3,8 % en 1982 et 2,5 % en 1983. La situation de l'industrie se détériore davantage au Québec qu'ailleurs au Canada, puisque la part du Québec dans les expéditions canadiennes de produits en cuir passe de 39,1 % en 1982 à 36,3 % en 1983, une baisse de près de 3 points de pourcentage. Les coûts des consommations intermédiaires évoluent comme la valeur de la production de sorte que la valeur ajoutée de l'industrie chute de 4,0 %. Au niveau canadien, les sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars parviennent à réaliser des bénéfices qui totalisent 29 millions de dollars. Ces bénéfices de base s'établissaient à 24 millions de dollars en 1982 et à 36 millions de dollars en 1981. Les dépenses en immobilisations des entreprises québécoises, qui ne dépassent jamais les 5 millions de dollars au cours des cinq dernières années, sont de 3,1 millions en 1983, en baisse de 0,2 million en regard de 1982. Les salaires et traitements versés dans l'industrie du cuir atteignent une valeur de 136 millions, une hausse de 0,7 % par rapport à 1982, année où ils avaient diminué de 4,5 %. Cette réduction des salaires en 1982 tient au fait que le nombre d'employés salariés a baissé de 10,3 % en 1982 passant de 10 867 en 1981 à 9 743; en 1983, on dénombre 302 nouvelles pertes d'emplois. La valeur ajoutée par heure-personne demeure au même niveau qu'en 1982, où elle avait décliné de 6,8 %; elle s'élève à 11,90 $ ce qui fait de l'industrie du cuir le secteur manufacturier où la productivité est

la plus faible. On ne compte que 1 188 jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail en 1983, alors qu'on en comptait jusqu'à 7 870 en 1979 et 6 532 en 1981. La rémunération hebdomadaire moyenne demeure pratiquement inchangée de mars à décembre 1983, passant de 259,42 $ à 259,71 $.

L'industrie textile

102 L'industrie textile retrouve presque en 1983 son niveau d'activité d'avant la récession alors que la valeur de la production passe de 2,6 milliards de dollars en 1981, à 2,1 milliards de dollars en 1982, une baisse de 19,2 %, pour remonter à 2,6 milliards en 1983. Bien que la demande soit plus forte en 1983 à la suite de la reprise de l'activité dans l'industrie de l'automobile et dans celle du vêtement, l'indice canadien des prix de vente de produits textiles n'augmente que de 1,7 %. La valeur des importations de produits textiles dédouanées au Québec augmente de plus de 30 % et regagne ainsi son niveau de 1981. La valeur ajoutée dans l'industrie textile, après avoir connu un recul de 20 % en 1982, s'accroît de 25,7 % et atteint 989 millions de dollars. Le retour à un niveau de production semblable à celui de 1981, en valeur courante il est vrai, se réalise sans récupération des emplois perdus en 1982. Au contraire, on constate une perte de près de 1 600 emplois dans l'industrie textile en 1983, de sorte que le nombre d'employés salariés qui était de 32 325 en 1981 n'est plus que de 25 497 en 1983. Il en résulte une amélioration importante de la productivité et la valeur ajoutée par heure-personne passe de 18,80 dollars en 1982 à 23,90 dollars en 1983, une hausse de 27,5 %. Dans ce contexte où les mises à pied se multiplient, les arrêts de travail sont peu nombreux et les augmentations de salaires sont limitées. La rémunération hebdomadaire moyenne, qui s'établissait à 332,74 $ en mars 1983, est de 334,17 $ en décembre 1983. On ne dénombre que 6 785 jours-personnes perdus en arrêts de travail alors qu'on en comptait 27 050 en 1982 et 31 701 en 1981. L'ensemble des salaires et traitements versés se chiffre à 490 millions de dollars en 1983, un montant à peu près identique à celui de 1982, année au cours de laquelle les salaires et traitements avaient diminué de 5,5 %. La croissance de la production en 1983 permet aux entreprises de rétablir leurs profits au niveau d'avant la récession; les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars, dans les secteurs du textile et de la bonneterie réunis, s'élèvent à 350 millions de dollars en 1983, après avoir passé de 359 millions de dollars en 1981 à 123 millions de dollars en 1982. Les efforts de modernisation se sont traduits au Québec par des dépenses annuelles en immobilisations d'environ 80 millions de dollars pour les années 1980, 1981 et 1982; ces dépenses en immobilisations, totalisant 59,2 millions de dollars, sont un peu moins importantes en 1983.

Graphique 8E
Immobilisations par industrie, fabrication
1983/1982



L'industrie de la bonneterie

L'industrie de la bonneterie connaît une forte croissance en 1983, qui fait plus que compenser, en termes de valeur de la production, la baisse d'activité de 1982: la valeur de la production, qui s'élevait à 667 millions de dollars en 1981, atteint 733 millions en 1983; le recul de 3,2 % enregistré en 1982 avait été moins important que dans les secteurs du textile et du vêtement. Il s'y produit une certaine récupération des 1 247 emplois perdus entre 1981 et 1982, le nombre de salariés étant de 10 617 en 1983, en hausse de 2,9 %, ce qui représente un gain de 302 emplois. La valeur ajoutée par heure-personne passe de 14,50 dollars en 1982 à 16,00 dollars en 1983, une hausse de 10,2 %.

L'indice des prix de vente des produits de l'industrie de la bonneterie ne s'accroît que de 2,7 % au Canada en 1983. La rémunération hebdomadaire moyenne demeure une des plus faibles de tous les secteurs manufacturiers; celle-ci de 266,88 dollars en décembre 1983 n'augmente que de 0,6 % de mars à décembre 1983. On observe cependant un nombre assez important de jours-personnes perdus en arrêts de travail, soit 3 754 en 1983, alors qu'on n'en comptait que 160 en 1981 et 590 en 1982. L'industrie de la bonneterie verse des salaires et traitements qui s'élèvent à 164 millions de dollars en 1983, un montant supérieur de 7,7 % à celui de 1982 alors que la valeur des salaires et traitements avait diminué de 1,9 % en dollars courants, à cause principalement de la réduction du nombre des salariés. Les dépenses en immobilisations des entreprises du secteur de la bonneterie, supérieures à 10 millions de dollars depuis quelques années, atteignent 19 millions de dollars en 1980, 11 millions de dollars en 1981 et en 1982 et 14 millions de dollars en 1983. La part du Québec dans les expéditions de l'industrie canadienne de la bonneterie passe de 63 % en 1979 à 66,1 % en 1983. Mais ce secteur est menacé, comme l'ensemble de l'habillement, par la concurrence étrangère; la valeur des importations dédouanées au Québec de produits de la bonneterie passe de 182 à 238 millions de dollars entre 1981 et 1983.

L'industrie du vêtement

La production de l'industrie du vêtement se chiffre à 2,6 milliards de dollars en 1983, ce qui représente une hausse de 7,2 % par rapport à 1982, année où la valeur de la production avait diminué de 6,9 %. Les consommateurs québécois ont repris leurs dépenses pour l'habillement et les ventes au détail des magasins de vêtements, qui avaient stagné en 1982, progressent de 10,8 % au Québec en 1983. Cependant, la pénétration des produits étrangers s'intensifie sur le marché québécois et les importations dédouanées au Québec de vêtements de dessus, tricots exclus, s'élèvent à 385 millions de dollars en 1983, en hausse de 21,7 % par rapport à 1982, année où elles avaient augmenté de 9,4 % malgré la récession. La valeur ajoutée par les manufacturiers québécois de vêtements s'accroît un peu moins fortement que la valeur de la production, soit de 6,4 %. En raison de la concurrence étrangère, la fabrication de vêtements ne génère pas de profits très élevés au Canada, et les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars totalisent, au Canada, 42 millions de dollars en 1981, 30 millions de dollars en 1982 et augmentent à 47 millions de dollars en 1983. Les investissements du secteur accusent un net recul au Québec au cours des dernières années et les dépenses en immobilisations, qui ont atteint un sommet de 14 millions de dollars en 1980, s'établissent à 7,3 millions en 1982 et à 7,6 millions de dollars en 1983. La part du Québec dans les expéditions des manufacturiers canadiens de vêtements, qui était passée de 64,8 % en 1978 à 61,4 % en 1982, connaît une remontée en 1983, se situant à 62,3 %.

La croissance de la production en 1983 permet de récupérer 4 028 des 7 486 emplois perdus au cours de 1982. Cependant, il existe une tendance à la diminution du nombre de salariés qui chute de 7,5 % en 1980, de 2,0 % en 1981 et de 13,2 % en 1982, tendance que la hausse de 8,1 % en 1983 ne suffit pas à infléchir. Une amélioration au chapitre de la productivité avait accompagné la réduction du nombre de travailleurs en 1982, mais ce gain de la productivité a été partiellement effacé en 1983. Exprimée en dollars courants, la valeur ajoutée par heure-personne passe de 12,80 $ en 1981 à 14,30 $ en 1982 et à 13,90 $ en 1983. Par ailleurs, l'industrie du vêtement connaît le plus grand nombre de jours-personnes perdus depuis plusieurs années à cause d'arrêts de travail en 1983, soit 65 278. La rémunération hebdomadaire moyenne enregistre une croissance de 8 % entre mars 1983 et décembre 1983, ce qui l'amène à 292,35 dollars.

Tableau 8.8
Immobilisations, industries manufacturières, Québec
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Aliments et boissons	177,4	229,6	192,8	190,3	169,9
Variation en %	*44,2*	*29,4*	*-16,0*	*-1,3*	*-10,7*
Tabac	14,3	14,2	17,6	22,9	31,8
Variation en %	*2,9*	*-0,7*	*23,9*	*30,1*	*38,9*
Caoutchouc et produits en matière plastique	30,2	26,7	18,5	28,3	35,6
Variation en %	*88,7*	*-11,6*	*-30,7*	*53,0*	*25,8*
Cuir	4,7	4,3	4,6	3,3	3,1
Variation en %	*9,3*	*-8,5*	*7,0*	*-28,3*	*-6,1*
Textile	46,5	83,0	82,2	80,6	59,2
Variation en %	*21,1*	*78,5*	*-1,0*	*-1,9*	*-26,6*
Bonneterie	9,5	19,4	11,0	11,2	14,3
Variation en %	*31,9*	*104,2*	*-43,3*	*1,8*	*27,7*
Vêtement	10,2	14,4	13,2	7,3	7,6
Variation en %	*3,0*	*41,2*	*-8,3*	*-44,7*	*4,1*
Bois	60,4	68,5	61,1	125,0	35,3
Variation en %	*48,8*	*13,4*	*-10,8*	*104,6*	*-71,8*
Meubles et articles d'ameublement	11,1	10,5	12,8	4,3	7,1
Variation en %	*48,0*	*-5,4*	*21,9*	*-66,4*	*65,1*
Papiers et produits connexes	232,4	365,3	481,4	472,1	425,4
Variation en %	*0,0*	*57,2*	*31,8*	*-1,9*	*-9,9*
Imprimerie, édition et industries connexes	24,6	39,0	32,3	28,8	38,1
Variation en %	*8,8*	*58,5*	*-17,2*	*-10,8*	*32,3*
Métaux primaires	113,3	403,3	439,9	280,0	256,3
Variation en %	*11,0*	*256,0*	*9,1*	*-36,3*	*-8,5*
Produits métalliques	65,6	72,9	65,3	35,9	31,7
Variation en %	*27,6*	*11,1*	*-10,4*	*-45,0*	*-11,7*
Machinerie	47,6	53,5	52,5	61,2	60,0
Variation en %	*65,3*	*12,4*	*-1,9*	*16,6*	*-2,0*
Matériel de transport	52,8	109,6	103,3	88,6	89,4
Variation en %	*43,1*	*107,6*	*-5,7*	*-14,2*	*0,9*
Appareils et matériel électriques	44,1	61,5	86,2	94,2	166,8
Variation en %	*24,2*	*39,5*	*40,2*	*9,3*	*77,1*
Produits minéraux non métalliques	65,2	72,7	58,4	45,8	42,0
Variation en %	*47,5*	*11,5*	*-19,7*	*-21,6*	*-8,3*
Produits du pétrole et du charbon	77,5	73,7	108,8	220,7	175,2
Variation en %	*43,3*	*-4,9*	*47,6*	*102,8*	*-20,6*
Produits chimiques et produits connexes	172,7	208,2	171,3	120,2	144,1
Variation en %	*-29,7*	*20,6*	*-17,7*	*-29,8*	*19,9*
Industries manufacturières diverses	22,6	28,7	20,5	17,0	20,4
Variation en %	*13,6*	*27,0*	*-28,6*	*-17,1*	*20,0*
Industries des biens durables	460,1	852,5	879,5	735,0	688,6
Variation en %	*32,6*	*85,3*	*3,2*	*-16,4*	*-6,3*
Industries des biens non durables	822,6	1 106,5	1 154,2	1 202,7	1 124,7
Variation en %	*4,5*	*34,5*	*4,3*	*4,2*	*-6,5*
Biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	165,5	230,6	238,7	222,1	221,6
Variation en %	*14,1*	*39,3*	*3,5*	*-7,0*	*-0,2*
Total	**1 448,2**	**2 189,6**	**2 272,4**	**2 159,8**	**2 034,9**
Variation en %	***13,2***	***51,2***	***3,8***	***-5,0***	***-5,8***

Source: Statistique Canada.

L'industrie du papier et des produits connexes

Les marchés extérieurs, et en particulier le marché américain, ne sont pas très favorables aux exportateurs canadiens et québécois en 1983. Effectivement, les exportations de papiers d'imprimerie chargées au Québec diminuent de 5,3 %; il s'agit d'un marché très important puisque la valeur de ces exportations atteint 2,1 milliards de dollars en 1983. Les exportations chargées au Québec de pâtes de bois et pâtes similaires sont évaluées à 269 millions de dollars en 1983, également en baisse de 11,1 % en regard de 1982. L'indice canadien des prix de vente du papier et des produits connexes enregistre une diminution de 3,1 %. Malgré cela, l'industrie québécoise du papier réussit à accroître la valeur de sa production de 8,9 % en 1983, ce qui la porte à 5,8 milliards de dollars. La valeur ajoutée de l'industrie progresse de 9,8 %. La modernisation de l'ensemble de l'industrie, en cours depuis quelques années, donne lieu à des dépenses en immobilisations de 425 millions de dollars en 1983, inférieures d'environ 50 millions à celles de chacune des deux années précédentes. Ce processus contribue par ailleurs à la perte de près de 7 000 emplois, dont 4 000 en 1982 et 3 000 autres en 1983, malgré la reprise de l'activité. La valeur ajoutée par heure-personne enregistre ainsi un bond de 22,5 % passant de 35,90 $ en 1982 à 44 $ en 1983. Par ailleurs, on dénombre 23 325 jours-personnes perdus en arrêts de travail en 1983, alors qu'en 1982, on en comptait 85 449.

La rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît en passant de 475,62 $ en mars 1983 à 515,26 $ en décembre, une hausse de 8,3 % en dix mois. Des salaires et traitements d'une valeur totale de 1,1 milliard de dollars sont versés, soit 5,2 % de plus qu'en 1982 malgré la réduction de 7,5 % de l'emploi. Finalement, dans l'ensemble du Canada, les entreprises augmentent leurs profits par rapport à 1982 mais ceux-ci sont plus faibles que ceux des années antérieures à la récession. Les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars dans les secteurs du papier, en incluant celles qui s'occupent d'exploitation forestière, s'élèvent à 680 millions de dollars en 1983, contre 557 millions de dollars en 1982 et environ 2 milliards de dollars de 1979 à 1981.

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes

L'industrie de l'imprimerie et de l'édition et les industries connexes n'ont pas été très affectées par la dernière récession, la valeur de leur production ayant augmenté de 2,1 % en 1982. En 1983, la valeur de la production s'accroît de 6,3 % comparativement à 1982 et atteint 2,0 milliards de dollars. Comme dans la plupart des secteurs manufacturiers cependant, les années récentes se caractérisent par une réduction de l'emploi; ainsi on comptait 25 132 salariés en 1982, soit près de 1 100 de moins qu'en 1980, et l'industrie en perd 783 autres en 1983, ce qui représente une baisse de 3,1 %. La valeur ajoutée par heure-personne passe de 36,20 $ en 1982 à 39,70 $ en 1983. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est de 2 615 seulement tandis qu'il s'élevait à 28 561 en 1982. La rémunération hebdomadaire moyenne est de 411,54 $ en décembre 1983, à peu près inchangée en regard de mars 1983. Cependant, selon les données de l'ancienne enquête, la rémunération hebdomadaire moyenne en mars 1983 est supérieure de 8 % à la valeur moyenne pour l'ensemble de l'année 1982. Les salaires et traitements versés totalisent 581 millions de dollars en 1983, un montant supérieur de 6,6 % à celui de 1982. Les bénéfices des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars dans le secteur de l'imprimerie et de l'édition se maintiennent par ailleurs à environ 500 millions de dollars par année depuis 1981, atteignant 572 millions de dollars en 1983. Les entreprises québécoises du secteur ont effectué des dépenses en immobilisations de 38 millions de dollars en 1983, ces dépenses variant de 30 à 40 millions de dollars depuis 4 ans.

L'industrie du pétrole et du charbon

L'industrie du pétrole et du charbon accroît la valeur de sa production de 6,3 % au Québec en 1983, augmentation qui correspond à la hausse du prix de vente de ses produits, selon l'indice canadien des prix de ventes industriels. La valeur ajoutée de l'industrie qui atteint 863 millions de dollars en 1983, en regard de 6 666 millions de dollars pour la valeur de la production, ne croît que de 0,5 % par rapport à 1982. La hausse des prix de vente de produits du pétrole et du charbon, de 6,4 % en 1983, est la plus faible depuis plusieurs années, les prix de vente ayant augmenté de 15 % en 1982 et de 36,4 % en 1981. La demande d'essence demeure faible, les ventes des stations-service n'enregistrant qu'une hausse de 2,1 % en 1983. Par ailleurs, les exportations canadiennes chargées au Québec d'hydrocarbures et de produits dérivés diminuent de 21,7 % en 1983 après avoir déjà chuté de 17 % en 1982. L'année 1983 est marquée par la fermeture de raffineries dans la région montréalaise et par l'inauguration de nouvelles capacités de production importantes dans la région de Québec. Ces événements n'affectent pas encore sensiblement la part du Québec dans les expéditions canadiennes de produits de cette industrie puisque celle-ci passe de 26,8 % en 1982 à 27,7 % en 1983. Des dépenses en immobilisations de 175 millions de dollars en 1983 suivent celles de 221 millions de dollars en 1982, les raffineries ayant entrepris de modifier leurs installations afin d'adapter leur production aux modifications récentes de la composition de la demande de produits énergétiques.

Malgré l'importance de la valeur de sa production, l'industrie du pétrole et du charbon ne compte que 3 840 employés salariés et génère la plus forte valeur ajoutée par heure-personne, soit 205,50 $ en 1983, alors que l'industrie du tabac, au deuxième rang, a une valeur ajoutée de 72,80 $ par heure-personne. Le nombre d'employés salariés baisse de 2,1 % en 1983, après une baisse de 4 % en 1982. Les salaires et traitements progressent globalement de 3,9 % en 1983 pour atteindre 123 millions de dollars. Cette hausse provient de l'accroissement des taux de salaires; la rémunération hebdomadaire moyenne de ce secteur passe de 671,22 $ en mars 1983 à 716,09 $ en décembre, une hausse de 6,7 % en dix mois. La rentabilité de cette activité s'est un peu améliorée au cours de 1983, les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs sont supérieurs à 10 millions de dollars progressant de 39 % alors qu'ils avaient augmenté de 41,6 % en 1980, mais étaient retombés en 1982 au niveau de 1979.

L'industrie chimique

L'industrie chimique connaît une bonne année en 1983; la valeur de sa production qui s'élève à 3,9 milliards de dollars s'accroît de 12,5 % par rapport à 1982, même si les prix de vente des

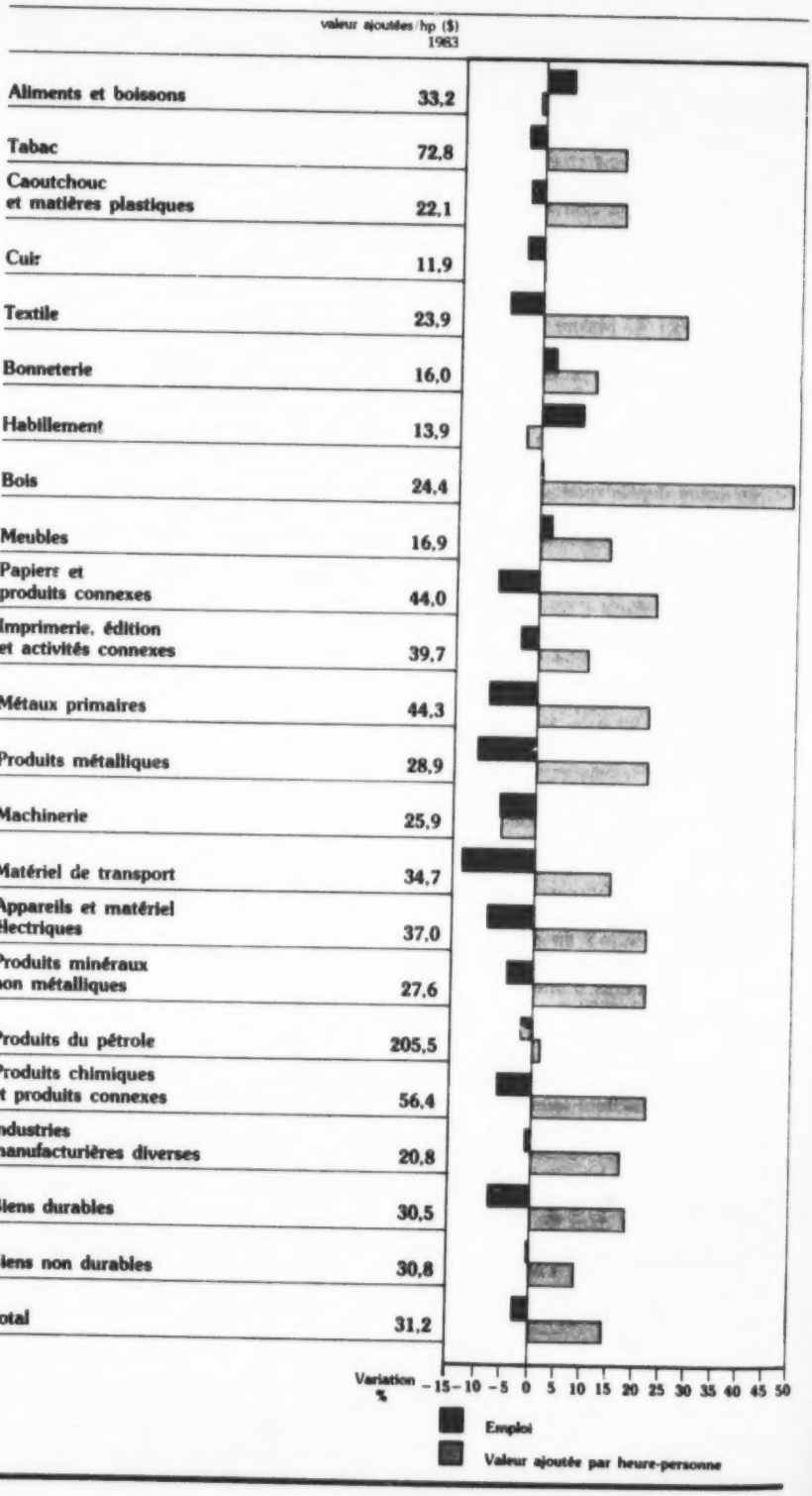
produits de cette industrie n'augmentent que de 3,1 % au Canada en 1983. En 1982, la valeur de la production avait chuté de 2,9 %. En 1983, on note une croissance appréciable de la valeur de la production des sous-secteurs suivants: les produits en plastiques, les produits chimiques industriels, les peintures et vernis, les produits de toilette ainsi que les produits pharmaceutiques. Dans ces deux derniers secteurs la vigueur de la demande des consommateurs est illustrée par l'évolution des ventes au détail des magasins de produits pharmaceutiques, médicaments et de produits de beauté qui progressent de 14,5 % au Québec en 1983.

L'industrie chimique procède à une réduction de ses effectifs de salariés qui passent de 26 707 en 1980 à 24 071 en 1983, ce qui représente une perte de 2 636 emplois dont 1 564 en 1983, malgré la reprise de la production. La productivité est en progrès, la valeur ajoutée par heure-personne passant de 46,30 $ en 1982 à 56,40 $ en 1983, une hausse de 21,9 %. L'importance du gain de productivité réalisé en 1983 tient en partie au fait que la réduction des effectifs en 1982 n'avait pas été proportionnelle à la baisse de production de sorte que la valeur ajoutée par heure-personne avait chuté de 2,7 % en dollars courants. On peut noter que les pertes d'emplois sont généralisées à l'ensemble des sous-secteurs. Par ailleurs, un total de 10 238 jours-personnes sont perdus en arrêts de travail en 1983, soit plus qu'au cours de chacune des trois années précédentes. La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie chimique, qui augmente de 5,6 % entre mars et décembre 1983, est de 479,09 $ en décembre 1983.

Les salaires et traitements versés en 1983 totalisent 645 millions de dollars et n'augmentent que de 0,8 % en regard de 1982. Dans l'ensemble, l'année 1983 a été profitable aux fabricants de produits chimiques du Canada, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars augmentant de 40,4 %, presque leur niveau de 1980 et 1981. Au Québec, les entreprises ont réduit leurs investissements au cours des deux dernières années et les dépenses en immobilisations, qui s'élèvent à 144 millions de dollars en 1983, se situaient entre 170 et 245 millions de dollars annuellement de 1978 à 1981.

Graphique 8F

Emploi salarié et valeur ajoutée par heure-personne selon l'industrie
Fabrication
1983/1982



Chapitre 9

Le secteur tertiaire

De nombreux services de nature très diverse sont regroupés sous l'appellation d'activités tertiaires; certains, comme le commerce, le transport et les services aux entreprises, sont très sensibles aux fluctuations conjoncturelles de l'économie, alors que d'autres y réagissent peu en raison de la stabilité de la demande (comme les soins de santé) ou de la rigidité de l'offre (comme par exemple la défense nationale). Les différentes activités tertiaires n'ont donc pas été affectées de la même façon par la récession économique et ceci conditionne leur évolution en 1983. De façon générale, et d'après les indicateurs existants, la production de services soumis aux lois du marché participe au regain d'activité de l'ensemble de l'économie, tandis que l'offre de services publics connaît une croissance modeste en regard de la tendance des années antérieures à 1982. Aux éléments conjoncturels s'ajoutent aussi des changements dans la structure de la population qui entraînent notamment le développement des services liés à la santé, alors qu'ils limitent la progression des services éducatifs.

Tableau 9.1
Transports, communications et autres services d'utilité publique
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	6 715,0	7 528,0	8 147,0	9 476,0	9 992,0
Variation en %	*13,0*	*12,1*	*8,2*	*16,3*	*5,4*
Rémunération des salariés	4 008,0	4 810,0	5 406,0	5 965,0	6 274,0
Variation en %	*12,9*	*20,0*	*12,4*	*10,3*	*5,2*
Emploi (000)	240,5	230,1	229,5	218,2	212,2
Variation en %	*7,1*	*−4,3*	*−0,3*	*−4,9*	*−2,8*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	815,4	225,4	349,2	187,2	81,5
Immobilisations (000 000 $)	3 935,0	3 848,3	4 229,4	4 301,6	3 806,2
Variation en %	*10,9*	*−2,2*	*9,9*	*1,7*	*−11,5*
Construction	2 516,4	2 310,3	2 486,7	2 624,1	2 371,4
Variation en %	*12,6*	*−8,2*	*7,6*	*5,5*	*−9,6*
Machinerie et équipement	1 418,6	1 538,0	1 742,7	1 677,5	1 434,8
Variation en %	*8,0*	*8,4*	*13,3*	*−3,7*	*−14,5*
Transports	493,8	530,1	778,2	886,1	672,0
Variation en %	*29,2*	*7,4*	*46,8*	*13,9*	*−24,2*
Communications	583,9	674,9	734,3	736,9	567,9
Variation en %	*5,0*	*15,6*	*8,8*	*0,4*	*−22,9*
Autres services d'utilité publique	2 857,3	2 643,3	2 716,9	2 678,6	2 566,3
Variation en %	*9,5*	*−7,5*	*2,8*	*−1,4*	*−4,2*

Sources: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Les transports, communications et autres services d'utilité publique

La production du secteur des transports, des communications et des autres services d'utilité publique augmente de 5,4 % en 1983, si on se sert pour l'évaluer de l'ensemble des revenus générés sous forme de salaires, dividendes, paiements d'intérêt et autres sommes versées à titre de rémunération de facteurs de production. Cette faible croissance des revenus indique une hausse modeste de l'activité dans ce secteur; on doit cependant préciser que ces revenus sont évalués en termes nominaux, c'est-à-dire sans tenir compte de l'augmentation des prix des services ni des prix des produits consommés par le secteur. Les données disponibles indiquent que ces hausses de prix sont faibles. Ainsi, à cause de la stabilisation des prix de l'essence survenue en 1983, et dont bénéficient les entreprises de transport en particulier, la composante transport de l'indice des prix à la consommation à Montréal ne s'accroît que de 4,3 % en 1983. De même, nombre de prix dans ce secteur sont réglementés, dont la plupart des prix des services d'utilité publique et les gouvernements imposent des restrictions à l'augmentation des tarifs. Ces limites sont appliquées dans le cadre du programme des 5 % et 6 %, pour les prix dont la réglementation est de juridiction fédérale.

La non-flexibilité de plusieurs marchés quant au niveau de l'offre et aux prix des services, de même que le caractère essentiel des services d'utilité publique avaient permis une croissance de 16,3 % des revenus, en 1982, dans le secteur des transports, des communications et des services d'utilité publique, et ce, même si la récession avait réduit l'activité du secteur, comme en témoigne la perte de plus de 11 000 emplois.

La presque totalité de ces emplois, soit 9 000, avaient été perdus dans les activités de transport liées de près au secteur manufacturier. En 1983, l'ensemble du secteur enregistre une réduction additionnelle nette de 6 000 emplois, soit 7 000 emplois de moins dans le transport, 1 000 de moins dans les communications et 2 000 de plus dans les autres services d'utilité publique. La hausse de 9,9 % de la valeur des expéditions manufacturières en 1983 ne se fait donc pas sentir dans l'activité du transport, du moins au chapitre de l'emploi.

Les entreprises de ce secteur réalisent annuellement des dépenses en immobilisations avoisinant les 4 milliards de dollars depuis quelques années, dont environ 2,5 milliards sont imputables aux projets hydroélectriques. En 1983, les immobilisations de l'ensemble du secteur totalisent 3,8 milliards après avoir atteint un sommet de 4,3 milliards en 1982, cette baisse provenant principalement du secteur des transports et de celui des communications.

Le commerce de gros et de détail

L'activité reprend dans le commerce en 1983 après une mauvaise année. L'examen des statistiques sur les ventes au détail en 1982 donne une idée de la situation des différents types de commerce, sans toutefois tenir compte du commerce de gros. Ce sont les concessionnaires d'automobiles, durement touchés dès 1981 par la récession, ainsi que les marchands de meubles, téléviseurs et appareils ménagers qui enregistrent les plus fortes augmentations de leurs ventes, avec une croissance de plus de 25 %. La progression des ventes est par contre modeste dans le domaine de l'alimentation, soit de 2,3 %, et elle est de 4,3 % pour les stations-services, garages et détaillants de pièces d'automobiles. Les magasins de vêtements et de chaussures connaissent une hausse de 10,8 % de leurs ventes tandis que l'ensemble des grands magasins voient leurs ventes s'accroître de 8,6 %.

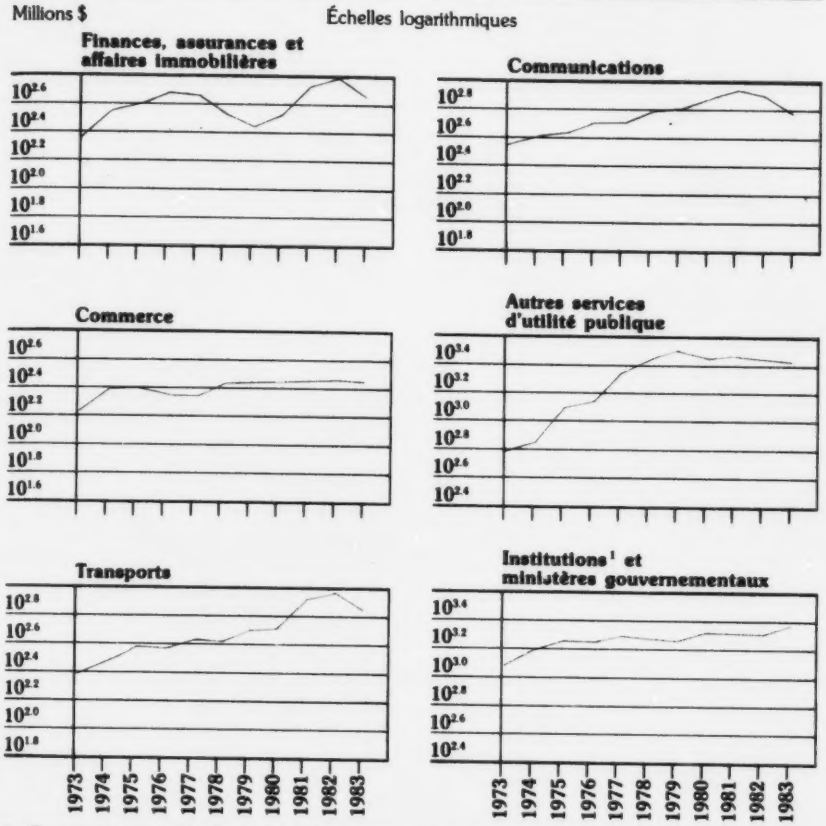
C'est au chapitre de l'emploi que la progression de l'activité est la plus visible. On y dénombre en effet la création de 17 000 emplois, ce qui ne permet pas cependant d'annuler la perte de 27 000 emplois qu'a entraînée la récession de 1982. L'année 1983 est marquée par des guerres de prix dans le domaine de l'alimentation et chez les détaillants d'essence, ainsi que par des conflits de travail qui entraînent les plus nombreuses pertes de jours-personnes de travail des six dernières années. Les marges de bénéfices demeurent positives puisque la rémunération totale des salariés augmente de 8,2 % par rapport à l'année précédente, alors que l'ensemble des revenus dans le commerce progresse de 12,1 %. Les entreprises commerciales effectuent des dépenses de 70 millions de dollars pour la construction d'édifices en 1983, soit 10 millions de dollars de moins qu'en 1982. Par ailleurs, les dépenses en immobilisations sous forme de machines et équipements augmentent régulièrement au cours des dernières années et elles s'élèvent à 210 millions de dollars en 1983.

Tableau 9.2
Commerce de gros et de détail 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	6 692,0	7 366,0	8 140,0	8 188,0	9 180,0
Variation en %	*15,8*	*10,1*	*10,5*	*0,6*	*12,1*
Rémunération des salaries	4 726,0	5 229,0	5 837,0	5 978,0	6 470,0
Variation en %	*11,6*	*10,6*	*11,6*	*2,4*	*8,2*
Emploi (000)	440,3	452,3	467,8	440,8	457,1
Variation en %	*4,4*	*2,7*	*3,4*	*−5,8*	*3,7*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	61,9	99,2	85,5	148,3	190,0
Immobilisations (000 000 $)	252,0	256,9	258,4	285,6	279,8
Variation en %	*1,8*	*1,9*	*0,6*	*10,5*	*−2,0*
Construction	66,9	63,3	51,8	81,9	70,2
Variation en %	*3,7*	*−5,4*	*−18,2*	*58,1*	*−14,3*
Machinerie et équipement	185,1	193,6	206,6	203,7	209,6
Variation en %	*1,1*	*4,6*	*6,7*	*−1,4*	*2,9*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Graphique 9A
Immobilisations secteur tertiaire
1973-1983



1. Comprend les institutions d'enseignement et de soins de santé.

Les finances, assurances et affaires immobilières

Le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières contribue pour plus de 9 milliards de dollars au produit intérieur brut du Québec, soit autant que le secteur du commerce ou le nombre d'emplois est cependant trois fois plus élevé. En 1983, l'ensemble des revenus du secteur connaît une augmentation de 5,3 %; ces revenus n'avaient cependant pas été affectés par la récession, progressant au contraire en termes nominaux de 18 % en 1981 et de 10,5 % en 1982. Le ralentissement de l'économie a toutefois été ressenti dès 1981, par les entreprises financières en particulier, et il s'est traduit par la perte de 10 000 emplois, à laquelle s'ajoutent 5 000 pertes supplémentaires en 1982; en 1983, un peu plus de la moitié des emplois perdus au cours des deux années précédentes sont récupérés. Par ailleurs, les entreprises du secteur des finances, assurances et affaires immobilières réalisent depuis 1981 des projets importants de construction d'édifices qui se traduisent par des dépenses qui ont atteint un sommet avec 480 millions de dollars en 1982 et qui atteignent 319 millions de dollars en 1983; à cela s'ajoutent des dépenses en machinerie et équipement qui totalisent près de 100 millions de dollars en 1983, légèrement en hausse par rapport à celles des années précédentes.

Tableau 9.3
Finances, assurances et affaires immobilières
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	6 356,0	6 672,0	7 870,0	8 695,0	9 158,0
Variation en %	*2,9*	*5,0*	*18,0*	*10,5*	*5,3*
Rémunération des salariés	2 534,0	2 825,0	3 226,0	3 620,0	3 845,0
Variation en %	*14,6*	*11,5*	*14,2*	*12,2*	*6,2*
Emploi (000)	125,3	150,7	140,1	134,6	142,9
Variation en %	*−5,9*	*20,3*	*−7,0*	*−3,9*	*6,2*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	16,7	33,2	47,8	44,6	8,4
Immobilisations (000 000 $)	277,6	312,0	482,5	572,3	416,9
Variation en %	*−14,8*	*12,4*	*54,6*	*18,6*	*−27,2*
Construction	210,2	257,4	394,0	480,5	318,9
Variation en %	*−17,7*	*22,5*	*53,1*	*22,0*	*−33,6*
Machinerie et équipement	67,4	54,6	88,5	91,8	98,0
Variation en %	*−4,7*	*−19,0*	*62,1*	*3,7*	*6,8*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Les services socio-culturels, commerciaux et personnels

Les activités regroupées dans le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels sont très variées, allant des salons de coiffure à la publicité et incluant l'ensemble des soins de santé et des services éducatifs. Il s'agit d'un secteur très important de l'économie puisqu'il emploie plus de 850 000 personnes, soit 32,4 % de l'emploi total au Québec en 1983. Une grande partie de ces activités sont de nature parapublique et dépendent largement de décisions gouvernementales. Puisqu'il s'agit de services publics non commercialisés, la production de ces services n'a pas été affectée directement par la mauvaise conjoncture économique de 1982 et la réduction du revenu personnel disponible qui en a découlé. Cependant, les mesures de restriction budgétaire adoptées pour contenir la croissance du déficit public au Québec contribuent à limiter à 2 % en 1983 la croissance des revenus gagnés dans l'ensemble du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels alors que ces revenus avaient augmenté de 9 % en 1982. La rémunération globale des salariés du secteur diminue légèrement en 1983 bien que le nombre d'emplois augmente de 26 000 en regard de l'année précédente. Cette progression de l'emploi représente plus du double des emplois perdus en 1982. C'est en dehors du secteur parapublic que des emplois sont créés en 1983 et on dénombre 18 000 emplois additionnels dans le secteur des services personnels, qui n'en avait perdus que 4 000 en 1982. Les services aux entreprises emploient 4 000 personnes de plus qu'en 1982, où 3 000 emplois avaient été perdus. Finalement le secteur de l'aide ménagère qui avait créé 4 000 emplois en 1982 fournit 4 000 emplois supplémentaires en 1983. Par contre, dans le domaine de l'éducation, l'emploi diminue de 5 000 en 1983, ce qui s'ajoute aux 17 000 pertes d'emplois de l'année précédente; le nombre d'emplois est aussi réduit de 3 000 dans le secteur hospitalier mais il avait augmenté de 3 000 au cours de l'année précédente. Les arrêts de travail, dont les plus importants sont liés à la négociation des conventions collectives des employés des secteurs public et parapublic en début d'année, entraînent la perte de 1,4 million de jours-personnes.

Les dépenses en immobilisations de l'ensemble du secteur augmentent de près de 100 millions de dollars, après avoir diminué d'un montant semblable au cours de chacune des deux années précédentes. Les dépenses pour la construction de nouveaux édifices diminuent de 1,3 %, avec 405 millions de dollars mais les immobilisations en machinerie et équipement s'accroissent de 11,4 % avec 874 millions de dollars.

Les administrations publiques et la défense

Le secteur des administrations publiques et de la défense a perdu 11 000 emplois en 1982 sur les 195 000 que se partageaient à peu près également l'ensemble des administrations fédérale, provinciale et municipales au Québec en 1981, puis en 1983, le niveau d'emploi se rétablit à 196 000. L'Administration fédérale, qui avait perdu 4 000 emplois, en crée 7 000 en 1983, les administrations municipales qui avaient réduit leurs effectifs de 1 000 en 1982 ajoutent 2 000 emplois en 1983; par contre, l'Administration provinciale ne récupère que 2 000 des 6 000 emplois perdus en 1982. Les conventions collectives signées dans le contexte fortement inflationiste des années antérieures prévoyaient des hausses appréciables de salaires en 1982 de sorte que la rémunération globale des salariés augmentait de 9,9 % malgré la réduction des effectifs; une hausse du même ordre est enregistrée à ce chapitre en 1983, mais elle reflète une grande modération dans la croissance des taux de salaires puisque l'emploi augmente de 6,6 %.

Le produit intérieur brut du secteur évolue de façon semblable à la rémunération totale des salariés puisque cette rémunération représente plus de 80 % de l'ensemble des revenus générés dans le secteur. Les dépenses en immobilisations des administrations publiques enregistrent une hausse pour la première fois depuis 1980, passant de 1,5 milliard de dollars en 1982 à 1,7 milliard de dollars en 1983. D'une part, les dépenses en machinerie et équipement augmentent de 45,8 % et atteignent 206,9 millions de dollars. D'autre part, les dépenses en construction s'élèvent à 1,5 milliard de dollars en hausse de 11,1 %; elles comprennent des investissements publics dans les moyens de transport, les systèmes d'épuration des eaux et divers autres travaux d'infrastructure en plus de la construction d'édifices publics.

Tableau 9.4
Services socio-culturels, commerciaux et personnels 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	12 912,0	14 830,0	17 139,0	18 698,0	19 066,0
Variation en %	*11,9*	*14,9*	*15,6*	*9,1*	*2,0*
Rémunération des salariés	9 807,0	11 246,0	13 046,0	14 391,0	14 348,0
Variation en %	*12,4*	*14,7*	*16,0*	*10,3*	*−0,3*
Emploi (000)	775,5	812,0	843,5	831,8	857,8
Variation en %	*4,7*	*4,7*	*3,9*	*−1,4*	*3,1*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	521,2	146,1	90,4	270,4	1 448,1
Immobilisations (000 000 $)	1 236,1	1 398,8	1 317,9	1 195,8	1 279,5
Variation en %	*27,2*	*13,2*	*−5,8*	*−9,3*	*7,0*
Construction	359,1	388,9	433,0	410,6	405,1
Variation en %	*3,3*	*8,3*	*11,3*	*−5,2*	*−1,3*
Machinerie et équipement	877,0	1 009,9	884,9	785,2	874,4
Variation en %	*40,5*	*15,2*	*−12,4*	*−11,3*	*11,4*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Graphique 9B
Emploi et rémunération des salariés secteur tertiaire 1983/1982

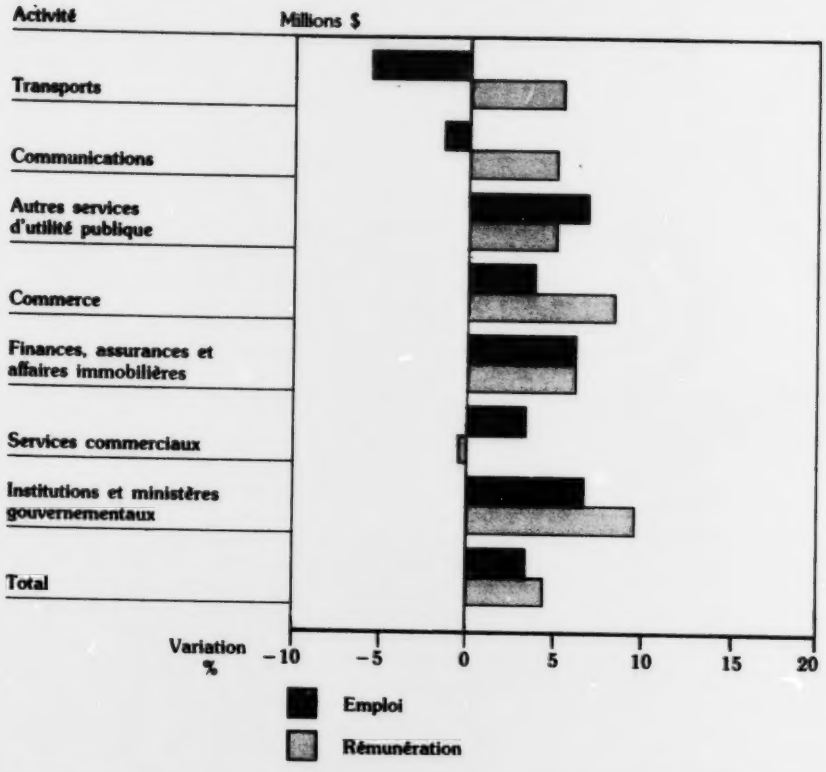


Tableau 9.5
Administrations publiques et défense 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
P.I.B. au coût des facteurs (000 000 $)	4 332,0	5 216,0	5 918,0	6 545,0	7 128,0
Variation en %	*11,3*	*20,4*	*13,5*	*10,6*	*8,9*
Rémunération des salariés	3 647,0	4 437,0	5 014,0	5 512,0	6 032,0
Variation en %	*11,1*	*21,7*	*13,0*	*9,9*	*9,4*
Emploi (000)	187,6	186,6	195,3	184,4	196,6
Variation en %	*5,1*	*−0,5*	*4,6*	*−5,5*	*6,6*
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	376,8	375,1	21,7	31,9	63,4
Immobilisations (000 000 $)	1 403,9	1 626,0	1 489,4	1 479,2	1 692,9
Variation en %	*0,1*	*15,8*	*−8,4*	*−0,7*	*14,4*
Construction	1 284,8	1 476,0	1 352,6	1 337,3	1 486,0
Variation en %	*1,0*	*14,9*	*−8,4*	*−1,1*	*11,1*
Machinerie et équipement	119,1	150,0	136,8	141,9	206,9
Variation en %	*−8,0*	*25,9*	*−8,8*	*3,7*	*45,8*

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Conclusion

Aperçu de la situation économique au cours de la première moitié de l'année 1984.

Au cours de 1984, l'expansion de l'économie québécoise se poursuit. Selon les comptes économiques du Québec, le produit intérieur brut est en hausse de 10,2 % au premier trimestre de 1984, comparativement au premier trimestre de 1983, et ce, malgré le climat d'incertitude qui entoure l'évolution de la situation économique américaine et internationale. En effet, la très forte demande de crédits aux États-Unis, due à la croissance de l'économie et aux besoins de financement du déficit public, permet toujours de considérer comme possible une hausse importante des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis. Une telle hausse pourrait amplifier les difficultés de plusieurs pays en voie de développement dont les problèmes financiers ne sont pas encore résolus de façon définitive. Elle pourrait aussi mettre fin à l'expansion économique de l'Europe et du Canada, où la croissance enregistrée est loin d'être aussi forte qu'aux États-Unis, plus particulièrement au chapitre de l'investissement. Depuis le début de 1984, le taux d'escompte de la Banque du Canada est en hausse, passant de 10,3 % en moyenne pour le premier trimestre, à 12,65 % pour la semaine commençant le 9 août 1984; le taux préférentiel des banques suit ce mouvement à la hausse et s'élève de 11,2 % en moyenne pour le premier trimestre, à 13,5 % au début d'août 1984.

Par ailleurs, le faible taux d'inflation et la modération des anticipations face à l'inflation constituent des éléments positifs du climat économique. En effet, les hausses de prix demeurent faibles dans l'ensemble du Canada ainsi qu'aux États-Unis, malgré la vigueur de la croissance économique. L'indice des prix à la consommation s'accroît de 5 % à Montréal au cours des six premiers mois de 1984, comparativement à la même période de 1983 et, en excluant les aliments, la hausse de l'indice n'est que de 4,4 %. Cette évolution de l'indice des prix à la consommation s'explique par la croissance moins rapide qu'au début des années quatre-vingt, des taux de salaires et des prix des produits de base importés, plus particulièrement ceux du pétrole. Ainsi la rémunération hebdomadaire moyenne s'élève à 429,20 $, au cours des six premiers mois de 1984, ce qui représente une hausse de 6,1 % par rapport aux mêmes mois de 1983.

Autre élément positif, la situation sur le marché du travail continue de s'améliorer. On dénombre en moyenne 2 670 000 de personnes occupant un emploi au Québec au cours des six premiers mois de 1984, soit 97 000 de plus qu'au cours de la même période en 1983. De ce fait, le taux de chômage diminue passant de 15 % en moyenne pour les six premiers mois de 1983 à 13,7 % pour la même période en 1984. Le taux de chômage des jeunes de 19 à 24 ans connaît aussi une assez forte réduction passant de 24,7 % au premier trimestre de 1983 à 21,7 % pour la même période de 1984.

Les revenus et les dépenses des agents économiques

La croissance de la production et de l'emploi s'accompagne d'une augmentation des revenus et des dépenses des agents économiques. Au premier trimestre de 1984, les dépenses de consommation en biens et services augmentent de 10,1 % par rapport au premier trimestre de 1983. Le revenu personnel croît de 7,5 %, mais étant donné la croissance plus élevée des impôts et des cotisations versées pour les programmes sociaux, le revenu personnel disponible ne s'accroît que de 6,5 %. La rémunération des salariés progresse de 9,3 % au premier trimestre, mais les autres catégories du revenu personnel augmentent moins rapidement; les intérêts, dividendes et revenus divers de placement croissent de 3,3 % et les transferts des administrations publiques aux particuliers de 6,4 %, par rapport au premier trimestre de 1983. La croissance des dépenses personnelles de consommation est aussi stimulée par la réduction de l'épargne personnelle des ménages, qui totalise 1,3 milliard de dollars, soit 8,7 % du revenu personnel disponible, au premier trimestre de 1984 plutôt que 1,6 milliard de dollars ou 11,2 % du revenu personnel disponible au premier trimestre de 1983.

Comme au cours de 1983, ce sont les dépenses pour la consommation de biens durables qui progressent le plus fortement au premier trimestre de 1984, soit de 26,2 % par rapport au premier trimestre de 1983, tandis que les dépenses pour la consommation de biens non durables augmentent de 9,4 % et les dépenses pour la consommation de services de 7,9 %. La forte progression des ventes de biens durables se poursuit au cours du second trimestre; ainsi au cours des six premiers mois de 1984 les ventes d'automobiles neuves enregistrent une hausse de 36,3 % par rapport à la même période de 1983, tandis que les ventes de meubles, appareils ménagers, radios et téléviseurs augmentent de 23,2 %. Pendant cette même période la valeur de l'ensemble des ventes au détail augmente de 14,5 % au Québec et la hausse est pratiquement aussi élevée au deuxième trimestre (14,3 %) qu'au premier trimestre (14,8 %).

La construction résidentielle contribue aussi au dynamisme de l'économie; de janvier à juin 1984, 20 980 logements sont mis en chantier soit seulement 1 % de moins qu'au cours de la même période de 1983, qui fut une année exceptionnelle à cet égard par rapport aux années antérieures. Cette situation se produit même si les taux d'intérêt hypothécaires montent graduellement, en passant de 10,25 % en moyenne en janvier 1984 dans le cas des échéances à un an, à 12,75 % en juillet; cela est en partie dû au fait qu'au Québec ces hausses sont compensées partiellement par les réductions prévues dans le cadre de programmes gouvernementaux.

En 1983, malgré la reprise, les dépenses en investissements privés et publics, à l'exclusion de la construction résidentielle, avaient diminué de 5,5 % au Québec par rapport à 1982. Selon les estimations officielles de mi-année tirées de questionnaires adressés aux entreprises par Statistique Canada, ces investissements privés et publics[1] au Québec seraient en hausse de 9,5 % en 1984, en regard de 1983. Il s'agit d'une révision importante par rapport aux estimations du début de l'année qui prévoyaient une hausse de 6,7 %. Les immobilisations en constructions non résidentielles seraient en hausse de 2,2 % seulement alors que les immobilisations en machinerie et équipements augmenteraient de 22,1 %; ces dernières dépenses ont cependant peu d'impact sur la demande globale au Québec du fait qu'une part importante des machines et équipements sont importés.

Les investissements des entreprises commerciales augmenteraient de 23,2 % pour atteindre 6,3 milliards de dollars. Ces investissements sont favorisés par l'amélioration de la situation financière des entreprises, les bénéfices des sociétés avant impôt ayant progressé de 45,5 % au Québec en 1983, par rapport à 1982, et continuant de croître à un rythme de 33,6 %, au premier trimestre de 1984, comparativement à la même période en 1983. On dénombre d'ailleurs moins de faillites commerciales durant la première moitié de 1984, soit 1 789, plutôt que 2 096 au cours des six premiers mois de 1983. Les investissements publics totaliseraient pour leur part 5,7 milliards de dollars, une croissance de 1 % seulement par rapport à 1983.

La demande extérieure demeure forte particulièrement celle en provenance du marché américain. Ainsi la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec augmente de 19,5 % au cours des quatre premiers mois de 1984, en regard de la même période de l'année précédente. Les exportations à destination des États-Unis augmentent de 34,3 % tandis que celles à destination du reste du monde diminuent de 12,1 %. La demande est forte en ce qui concerne les principaux produits d'exportation: la valeur des exportations de papier d'imprimerie progresse de 17 %, celles de voitures particulières et de châssis de 38,7 %, celles d'aluminium y compris les alliages 32,9 %, celles de bois d'oeuvre 18 % et celles de moteurs d'avions et pièces de 15,5 %. On note par ailleurs une diminution de 8,3 % des exportations chargées au Québec de minerais concentrés et de déchets de fer dont la valeur passe de 111 millions de dollars pour les quatre premiers mois de 1983 à 102 millions de dollars pour les mêmes mois de 1984. À titre de comparaison, au cours des quatre premiers mois de 1984, la valeur totale des exportations canadiennes progresse de 25,6 % grâce surtout à une hausse de 67,7 % de la valeur des exportations d'automobiles et de pièces.

La répartition sectorielle de l'activité économique

Les secteurs de production bénéficient de l'accroissement des différentes composantes de la demande. Ainsi, de janvier à juin 1984 les expéditions manufacturières sont en hausse de 13,8 % par rapport à la même période de 1983. La croissance de la valeur des expéditions manufacturières ralentit cependant au mois de juin, la hausse n'étant que de 6,3 % au Québec par rapport à juin 1983. Les industries manufacturières qui accroissent le plus fortement la valeur de leurs expéditions depuis le début de l'année au Québec sont l'industrie des métaux primaires (34,0 %), l'industrie des produits minéraux non métalliques (28,2 %), l'industrie du matériel de transport (21,4 %) et l'industrie des produits métalliques (20,8 %).

Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier augmente par ailleurs de 6,8 % au cours des six premiers mois de 1984. Le secteur manufacturier compte en effet 550 000 emplois en moyenne de janvier à juin 1984, en comparaison de 515 000 emplois pour la même période de 1983. Le secteur manufacturier québécois connaît aussi une forte croissance au chapitre des dépenses d'immobilisation, lesquelles passeraient de 2,0 milliards en 1983 à 2,9 milliards de dollars en 1984, une hausse de 41,6 %, selon l'enquête sur les investissements privés et publics au Canada. Les dépenses en constructions augmenteraient de 29,7 % tandis que les dépenses pour de la machinerie et de l'équipement augmenteraient de 45,5 %.

Par ailleurs, le revenu net des exploitants agricoles s'accroît de 6,6 % au premier trimestre de 1984 comparativement au premier trimestre de 1983. Toutefois, la valeur des recettes monétaires agricoles ne progresse que de 3,5 % au cours des six premiers mois de 1984, en regard de la même période de 1983, tandis que l'emploi agricole diminue en passant de 77 000 à 73 000 pour la même période de comparaison. Les dépenses d'immobilisation dans l'agriculture devraient s'accroître de 50 millions pour atteindre 701 millions de dollars en 1984.

1. Statistique Canada. *Investissements privés et publics au Canada.*

Le secteur des mines, carrières et puits de pétrole bénéficie pour sa part d'un raffermissement de la demande; le volume des expéditions de minéraux augmente d'environ 10 % dans le cas du cuivre, du fer, de l'argent et de l'or tandis que le volume des expéditions de minerai d'amiante augmente de 3,2 % au cours des six premiers mois de 1984, en regard de la même période en 1983. Le nombre d'emplois du secteur diminue toutefois, la moyenne des six premiers mois passant de 25 000 en 1983 à 24 000 au cours des mêmes mois de 1984. Les entreprises du secteur minier, profitant d'un programme gouvernemental d'aide à l'investissement, réalisent des dépenses d'immobilisation qui devraient totaliser 340 millions de dollars en 1984, comparativement à 225 millions de dollars en 1983.

Dans le secteur de la construction, l'activité est importante puisque le nombre de mises en chantier se maintient au niveau élevé de 1983 et que les dépenses en construction non résidentielle augmentent de 2,2 % pour l'ensemble de l'économie. Il en résulte qu'au cours des six premiers mois de l'année 1984 on dénombre en moyenne 104 500 emplois dans la construction plutôt que 103 000 pour la même période de 1983.

Finalement, dans le secteur tertiaire, le meilleur indicateur disponible au chapitre de l'activité est le nombre de personnes employées. En moyenne, de janvier à juin 1984, on compte 202 500 emplois dans le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique, soit 10 000 de moins qu'au cours des mêmes mois de l'année précédente. Cependant, pour la même période de comparaison, on dénombre 461 800 emplois dans le commerce, soit une hausse de 13 000; 147 300 emplois dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières, soit une hausse de 8 000; 887 800 emplois dans le secteur des services sociaux, commerciaux, industriels et personnels, soit une hausse de 49 000 et 199 000 emplois dans les administrations publiques et la défense, une hausse de 2 000. Au total les activités tertiaires créent donc 62 000 emplois additionnels au cours des six premiers mois de 1984, même si les grands secteurs de l'enseignement et des hôpitaux ne fournissent au total que 7 000 emplois de plus qu'au cours des six premiers mois de 1983. Les dépenses d'immobilisation du secteur tertiaire devraient atteindre 8,0 milliards de dollars en 1984 ce qui ne représente qu'une augmentation de 2,9 % par rapport à 1983; ceci s'explique par une baisse de 10,7 % des dépenses d'immobilisation du secteur des transports, communications et des autres services d'utilité publique, alors que les dépenses d'immobilisation augmentent de 15,5 % pour l'ensemble des autres activités du secteur tertiaire.

Tableau 10.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
Données non désaisonnalisées
1984

	1984			
	I	II	Dernières données	Janvier à Juin 1984
Demande globale (000 000 $)				
Produit intérieur brut	23 361	—	—	—
Variation en %	*10,2*	—	—	—
Dépenses personnelles biens et services	13 381	—	—	—
Variation en %	*10,1*	—	—	—
Dépenses publiques courantes	5 395	—	—	—
Variation en %	*16,2*	—	—	—
Formation brute de capital fixe	3 316	—	—	—
Variation en %	*4,2*	—	—	—
Revenu (000 000 $)				
Rémunération des salariés	13 230	—	—	—
Variation en %	*9,3*	—	—	—
Revenu personnel disponible	14 899	—	—	—
Variation en %	*6,5*	—	—	—
Bénéfices des sociétés avant impôt	1 897	—	—	—
Variation en %	*33,6*	—	—	—
Marché du travail				
Population active (000)	3 046,7	3 146,3	3 245,0[1]	3 096,5
Variation en %	*2,9*	*1,7*	*1,4*	*2,3*
Emploi (000)	2 610	2 731	2 886 [1]	2 670
Variation en %	*4,4*	*3,1*	*3,4*	*3,8*
Taux de chômage	14,3	13,2	11,1[1]	13,8
Prix et coûts				
Indice des prix à la consommation	121,2	122,6	123,5[1]	121,9
Variation en %	*5,2*	*4,7*	*4,6*	*5,0*
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	427,1	—	433,7[2]	427,2
Variation en %	*6,8*	—	*5,3*	*6,1*
Marché financier				
Taux d'escompte de la Banque du Canada	10,3	11,5	12,65[3]	10,9
Taux préférentiel des banques	11,2	12,0	13,50[3]	11,6
Papier commercial à 90 jours	10,1	11,5	12,50[3]	10,8

1. Juillet 1984
2. Juin 1984
3. 9 août 1984

Sources: Bureau de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Annexe

Tableau A2.1
Variation de l'indice des prix à la consommation
Canada et principales villes
1983/1982

	Halifax	Québec	Montréal	Toronto	Calgary	Edmonton	Vancouver	Canada
					(%)			
Ensemble	6,6	5,4	5,6	6,0	4,6	5,8	5,5	5,8
Alimentation	2,6	1,9	2,7	5,2	2,6	3,5	4,3	3,7
Habitation	8,2	8,1	7,8	6,1	3,2	5,4	5,2	6,8
Habillement	5,2	3,7	3,6	4,7	1,1	3,2	4,1	4,0
Transports	6,0	3,8	4,2	5,2	5,7	6,3	5,8	5,0
Santé et soins personnels	7,8	6,4	6,8	6,3	8,6	7,3	6,7	6,9
Loisirs, lecture et formation	8,2	5,0	5,8	6,0	7,0	7,4	8,4	6,5
Tabacs et alcool	11,1	11,0	10,4	14,6	15,0	15,4	8,6	12,6

Source: Statistique Canada.

Tableau A2.2
Expéditions manufacturières au Québec 1983

	1983				
	I	II	III	IV	1983
			($ 1971)		
Aliments et boissons	719 096,7	756 151,9	757 298,5	746 798,1	2 979 345,1
Variation en %	*1,8*	*−3,3*	*−3,7*	*−3,4*	*−2,3*
Tabac	66 191,3	79 091,5	77 109,5	78 213,7	300 606,0
Variation en %	*−2,1*	*−3,9*	*−5,1*	*0,8*	*−2,7*
Caoutchouc	105 478,6	119 300,7	113 577,4	118 822,6	457 179,3
Variation en %	*10,2*	*14,7*	*12,7*	*13,1*	*12,7*
Cuir	30 874,3	33 074,6	47 525,3	42 030,6	153 504,8
Variation en %	*−11,9*	*7,7*	*−8,2*	*18,7*	*0,4*
Textile	245 569,3	272 016,2	221 844,1	267 751,1	1 007 180,6
Variation en %	*13,1*	*31,4*	*18,6*	*12,1*	*18,5*
Bonneterie	83 762,2	86 599,1	97 001,9	87 709,9	355 073,1
Variation en %	*12,0*	*14,0*	*10,6*	*4,1*	*10,0*
Habillement[1]	220 444,7	183 228,3	234 134,4	205 593,7	843 401,1
Variation en %	*0,3*	*7,3*	*5,8*	*7,8*	*5,1*
Bois	116 444,6	207 535,3	206 094,4	200 770,8	780 845,2
Variation en %	*11,9*	*22,2*	*33,7*	*28,5*	*24,2*
Meubles et articles d'ameublement	66 245,6	74 839,6	73 828,3	79 506,6	294 420,0
Variation en %	*8,2*	*15,7*	*23,1*	*18,4*	*16,4*
Papiers	402 518,9	446 357,9	440 535,8	461 755,0	1 751 167,6
Variation en %	*−1,1*	*11,0*	*17,0*	*14,3*	*10,2*
Imprimerie, édition[2]	161 975,8	171 011,7	160 700,1	183 644,6	677 332,2
Variation en %	*−1,4*	*4,5*	*5,0*	*8,2*	*4,1*
Première transformation des métaux	228 968,3	293 486,8	288 529,9	322 953,7	1 133 938,7
Variation en %	*−5,4*	*25,6*	*26,6*	*31,7*	*19,5*
Produits métalliques	249 455,5	240 821,8	245 228,8	314 612,5	1 050 118,7
Variation en %	*−20,1*	*1,8*	*1,2*	*−6,0*	*−6,7*
Machinerie	100 092,4	121 088,5	88 062,4	105 586,2	414 829,5
Variation en %	*−25,7*	*−7,8*	*−24,6*	*−15,5*	*−18,3*
Matériel de transport[1]	282 312,5	348 875,7	283 587,0	323 884,8	1 238 659,9
Variation en %	*−0,3*	*34,4*	*15,8*	*6,8*	*13,5*
Produits électriques	229 582,1	248 859,6	244 145,1	270 605,2	993 192,0
Variation en %	*−8,9*	*5,5*	*13,4*	*12,8*	*5,3*
Minéraux non métalliques	52 236,6	83 129,2	97 415,5	83 408,8	316 190,1
Variation en %	*−10,5*	*−0,3*	*16,5*	*11,0*	*5,2*
Pétrole et charbon	233 351,6	209 849,0	213 914,0	252 794,2	909 908,8
Variation en %	*−5,0*	*3,8*	*−1,2*	*4,8*	*0,5*
Produits chimiques	252 165,9	268 913,4	261 467,7	260 211,6	1 042 758,6
Variation en %	*10,0*	*8,1*	*14,6*	*5,5*	*9,4*
Total	**4 100 485,4**	**4 427 124,8**	**4 358 803,0**	**4 648 711,7**	**17 535 124,9**
Variation en %	***−2,1***	***8,4***	***7,5***	***7,0***	***5,2***

1. Dégonflées par l'indice des prix de vente canadiens de l'industrie.
2. Dégonflées par l'indice global des prix de vente canadiens.
Source: Statistique Canada.

Tableau A3.1

Population selon l'âge et le sexe 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	322,7	318,2	308,7	295,6	279,2
Variation en %	*-1,0*	*-1,4*	*-3,0*	*-4,2*	*-5,6*
Femmes	314,3	308,8	298,9	285,5	269,3
Variation en %	*-1,3*	*-1,7*	*-3,2*	*-4,5*	*-5,7*
20-24 ans					
Hommes	310,5	312,9	314,7	313,8	313,7
Variation en %	*1,1*	*0,8*	*0,6*	*-0,3*	*-0,1*
Femmes	312,5	315,3	318,0	316,6	315,2
Variation en %	*1,2*	*0,9*	*0,9*	*-0,4*	*-0,4*
25-44 ans					
Hommes	920,1	944,2	968,1	994,3	1 019,3
Variation en %	*2,3*	*2,6*	*2,5*	*2,7*	*2,5*
Femmes	929,8	954,6	979,3	1 006,8	1 003,8
Variation en %	*2,3*	*2,7*	*2,6*	*2,8*	*2,7*
45-64 ans					
Hommes	581,0	586,5	592,8	597,7	603,0
Variation en %	*0,8*	*0,9*	*1,1*	*0,8*	*0,9*
Femmes	626,3	632,0	638,3	643,7	649,0
Variation en %	*0,8*	*0,9*	*1,0*	*0,8*	*0,8*
65 ans et plus					
Hommes	210,5	216,2	222,2	227,9	233,3
Variation en %	*2,9*	*2,7*	*2,8*	*2,6*	*2,4*
Femmes	282,2	293,1	304,1	314,1	323,6
Variation en %	*3,7*	*3,9*	*3,8*	*3,3*	*3,0*
Hommes	**2 344,7**	**2 377,8**	**2 406,8**	**2 429,7**	**2 448,4**
Variation en %	***1,4***	***1,4***	***1,2***	***1,0***	***0,8***
Femmes	**2 465,3**	**2 503,9**	**2 538,8**	**2 566,8**	**2 590,6**
Variation en %	***1,5***	***1,6***	***1,4***	***1,1***	***0,9***

Source: Statistique Canada.

Tableau A3.2
Population active selon l'âge et le sexe 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	153,8	159,3	151,5	129,0	125,4
Variation en %	*3,8*	*3,6*	*−4,9*	*−14,9*	*−2,8*
Femmes	132,3	132,9	128,6	111,4	109,7
Variation en %	*1,5*	*0,4*	*−3,3*	*−13,4*	*−1,6*
20-24 ans					
Hommes	261,0	264,3	265,0	253,6	253 8
Variation en %	*1,2*	*1,3*	*0,3*	*−4,3*	*0,1*
Femmes	221,3	228,0	228,6	225,0	228,0
Variation en %	*1,5*	*3,0*	*0,3*	*−1,6*	*1,3*
25-44 ans					
Hommes	871,8	889,8	910,7	920,2	941,3
Variation en %	*2,4*	*2,1*	*2,4*	*1,0*	*2,3*
Femmes	509,4	544,3	590,8	594,1	632,6
Variation en %	*4,3*	*6,8*	*8,5*	*0,6*	*6,5*
45-64 ans					
Hommes	483,5	490,9	486,8	479,4	485,6
Variation en %	*−0,2*	*1,5*	*−0,8*	*−1,5*	*1,3*
Femmes	225,9	239,0	241,8	245,7	249,9
Variation en %	*3,6*	*5,8*	*1,2*	*1,6*	*1,7*
65 ans et plus					
Hommes	26,8	26,7	23,7	25,7	23,0
Variation en %	*2,2*	*−0,3*	*−11,3*	*8,5*	*−10,4*
Femmes	11,8	13,2	12,8	14,0	19,5
Variation en %	*−26,2*	*12,1*	*−2,5*	*9,1*	*39,3*
Hommes	**1 796,9**	**1 830,6**	**1 837,7**	**1 807,9**	**1 829,4**
Variation en %	***1,6***	***1,9***	***0,4***	***−1,6***	***1,2***
Femmes	**1 100,6**	**1 157,3**	**1 202,6**	**1 190,0**	**1 239,6**
Variation en %	***2,8***	***5,1***	***3,9***	***−1,0***	***4,2***

Source : Statistique Canada.

Tableau A3.3
Taux d'activité selon l'âge et le sexe 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
15-19 ans					
Hommes	47,6	50,1	49,1	43,6	44,9
Femmes	42,1	43,0	43,0	39,0	40,7
20-24 ans					
Hommes	84,1	84,5	84,2	80,8	80,9
Femmes	70,8	72,3	71,9	71,1	72,3
25-44 ans					
Hommes	94,7	94,2	94,1	92,5	92,3
Femmes	54,8	57,0	60,3	59,0	61,2
45-64 ans					
Hommes	83,2	83,7	82,1	80,2	80,5
Femmes	36,1	37,8	37,9	38,2	38,5
65 ans et plus					
Hommes	12,7	12,3	10,7	11,3	9,9
Femmes	4,2	4,5	4,2	4,5	6,0
Hommes	**76,6**	**77,0**	**76,4**	**74,4**	**74,7**
Femmes	**44,6**	**46,2**	**47,4**	**46,4**	**47,8**

Source: Statistique Canada.

Tableau A3.4
Emploi selon l'âge et le sexe 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	122,8	125,7	118,8	89,1	90,1
Variation en %	*8,5*	*2,3*	*– 5,5*	*– 25,0*	*1,1*
Femmes	105,3	104,6	102,1	83,7	81,7
Variation en %	*3,5*	*– 0,7*	*– 2,4*	*– 18,0*	*– 2,4*
20-24 ans					
Hommes	221,1	223,0	221,0	196,3	193,8
Variation en %	*3,3*	*0,9*	*– 0,9*	*– 11,2*	*– 1,3*
Femmes	193,3	196,9	197,2	183,8	187,7
Variation en %	*3,3*	*1,9*	*0,1*	*– 6,8*	*2,1*
25-44 ans					
Hommes	814,0	824,9	840,6	811,7	828,3
Variation en %	*3,7*	*1,3*	*1,9*	*– 3,4*	*2,1*
Femmes	460,6	500,3	530,8	520,0	552,8
Variation en %	*4,9*	*8,6*	*6,1*	*– 2,0*	*6,3*
45-64 ans					
Hommes	456,3	461,3	456,0	438,7	441,1
Variation en %	*1,3*	*1,1*	*– 1,2*	*– 3,8*	*0,6*
Femmes	208,3	218,3	223,8	222,9	225,1
Variation en %	*5,0*	*4,8*	*2,5*	*– 0,4*	*1,0*
65 ans et plus					
Hommes	26,3	26,3	23,0	24,9	22,3
Variation en %	*3,3*	*– 0,3*	*– 12,4*	*8,3*	*– 10,4*
Femmes	11,3	13,0	12,8	13,8	19,2
Variation en %	*– 26,5*	*14,7*	*– 1,3*	*7,1*	*39,4*
Hommes	**1 640,4**	**1 661,0**	**1 659,3**	**1 560,4**	**1 575,7**
Variation en %	***3,3***	***1,3***	***– 0,1***	***– 6,0***	***1,0***
Femmes	**978,9**	**1 032,8**	**1 066,8**	**1 024,0**	**1 066,4**
Variation en %	***4,0***	***5,5***	***3,3***	***– 4,0***	***4,1***

Source: Statistique Canada.

Tableau A3.5
Taux de chômage selon l'âge et le sexe 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
15-19 ans					
Hommes	20,2	21,1	21,7	31,1	28,2
Femmes	20,2	21,4	20,5	24,8	25,6
20-24 ans					
Hommes	15,3	15,6	16,7	22,6	23,7
Femmes	12,7	13,6	13,7	18,3	17,7
25-44 ans					
Hommes	6,6	7,3	7,7	11,8	12,0
Femmes	9,6	8,1	10,2	12,5	12,6
45-64 ans					
Hommes	5,6	6,0	6,3	8,5	9,1
Femmes	7,8	8,8	7,5	9,3	10,1
Hommes	**8,7**	**9,3**	**9,7**	**13,7**	**13,9**
Femmes	**11,1**	**10,8**	**11,3**	**13,9**	**14,0**

Source: Statistique Canada.

Tableau A3.6
Chômeurs selon l'âge et le sexe 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	31,1	33,7	32,8	40,1	35,4
Variation en %	*-11,2*	*8,3*	*-2,5*	*22,1*	*-11,6*
Femmes	26,7	28,5	26,4	27,7	28,1
Variation en %	*-6,4*	*6,9*	*-7,3*	*4,7*	*1,5*
20-24 ans					
Hommes	40,0	41,3	44,3	57,3	60,1
Variation en %	*-8,7*	*3,3*	*7,1*	*29,4*	*4,9*
Femmes	28,2	31,1	31,3	41,3	40,3
Variation en %	*-9,6*	*10,4*	*0,8*	*31,6*	*-2,4*
25-44 ans					
Hommes	57,8	64,8	70,0	108,8	113,1
Variation en %	*-12,4*	*12,0*	*8,1*	*55,4*	*4,0*
Femmes	49,0	43,8	60,0	74,1	79,6
Variation en %	*-0,2*	*-10,5*	*36,9*	*23,5*	*7,4*
45-64 ans					
Hommes	27,2	29,4	30,6	40,7	44,4
Variation en %	*-19,9*	*8,3*	*4,0*	*33,0*	*9,2*
Femmes	17,6	20,9	18,1	22,9	25,2
Variation en %	*-10,6*	*19,0*	*-13,5*	*26,7*	*9,8*
Hommes	**156,3**	**169,7**	**178,5**	**247,5**	**253,6**
Variation en %	***-12,8***	***8,5***	***5,2***	***38,7***	***2,5***
Femmes	**121,8**	**124,4**	**135,8**	**165,8**	**173,3**
Variation en %	***-5,6***	***2,2***	***9,1***	***22,2***	***4,5***

Source: Statistique Canada.

Tableau A3.7
Population active par région administrative 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	90,3	95,1	91,1	82,6	90,8
Variation en %	*−1,3*	*5,3*	*−4,2*	*−9,3*	*10,0*
Saguenay—Lac-Saint-Jean	113,8	125,3	108,5	106,4	107,1
Variation en %	*5,2*	*10,2*	*−13,4*	*−1,9*	*0,6*
Québec	438,3	459,3	469,0	457,7	457,8
Variation en %	*−1,7*	*4,8*	*2,1*	*−2,4*	*0,0*
Trois-Rivières	180,5	188,3	196,3	193,3	199,0
Variation en %	*1,8*	*4,3*	*4,2*	*−1,5*	*2,9*
Estrie	104,3	107,5	104,8	107,7	112,5
Variation en %	*15,7*	*3,0*	*−2,6*	*2,8*	*4,5*
Montréal	1 717,2	1 754,4	1 807,0	1 796,0	1 808,8
Variation en %	*2,1*	*2,2*	*3,0*	*−0,6*	*0,7*
Outaouais	126,1	124,7	124,1	122,1	131,5
Variation en %	*6,6*	*−1,1*	*−0,5*	*−1,6*	*7,7*
Abitibi-Témiscamingue	55,5	54,6	60,5	69,3	70,5
Variation en %	*−3,1*	*−1,7*	*10,8*	*14,6*	*1,7*
Côte-Nord—Nouveau-Québec	44,9	55,8	46,2	44,0	44,7
Variation en %	*3,5*	*24,1*	*−17,2*	*−4,7*	*1,5*
Total	**2 897,6**	**2 988,0**	**3 040,3**	**2 997,8**	**3 068,9**
Variation en %	***2,1***	***3,1***	***1,7***	***−1,4***	***2,4***

Source: Statistique Canada.

Tableau A3.8
Population de 15 ans et plus par région administrative 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000)		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	173,0	180,9	179,3	175,7	177,8
Variation en %	*−0,4*	*4,6*	*−0,9*	*−2,0*	*1,2*
Saguenay—Lac-Saint-Jean	207,2	217,2	199,8	199,2	202,6
Variation en %	*2,2*	*4,8*	*−8,0*	*−0,3*	*1,7*
Québec	748,7	767,8	785,5	776,5	782,4
Variation en %	*−1,4*	*2,5*	*2,3*	*−1,1*	*0,8*
Trois-Rivières	325,8	326,8	336,0	340,1	342,5
Variation en %	*1,8*	*0,3*	*2,8*	*1,2*	*0,7*
Estrie	173,3	177,3	173,0	179,5	181,3
Variation en %	*9,6*	*2,3*	*−2,4*	*3,8*	*1,0*
Montréal	2 753,2	2 791,6	2 824,0	2 854,8	2 879,3
Variation en %	*1,4*	*1,4*	*1,2*	*1,1*	*0,9*
Outaouais	198,8	196,2	198,6	202,8	205,3
Variation en %	*3,9*	*−1,3*	*1,2*	*2,1*	*1,2*
Abitibi-Témiscamingue	100,6	97,3	109,3	118,8	118,9
Variation en %	*−0,2*	*−3,2*	*12,3*	*8,7*	*0,1*
Côte-Nord—Nouveau-Québec	80,0	90,7	81,2	73,0	73,0
Variation en %	*6,5*	*13,3*	*−10,5*	*−10,1*	*0,0*
Total	**4 810,1**	**4 881,6**	**4 945,3**	**4 996,3**	**5 039,0**
Variation en %	***1,4***	***1,5***	***1,3***	***1,0***	***0,9***

Source: Statistique Canada.

Tableau A4.1
Encours des prêts des caisses locales d'épargne et de crédit 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Prêts sur reconnaissance de dette	2 487,5	2 925,5	3 220,3	3 394,5	4 154,3
Variation en %	*18,9*	*17,6*	*10,1*	*5,4*	*22,4*
Prêts hypothécaires	5 993,0	6 986,8	7 546,3	6 873,8	7 648,8
Variation en %	*23,3*	*16,6*	*8,0*	*−8,9*	*11,3*
Total	**8 480,5**	**9 912,3**	**10 766,5**	**10 268,0**	**11 803,0**
Variation en %	***22,0***	***16,9***	***8,6***	***−4,6***	***14,9***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A4.2
Part de la formation brute de capital fixe dans les emplois du produit intérieur brut 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Construction résidentielle	4,1	3,3	3,2	2,4	3,7
F.B.C.F. des entreprises (excluant la construction résidentielle)	12,3	12,3	11,5	11,1	9,2
F.B.C.F. des administrations publiques	2,7	2,7	2,3	2,2	2,4
F.B.C.F. totale en % du P.I.B.	**19,1**	**18,3**	**17,0**	**15,8**	**15,2**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A4.3
Immobilisations des secteurs privé et public 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983[1]
			(000 000 $)		
Secteur privé	6 932,9	7 786,2	8 615,9	7 715,1	7 707,0
Variation en %	*14,3*	*12,3*	*10,7*	*−10,5*	*−0,1*
Entreprises commerciales	4 549,9	5 683,1	6 182,0	5 874,3	5 151,2
Variation en %	*22,2*	*24,9*	*8,8*	*−5,0*	*−13,3*
Institutions et habitation	2 383,0	2 103,1	2 433,9	1 840,8	2 555,8
Variation en %	*1,8*	*−11,7*	*15,7*	*−24,4*	*38,8*
Secteur public	4 921,3	5 032,7	5 123,3	5 279,9	5 627,0
Variation en %	*4,1*	*2,3*	*1,8*	*3,1*	*6,6*
Entreprises publiques	3 247,1	3 076,6	3 249,9	3 381,9	3 611,8
Variation en %	*6,2*	*−5,3*	*5,6*	*4,1*	*6,8*
Institutions publiques	270,3	330,1	384,0	361,4	370,7
Variation en %	*0,4*	*22,1*	*16,3*	*−5,9*	*2,6*
Gouvernements	1 403,9	1 626,0	1 489,4	1 536,6	1 644,5
Variation en %	*0,1*	*15,8*	*−8,4*	*3,2*	*7,0*
Total	**11 854,2**	**12 818,9**	**13 739,2**	**12 995,0**	**13 334,0**
Variation en %	***9,8***	***8,1***	***7,2***	***−5,4***	***2,6***

1. Données préliminaires.
Source: Statistique Canada.

Tableau A4.4
Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public 1973-1983

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983[1]	Moyenne 1973-1983[1]
							(%)					
Secteur privé	67,8	68,5	60,2	62,9	58,4	56,2	58,5	60,7	62,7	59,4	57,8	61,2
Entreprises commerciales	46,0	47,0	41,3	36,4	33,6	34,5	38,4	44,3	45,0	45,2	38,6	40,9
Institutions et habitation	21,8	21,5	18,9	26,5	24,8	21,7	20,1	16,4	17,7	14,2	19,2	20,4
Secteur public	32,2	31,5	39,8	37,1	41,6	43,8	41,5	39,3	37,3	40,6	42,2	38,8
Entreprises publiques	12,7	13,4	22,8	21,4	25,4	28,3	27,4	24,0	23,7	26,0	27,1	22,9
Institutions publiques	4,0	3,7	2,6	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	2,8	2,8	2,8	2,9
Gouvernements	15,5	14,5	14,4	13,1	13,5	13,0	11,8	12,7	10,8	11,8	12,3	13,0

1. Données préliminaires.
Source: Statistique Canada.

Tableau A4.5
Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme 1982 et 1983

	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
					%			
Aministration publique provinciale	74,0	76,0	7,8	14,2	15,1	9,8	3,1	—
Gouvernement du Québec	71,3	75,0	8,6	14,8	16,7	10,2	3,4	—
Cégeps	100,0	—	—	—	—	—	—	—
Université du Québec	100,0	100,0	—	—	—	—	—	—
Institutions de santé	100,0	100,0	—	—	—	—	—	—
Administrations publiques locales	55,1	76,4	19,7	10,4	23,3	13,2	1,9	—
Municipalités	67,6	77,7	14,3	5,5	18,1	16,8	—	—
Communautés urbaines	25,6	35,5	36,2	39,6	31,2	24,9	7,0	—
Corporations de comté	100,0	—	—	—	—	—	—	—
Commissions scolaires	37,4	100,0	—	—	62,6	—	—	—
Entreprises publiques	29,7	53,7	45,9	28,2	24,4	18,1	—	—
Hydro-Québec	32,1	41,6	37,6	35,6	30,3	22,8	—	—
Régie des installations olympiques	—	—	100,0	—	—	—	—	—
Sidbec	—	100,0	—	—	—	—	—	—
Autres entreprises provinciales	—	100,0	—	—	—	—	—	—
Commissions de transport	100,0	100,0	—	—	—	—	—	—
Total	**53,3**	**67,9**	**24,8**	**18,6**	**20,2**	**13,5**	**1,7**	—

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A5.1
Balance des paiements internationaux, Canada 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Commerce de marchandises	4 118	8 488	7 368	18 338	18 041
Opérations au titre des services					
Voyages	−1 068	−1 228	−1 116	−1 284	−2 087
Intérêts et dividendes	−5 241	−5 384	−6 622	−9 006	−9 358
Transports	309	536	440	581	472
Autres opérations au titre des services	−2 990	−3 760	−6 278	−5 876	−5 331
Retenues fiscales	−754	−995	−1 110	−1 178	−1 043
Solde des opérations au titre des services	−9 744	−10 831	−14 686	−16 763	−17 348
Solde au titre des biens et services	−5 626	−2 343	−7 318	1 575	693
Transferts nets	664	1 247	1 552	1 442	884
Solde total du compte courant	**4 962**	**1 096**	**−5 766**	**3 017**	**1 577**

Source: Statistique Canada.

Tableau A5.2
Exportations québécoises chargées au Québec, par produits 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 $)		
Produits de l'agriculture et de la pêche	150 937	163 654	174 227	198 130	196 911
Variation en %	*27,1*	*8,4*	*6,5*	*13,7*	*−0,6*
Animaux vivants	40 309	31 868	21 569	30 338	41 073
Variation en %	*63,6*	*−20,9*	*−32,3*	*40,7*	*35,4*
Aliments, provendes, boissons et tabacs	110 628	131 785	152 657	167 792	155 837
Variation en %	*17,6*	*19,1*	*15,8*	*9,9*	*−7,1*
Produits de la forêt	3 758	11 959	9 550	8 332	14 307
Variation en %	*13,0*	*218,2*	*−20,1*	*−12,8*	*71,7*
Minéraux et métaux	1 470 692	1 452 459	1 494 809	1 186 292	1 083 752
Variation en %	*36,7*	*−1,2*	*2,9*	*−20,6*	*−8,6*
Minerai de fer	717 367	657 590	740 762	528 174	482 406
Variation en %	*65,5*	*−8,3*	*12,6*	*−28,7*	*−8,7*
Minérai de cuivre	21 617	28 825	18 052	18 693	15 462
Variation en %	*43,7*	*33,3*	*−37,4*	*3,6*	*−17,3*
Amiante	527 805	478 691	437 778	375 040	355 202
Variation en %	*16,2*	*−9,3*	*−8,5*	*−14,3*	*−5,3*
Minerai de zinc	5 922	4 881	4 720	4 199	3 207
Variation en %	*−55,9*	*−17,6*	*−3,3*	*−11,0*	*−23,6*
Autres métaux et minéraux	197 980	282 470	293 494	260 183	227 474
Variation en %	*24,0*	*42,7*	*3,9*	*−11,3*	*−12,6*
Autres primaires	178 706	201 505	162 990	94 954	99 377
Variation en %	*69,2*	*12,8*	*−19,1*	*−41,7*	*4,7*
Produits manufacturés	9 427 687	12 080 615	12 975 150	12 565 027	13 228 761
Variation en %	*24,2*	*28,1*	*7,4*	*−3,2*	*5,3*
Biens de consommation	2 332 115	2 720 567	2 914 447	2 717 141	3 259 796
Variation en %	*33,0*	*16,7*	*7,1*	*−6,8*	*20,0*
Aliments et boissons	535 371	597 487	779 826	892 641	832 702
Variation en %	*38,9*	*11,6*	*30,5*	*14,5*	*−6,7*
Automobiles et pièces	1 026 461	1 086 993	1 296 152	1 042 971	1 612 278
Variation en %	*15,9*	*5,9*	*19,2*	*−19,5*	*54,6*
Autres biens de consommation	770 282	1 036 086	838 468	781 528	814 815
Variation en %	*59,7*	*34,5*	*−19,1*	*−6,8*	*4,3*

Tableau A5.2 (suite)

Exportations québécoises chargées au Québec, par produits 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 $)		
Machines et matériel	1 751 737	2 323 568	2 616 806	2 765 021	2 673 395
Variation en %	*48,8*	*32,6*	*12,6*	*5,7*	*-3,3*
Machines générales	430 627	569 822	531 793	522 395	577 807
Variation en %	*38,5*	*32,3*	*-6,7*	*-1,8*	*10,6*
Matériel mobile	849 022	1 157 792	1 352 058	1 441 348	1 260 174
Variation en %	*64,6*	*36,4*	*16,8*	*6,6*	*-12,6*
Produits de l'aéronautique	538 702	695 180	1 104 590	1 028 527	1 047 678
Variation en %	*32,7*	*29,0*	*58,9*	*-6,9*	*1,9*
Autre matériel roulant	310 319	462 612	247 467	412 821	212 496
Variation en %	*182,4*	*49,1*	*-46,5*	*66,8*	*-48,5*
Matériel général	472 087	595 953	732 955	801 278	835 413
Variation en %	*34,8*	*26,2*	*23,0*	*9,3*	*4,3*
Matériaux et éléments de construction	782 716	833 461	978 728	1 011 736	1 053 751
Variation en %	*25,4*	*6,5*	*17,4*	*3,4*	*4,2*
Bois d'oeuvre	323 498	381 111	448 982	496 237	563 839
Variation en %	*32,6*	*17,8*	*17,8*	*10,5*	*13,6*
Autres matériaux de construction	369 617	383 151	419 280	450 806	446 062
Variation en %	*24,4*	*3,7*	*9,4*	*7,5*	*-1,1*
Bâtiments et structures préfabriqués	89 601	69 198	110 465	64 692	43 849
Variation en %	*8,0*	*-22,8*	*59,6*	*-41,4*	*-32,2*
Produits et fournitures intermédiaires	4 561 117	6 203 017	6 465 167	6 071 127	6 241 817
Variation en %	*13,0*	*36,0*	*4,2*	*-6,1*	*2,8*
Pâtes et papiers	2 071 593	2 343 188	2 742 746	2 619 100	2 501 449
Variation en %	*22,6*	*13,1*	*17,1*	*-4,5*	*-4,5*
Pâtes de bois et pâtes similaires	314 297	371 095	363 458	302 281	268 693
Variation en %	*81,6*	*18,1*	*-2,1*	*-16,8*	*-11,1*
Papier d'imprimerie	1 693 228	1 894 650	2 293 129	2 238 682	2 120 546
Variation en %	*14,8*	*11,9*	*21,0*	*-2,4*	*-5,3*
Autres papiers	64 066	77 442	86 158	78 137	112 209
Variation en %	*55,2*	*20,9*	*11,3*	*-9,3*	*43,6*
Produits chimiques et plastiques	358 698	410 368	467 255	433 825	473 438
Variation en %	*38,9*	*14,4*	*13,9*	*-7,2*	*9,1*
Produits du pétrole et dérivés	251 267	234 068	390 556	523 928	313 708
Variation en %	*92,1*	*-6,8*	*66,9*	*34,1*	*-40,1*
Produits métalliques	1 585 066	2 799 031	2 281 103	1 979 834	2 424 538
Variation en %	*-8,8*	*76,6*	*-18,5*	*-13,2*	*22,5*
Aluminium et alliages	490 504	1 003 796	944 758	960 432	1 244 745
Variation en %	*-35,4*	*104,6*	*-5,9*	*1,7*	*29,6*
Cuivre et alliages	383 373	647 110	445 380	364 622	477 291
Variation en %	*11,5*	*68,8*	*-31,2*	*-18,1*	*30,9*
Fer et acier primaire	99 135	191 089	240 603	166 883	121 169
Variation en %	*-35,7*	*92,8*	*25,9*	*-30,6*	*-27,4*
Autres produits métalliques	612 052	957 034	650 361	487 896	581 332
Variation en %	*27,6*	*56,4*	*-32,0*	*-25,0*	*19,2*
Autres produits et fournitures intermédiaires	294 492	416 360	583 505	514 437	528 683
Variation en %	*34,8*	*41,4*	*40,1*	*-11,8*	*2,8*
Électricité	104 007	154 346	191 854	295 864	332 995
Variation en %	*652,5*	*48,4*	*24,3*	*54,2*	*12,6*
Transactions commerciales spéciales	33 961	34 070	56 434	34 374	39 931
Variation en %	*40,5*	*0,3*	*65,6*	*-39,1*	*16,2*
Total	**11 369 751**	**14 098 610**	**15 065 016**	**14 382 976**	**14 996 037**
Variation en %	***27,3***	***24,0***	***6,9***	***-4,5***	***4,3***

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A6.1

P.I.B. au coût des facteurs par industrie répartition en pourcentage 1961, 1971, 1979-1983

	1961	1971	1979	1980	1981	1982	1983
Primaire	6,4	4,5	4,9	5,1	4,9	4,9	4,3
Agriculture	2,6	1,8	2,2	1,9	2,0	2,0	1,9
Forêts	1,1	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Pêche et piégeage	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Mines, carrières et puits de pétrole	2,6	2,0	2,0	2,3	2,2	2,1	1,7
Secondaire	37,0	31,6	28,9	29,1	29,2	24,5	26,9
Industries manufacturières	30,6	25,8	23,9	24,3	24,1	19,8	22,6
Construction	6,4	5,8	5,0	4,8	5,1	4,7	4,3
Tertiaire	56,6	63,9	66,2	65,8	65,8	70,6	68,8
Transports communications et autres services d'utilité publique	12,9	12,2	12,0	11,9	11,4	13,0	12,6
Transports	—	—	5,1	5,3	5,2	5,6	5,5
Entreposage	—	—	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	—	—	2,8	2,8	2,6	3,1	3,3
Électricité gaz et eau	—	—	3,9	3,6	3,4	4,0	3,6
Commerce de gros	12,2	12,3	5,2	5,1	5,1	5,0	5,2
Commerce de détail			6,8	6,5	6,3	6,2	6,4
Finances assurances et affaires immobilières	11,8	11,9	11,4	10,6	11,0	11,9	11,6
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	14,5	21,0	23,1	23,5	23,9	25,6	24,1
Administration publique et défense	5,2	6,5	7,7	8,2	8,3	8,9	9,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Sources: Statistique Canada; compilations du Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A6.2
Immobilisations par industrie
Ontario
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Primaire	1 401,7	1 584,3	1 791,7	1 762,7	1 712,5
Variation en %	*27,2*	*13,0*	*13,1*	*−1,6*	*−2,8*
Agriculture et pêche	958,2	1 053,7	1 140,0	1 177,9	1 178,1
Variation en %	*20,8*	*10,0*	*8,2*	*3,3*	*0,0*
Forêts	32,4	39,3	48,6	20,3	16,4
Variation en %	*58,0*	*21,3*	*23,7*	*−58,2*	*−19,2*
Mines, carrières et puits de pétrole	411,1	491,3	603,1	564,5	518,0
Variation en %	*42,5*	*19,5*	*22,8*	*−6,4*	*−8,2*
Secondaire	3 810,1	5 063,4	5 972,1	4 930,6	4 168,5
Variation en %	*14,2*	*32,9*	*17,9*	*−17,4*	*−15,5*
Industries manufacturières	3 545,1	4 778,7	5 646,7	4 601,0	3 827,4
Variation en %	*14,9*	*34,8*	*18,2*	*−18,5*	*−16,8*
Construction	265,0	284,7	325,4	329,6	341,1
Variation en %	*5,4*	*7,4*	*14,3*	*1,3*	*3,5*
Tertiaire	8 333,3	9 318,1	11 234,0	12 589,8	12 622,8
Variation en %	*12,3*	*11,8*	*20,6*	*12,1*	*0,3*
Transports et entreposage	836,5	926,3	1 240,4	1 444,5	986,5
Variation en %	*25,0*	*10,7*	*33,9*	*16,5*	*−31,7*
Communications	772,1	902,7	1 010,5	1 038,4	935,1
Variation en %	*11,1*	*16,9*	*11,9*	*2,8*	*−9,9*
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	1 747,1	1 829,9	2 634,5	3 405,6	3 552,8
Variation en %	*4,2*	*4,7*	*44,0*	*29,3*	*4,3*
Commerce	523,3	593,3	681,6	688,5	704,4
Variation en %	*14,8*	*13,4*	*14,9*	*1,0*	*2,3*
Finances, assurances et affaires immobilières	1 013,5	1 164,2	1 280,9	1 290,0	1 446,0
Variation en %	*14,3*	*14,9*	*10,0*	*0,7*	*12,1*
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	1 770,4	1 866,2	2 169,8	2 402,3	2 493,6
Variation en %	*5,0*	*5,4*	*16,3*	*10,7*	*3,8*
Administration publique	1 670,4	2 035,5	2 216,3	2 320,5	2 504,4
Variation en %	*23,5*	*21,9*	*8,9*	*4,7*	*7,9*
Habitation	3 548,2	3 140,3	3 743,4	3 139,9	4 340,7
Variation en %	*−4,1*	*−11,5*	*19,2*	*−16,1*	*38,2*
Total	**17 093,3**	**19 106,1**	**22 741,2**	**22 423,0**	**22 844,5**
Variation en %	***9,8***	***11,8***	***19,0***	***−1,4***	***1,9***

Source: Statistique Canada.

Tableau A6.3
Immobilisations par industrie
Canada
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Primaire	10 322,7	13 254,5	15 146,2	14 851,2	14 293,3
Variation en %	*35,4*	*28,4*	*14,3*	*– 1,9*	*– 3,8*
Agriculture et pêche	4 367,5	4 467,8	4 859,9	4 341,6	4 541,7
Variation en %	*25,6*	*2,3*	*8,8*	*– 10,7*	*4,6*
Forêts	300,6	343,0	281,7	148,0	144,3
Variation en %	*24,8*	*14,1*	*– 17,9*	*– 47,5*	*– 2,5*
Mines, carrières et puits de pétrole	5 654,6	8 443,7	10 004,6	10 361,6	9 607,3
Variation en %	*44,9*	*49,3*	*18,5*	*3,6*	*– 7,3*
Secondaire	8 428,9	10 855,0	14 043,9	12 785,9	10 097,7
Variation en %	*19,5*	*28,8*	*29,4*	*– 9,0*	*– 21,0*
Industries manufacturières	7 443,6	9 746,8	12 739,3	11 492,5	8 801,7
Variation en %	*20,5*	*30,9*	*30,7*	*– 9,8*	*– 23,4*
Construction	985,3	1 108,2	1 304,6	1 293,4	1 296,0
Variation en %	*12,6*	*12,5*	*17,7*	*– 0,9*	*0,2*
Tertiaire	27 985,4	31 070,1	37 278,6	38 975,1	37 162,4
Variation en %	*15,5*	*11,0*	*20,0*	*4,6*	*– 4,7*
Transports et entreposage	2 530,4	3 236,8	5 013,2	5 398,6	4 073,6
Variation en %	*27,3*	*27,9*	*54,9*	*7,7*	*– 24,5*
Communications	2 384,9	2 827,6	3 245,4	3 258,9	2 779,1
Variation en %	*8,8*	*18,6*	*14,8*	*0,4*	*– 14,7*
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	6 844,6	6 698,6	7 984,9	9 195,6	9 181,0
Variation en %	*7,9*	*– 2,1*	*19,2*	*15,2*	*– 0,2*
Commerce	1 574,7	1 728,7	1 999,2	1 936,5	1 948,5
Variation en %	*31,0*	*9,8*	*15,6*	*– 3,1*	*0,6*
Finances, assurances et affaires immobilières	3 240,4	3 626,2	4 423,1	3 925,4	3 451,3
Variation en %	*28,5*	*11,9*	*22,0*	*– 11,3*	*– 12,1*
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	6 086,6	6 666,3	7 641,0	8 318,6	8 686,9
Variation en %	*4,2*	*9,5*	*14,6*	*8,9*	*4,4*
Administration publique	5 323,8	6 285,9	6 971,8	6 941,5	7 042,0
Variation en %	*28,4*	*18,1*	*10,9*	*– 0,4*	*1,4*
Habitation	11 617,4	11 013,6	13 135,4	10 148,8	12 871,8
Variation en %	*1,5*	*– 5,2*	*19,3*	*– 22,7*	*26,8*
Total	**58 354,4**	**66 193,2**	**79 604,1**	**76 761,0**	**74 425,2**
Variation en %	***15,9***	***13,4***	***20,3***	***– 3,6***	***– 3,0***

Source: Statistique Canada.

Tableau A7.1

Recettes monétaires agricoles 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Bétail et produits animaux	1 553 034	1 764 598	2 039 222	2 240 940	2 097 749
Variation en %	*15,5*	*13,6*	*15,6*	*9,9*	*−6,4*
Produits laitiers	624 504	741 751	862 727	951 290	906 359
Variation en %	*9,9*	*18,8*	*16,3*	*10,3*	*−4,7*
Porc	423 346	492 236	574 854	682 971	563 403
Variation en %	*14,4*	*16,3*	*16,8*	*18,8*	*−17,5*
Boeuf et veau	236 499	242 223	270 565	272 438	295 935
Variation en %	*35,1*	*2,4*	*11,7*	*0,7*	*8,6*
Volaille	188 208	198 170	220 660	222 939	216 976
Variation en %	*17,4*	*5,3*	*11,3*	*1,0*	*−2,7*
Oeufs	59 367	68 911	82 700	80 017	82 794
Variation en %	*10,8*	*16,1*	*20,0*	*−3,2*	*3,5*
Mouton et agneau	1 285	1 536	2 076	3 022	3 721
Variation en %	*6,7*	*19,5*	*35,2*	*45,6*	*23,1*
Autres bétails et produits animaux	19 825	19 771	25 640	28 263	28 561
Variation en %	*18,1*	*−0,3*	*29,7*	*10,2*	*1,1*
Cultures	240 144	315 688	389 144	338 990	419 796
Variation en %	*26,5*	*31,5*	*23,3*	*−12,9*	*23,8*
Maïs	52 922	82 101	96 694	93 998	115 843
Variation en %	*82,7*	*55,1*	*17,8*	*−2,8*	*23,2*
Blé	6 642	11 160	13 000	9 742	9 023
Variation en %	*75,8*	*68,0*	*16,5*	*−25,1*	*−7,4*
Orge	3 560	7 730	13 816	17 926	19 506
Variation en %	*137,0*	*117,1*	*78,7*	*29,7*	*8,8*
Avoine	6 434	8 058	8 807	8 611	8 532
Variation en %	*37,4*	*25,2*	*9,3*	*−2,2*	*−0,9*
Betterave sucrière	2 854	8 491	2 789	2 949	2 614
Variation en %	*54,0*	*197,5*	*−67,2*	*5,7*	*−11,4*
Pommes de terre	25 397	27 467	42 592	31 818	36 573
Variation en %	*2,0*	*8,2*	*55,1*	*−25,3*	*14,9*
Légumes	52 663	61 447	75 287	84 365	79 864
Variation en %	*9,7*	*16,7*	*22,5*	*12,1*	*−5,3*
Fruits	29 094	29 207	31 656	36 241	34 481
Variation en %	*19,6*	*0,4*	*8,4*	*14,5*	*−4,9*
Floriculture et pépinières	26 226	29 893	34 549	34 578	35 975
Variation en %	*13,0*	*14,0*	*15,6*	*0,1*	*4,0*
Tabac	16 131	17 587	18 579	23 471	23 663
Variation en %	*8,0*	*9,0*	*5,6*	*26,3*	*0,8*
Autres cultures	15 060	15 575	44 375	−13 705	16 215
Variation en %	*26,1*	*3,4*	*184,9*	*−130,9*	*−218,3*
Assurance-récolte[1]	3 161	16 972	7 000	8 996	37 507
Variation en %	*85,9*	*436,9*	*−58,8*	*28,5*	*316,9*
Produits forestiers et de l'érable	54 228	55 710	61 027	45 503	49 034
Variation en %	*40,8*	*2,7*	*9,5*	*−25,4*	*7,8*
Autres recettes monétaires[1]	135 464	143 774	219 630	170 536	183 881
Variation en %	*12,0*	*6,1*	*52,8*	*−22,4*	*7,8*
Total	**1 982 870**	**2 279 770**	**2 709 023**	**2 795 969**	**2 750 460**
Variation en %	***17,0***	***15,0***	***18,8***	***3,2***	***−1,6***

1. Ces rubriques représentent des paiements en vertu de divers programmes de soutien du revenue agricole.
Source: Statistique Canada.

Tableau A7.2

Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Dépenses d'exploitation	1 330 207	1 583 529	1 883 900	1 941 283	1 875 231
Variation en %	*19,0*	*19,0*	*19,0*	*3,0*	*−3,4*
Impôts fonciers	24 986	28 146	31 381	33 992	36 035
Variation en %	*−0,7*	*12,6*	*11,5*	*8,3*	*6,0*
Loyers	12 431	14 438	14 856	15 483	17 049
Variation en %	*16,9*	*16,1*	*2,9*	*4,2*	*10,1*
Salaires	126 456	131 427	154 298	165 099	182 270
Variation en %	*23,0*	*3,9*	*17,4*	*7,0*	*10,4*
Intérêts sur dette	146 751	175 895	272 697	268 278	211 734
Variation en %	*34,0*	*19,9*	*55,0*	*−1,6*	*−21,1*
Entretien de machinerie	134 243	156 691	190 763	217 391	218 224
Variation en %	*26,0*	*16,7*	*21,7*	*14,0*	*0,4*
Engrais et chaux	107 735	117 873	131 822	135 956	125 895
Variation en %	*18,9*	*9,4*	*11,8*	*3,1*	*−7,4*
Autres dépenses pour les cultures	75 448	88 561	101 571	103 751	104 443
Variation en %	*6,6*	*17,4*	*14,7*	*2,1*	*0,7*
Alimentation du bétail	467 091	591 263	680 397	671 552	636 731
Variation en %	*15,1*	*26,6*	*15,1*	*−1,3*	*−5,2*
Autres dépenses pour le bétail	39 352	47 931	57 019	58 516	57 769
Variation en %	*21,8*	*21,8*	*19,0*	*2,6*	*−1,3*
Réparation des bâtiments	45 191	49 504	50 593	54 944	59 175
Variation en %	*16,0*	*9,5*	*2,2*	*8,6*	*7,7*
Électricité et téléphone	49 685	57 360	60 543	67 514	72 302
Variation en %	*18,9*	*15,4*	*5,5*	*11,5*	*7,1*
Divers	100 838	124 440	137 960	148 807	153 704
Variation en %	*21,8*	*23,4*	*10,9*	*7,9*	*3,3*
Dépenses d'amortissement	185 999	219 263	244 060	256 682	270 026
Variation en %	*17,4*	*17,9*	*11,3*	*5,2*	*5,2*
Total	**1 516 206**	**1 802 792**	**2 127 960**	**2 197 965**	**2 145 257**
Variation en %	***18,8***	***18,9***	***18,0***	***3,3***	***−2,4***

Source: Statistique Canada; Ministère de l'Agriculture, des pêcherie et de l'Alimentation du Québec.

Tableau A7.3
Principales espèces capturées
Pêche maritime et piégeage
1979-1983

Pêche maritime	1979	1980	1981	1982	1983			1983/1982 (var. %)		
	(000 $)				(000 $)	(Tonnes)	($/t.)	Valeur	Volume	Valeur moyenne
Morue	13 333,9	14 097,3	18 556,6	16 686,6	15 440,2	33 102,7	466	−7,5	−4,5	−3,3
Homard	7 382,9	6 108,9	7 128,1	7 776,6	9 826,5	2 092,4	4 696	26,4	23,5	2,3
Crevette	5 220,1	5 552,0	5 880,1	6 885,6	7 431,1	5 550,4	1 339	7,9	0,9	7,5
Crabe	3 318,1	3 785,8	4 713,0	10 382,3	15 349,1	10 515,3	1 460	47,8	−10,1	64,6
Sébaste	2 098,6	2 227,1	2 557,9	2 738,0	2 181,3	9 710,7	225	−20,3	−24,0	5,0
Hareng	1 614,7	1 937,5	1 515,5	990,1	768,9	2 843,8	270	−22,3	−28,7	9,5
Flétan du Groenland	2 103,9	1 982,6	1 134,2	1 098,3	589,4	856,2	688	−46,3	−58,8	30,1
Pétoncle	634,7	730,4	1 006,3	313,1	943,6	90,2	10 460	201,4	114,3	33,6
Autres	3 952,8	5 124,6	3 890,1	4 227,8	3 335,5	—	—	—	—	—
Total	**40 016,9**	**41 864,2**	**46 790,4**	**50 000,1**	**55 276,2**	**70 611,5**	—	**10,5**	—	—

Piégeage	(000 $)				(000 $)	(000 Peaux)	($/peau)	Valeur	Volume	Valeur moyenne
Castor	2 591,9	4 178,2	3 173,2	1 677,0	1 417,5	54,5	26	−15,5	−15,5	0
Rat musqué	1 947,0	2 353,1	2 054,7	971,3	905,6	201,2	5	−6,8	3,6	−10,0
Renard	2 964,9	1 510,4	2 213,4	1 810,9	1 330,4	19,6	68	−26,5	−21,3	−6,9
Raton laveur	924,0	757,8	817,7	586,5	320,1	10,7	30	−45,4	−41,5	−6,3
Lynx du Canada	1 085,0	630,8	1 148,4	1 137,9	986,7	3,3	300	−13,3	−7,5	−6,3
Martre	648,4	570,9	714,9	868,4	830,4	18,4	32	−4,4	−31,7	40,6
Autres	1 756,7	1 588,9	1 635,8	1 038,8	912,6	—	—	—	—	—
Total	**11 917,9**	**11 590,1**	**11 758,1**	**8 086,8**	**6 707,3**	**339,5**	—	**−17,1**	**−7,3**	—

Sources: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A7.4

Valeur brute de la production au niveau de la transformation
Industrie minière
1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Minéraux métalliques	1 106 073	1 411 487	1 356 363	1 229 272	1 091 142
Variation en %	*38,5*	*27,6*	*– 3,9*	*– 9,4*	*– 11,2*
Colombium ou niobium	15 292	15 302	18 612	20 832	11 200
Variation en %	*7,5*	*0,1*	*21,6*	*11,9*	*– 46,2*
Cuivre	190 227	253 696	198 570	165 413	123 386
Variation en %	*28,3*	*33,4*	*– 21,7*	*– 16,7*	*– 25,4*
Or	170 054	357 954	307 082	360 119	441 459
Variation en %	*58,6*	*110,5*	*– 14,2*	*17,3*	*22,6*
Minerai de fer	543 257	531 011	599 546	466 930	346 197
Variation en %	*61,0*	*– 2,3*	*12,9*	*– 22,1*	*– 25,9*
Fer refondu	61 067	118 990	113 125	110 816	94 000
Variation en %	*– 29,0*	*94,9*	*– 4,9*	*– 2,0*	*– 15,2*
Molybdène	10 796	17 859	21 897	4 199	—
Variation en %	*– 4,9*	*65,4*	*22,6*	*– 80,8*	—
Sélénium	5 530	6 088	5 852	3 814	613
Variation en %	*104,1*	*10,1*	*– 3,9*	*– 34,8*	*– 83,9*
Argent	30 402	45 881	20 127	14 784	18 456
Variation en %	*97,5*	*50,9*	*– 56,1*	*– 26,5*	*24,8*
Zinc	76 070	63 706	63 616	71 897	47 837
Variation en %	*3,9*	*– 16,3*	*– 0,1*	*13,0*	*– 33,5*
Autres	3 378	1 000	7 936	10 457	7 994
Variation en %	*19,1*	*– 70,4*	*693,6*	*31,8*	*– 23,6*
Minéraux industriels	616 759	653 513	599 028	468 389	488 700
Variation en %	*10,7*	*6,0*	*– 8,3*	*– 21,8*	*4,3*
Amiante	505 699	495 526	420 044	298 145	315 696
Variation en %	*14,9*	*– 2,0*	*– 15,2*	*– 29,0*	*5,9*
Dolomie magnésitique brucite	8 990	10 404	11 472	8 216	6 524
Variation en %	*50,1*	*15,7*	*10,3*	*– 28,4*	*– 20,6*
Tourbe	14 602	15 761	15 359	15 967	21 335
Variation en %	*27,4*	*7,9*	*– 2,6*	*4,0*	*33,6*
Quartz ou silice	8 928	11 022	12 950	12 444	15 206
Variation en %	*0,1*	*23,5*	*17,5*	*– 3,9*	*22,2*
Bioxyde de titane	75 670	117 060	131 669	127 012	108 300
Variation en %	*– 14,2*	*54,7*	*12,5*	*– 3,5*	*– 14,7*
Soufre (gaz de fonderie)	1 095	1 995	1 426	1 976	2 204
Variation en %	*– 27,0*	*82,2*	*– 28,5*	*38,6*	*11,5*
Autres	1 775	1 745	6 108	4 627	19 435
Variation en %	*55,0*	*– 1,7*	*250*	*– 24,2*	*320,0*
Sable et gravier	83 784	77 593	99 471	58 995	47 599
Variation en %	*7,2*	*– 7,4*	*28,2*	*– 40,7*	*– 19,3*
Pierre	185 073	161 766	154 302	103 020	111 358
Variation en %	*– 6,8*	*– 12,6*	*– 4,6*	*– 33,2*	*8,1*
Total	**1 991 689**	**2 304 359**	**2 209 164**	**1 859 676**	**1 738 799**
Variation en %	***22,0***	***15,7***	***– 4,1***	***– 15,8***	***– 6,5***

Sources: Statistique Canada; Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Tableau A7.5
Prix de quelques minéraux extraits au Québec 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983[1]
Argent ($/kg)	382,00	774,79	405,60	316,07	467,47
Variation en %	*92,6*	*102,8*	*-47,7*	*-22,1*	*47,9*
Or ($/g)	11,55	23,02	17,72	14,92	16,99
Variation en %	*62,9*	*99,3*	*-23,0*	*-15,8*	*13,9*
Bismuth ($/kg)	7,81	6,80	6,96	6,02	—
Variation en %	*-8,0*	*-12,9*	*2,4*	*-13,5*	—
Cadmiun ($/kg)	7,13	7,33	4,94	3,06	3,52
Variation en %	*15,8*	*2,8*	*-32,6*	*-38,7*	*15,0*
Cuivre ($/kg)	2,35	2,60	2,21	1,95	1,95
Variation en %	*43,3*	*10,6*	*-15,0*	*-11,8*	*0,0*
Molybdène ($/kg)	19,47	25,18	22,44	11,14	9,85
Variation en %	*70,0*	*29,3*	*-10,9*	*-50,4*	*-11,6*
Nickel ($/kg)	6,99	8,80	9,06	8,70	8,69
Variation en %	*32,9*	*25,9*	*3,0*	*-4,0*	*-0,1*
Plomb ($/kg)	1,31	1,09	0,98	0,72	0,55
Variation en %	*65,8*	*-16,8*	*-10,1*	*-26,5*	*-23,6*
Sélénium ($/kg)	31,72	24,81	23,79	23,49	10,10
Variation en %	*15,9*	*-21,8*	*-4,1*	*-1,3*	*-57,0*
Tellure ($/kg)	51,65	50,26	34,96	32,56	25,79
Variation en %	*2,7*	*-2,7*	*-30,4*	*-6,9*	*-20,8*
Zinc ($/kg)	0,96	0,97	1,20	1,08	1,13
Variation en %	*24,7*	*1,0*	*23,7*	*-10,0*	*4,6*
Minerai de fer ($/t)	26,05	30,43	33,53	36,64	34,69
Variation en %	*7,6*	*16,8*	*10,2*	*9,3*	*-5,3*
Amiante ($/t)	377,13	430,58	437,25	399,90	440,00
Variation en %	*7,6*	*14,2*	*1,6*	*-8,5*	*10,0*

1. Données préliminaires.
Source : Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Tableau A7.6
Permis de bâtir par région administrative (logements simples) 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	932	469	295	291	470
Variation en %	*8,9*	*– 49,7*	*– 37,1*	*– 1,4*	*61,5*
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 324	855	545	403	859
Variation en %	*– 17,7*	*– 35,4*	*– 36,3*	*– 26,1*	*113,2*
Québec	4 373	2 562	1 612	1 779	3 259
Variation en %	*– 11,2*	*– 41,4*	*– 37,1*	*10,4*	*83,2*
Trois-Rivières	1 703	1 217	842	586	1 237
Variation en %	*– 9,4*	*– 28,5*	*– 30,8*	*– 30,4*	*111,1*
Estrie	837	546	334	373	701
Variation en %	*– 15,2*	*– 34,8*	*– 38,8*	*11,7*	*87,9*
Montréal	10 708	9 177	8 833	7 212	12 464
Variation en %	*– 10,8*	*– 14,3*	*– 3,7*	*– 18,4*	*72,8*
Outaouais	786	511	464	521	1 297
Variation en %	*– 16,0*	*– 35,0*	*– 9,2*	*12,3*	*148,9*
Abitibi-Témiscamingue	395	241	242	259	447
Variation en %	*– 28,6*	*– 39,0*	*0,4*	*7,0*	*72,6*
Côte-Nord—Nouveau-Québec	281	185	131	87	140
Variation en %	*– 34,8*	*– 34,2*	*– 29,2*	*– 33,6*	*60,9*
Total	**21 339**	**15 763**	**13 298**	**11 511**	**20 874**
Variation en %	***– 11,7***	***– 26,1***	***– 15,6***	***– 13,4***	***81,3***

Source Statistique Canada

Tableau A7.7
Permis de bâtir par région administrative (logements doubles et multiples) 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	464	265	146	97	438
Variation en %	*– 6,8*	*– 42,9*	*– 44,9*	*– 33,6*	*351,5*
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 176	573	468	220	571
Variation en %	*20,7*	*– 51,3*	*– 18,3*	*– 53,0*	*159,5*
Québec	2 777	1 898	3 462	1 797	2 731
Variation en %	*– 20,7*	*– 31,7*	*82,4*	*– 48,1*	*52,0*
Trois-Rivières	1 474	1 028	720	317	1 161
Variation en %	*– 37,8*	*– 30,3*	*– 30,0*	*– 56,0*	*266,2*
Estrie	895	578	529	148	992
Variation en %	*– 23,8*	*– 35,4*	*– 8,5*	*– 72,0*	*570,3*
Montréal	9 984	8 834	10 805	7 705	12 893
Variation en %	*– 7,8*	*– 11,5*	*22,3*	*– 28,7*	*67,3*
Outaouais	163	120	120	185	1 133
Variation en %	*– 61,6*	*– 26,4*	*0,0*	*54,2*	*512,4*
Abitibi-Témiscamingue	527	261	192	162	203
Variation en %	*32,4*	*– 50,5*	*– 26,4*	*– 15,6*	*25,3*
Côte-Nord—Nouveau-Québec	113	16	81	12	42
Variation en %	*– 90,6*	*– 85,8*	*406,3*	*– 85,2*	*250,0*
Total	**17 793**	**13 573**	**16 523**	**10 643**	**20 164**
Variation en %	***– 16,7***	***– 23,7***	***21,7***	***– 35,6***	***89,5***

Source: Statistique Canada.

Tableau A8.1
Valeur des expéditions manufacturières 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 $)		
Aliments et boissons	6 518 725	7 439 252	8 314 051	8 982 040	9 084 135
Variation en %	*12,6*	*14,1*	*11,8*	*8,0*	*1,1*
Tabac	488 530	557 078	606 093	668 234	707 614
Variation en %	*11,2*	*14,0*	*8,8*	*10,3*	*5,9*
Caoutchouc	828 427	890 664	1 020 594	979 438	1 121 015
Variation en %	*22,4*	*7,5*	*14,6*	*−4,0*	*14,5*
Cuir	425 826	418 564	468 825	416 115	428 825
Variation en %	*29,5*	*−1,7*	*12,0*	*−11,2*	*3,1*
Textile	1 990 348	2 144 554	2 392 413	2 008 379	2 420 164
Variation en %	*22,7*	*7,7*	*11,6*	*−16,1*	*20,5*
Bonneterie	522 973	600 136	650 940	617 472	697 754
Variation en %	*17,1*	*14,8*	*8,5*	*−5,1*	*13,0*
Habillement	2 349 705	2 382 264	2 512 260	2 317 480	2 520 017
Variation en %	*16,4*	*1,4*	*5,5*	*−7,8*	*8,7*
Bois	1 608 671	1 590 341	1 740 920	1 500 277	2 072 413
Variation en %	*18,4*	*−1,1*	*9,5*	*−13,8*	*38,1*
Meubles et accessoires	699 944	739 763	842 310	714 459	866 984
Variation en %	*17,4*	*5,7*	*13,9*	*−15,2*	*21,3*
Papiers et produits connexes	4 015 995	4 529 581	5 199 938	5 043 197	5 384 599
Variation en %	*18,1*	*12,8*	*14,8*	*−3,0*	*6,8*
Imprimerie et édition	1 351 885	1 621 519	1 840 884	1 878 937	2 024 540
Variation en %	*12,5*	*19,9*	*13,5*	*2,1*	*7,7*
Métaux primaires	2 808 720	3 603 737	3 618 131	2 947 662	3 639 395
Variation en %	*0,8*	*28,3*	*0,4*	*−18,5*	*23,5*
Produits métalliques	2 659 548	3 348 633	3 066 481	3 126 234	2 983 669
Variation en %	*42,7*	*25,9*	*−8,4*	*1,9*	*−4,6*
Machinerie	1 054 894	1 234 149	1 466 223	1 291 979	1 092 129
Variation en %	*34,3*	*17,0*	*18,8*	*−11,9*	*−15,5*
Matériel de transport	3 059 280	3 681 268	3 976 804	3 150 744	3 702 328
Variation en %	*31,0*	*20,3*	*8,0*	*−20,8*	*17,5*
Appareils et matériel électriques	1 718 951	1 979 793	2 176 771	2 046 187	2 229 231
Variation en %	*19,0*	*15,2*	*9,9*	*−6,0*	*8,9*
Produits minéraux non métalliques	909 817	912 752	1 005 745	918 988	1 008 771
Variation en %	*9,0*	*0,3*	*10,2*	*−8,6*	*9,8*
Produits du pétrole et du charbon	3 310 489	3 786 415	5 418 022	5 740 151	6 138 060
Variation en %	*12,7*	*14,4*	*43,1*	*5,9*	*6,9*
Produits chimiques	2 302 337	2 623 689	3 015 140	2 925 185	3 301 157
Variation en %	*19,9*	*14,0*	*14,9*	*−3,0*	*12,9*
Industries diverses	748 116	822 173	911 170	870 908	995 900
Variation en %	*15,0*	*9,9*	*10,8*	*−4,4*	*14,4*
Total	**39 373 184**	**44 906 324**	**50 243 712**	**48 144 066**	**52 418 700**
Variation en %	***17,7***	***14,1***	***11,9***	***−4,2***	***8,9***

Source : Statistique Canada.

Tableau A8.2
Indice des prix de vente, industries manufacturières Canada 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
	(1971 = 100)				
Aliments et boissons	231,7	256,6	279,4	294,4	304,8
Variation en %	*12,7*	*10,7*	*8,9*	*5,4*	*3,5*
Tabac	159,6	177,5	193,6	216,1	235,1
Variation en %	*8,4*	*11,2*	*9,1*	*11,6*	*8,8*
Caoutchouc et produits en matière plastique	174,2	202,6	224,0	241,4	245,1
Variation en %	*11,5*	*16,3*	*10,6*	*7,8*	*1,5*
Cuir	239,3	245,3	262,1	272,0	278,8
Variation en %	*25,0*	*2,5*	*6,8*	*3,8*	*2,5*
Textile	180,7	203,9	228,1	236,3	240,3
Variation en %	*13,2*	*12,8*	*11,9*	*3,6*	*1,7*
Bonneterie	153,7	167,2	181,3	191,2	196,5
Variation en %	*10,0*	*8,8*	*8,4*	*5,5*	*2,7*
Bois	260,8	244,6	245,4	238,6	264,8
Variation en %	*15,8*	*−6,2*	*0,3*	*−2,8*	*11,0*
Meubles et articles d'ameublement	208,9	233,9	258,5	282,2	294,2
Variation en %	*13,8*	*12,0*	*10,5*	*9,2*	*4,3*
Papiers et produits connexes	239,6	277,2	306,1	317,3	307,3
Variation en %	*17,3*	*15,7*	*10,4*	*3,6*	*−3,1*
Métaux primaires	258,8	308,3	312,6	310,7	320,6
Variation en %	*24,6*	*19,1*	*1,4*	*−0,6*	*3,2*
Produits métalliques	211,5	232,7	256,0	277,8	283,9
Variation en %	*12,4*	*10,0*	*10,0*	*8,5*	*2,2*
Machinerie	186,7	207,8	233,1	254,5	263,2
Variation en %	*10,6*	*11,3*	*12,2*	*9,2*	*3,4*
Appareils et matériel électriques	172,4	189,5	203,7	217,1	224,3
Variation en %	*9,8*	*9,9*	*7,5*	*6,6*	*3,3*
Produits minéraux non métalliques	210,0	234,9	270,7	305,3	319,2
Variation en %	*9,2*	*11,9*	*15,2*	*12,8*	*4,5*
Produits du pétrole et du charbon	321,3	404,6	551,7	634,4	674,8
Variation en %	*16,7*	*25,9*	*36,4*	*15,0*	*6,4*
Produits chimiques et produits connexes	214,9	251,6	286,4	306,9	316,5
Variation en %	*13,5*	*17,1*	*13,8*	*7,1*	*3,1*
Total	**217,9**	**247,2**	**272,3**	**288,8**	**298,8**
Variation en %	***14,5***	***13,5***	***10,2***	***6,0***	***3,5***

Source : Statistique Canada

Tableau A8.3
Valeur ajoutée, industries manufacturières 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 $)		
Aliments et boissons	2 193 255	2 381 804	2 647 199	2 886 000	2 984 210
Variation en %	*8,7*	*8,6*	*11,1*	*9,0*	*3,4*
Tabac	288 336	328 380	358 777	397 482	430 266
Variation en %	*16,4*	*13,9*	*9,3*	*10,8*	*8,3*
Caoutchouc et produits en matière plastique	396 632	395 741	503 956	449 529	520 234
Variation en %	*22,4*	*-0,2*	*27,3*	*-10,8*	*15,7*
Cuir	228 109	222 774	254 721	217 749	208 928
Variation en %	*31,0*	*-2,3*	*14,3*	*-14,5*	*-4,1*
Textile	826 005	885 714	989 142	786 973	989 282
Variation en %	*24,4*	*7,2*	*11,7*	*-20,4*	*25,7*
Bonneterie	236 356	263 228	279 789	267 313	306 860
Variation en %	*17,8*	*11,4*	*6,3*	*-4,5*	*14,8*
Vêtement	1 141 980	1 157 831	1 257 965	1 218 340	1 296 683
Variation en %	*14,1*	*1,4*	*8,7*	*-3,2*	*6,4*
Bois	828 499	754 954	807 715	695 933	1 033 900
Variation en %	*26,1*	*-8,9*	*7,0*	*-13,8*	*48,6*
Meubles et articles d'ameublement	362 052	391 491	454 809	404 243	470 415
Variation en %	*15,9*	*8,1*	*16,2*	*-11,1*	*16,4*
Papiers et produits connexes	1 901 849	2 150 572	2 432 782	2 274 010	2 496 520
Variation en %	*21,0*	*13,1*	*13,1*	*-6,5*	*9,8*
Imprimerie, édition et industries connexes	804 132	945 004	1 078 294	1 098 940	1 167 310
Variation en %	*13,9*	*17,5*	*14,1*	*1,9*	*6,2*
Métaux primaires	1 173 992	1 619 202	1 472 916	1 378 750	1 467 340
Variation en %	*-8,2*	*37,9*	*-9,0*	*-6,4*	*6,4*
Produits métalliques	1 135 593	1 285 883	1 392 742	1 324 240	1 409 780
Variation en %	*9,2*	*13,2*	*8,3*	*-4,9*	*6,5*
Machinerie	597 324	725 197	829 597	784 171	689 346
Variation en %	*29,2*	*21,4*	*14,4*	*-5,5*	*-12,1*
Matériel de transport	1 274 578	1 613 360	1 772 187	1 591 910	1 586 480
Variation en %	*37,9*	*26,6*	*9,8*	*-10,2*	*-0,3*
Appareils et matériel électriques	1 032 070	1 157 229	1 288 000	1 208 270	1 343 970
Variation en %	*22,3*	*12,1*	*11,3*	*-6,2*	*11,2*
Produits minéraux non métalliques	481 021	485 255	512 780	409 474	473 925
Variation en %	*5,2*	*0,9*	*5,7*	*-20,2*	*15,7*
Produits du pétrole et du charbon	514 787	548 663	840 962	859 592	863 432
Variation en %	*52,9*	*6,6*	*53,3*	*2,2*	*0,5*
Produits chimiques et produits connexes	1 256 501	1 407 665	1 507 622	1 413 770	1 633 720
Variation en %	*21,7*	*12,0*	*7,1*	*-6,2*	*15,6*
Industries manufacturières diverses	436 853	455 760	520 995	489 703	568 122
Variation en %	*14,9*	*4,3*	*14,3*	*-6,0*	*16,0*
Industries des biens durables	6 885 129	8 032 571	8 530 746	7 796 991	8 475 156
Variation en %	*15,2*	*16,7*	*6,2*	*-8,6*	*8,7*
Industries des biens non durables	10 224 795	11 143 136	12 672 204	12 359 401	13 465 567
Variation en %	*18,1*	*9,0*	*13,7*	*-2,5*	*9,0*
Total	**17 096 270**	**19 175 706**	**21 202 952**	**20 156 392**	**21 940 723**
Variation en %	***16,8***	***12,2***	***10,6***	***-4,9***	***8,9***

Sources: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A8.4

Rémunération hebdomadaire moyenne, industries manufacturières 1983

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
					($)					
Aliments et boissons	375,54	383,65	379,74	384,17	371,41	369,30	381,79	381,60	387,25	392,32
Variation en %		*2,2*	*−1,0*	*1,2*	*−3,3*	*−0,6*	*3,4*	*−0,1*	*1,5*	*1,3*
Tabac	516,49	531,98	541,64	539,41	543,18	559,88	567,47	566,18	563,36	579,91
Variation en %		*3,0*	*1,8*	*−0,4*	*0,7*	*3,1*	*1,4*	*−0,2*	*−0,5*	*2,9*
Caoutchouc et produits en matière plastique	348,43	349,68	346,65	342,47	346,24	341,42	353,75	348,77	341,94	341,62
Variation en %		*0,4*	*−0,9*	*−1,2*	*1,1*	*−1,4*	*3,6*	*−1,4*	*−2,0*	*−1,0*
Cuir	259,42	259,08	251,68	257,97	263,79	262,92	266,24	267,10	284,01	259,71
Variation en %		*−0,1*	*−2,9*	*2,5*	*2,3*	*−0,3*	*1,3*	*0,3*	*6,3*	*−8,6*
Textile	332,74	333,75	336,27	329,64	330,69	340,72	339,64	336,03	338,15	334,17
Variation en %		*0,3*	*0,8*	*−2,0*	*0,3*	*3,0*	*−0,3*	*−1,1*	*0,6*	*−1,2*
Bonneterie	265,42	273,07	269,63	263,94	267,32	263,88	262,65	267,86	286,42	266,88
Variation en %		*2,9*	*−1,3*	*−2,1*	*1,3*	*−1,3*	*−0,5*	*2,0*	*7,0*	*−6,8*
Vêtement	270,73	265,62	269,09	274,07	268,39	283,78	282,24	288,15	290,21	292,35
Variation en %		*−1,9*	*1,3*	*1,9*	*−2,1*	*5,7*	*−0,5*	*2,1*	*0,7*	*0,7*
Bois	327,90	331,05	332,85	332,35	332,12	346,18	348,05	346,20	369,62	360,09
Variation en %		*1,0*	*0,5*	*−0,2*	*−0,1*	*4,2*	*0,5*	*−0,5*	*6,8*	*−2,6*
Meubles et articles d'ameublement	315,75	314,52	312,15	315,09	319,11	309,56	317,52	320,94	316,39	318,42
Variation en %		*−0,4*	*−0,8*	*1,0*	*1,3*	*−3,0*	*2,6*	*1,1*	*−1,4*	*0,6*
Papiers et produits connexes	475,62	483,71	505,16	494,77	498,91	502,30	508,62	508,30	512,83	515,26
Variation en %		*1,7*	*4,4*	*−2,1*	*0,8*	*0,7*	*1,3*	*−0,1*	*0,9*	*0,5*
Imprimerie, édition et industries connexes	413,61	414,55	398,80	400,00	407,37	397,31	400,23	406,08	406,92	411,54
Variation en %		*0,2*	*−3,8*	*0,3*	*1,8*	*−2,5*	*0,7*	*1,5*	*0,2*	*1,1*
Métaux primaires	540,16	545,98	542,55	542,39	544,12	548,71	558,01	568,27	571,11	569,89
Variation en %		*1,1*	*−0,6*	*−0,0*	*0,3*	*0,8*	*1,7*	*1,8*	*0,5*	*−0,2*
Produits métalliques	393,19	396,05	391,12	388,09	386,45	391,10	393,01	392,96	400,15	418,53
Variation en %		*0,7*	*−1,2*	*−0,8*	*−0,4*	*1,2*	*0,5*	*0,0*	*1,8*	*4,6*
Machinerie	425,50	424,13	423,34	429,98	413,08	424,90	420,22	422,23	415,70	426,37
Variation en %		*−0,3*	*−0,2*	*1,6*	*−4,0*	*2,9*	*−1,1*	*0,5*	*−1,6*	*2,6*
Matériel de transport	478,65	488,11	479,74	479,35	479,65	481,16	503,05	497,22	492,17	479,28
Variation en %		*2,0*	*−1,7*	*−0,1*	*0,1*	*0,3*	*4,6*	*−1,2*	*−1,0*	*−2,6*
Appareils et matériel électriques	450,51	446,75	444,28	438,13	435,97	436,94	441,91	445,44	453,58	447,86
Variation en %		*−0,8*	*−0,6*	*−1,4*	*−0,5*	*0,2*	*1,1*	*0,8*	*1,8*	*−1,3*
Produits minéraux non métalliques	444,12	445,46	438,32	439,12	442,62	446,30	450,72	454,99	446,93	451,25
Variation en %		*0,3*	*−1,6*	*0,2*	*0,8*	*0,8*	*1,0*	*1,0*	*−1,8*	*1,0*
Produits du pétrole et du charbon	671,22	676,05	684,10	681,89	664,24	687,20	671,99	696,56	705,56	716,09
Variation en %		*0,7*	*1,2*	*−0,3*	*−2,6*	*3,5*	*−2,2*	*3,7*	*1,3*	*1,5*
Produits chimiques et produits connexes	453,65	451,72	453,13	461,37	453,64	454,44	464,58	472,13	475,43	479,09
Variation en %		*−0,4*	*0,3*	*1,8*	*−1,7*	*0,2*	*2,2*	*1,6*	*0,7*	*0,8*
Industries manufacturières diverses	330,24	327,40	332,53	335,49	336,17	334,61	334,82	354,25	362,12	356,75
Variation en %		*0,9*	*1,6*	*0,9*	*0,2*	*−0,5*	*3,1*	*2,7*	*2,2*	*−1,5*
Industries des biens durables	425,01	426,78	421,59	419,09	417,83	421,58	427,34	428,65	436,45	438,48
Variation en %		*0,4*	*−1,2*	*−0,6*	*−0,3*	*0,9*	*1,4*	*0,3*	*1,8*	*0,5*
Industries des biens non durables	367,43	370,25	372,50	374,70	372,48	372,75	377,42	380,31	386,06	387,36
Variation en %		*0,8*	*0,6*	*0,6*	*−0,6*	*0,1*	*1,3*	*0,8*	*1,5*	*0,3*
Total	**388,99**	**391,41**	**391,05**	**391,97**	**390,10**	**391,37**	**396,88**	**399,44**	**405,73**	**407,17**
Variation en %		***0,6***	***−0,1***	***0,2***	***−0,5***	***0,3***	***1,4***	***0,7***	***1,6***	***0,4***

Source: Statistique Canada.

Tableau A8.5

Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, industries manufacturières, Canada 1979-1983

	1979	1980	1981	1982	1983
			(000 000 $)		
Aliments et boissons	1 299	1 406	1 534	1 508	1 716
Variation en %	*18,6*	*8,2*	*9,1*	*– 1,7*	*13,8*
Tabac	167	184	240	272	292
Variation en %	*24,6*	*10,2*	*30,4*	*13,3*	*7,4*
Caoutchouc et produits en matière plastique	199	201	259	160	218
Variation en %	*67,2*	*1,0*	*28,9*	*– 38,2*	*36,2*
Cuir	28	29	36	24	29
Variation en %	*47,4*	*3,6*	*24,1*	*– 33,3*	*20,8*
Textile et bonneterie	400	367	359	123	350
Variation en %	*81,0*	*– 8,3*	*– 2,2*	*– 65,7*	*184,6*
Vêtement	48	68	42	30	47
Variation en %	*84,6*	*41,7*	*– 38,2*	*– 28,6*	*56,7*
Bois	713	378	187	– 76	326
Variation en %	*37,4*	*– 47,0*	*– 50,5*	*– 140,6*	*– 528,9*
Meubles et articles d'ameublement	19	25	35	33	29
Variation en %	*26,7*	*31,6*	*40,0*	*– 5,7*	*– 12,1*
Papiers, produits connexes et exploitation forestière	2 443	2 656	1 907	557	680
Variation en %	*81,0*	*8,7*	*– 28,2*	*– 70,8*	*22,1*
Imprimerie, édition et industries connexes	344	415	500	546	572
Variation en %	*18,6*	*20,6*	*20,5*	*9,2*	*4,8*
Métaux primaires	1 391	1 715	1 648	357	656
Variation en %	*20,1*	*23,3*	*– 3,9*	*– 78,3*	*83,8*
Produits métalliques	645	630	644	294	418
Variation en %	*47,3*	*– 2,3*	*2,2*	*– 54,3*	*42,2*
Machinerie	423	379	340	153	131
Variation en %	*51,1*	*– 10,4*	*– 10,3*	*– 55,0*	*– 14,4*
Matériel de transport	1 121	415	684	508	2 447
Variation en %	*11,3*	*– 63,0*	*64,8*	*– 25,7*	*381,7*
Appareils et matériel électriques	583	658	890	709	900
Variation en %	*49,1*	*12,9*	*35,3*	*– 20,3*	*26,9*
Produits minéraux non métalliques	503	462	418	134	351
Variation en %	*24,8*	*– 8,2*	*– 9,5*	*– 67,9*	*161,9*
Produits du pétrole et du charbon	4 074	5 769	5 087	4 277	4 445
Variation en %	*86,5*	*41,6*	*– 11,8*	*– 15,9*	*3,9*
Produits chimiques et produits connexes	1 135	1 438	1 585	1 053	1 478
Variation en %	*53,8*	*26,7*	*10,2*	*– 33,6*	*40,4*
Industries manufacturières diverses	203	262	272	283	281
Variation en %	*55,0*	*29,1*	*3,8*	*4,0*	*– 0,7*
Industries des biens durables	5 398	4 662	4 846	2 112	5 258
Variation en %	*28,2*	*– 13,6*	*3,9*	*– 56,4*	*149,0*
Industries des biens non durables	10 340	12 795	11 821	8 833	10 108
Variation en %	*63,9*	*23,7*	*– 7,6*	*– 25,3*	*14,4*
Total	**15 738**	**17 457**	**16 667**	**10 945**	**15 366**
Variation en %	***49,6***	***10,9***	***– 4,5***	***– 34,3***	***40,4***

Source: Statistique Canada.

La situation économique au Québec
1983 [illegible] 1984

La situation économique au Québec

Bureau de la statistique du Québec